

150

CONTEXTE RÉGIONAL

Jeunes filles à l'université algérienne du Carroussel. Cours de contact avec la jeunesse en Algérie. Jeunes filles algériennes.

références

SOCIÉTÉ

1995/13

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15004 - 7 F

VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le plan de financement de la Sécurité sociale satisfait la majorité et les marchés mais inquiète les syndicats

Selon notre sondage BVA, 79 % des Français jugent que les efforts demandés aux faibles revenus sont « trop importants »

Oskar Lafontaine élu président du SPD

Le ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, a été élu président du Parti social-démocrate allemand, jeudi 16 novembre, au congrès de Mannheim. Au terme d'un vote surprise, il a battu le président sortant, Rudolf Scharping, qui avait été désigné en 1994 par l'ensemble des militants.

L'Asie-Pacifique enlisée

Le sommet des pays d'Asie et du Pacifique, réunis à Osaka, souligne les difficultés de la libéralisation des échanges, au grand regret des Américains et des Australiens qui cherchent à ouvrir les marchés asiatiques. p. 2 et notre éditorial page 20

Un entretien avec Hosni Moubarak

Le chef de l'Etat égyptien affirme que les pays qui accordent l'asile politique aux extrémistes musulmans en paieront « très cher le prix ». p. 3

Abel l'australopithecine

La découverte, au Tchad, d'un fragment de mandibule d'un australopithecine vieux de 3 à 3,5 millions d'années, Abel, ébranle la théorie selon laquelle l'homme est né en Afrique de l'Est. p. 26

La pilule de jeunesse

Les autorités françaises s'inquiètent de la publicité faite à la mélatonine, hormone régulant les rythmes biologiques. Ce produit fait l'objet d'un engouement aux Etats-Unis. p. 15

Fusion dans l'aéronautique

Boeing et McDonnell Douglas, numéros un et deux de l'aéronautique américaine, ont ouvert des négociations pour une fusion. p. 21

La gestion sociale chez GEC-Alsthom

Dans un entretien au Monde, le PDG de GEC-Alsthom s'explique sur les relations sociales dans son groupe et reconnaît les erreurs commises. p. 21

Vues d'Allemagne

Deux expositions sont consacrées, à Paris, au photographe allemand August Sander, qui a dressé le portrait de son pays avant 1939. p. 29

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 26 ATS; Danemark, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Espagne, 160 Ptas; France, 220 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,45 £; Italie, 2.700 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 1 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 5 £; Suède, 100 F CFA; Suisse, 2,50 Sfr; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1117 - 7 00 F

LE PREMIER MINISTRE a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale, mercredi 15 novembre, sur sa réforme de la Sécurité sociale. Les mesures annoncées par Alain Juppé constituent une refonte sans précédent du régime général des salariés, dont le déficit cumulé atteindra 230 milliards de francs fin 1995. Le gouvernement a décidé que le Parlement votera chaque année un objectif de dépenses sociales, qui s'imposera aux médecins, aux hôpitaux, aux caisses et aux assurés. Un prélèvement de 0,5 % est institué sur tous les revenus. Les prestations familiales ne seront pas revalorisées l'an prochain et seront imposées à partir de 1997. Les fonctionnaires devraient être amenés à cotiser quarante ans pour leur retraite, comme les salariés du privé. Selon un sondage BVA pour Le Monde et France 2, 79 % des Français jugent que les efforts demandés aux personnes ayant de faibles revenus sont « trop importants ». Le PS considère ce plan comme « antisocial ». FO accuse l'Etat de « raffer les 2 200 milliards de francs constitués par les cotisations sociales ». Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, juge que certaines décisions vont « dans le bon sens ». Les syndicats de fonctionnaires appellent à une grève générale le 24 novembre. Jeudi matin, après les réactions positives des marchés, plusieurs banques ont anticipé une baisse des taux de la Banque de France.

- Les principales mesures et notre sondage p. 8
- La seconde naissance d'Alain Juppé p. 9
- Récit d'une journée cruciale pour la Sécurité sociale p. 9 et 10
- Le discours du premier ministre p. 11
- Grève des fonctionnaires le 24 novembre p. 11
- Le conseil des impôts et la CSG p. 12
- Le débat parlementaire et le vote de confiance p. 12
- Les réactions p. 12
- Le budget 1996 à l'Assemblée nationale p. 34

Les hélicoptères assoupis de l'armée française

FAUTE D'ARGENT, l'armée de terre française sera contrainte, en 1996, de stocker vingt hélicoptères, qui seront placés « sous cocon », comme on dit des matériels retirés du service opérationnel et mis de côté – sous protection pour les conserver en état – dans des hangars. L'armée de terre a pris cette initiative, qui concerne dix hélicoptères d'attaque Gazelle et dix hélicoptères de transport Puma, en constatant que les crédits d'entretien de ses matériels baisseront de 12,6 % l'an prochain. Déjà, en 1995, l'armée de terre avait dû mettre « sous cocon » cinquante-huit hélicoptères, soit vingt Puma, deux Gazelle et trente-six Alouette anciens. Parfois, il s'agit de matériels neufs qu'on a ainsi stockés, parce qu'il est préférable de continuer à user des hélicoptères déjà en service pour épargner les autres. En deux ans, soixante-dix-huit hélicoptères, dont la moitié sont en réalité des « machines » devenues trop chères à faire voler en raison de leur grand âge et mises hors circuit, auront ainsi été mis en sommeil. Ce qui représente près de 15 % du parc global des hélicoptères au sein de ce qu'on appelle, en France, l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Il semble bien que ces stockages de longue durée touchent aussi, ou ont déjà touché, des formations blindées. En pratiquant la mise « sous cocon », l'armée de terre espère supprimer certaines dépenses d'entretien et préserver son potentiel dès lors qu'il n'est pas prévu, dans un avenir proche, de renouveler le parc de ses hélicoptères. Elle tient compte aussi de la politique dite de « disponibilité opérationnelle différenciée », liée à la réduction de dix mois de la durée du service militaire, et qui l'incite à aligner des unités dont les recrues ne sont pas prêtes à 100 % sur une année et qui n'ont donc pas besoin d'être complètement équipées. Cette économie lui est imposée par la diminution régulière de ses dépenses de fonctionnement, d'une année à l'autre, et par le « gel » brutal d'une partie de ses crédits budgétaires, décidé dans le courant de l'année. En juillet dernier, Jacques Chirac s'était



Equilibre

LA JOURNÉE du 15 novembre a toutes chances de rester comme la première date utile du pouvoir issu de l'élection présidentielle du mois de mai dernier. Utile au pays, car celui-ci a désormais un gouvernement. C'est-à-dire une équipe capable de prendre des décisions, qui ont non seulement le mérite de la cohérence, mais qui paraissent dictées par une certaine idée de l'intérêt général. Quitte à mettre à mal les corporatismes, ou les clientèles électoraux. Donc Juppé 2 gouverne. Il se distingue en cela – on conviendra que ce n'était pas très difficile – de Juppé 1, qui avait contribué au déséquilibre des comptes, multiplié les effets d'annonce sans prendre aucune mesure de redressement, bref, dont le bilan était « colombez ». J.-M. C.

Lire la suite page 20

L'Unesco célèbre ses cinquante ans



LE CINQUANTIÈME anniversaire de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) devait être célébré, jeudi 16 novembre à Paris, en présence d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Les grands absents de cette célébration sont les Etats-Unis, qui ont quitté l'organisation en 1984 après l'avoir accusée de politisation excessive. Cependant, le président Clinton vient de confirmer par écrit au directeur général, l'Espagnol Federico Mayor, que seules des questions budgétaires empêchent aujourd'hui son pays d'y reprendre sa place. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Mayor souligne que la mission de l'Unesco « est de bâtir la paix dans l'esprit des hommes ». Ce n'est pas une limite nulle à la sauvegarde de monuments qui appartiennent au patrimoine culturel de l'humanité. « Un seul enfant, affirme-t-il, m'intéresse plus que les Pyramides ». Sur les moyens de servir la paix aujourd'hui, nous publions deux points de vue. L'un du philosophe allemand Jürgen Habermas, qui définit ce que pourrait être « un consensus au sein de la société mondiale ». L'autre de Stanley Hoffmann, professeur à Harvard, qui plaide pour « un enseignement de la réconciliation et de la diversité ».

Jacques Isnard

L'Amérique est de retour

« LES ETATS-UNIS se tenaient sur la scène de la Victoire, maîtres des destins du monde, mais sans un dessin véritable et cohérent. » Ainsi le plume majestueuse de Churchill les a-t-elle dépeints ou l'endormi du refus du Congrès, en novembre 1919, d'approuver le traité de Versailles et donc la création de la Société des Nations. Bien souvent, depuis l'effondrement de l'empire soviétique, on a pu se demander s'ils n'en étaient pas revenus là. « Que la politique étrangère américaine baigne dans le désordre et la confusion, pouvait-on lire il y a un an dans Foreign Affairs, est l'une des rares propositions sur lesquelles existe aujourd'hui un consensus. » Si Bill Clinton a été élu en 1992, ce n'est pas seulement en effet parce que la candidature du très réactionnaire Ross Perot avait divisé l'électorat conservateur, c'est aussi parce que George Bush, tout à ses projets, au demeurant bien vagues, de « nouvel ordre mondial », avait par trop négligé le front intérieur. Les républicains en ont tiré la conclusion : c'est sur un programme nettement isolationniste qu'ils se sont assurés, aux législatives de novembre 1994, le contrôle des deux chambres. Pas question, a dit par exemple Bob Dole, leader de la majorité au Sénat, « de tolérer des pertes américaines au nom d'un internationalisme irresponsable ». Pas question non plus de continuer d'alimenter le tonneau des Danaïdes de l'aide aux pays pauvres. Et l'historien Arthur Schlesinger Jr de se demander, il y a quelques mois, si ses compatriotes n'étaient pas « back to the womb » – de retour « dans le sein maternel ». Aujourd'hui, changement de vue : 1. – La Maison Blanche a pris en main le dossier de l'ex-Yougoslavie. Ce qui veut dire : a) qu'elle a aidé les Croates à s'armer et à s'entraîner ; b) qu'elle a donné le feu vert, sans doute après s'être assurée de la passivité de Milosevic, à l'opération qui leur a fait récupérer, sans beaucoup de casse, les républiques séparatistes de Krajina et de Slavonie occidentale ; c) qu'elle a fait durement traquer par les avions de l'OTAN les positions des Bosno-Serbes, lesquels, quelques jours plus tôt encore, se croyaient tout permis ;

André Fontaine

Lire la suite page 20

PRIX GONCOURT

ANDREI MAKINE
Le testament français
ROMAN

MERCURE DE FRANCE

SOMMET DE L'APEC Le sommet des dix-huit membres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui représentent 40 % de la population de la planète et gé-

nèrent 56 % de la richesse mondiale, s'est ouvert, jeudi 16 novembre, à Osaka au Japon en l'absence du président Bill Clinton qui a dû renoncer, au dernier moment, à assister à cette

réunion. ● **PROCLAMÉE** Il y a un an, au sommet de Bogor, l'ambition des pays de la région de réaliser, à terme, une zone de libre-échange semble finalement se heurter aux ré-

serve de beaucoup d'entre eux. ● **LE PASSÉ COLONIAL** du Japon et les commentaires maledroits de certains de ses officiels continuent d'entretenir la suspicion de la Chine

et de la Corée du Sud à l'encontre de Tokyo. ● **OSAKA**, deuxième ville du Japon, entend profiter du sommet de l'APEC pour confirmer son rôle de métropole économique.

La création d'une zone de libre-échange divise les pays d'Asie-Pacifique

Les dix-huit pays de l'APEC, réunis en sommet, du 16 au 19 novembre, à Osaka, tentent de trouver un modus vivendi entre les thèses libérales américaines et les tentations protectionnistes de certains Etats asiatiques

OSAKA
de nos envoyés spéciaux
Six ans après sa création à l'initiative de l'Australie, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui groupe les économies les plus dynamiques du monde, est menacée d'effacement. Les réserves de la plupart des pays asiatiques, sous la pression de forces protectionnistes internes, à prendre des engagements de libéraliser leur marché, la montée de fièvre dans les relations entre la Chine et la Corée du Sud, d'une part, le Japon, d'autre part, à propos de leur passé, placent sous une mauvaise étoile le sommet de l'APEC qui se réunit, du 16 au 19 novembre, à Osaka, et à l'occasion

du processus lancé à Bogor : la définition des secteurs touchés par la libéralisation. Soucieux de ménager notamment les intérêts de son agriculture, il propose un « traitement différencié » des « secteurs sensibles ». Bien que les dirigeants japonais se défendent d'avoir préconisé une « exception agricole », c'est bien ce que les autres membres de l'APEC ont lu dans leurs conclusions officielles.

VIRULENCE AUSTRALIENNE

A cet égard, Tokyo a reçu le soutien des autres pays de l'Asie du Nord-Est - Chine, Corée du Sud et Taiwan - ainsi que des Philippines et de la Malaisie. Les Etats-Unis ont manifesté leur émotion, mais le plus virulent a été l'Australie, le ministre du Commerce de Canberra, Bob Macmillan, allant jusqu'à menacer de ne pas signer un texte excluant l'agriculture du processus de libéralisation. Le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande et Singapour ont aussi été hostiles à ce « traitement différencié ». Passée une phase de dramatisation, les passions semblaient s'être apaisées à la veille du sommet. Un compromis devait être trouvé à travers une formulation qui autoriserait un certain « flexibilité » dans la mise en œuvre de la déclaration de Bogor.

Cette controverse n'en aura pas moins révélé de graves divergences sur la mission de l'APEC. Les Japonais et la plupart des Asiatiques ne voient qu'un forum de consultations, les Américains veulent en faire une enceinte de négociations commerciales. Là où Tokyo suggère une coopération, Washington entend forcer la marche de la libéralisation : à ses yeux, l'APEC n'a jamais été qu'un instrument d'ouverture des marchés asiatiques en expansion.

PARALYSIE

A ce désaccord s'ajoute l'incapacité du Japon de jouer un rôle d'arbitrage : l'anné de cinquantième anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique était pour Tokyo l'occasion de consacrer le retour politique de la première puissance de cette région - déjà assurée sur le plan économique - en se plaçant en position d'intermédiaire entre les Etats-Unis et les pays « émergents ». Ce n'est pas le cas. La para-

lyse nipponne tient à la fois à la faiblesse du gouvernement de Tomiichi Murayama et aux pressions protectionnistes du monde paysan.

Lors des négociations du cycle de l'Uruguay, le Japon s'est engagé à ouvrir son marché du riz, de manière limitée et progressive, d'ici à l'an 2000. Mais le gouvernement semble plus animé par des préoccupations de politique intérieure que soucieux d'indiquer la voie de la libéralisation. Ironie du sort, le sommet de l'APEC se réunit le jour même d'une élection sénatoriale dont l'issue dépend du soutien des puissantes organisations agricoles. En outre, les Japonais, qui ont construit leur industrie à l'abri de barrières protectionnistes sont dans une position inconfortable pour donner des leçons d'ouverture aux autres pays asiatiques.

Le Japon cherchera donc, au cours de ce sommet, à jouer la carte d'une « coopération horizontale », rompant le schéma « vertical » d'une aide octroyée par les pays développés à ceux qui ne le sont pas. « L'APEC ne doit pas seulement avoir pour objectif la libéralisation des marchés mais promouvoir une assistance technique qui facilite cette libéralisation en contribuant au développement des pays les moins riches », faisait récemment observer le vice-ministre des affaires étrangères, Kazuo Ogura.

« L'ENFANT TERRIBLE »

Le Japon est le premier bailleur d'aide au développement en chiffres absolus - sinon en pourcentage de son PNB - et l'Asie en reçoit la plus grande part. Tokyo est à l'origine d'un projet baptisé « Partenaires pour le progrès » qui assure une plus

grande initiative aux pays receveurs d'aide. Pour le lancer, Tokyo proposera un fonds de 10 milliards de yens. Le Japon ne cautionne pas pour autant la démarche de l'« enfant terrible » de l'APEC, le premier ministre malaisien Mahatir Mohamad, qui s'était déjà bruyamment opposé au libre-échangeisme américain et avait allumé un « contre-feu » en proposant la création de l'East Asian Economic Caucus (EAEC), qui excluait les pays non asiatiques. Pour ménager ses partenaires américains et australiens, Tokyo a pris ses distances par rapport à ce projet - auquel certains prêtent néanmoins une oreille attentive : à preuve la publication de l'ouvrage *The Voice of Asia*, dont les auteurs sont justement le premier ministre malaisien et le conservateur japonais Shintaro Ishihara.

Le sommet d'Osaka mettra un peu plus en relief les divergences qui séparent pratiquement en deux camps les dix-huit membres de l'APEC sur ses objectifs et sur les moyens. Les Asiatiques n'ignorent pas le but de Washington, même si l'APEC leur permet d'échapper à un dialogue bilatéral qui se ramène souvent à un rapport de force défavorable. Les Japonais ne croient guère à la création d'une véritable zone de libre-échange. Partisans d'un régionalisme souple et ouvert, ils voient l'APEC comme une éventuelle instance de pression sur les autres ensembles régionaux - Asean, Union européenne, etc. - et comme un cadre de coopération. Il leur reste à faire converger les visions anglo-saxonne et asiatique du libre-échange.

Frédéric Bobin
et Philippe Pons

Les ambitions internationales d'Osaka, deuxième ville du Japon

OSAKA

de notre envoyé spécial

La deuxième ville du Japon ambitionne de devenir une capitale asiatique. Dans son sésuaire antagonisme avec Tokyo, Osaka, surnommée autrefois la « cuisine de l'archipel » pour son sens des affaires et dont le dynamisme n'a pas failli à l'époque moderne - la majorité des innovations industrielles en proviennent - laisse, non sans coodépendance, à sa rivale son rôle de capitale pour s'élever en pôle d'une région dont le poids est appelé à s'affirmer encore au XXI^e siècle. La réunion du sommet de l'APEC est symptomatique de la volonté de la région du Kansai de s'internationaliser en s'« asiatifiant » davantage.

L'ouverture, en 1994, de l'aéroport international du Kansai qui tend à faire d'Osaka un point névralgique des échanges interrégionaux a notamment confirmé l'orientation asiatique d'une région de vingt millions d'habitants et dont le PNB est légèrement supérieur à celui du Canada. Ainsi, la proportion des échanges du Kansai avec le reste de l'Asie est en progression constante et dépasse ceux réalisés sur le plan national : en 1994, 52 % des exportations en

provenance du Kansai étaient dirigées vers l'Asie au lieu de 39 % pour l'ensemble du pays, et 46,9 % de ses importations en provenance du lieu de 34,7 % au niveau national. En matière d'investissements, « comparativement à Tokyo, il y a plus d'entreprises du Kansai qui ont délocalisé leurs activités dans le reste de l'Asie », note M. Uno, ancien président du patronat du Kansai. Plus de la moitié sont implantées en Asie du Sud-Est et en Chine.

UNE TRADITION MARCHANDE

La multiplication des représentations consulaires des pays de la région à Osaka témoigne d'un intérêt partagé. L'ouverture, en 1994, de l'Asian Trade Center confirme cette orientation. Ce complexe, qui groupe bureaux, entrepôts et centre de loisirs, et dont le coût s'est élevé à 1,4 milliard de dollars, doit faciliter la pénétration des importations en provenance de petites et moyennes entreprises d'Asie et approfondir les liens avec leurs très nombreuses homologues du Kansai.

La proximité géographique et l'histoire prédisposent le Kansai à jouer un rôle à l'échelle de l'Asie. Berceau du capitalisme marchand depuis le XVII^e siècle, le Kansai, jadis point d'arrivée d'une Route de la soie venant de Chine par la péninsule coréenne, fut encore, au tournant du siècle, la « porte » du Japon, notamment pour les échanges avec l'Asie. La présence d'une forte minorité coréenne à Osaka et d'une communauté chinoise à Kobe contribuent à renforcer les liens du Kansai avec

l'Asie. Par sa mentalité, moins bureaucratique et guidée que celle de Tokyo, Osaka est une ville où les ressortissants des autres pays de la région se sentent plus à l'aise.

Tout en étoffant ses relations avec l'ensemble de la région jusqu'à l'Inde, Osaka cultive ses liens avec les Chinois de « toutes les Chines ». Epaulés par la volonté politique de Taïpei d'asseoir son statut international, les firmes taiwanaises forment le plus gros contingent d'entreprises présentes au Asian Trade Center.

Les hommes d'affaires du Kansai renforcent en outre les liens avec la diaspora des 50 millions de Chinois d'outre-mer qui sont l'une des sources du dynamisme de la région. Les pragmatiques marchands d'Osaka ont des connexions culturelles avec leurs homologues chinois. Selon Akio Ena de l'Institut de recherches Fujii, ils partagent une conception particulière de l'économie de marché « dans laquelle les liens personnels jouent un rôle déterminant. Les Chinois d'outre-mer contrôlent largement les réseaux commerciaux et financiers de la région. Les Japonais disposant de la technologie de production, la synergie peut être fructueuse et les associations économiques du Kansai multiplient les occasions de rencontres avec la diaspora chinoise.

Avant même la normalisation des relations nipponno-chinoises, en 1972, Osaka, défiant le suisme des Etats-Unis par les politiciens de Tokyo cultivait les liens avec la Chine, surtout avec Shanghai. Récemment, l'association des ban-

quiers du Kansai a passé un accord de coopération avec son homologue shanghaienne. « La restitution de Hongkong à la Chine, en 1997, est un saut dans l'inconnu. Peut-être Hongkong conservera son rôle. Peut-être pas, affirme le maire adjoint. Et certaines de ses fonctions en matière financière ou de promotion du tourisme pourraient bien passer à Osaka. »

PLATE-FORME AÉROPORTUAIRE

L'ouverture du nouvel aéroport international du Kansai sur une île artificielle dans la baie d'Osaka renforce le caractère de pivot régional de la deuxième ville du Japon. Selon le bureau du tourisme japonais, en 1995, 3,2 millions de voyageurs, soit 24 % du total, devraient utiliser cette plate-forme. D'ici trois ou quatre ans, la part des touristes japonais originaires du Kansai devrait atteindre 25 %.

Osaka nourrit enfin des ambitions en matière d'information technologique et de recherches grâce à sa cité scientifique et ses centres de formation pour des stagiaires asiatiques. Cette orientation s'impose à une région qui reste un moteur de la croissance japonaise, mais dont les industries font partie de secteurs en déclin comme les textiles, l'acier, et la chimie. « Il faut impérativement qu'Osaka se réoriente vers de nouvelles productions - semi-conducteurs, céramique, biotechnologies - estime M. Uno, et développe le secteur de la recherche afin de ne pas être en compétition avec les nouveaux pays industrialisés de la région. »

Philippe Pons

Tokyo dans le collimateur de Pékin et de Séoul

PÉKIN, TOKYO

de nos correspondants

La tension diplomatique entre la Corée et le Japon créée par Takami Eto, directeur - avec rang de ministre - de l'Agence de gestion, qui a depuis lors démissionné, est quelque peu retombée après la rencontre, mercredi 15 novembre à Osaka, des ministres des affaires étrangères des deux pays. Gong Ro-myung a pourtant tenu son homologue nippon, Yohsei Kono, en déclarant que des ministres japonais ne devaient jamais plus faire de commentaires tendant à justifier le passé colonial - la péninsule coréenne fut annexée par le Japon de 1910 à 1945 - en contradiction avec la position officielle formulée par le premier ministre Tomiichi Murayama dans son message à l'occasion du cinquantième anniversaire de la défaite nipponne, le 15 août.

A la veille du sommet de l'APEC, à Osaka, la montée de fièvre entre Séoul et Tokyo, attisée par les déclarations anti-japonaises du président chinois Jiang Zemin, qui a fait la première visite d'un chef

d'Etat chinois en Corée du Sud, a jeté des ombres sur l'avenir communautaire d'une région qui est loin d'avoir une identité de vues sur son histoire. L'épisode a souligné un certain isolement du Japon en Asie du Nord-Est.

RÉVISIONNISMES


Le farouche patriotisme coréen a été froissé par l'interprétation de l'histoire que M. Eto a avancée en déclarant que la colonisation nipponne n'avait pas été entièrement négative et avait permis à la Corée de développer ses infrastructures. Mais la réaction de Séoul est aussi liée au malaise intérieur provoqué par la déchéance de l'ex-président Rob, impliqué dans un scandale qui jette le discrédit sur toute la classe dirigeante. Le président sud-coréen Kim Young-sam, qui a qualifié les interprétations révisionnistes nipponnes d'« idioties répétées à plus de trente reprises » dans le passé, a évidemment cherché à mobiliser l'opinion contre l'ennemi séculaire.

Dans un contexte intérieur différent, M. Jiang jouait dans le

même registre. Appuyant ses propos d'un péremptoire geste du doigt, il a souligné qu'« aucun aspect de l'histoire ne doit être dissimulé » dans le passé de la région, mettant en garde contre « la minorité militariste » au Japon, et appelant de ses vœux une « perception correcte de l'histoire ». Il en a profité pour insister aussi sur la thèse officielle, qualifiant de « totalement infondée » la crainte que son pays, en se développant, ne se tourne à son tour vers le militarisme conquérant.

Toutefois, au détour d'un hommage au passé national coréen, M. Jiang a rappelé à ses interlocuteurs que l'essentiel de leur culture a pour origine la suprématie exercée autrefois par la civilisation chinoise. Une telle critique, encore qu'exprimée sur le mode diplomatique, peut apporter un peu de baume aux préoccupations éternelles à Tokyo devant la nouvelle mais quelque peu facile unanimité sino-coréenne.

Francis Daron
et Philippe Pons



Couronne et fond vissés - 100 heures de réserve de marche - 100 mètres étanche - 100 jours de contrôle

O.J. PERRIN
JOAILLIERS
PARIS
8, rue Royale, Tél. 42 61 88 88 - 33, av. Victor Hugo, Tél. 45 01 88 88 - 76, Avenue Montaigne, Tél. 47 23 88 88

سكنا من الامل

L'ancien président de la Corée du Sud a été arrêté pour corruption

M. Roh avait amassé un « trésor de guerre »

ILS VONT BIEN FAIRE DES PETITS JUGES AUSSI BONS QUE LES NÔTRES.



TOKYO

Le scandale qui a conduit à l'arrestation, jeudi 16 novembre, après une nuit d'interrogatoire, de l'ancien président Rob Tae-woo a créé un état de choc en Corée du Sud. Au-delà d'une nouvelle affaire de corruption, c'est le système de pouvoir d'un pays qui compte entrer à l'OCDE en 1996 qui est mis en cause. Ses prouesses industrielles qualifient la Corée pour faire partie du cercle des pays développés. Mais ce scandale suscite des réserves sur sa maturité politique. M. Roh n'a-t-il pas déclaré, lors d'une conférence télévisée, le 27 octobre, que son « trésor de guerre » lui avait « servi à gouverner » ?

Derrière M. Roh - qui s'était constitué pendant son mandat (1988-1993) un fonds de 650 millions de dollars, dont 250 millions sont restés sur des comptes ouverts par des prête-noms -, le monde politique, mais aussi celui des affaires, est en accusation. Une quarantaine des plus grands noms de l'industrie, de ces conglomérats qui illustrent l'ambition mondiale de l'économie coréenne, ont défilé chez le procureur et admis avoir versé des dessous-de-table, dans plusieurs cas en échange de passe-droits.

MALÉNDIEMQUE

Où ce scandale va-t-il s'arrêter ? Les prébendes dont a bénéficié M. Roh n'ont-elles pas aussi été versées à la faveur de grands contrats passés par la Corée avec des entreprises étrangères, tels que la vente du TGV par la France ? L'actuel président Kim Young-sam, qui affirme n'avoir jamais touché d'argent sale, sera-t-il éclaboussé ?

Les Coréens, eux, sont d'autant plus indignés que M. Roh, ex-géné-

ral putschiste qui succéda à son alter ego Chun Doo-hwan, passait pour un bon père de famille. C'est lui qui lança le processus de démocratisation de la Corée après le mouvement de révolte populaire de juin 1987 contre les dictatures militaires. Or, loin d'avoir enrayé la prévarication qui s'était développée du temps de Chun, la démocratisation semble l'avoir étendue à l'ensemble de la nation, lui donnant la dimension de mal endémique de la société. Mal qui, au-delà de considérations éthiques, a des conséquences tragiques : la corruption n'est pas étrangère, en effet, à une série de catastrophes que vient de connaître la Corée, dont l'effondrement d'un grand magasin, à Séoul, qui a fait plus de cinq cents morts.

La campagne anti-corruption, lancée par Kim Young-sam dès son arrivée au pouvoir en 1993, aura-t-elle un effet ? Assurément, elle a contribué à la révélation du scandale Roh Tae-woo. Le président se sent-il inattaquable, ou bien l'engrenage de l'enquête lui échappe-t-il ?

Ce scandale se traduit par un règlement de comptes féroce entre le président et son rival Kim Dae-jung, grande figure de l'opposition à la dictature, qu'il a battu aux élections de 1992. Le « vieux lion » de la politique coréenne a reconnu, lui, avoir reçu des fonds de Rob Tae-woo, et il défie le président Kim Young-sam de faire preuve de la même sincérité. M. Roh semble loin d'avoir révélé tous les dessous de cette affaire : « Si je dis tout ce que je suis, la nation risque d'être profondément choquée », aurait-il déclaré. Son arrestation pourrait en effet n'être que le premier acte de l'ouverture d'une boîte de Pandore.

Philippe Pons

Shell maintient son engagement au Nigeria

MALGRÉ l'exécution de Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants de la cause ogoni, la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell a confirmé, mercredi 15 novembre, le maintien de son projet d'usine de raffinage de gaz à Bonny. Ce contrat de 4 milliards de dollars, soit 20 milliards de francs, est « prévu pour être signé avant la fin de l'année », a annoncé le groupe anglo-néerlandais, à l'issue d'une réunion qui rassemblait, à Lagos, l'ensemble des partenaires du projet.

Actionnaire à 24 % et opérateur, Shell s'est associé au français Elf Aquitaine (15 %) et à l'italien Agip (10 %), tandis que la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) possède 49 % du capital. Seule la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, qui était entrée à hauteur de 2 % dans le projet et devait accorder un prêt de 100 millions de dollars, s'est retirée après l'exécution des opposants ogonis.

« Il a été suggéré que le projet soit différé ou annulé en raison des récents événements au Nigeria. Mais il faut savoir que sera affecté. Cela ne sera pas nécessairement le gouvernement actuel, car les revenus n'en seront pas perçus avant le début du

siècle prochain », a plaidé M. Dick van den Broek, directeur de Shell International, qui a fait valoir les milliers d'emplois que créera le chantier.

A Strasbourg, le fils de Ken Saro-Wiwa a plaidé auprès du secrétaire général de l'ONU, du commissaire européen João de Deus Pinheiro et de plusieurs députés pour l'imposition de sanctions. Notre correspondant auprès de l'Union européenne (Strasbourg), Marcel Scotto, nous indique que le Parlement devait demander, jeudi, aux gouvernements de l'UE l'arrêt des importations de pétrole en provenance du Nigeria, l'embargo sur les ventes d'armes, y compris les livraisons en cours, et le gel des avoirs en Europe des dirigeants nigériens et de leurs familles.

Les quinze, qui décideront, lundi, de la suite à donner à ces propositions, se contenteront probablement de suspendre la coopération au titre de la convention de Lomé et d'un embargo sur les armes. Un embargo pétrolier est pour le moment exclu. Neil Kinnock, qui représentait la Commission de Bruxelles, a déclaré qu'« une telle mesure pourrait entraîner un chaos économique qui risquerait d'ouvrir la voie à une guerre civile ».

Hosni Moubarak, chef de l'Etat égyptien

« Les Etats qui donnent asile aux extrémistes musulmans le payeront un jour très cher »

En visite à Paris pour participer aux cérémonies du cinquantenaire de l'Unesco, le président égyptien, Hosni Moubarak, dans un entretien au Monde, affirme que le comportement des

extrémistes musulmans est contraire à l'islam. Il déplore que certains aient trouvé asile dans des Etats européens qui, dit-il, le paieront un jour très cher. Après l'assassinat d'Yitzhak Rabin,

il souligne la nécessité d'un strict respect du calendrier du processus de paix israélo-palestinien et d'une reprise des négociations entre l'Etat juif et la Syrie.

« Pourquoi les partis d'opposition ont-ils décidé de participer aux élections législatives du 29 novembre alors que certains s'étaient abstenus lors du dernier scrutin ?

« Personne ne les en avait empêchés, dans le passé. Nous leur avons demandé, à plusieurs reprises, de le faire, mais je crois que certains partis manquaient de cadres. C'était un problème technique.

« Pendant près de quinze ans, vous avez toléré la confrérie des Frères musulmans. Pourquoi, aujourd'hui, beaucoup ont-ils été jetés en prison ?

« Ils veulent former un parti religieux, ce qui est contraire à la loi. Je n'ai pas changé. Ce sont eux qui ont changé. Ces gens ont assassiné deux premiers ministres et un ministre des finances avant la révolution, ont fait ensuite de soutenir Nasser, mais ont tenté de l'assassiner à Alexandrie. Et si Sadate n'a pas sévi contre eux, au début de son mandat, c'est parce qu'il avait pour priorité de récupérer les territoires occupés, mais ils l'ont tué. Les Frères musulmans, le Djihad, la Djamaa islamiya, tout ça, c'est du pareil au même... Leur comportement est en contradiction avec les principes fondamentaux de l'islam et du Coran.

« Certains extrémistes musulmans auraient-ils trouvé refuge dans des pays européens ?

« Je ne comprends pas les pays qui, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou d'autres, accordent l'asile politique à des criminels. Ils vont, un jour, en payer très cher le prix. Leurs responsables tentent de trouver une solution. S'ils veulent les extraditer, nous les accueillons. Ceux qui ont commis des crimes seront traduits en justice. Mais ces extrémistes ne sont pas tous égyptiens.

« Amnesty International vient encore de déplorer la « détérioration » de la situation des droits de l'homme en Égypte et fait état d'un nombre croissant de morts en détention.

« Ceux qui sont en prison ont été arrêtés conformément à la loi. Amnesty International fait de la propagande. Nous ne pouvons pas violer la loi parce que quiconque peut porter plainte auprès des tribunaux. Nous n'interférons pas dans le système judiciaire. Soixante-dix officiers ont été traduits en justice sous l'accusation de violations des droits de l'homme. Nous ne sommes pas intervenus. Le tribunal les a innocencés.

« Allez donc voir quelle est la situation des droits de l'homme en Iran, en Irak, ou interrogez-vous sur l'attitude d'Israël à l'égard des Palestiniens ! Personne ne s'en occupe. On soulève la question des droits de l'homme pour déstabiliser certains pays.

« Pourquoi, quatorze ans après votre accession au pouvoir, n'avez-vous toujours pas désigné de vice-président, alors même

que vous aviez occupé ce poste sous le régime du président Sadate ?

« La Constitution prévoit précisément les modalités de la succession. En cas de vacance du pouvoir, le président du Parlement assure l'intérim pendant soixante jours, faute de quoi elle est assurée par le président de la Cour suprême pendant soixante jours.

« Jugez-vous donc l'antité d'en désigner un ?

« Non, j'attends de trouver la personne idéale. Certains dans mon pays disent : « Il ne faut pas désigner un vice-président comme on désignerait un prince héritier ». Les avis diffèrent, mais j'attends le bon moment pour désigner l'homme qu'il faut à la place qu'il faut.

« Pourquoi la libéralisation de l'économie égyptienne est-elle si lente ? Où en est la dévaluation de la livre égyptienne ?

« Oubliez une bonne fois pour toutes la dévaluation ! Regardez ce qui s'est passé au Mexique ou dans d'autres pays ! Même le FMI a accepté d'y renoncer. Si je dévalue, je cours à la catastrophe, parce que les prix vont grimper, que la population va pleurer et souffrir, que je devrai augmenter les salaires et trouver de l'argent pour payer la dette. Tout cela signifie davantage d'impôts, davantage de pauvreté.

« Où en sont les privatisations ?

« Elles doivent se faire à un rythme adéquat, de manière à ne pas pénaliser les travailleurs. La presse dit : vous devez le faire en trois ans. Je réponds : impossible. Sauf à nous retrouver dans la situation actuelle de la Russie.

« Pourquoi avez-vous hésité à vous rendre aux funérailles d'Yitzhak Rabin ?

« Quand le président Sadate a été assassiné, le premier ministre israélien a assisté aux funérailles. Le jour suivant, le président d'Israël s'est rendu au Caire. Aussi lorsqu'Yitzhak Rabin a été tué, j'ai considéré qu'il était de mon devoir

d'aller à ses obsèques. Personne ne m'a forcé la main. J'ai simplement attendu de connaître la composition des délégations venues du monde entier. Dès que j'ai su que les présidents Chirac, Clinton et d'autres chefs d'Etat et de gouvernement se déplaçaient, j'ai décidé d'y aller en personne.

« Pourquoi la normalisation entre l'Égypte et Israël semble-t-elle si lente ?

« Nous avons signé un accord de paix. Nous encourageons la population à travailler avec les Israéliens, mais nous ne pouvons pas lui forcer la main. Nous sommes une démocratie. Maintenant, cela va mieux. Beaucoup de gens se rendent en Israël, beaucoup ont créé des entreprises conjointes avec les Israéliens, qui participent eux-mêmes à des projets agricoles avec le secteur privé.

On ne peut pas abandonner la population irakienne, la laisser souffrir et mourir de faim

« Pourtant, la normalisation semble être plus rapide entre Israël et la Jordanie ?

« La Jordanie compte 5 millions d'habitants, mon pays, 60 millions. Israël et la Jordanie se fréquentent depuis longtemps et ont des liens particuliers car le royaume abrite beaucoup de Palestiniens. Les contacts sont incessants entre les deux rives du Jourdain.

« Le processus de paix israélo-arabe est-il sur la bonne voie ?

« Le processus de paix doit continuer dans l'intérêt et pour le bien-être de tous les peuples de la région. L'accord conclu entre Israël et les Palestiniens doit être strictement appliqué parce que tout recul

serait une catastrophe. Shimon Pérès est un homme pragmatique. Rabin a réussi à débloquer le problème le plus sensible, le plus compliqué et le plus dangereux de tous les problèmes qui se posent au Proche-Orient, le problème palestinien.

« Quant aux négociations israélo-syriennes, elles doivent reprendre. J'essaie d'apporter mon concours. Il y a des obstacles mais on doit pouvoir les surmonter. Avec un peu de souplesse de part et d'autre, les problèmes peuvent être réglés. Je crois que les Syriens sont hostiles à l'installation de stations de pré-alerte sur leur territoire. Il doit y avoir des moyens technologiques de contourner cette difficulté.

« Que faire pour mettre fin aux souffrances de la population irakienne ?

« Il faut trouver une formule pour l'aider. Si Saddam Hussein reste encore au pouvoir pendant dix ou quinze ans, on ne peut pas abandonner cette population, la laisser souffrir et mourir de faim. La communauté internationale commettait une faute. Elle doit donc trouver un moyen d'aider ces gens, sinon ils deviendront fous.

« L'élection présidentielle en Algérie permettra-t-elle de sortir le pays du chaos ?

« Wait and see... J'espère que cette élection mettra un terme à la violence.

« Est-il judicieux de lier l'aide économique aux réformes politiques ?

« Établir pareil lien peut être parfois une faute car l'aide est faite pour assister le peuple, financer des projets, de telle sorte que ce peuple puisse trouver des emplois sur place. Traditionnellement, la France a entretenu de très bonnes relations avec l'Algérie. Elle ne peut pas, en ces temps difficiles, tout laisser tomber. »

Propos recueillis par Jacques de Barrin et Mouna Naïm

Une étudiante est soupçonnée d'avoir joué un rôle central dans le meurtre d'Yitzhak Rabin

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Margalit Har-Shefi, une jeune fille de vingt ans qui réside avec ses parents dans une colonie juive de Cisjordanie occupée, près de Ramallah, a été arrêtée, mercredi 15 novembre, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Étudiante en deuxième année de droit à l'université Bar Ilan de Tel Aviv, comme le sont cinq des six autres suspects actuellement détenus, la jeune fille - jupe longue et cheveux saffers - est accusée par la police d'avoir « joué un rôle dominant et central » dans « la conspiration pour tuer le premier ministre ».

Présentée au tribunal de Petah Tikva, non loin de Tel Aviv, Margalit Har-Shefi aurait « contribué », selon la police, « à la préparation » du meurtre et des attentats antipalestiniens que la « cellule terroriste » mise au jour avait en projet. Partisan actif du « Grand Israël », le père de la jeune fille, Dov Har-Shefi, longue barbe et calotte noire, a

avoué que Margalit « connaissait, sans plus », Yigal Amir, le meurtrier du premier ministre, et il a dénoncé une « véritable chasse aux sorcières ». La jeune fille avait été arrêtée après un interrogatoire de routine.

En revanche, Amishai Raviv, chef et fondateur du groupuscule extrémiste Eyal, l'Organisation juive combattante, à laquelle appartenait l'assassin et certains suspects, a été libéré, mercredi, sous caution.

Faute d'avoir pu établir « un lien direct ou indirect » entre l'individu et le crime commis, la police n'a pas pu s'opposer à sa libération. Arrêté, le 7 novembre, dans une colonie juive proche d'Hébron où il résidait, l'intéressé a été assigné à résidence près de Tel Aviv, chez ses parents, et il lui a été interdit de se rendre dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Patrice Claude

Lucien Sfez

LA SANTE PARFAITE

Critique d'une nouvelle utopie

Seuil

LUCIEN SFEZ

Lucien Sfez est un ouvrier de pistes. Dans un essai magistral, il met en évidence la nouvelle grande illusion de ce temps.

Alain-Gérard Slama/Libération

Partant à la découverte critique des « composants des utopies actuelles », celles qui prennent racine dans la science et les nouvelles technologies, Lucien Sfez ne cède pas aux facilités de l'antiscience. *Georges Balandier/Le Monde*

Une critique en règle d'un système situé entre utopie et idéologie, et visant une « surhumanité » conçue et réalisée par l'homme. *Dr Dominique Brillaud/Le Quotidien du Médecin*

Éditions du Seuil

Les négociations de Dayton sur l'ex-Yougoslavie pourraient se conclure la semaine prochaine

M. Clinton doit convaincre le Congrès d'autoriser l'envoi d'une force de paix en Bosnie

Le secrétaire d'Etat américain devrait écourter son séjour au Japon pour gagner directement, en fin de semaine, Dayton (Ohio) où les négocia-

tions sur l'ex-Yougoslavie sont entrées dans leur troisième semaine. Ces discussions pourraient se conclure la semaine prochaine. L'administration

américaine livre parallèlement un autre combat, auprès du Congrès, pour qu'il autorise l'envoi de 20 000 soldats en Bosnie.

PLUS DE DEUX SEMAINES se sont écoulées depuis le début des négociations entre dirigeants serbes, croates et bosniaques sur la base américaine de Dayton et, même si aucun délai n'a été explicitement fixé, le moment approche inévitablement où il faudra soit conclure, soit renouer.

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, qui était venu dans l'Ohio mardi 14 novembre, avec l'intention de donner une impulsion décisive aux discussions, avait quitté Dayton au bout de douze heures, après s'être entretenu à trois reprises avec chacun des trois présidents (Alija Izetbegovic, Franjo Tudjman, Slobodan Milosevic), sans pouvoir faire état d'aucun progrès vers un règlement de paix pour la Bosnie. M. Christopher, parti ensuite pour Osaka où se déroule le sommet de l'APEC (lire page 2), aurait l'intention d'abréger son séjour au Japon pour revenir à Dayton dès la fin de cette semaine. L'impression prévaut désormais qu'il sera mis un terme au huis clos de Dayton. Pas forcément sur un constat d'échec, contrairement à ce que laissent entendre les commentaires pessimistes de mardi.

Si les pourparlers paraissent pénétrés, c'est qu'ils sont entrés dans la zone des vrais grands marchandages et des décisions difficiles à prendre, parce que lourdes de charge symbolique et de conséquences pour les populations de Bosnie: celles qui concernent le partage du territoire entre Serbes et non-Serbes et les institutions, c'est-à-dire l'idée que chacun se fait de l'avenir de la Bosnie. Le « corridor », qui relie au nord les zones serbes, celui qui devrait relier

Sarajevo à l'enclave musulmane de Gorazde, en Bosnie orientale, le devenir de Sarajevo, les pouvoirs des institutions centrales supposées « fédérer » les entités issues de la guerre font l'objet des négociations les plus âpres. Elles mettent aux prises les Serbes et une délégation bosniaque qui, d'après les quelques échos émanant de Dayton, semble confuse et divisée. Les Croates, pour leur part, ayant atteint leur but principal avec l'accord du 12 novembre sur la Slavonie orientale, s'opposent plus guère de résistance aux Serbes dans les débats relatifs à la Bosnie.

COORDINATION

Parallèlement, les Occidentaux n'ont pas encore arrêté le dispositif de mise en œuvre d'un éventuel règlement: comment coordonner les différentes instances internationales, civiles et militaires, qui travailleront au rétablissement de la paix? Comment articuler les forces de l'Otan et les autres (Russes, mais aussi centre-Européens, Malaisiens, Bangladaï, etc.), au sein de la force multinationale, d'environ 60 000 hommes, qui empêchera la reprise des combats? Comment, surtout, convaincre un Congrès américain, isolationniste et qui vient de déclarer la guerre à M. Clinton à propos du budget, de desserrer les cordons de la bourse pour l'envoi de 20 000 soldats américains en Bosnie, qui coûtera un milliard et demi de dollars aux Etats-Unis? Les autorités de Sarajevo ont depuis longtemps fait savoir qu'elles ne signeraient pas un accord dont l'application ne serait pas garantie par l'Otan. Même si certains Républicains du Congrès y songent, on imagine difficilement

une opération de l'Otan en Bosnie sans participation conséquente des soldats américains.

L'administration intensifie depuis quelques jours ses efforts auprès du Congrès et le président Clinton a adressé mardi au leader républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, une longue lettre dans laquelle il plaide pour la participation américaine à la force de paix. « Il n'y aura pas de paix sans un engagement américain », écrit-il à celui qui, après avoir critiqué pendant des mois la politique de la Maison blanche en Bosnie au nom de la « morale », la critique aujourd'hui au nom de la rigueur budgétaire.

Cette tension entre M. Clinton et le Congrès pèse sur les entretiens de Dayton, à la fois comme incertitude et comme incitatif. Pour que les soldats américains soient renvoyés au plus vite (avant les élections présidentielles de novembre 1996), il faut qu'ils se déploient au plus vite en Bosnie. Pour que leur départ ait une chance d'être accepté par le Congrès, il faut, au minimum, que l'opération soit contrôlée d'un bout à l'autre par les Etats-Unis. C'est-à-dire, d'une part, que la force multinationale soit réellement sous commandement américain et, d'autre part, que M. Clinton puisse se flatter d'avoir gagné le pari de Dayton et se prévaloir d'un accord de paix totalement bouclé dans l'Ohio. Le Congrès ne se satisfera pas d'un demi-accord qui laisserait aux Européens le soin de poursuivre à Paris d'interminables négociations, tandis que des différends non réglés rallumeraient les conflits en Bosnie.

C'est ce que voulait dire mardi le porte-parole du département

d'Etat, Nicholas Burn, en déclarant que les délégations serbe, croate et bosniaque « ne rentreraient pas chez elles sans avoir signé un accord complet, soit décidé de rentrer chez elles (sans accord du tout) ». M. Christopher retournera à Dayton avec l'intention de faire peser le maximum de pression sur les protagonistes du conflit bosniaque. Dans les milieux diplomatiques français, on semble croire que Paris pourra accueillir début décembre la cérémonie de signature d'un accord qui serait paraphé la semaine prochaine aux Etats-Unis. En toute hypothèse, la « ligne d'arrivée » approche.

Claire Trézin

Le procureur du tribunal pénal international de La Haye menace de démissionner

LA HAYE

de notre correspondant

Le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), basé à La Haye, devait arriver mercredi 15 novembre à Washington pour y rencontrer des membres « de haut niveau » de l'administration Clinton. La veille, Richard Goldstone avait confirmé devant la presse internationale aux Pays-Bas qu'il avait bien demandé par lettre à Washington de mettre à la disposition du TPI toutes ses informations sur les massacres perpétrés lors de la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica.

M. Goldstone a aussi laissé planer la menace de sa démission dans l'éventualité, souvent évoquée autour des discussions entre belligérants à Dayton, d'un marché entre les Etats-Unis et le président serbe Slobodan Milosevic, permettant d'échanger la paix contre l'impunité des chefs serbes, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, inculpés de génocide par le TPI: « Si un Etat du Conseil de sécurité ou de la communauté internationale prenait part à un tel marché, je pense sincèrement que tous les membres du tribunal se poseraient sérieusement la question: ce la vaut-il la peine de continuer dans ces conditions? ».

A ce jour, le TPI a inculpé 42 Serbes de Bosnie, 7 Croates de Bosnie et trois officiers de la JNA, l'armée régulière de la République de Yougoslavie. Seul Dusko Tadic, surnommé le « bourreau », du camp de prisonniers d'Omarska, est emprisonné à La Haye. Créé par l'ONU en 1993, le tribunal a été quasiment paralysé par la faillite financière de l'organisation (Le Monde du 10 octobre). Après une offensive menée par plusieurs de ses membres, « les restrictions imposées jusqu'à la fin de l'année ont été levées, et nous sommes d nouveau autorisés à utiliser ce qui nous reste des 28,3 millions de dollars du budget 1995 », a indiqué le procureur.

Alain Franco

Le TPI ne se fait « pas trop de soucis » au sujet de la promotion de Thomir Blaskic, nommé mardi 14 novembre par le président croate Franjo Tudjman, au service de l'inspection des armées. Le porte-parole du TPI, Christian Chartier, a indiqué que la nomination de ce général, mis en accusation pour crime contre l'humanité, « n'exclut pas qu'il soit orré un jour ». Washington a pour sa part fermement conseillé à la Croatie de coopérer avec le TPI, l'ambassadeur américain à Zagreb, Peter Galbraith, estimant que « le seul endroit où le général Blaskic pourrait être envoyé, c'est au Tribunal pénal international de La Haye ». — (AFP)

Le Parlement européen fait un pas vers la Turquie

L'union douanière entre l'UE et Ankara pourrait être adoptée en décembre et entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Le Parlement européen s'est engagé sur la voie de l'apaisement avec la Turquie. Mercredi 15 novembre, il a voté, par 355 voix contre 47 et 20 abstentions, la reprise des activités de la commission mixte, qui réunit des élus turcs et des eurodéputés, suspendues à la suite de la levée de l'immunité de sept membres kurdes du Parlement d'Ankara, condamnés à de lourdes peines de prison.

La résolution, adoptée sans débat, considère que « les récents événements en Turquie soulignent la nécessité d'engager avec ce pays un dialogue sur les exigences formulées par le Parlement en matière de démocratisation ». Les parlementaires européens se défendent de vouloir changer de position sur l'union douanière entre Ankara et

Pour Ankara, tout ajournement équivaudrait à un rejet

Le ministre turc des affaires étrangères a rencontré, jeudi 16 novembre, à Paris son collègue français Hervé de Charette ainsi que Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. Chef du Parti républicain du peuple (social-démocrate), Deniz Baykal cherche à obtenir un vote positif du Parlement européen en faveur de l'union douanière entre l'UE et son pays. Pour Le Monde, il a souligné l'importance de cet accord pour la poursuite du processus de démocratisation en Turquie. « Tout ajournement serait interprété comme un rejet », qui générerait, a-t-il dit, les efforts de son parti pour aller au-delà des réformes déjà entreprises. M. Baykal estime sa formation bien placée pour faire partie, après les prochaines élections, d'un gouvernement de coalition qui, tout en luttant contre le terrorisme, proposerait une « solution politique » à la crise kurde.

Marcel Scotto

La Slovaquie adopte une loi sur la langue contestée par la minorité hongroise

PRAGUE

La Slovaquie a connu, mercredi 15 novembre, une nouvelle poussée de fièvre nationaliste. A l'issue d'un débat parlementaire houleux, les députés ont adopté une loi faisant du slovaque la seule langue administrative du pays, excluant ainsi le bilinguisme jusque-là autorisé dans les régions du sud du pays où résident les six cent mille personnes appartenant à la minorité hongroise (11 % de la population).

Dénouée par les organisations magyares, cette loi avait aussi été critiquée par le gouvernement de Budapest et le Conseil de l'Europe. Même si ce texte, adopté par cent huit des cent quarante-deux députés présents, ne remet pas directement en cause l'ensemble des droits de la minorité hongroise, elle renforce néanmoins l'exclusivité du slovaque dans toutes les démarches administratives.

Selon les Hongrois, la loi — largement inspirée du projet Toubon sur la défense de la langue française en s'érigeant contre les anglicismes et les « tchéquismes » — ne serait pas conforme à la Constitution slovaque, aux conventions sur les droits de l'homme et des minorités et à la Charte sur les langues minoritaires du Conseil de l'Europe.

Elle serait surtout en contradiction avec le traité d'amitié slovaque-hongrois. Celui-ci, signé par les premiers ministres hongrois et slovaques, Gyula Horn et Vladimir Meciar, en mars 1995 à Paris lors de la conférence sur le pacte de stabilité, n'a toujours pas été ratifié par la Slovaquie. Alors que Budapest

les Quinze, mais l'évolution des deux principales formations de l'Assemblée — socialistes et démocrates-chrétiens — donne à penser le contraire.

L'octroi du prix Sakharov le 9 novembre à Leyla Zana, dont la condamnation à quinze ans de prison a été confirmée par la Cour de cassation turque, aurait pu laisser croire que le Parlement de Strasbourg maintiendrait une attitude négative aussi longtemps que la Turquie n'aurait pas fait un geste décisif, par exemple en changeant radicalement la loi antiterroriste. Or la distinction accordée au député d'origine kurde apparaît comme une manière de se donner bonne conscience.

Le Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les démocrates-chrétiens et les conservateurs britanniques, a décidé de demander l'inscription du vote sur l'union douanière à la session de décembre. A la suite d'une volte-face, les socialistes ont majoritairement décidé de faire de même. La réunion des dirigeants socialistes européens, la semaine dernière à Madrid, avait conclu à la nécessité de débattre le dossier turc à la date prévue, afin que l'union douanière puisse entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1996.

Les gouvernements des Quinze et la Commission de Bruxelles ont clairement pris position pour la ratification; Felipe Gonzalez, qui préside le Conseil européen, a ainsi déclaré, mercredi à Strasbourg, lors de son intervention sur l'état de l'Union: « La Turquie a fait des gestes dans la bonne direction et le Parlement européen doit l'encourager dans cette voie. » Selon Claudia Roth (Allemagne), chef de file des Verts, l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles a rendu visite aux présidents des groupes parlementaires pour les convaincre de ne pas ajourner le vote. M. Roth, qui dénonce le changement de position des socialistes, alors que « la situation n'a guère changé en Turquie », est persuadée désormais que le scrutin sera bien fixé à la mi-décembre, annonçant ainsi une décision positive.

Marcel Scotto

**NRJ PASSE LE CAP
DES 5 MILLIONS D'AUDITEURS
QUOTIDIENS.**



**5 031 000
auditeurs
(+ 552 000)**

**EUROPE 1
4 611 000
auditeurs
(- 523 000)**



Tél. 40 71 40 00

2^{ème} RADIO COMMERCIALE DE FRANCE AVEC 5 031 000 AUDITEURS QUOTIDIENS.

Source: 175 000 Radio Médiamétrie, septembre-octobre 95 versus septembre-octobre 94; audience cumulée moyenne l. v. 5h - 24 h.

Dans grande université Californie **USA**
Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac +1 et +2
Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.
12 mois (5, et anglais inclus)
+ poss. emploi rémunéré 1 an.
Cours, logement, repas inclus.
(Prix: 10.900 \$)
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA
CEPES (1) 45.51.22.23

صكيات الامم

سكراية الاصل

Le discours du trône confirme le virage à droite du gouvernement britannique

John Major veut tenter de combler son retard sur les travaillistes

Le discours du trône, le mercredi 15 novembre par la reine d'Angleterre, a montré que les conservateurs britanniques, en chute libre dans

les sondages, ont décidé d'encore « muscler » leur programme en vue des élections législatives du printemps 1997. Cette radicalisation pourrait

éloigner des tories une classe moyenne de plus en plus séduite par les idées libérales du dirigeant travailliste, Tony Blair.

LONDRES

de notre correspondant
Le discours du trône, par lequel la reine fait connaître au pays le programme du gouvernement pour la session parlementaire qui s'ouvre, constituait, mercredi 15 novembre, le dernier discours-programme de John Major avant les élections législatives du printemps 1997.

L'objectif du premier ministre, qui doit tenter de remonter la pente des sondages et de conserver le pouvoir conquis en 1979 par Margaret Thatcher, était, avant tout, de montrer la profondeur du fossé séparant son gouvernement d'une opposition travailliste qui s'efforce de coller à lui et dont le chef, Tony Blair, lui a volé des pans entiers de son programme.

D'où une série de projets de loi marqués par l'instinct sécuritaire et l'ultralibéralisme économique, aptes à satisfaire l'aile la plus conservatrice des tories. Pour ne pas s'aliéner la frange modérée de son parti, qui renâcle devant ce virage à droite, M. Major a toutefois imposé un projet de réforme libérale du divorce et des relations au sein de la famille contre lequel les ultras s'étaient acharnés.

Ainsi, la législation contre l'immigration illégale sera durcie et le ministère de l'Intérieur est en train de préparer une liste des pays dits « blancs », c'est-à-dire dont le régime est assez démocratique pour ne pas justifier une demande d'asile politique ; dans ces pays figurent l'Algérie, le Nigeria ou le Sri Lanka. Les services spéciaux

et en premier lieu le MI-5, l'équivalent de la DST française – pourront désormais participer à la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue, ce qui jusqu'à présent leur était interdit.

Dans le domaine social, l'autonomie des écoles par rapport aux autorités locales sera encouragée, les étudiants auront le droit d'emprunter de quoi payer leurs études aux banques et non plus seulement aux organismes publics, et les parents voulant envoyer leurs enfants en maternelle pourront recevoir des « bons » leur permettant de choisir leur maternelle dans la mesure des places disponibles, largement insuffisantes. En politique étrangère, le programme insiste sur l'importance de la zone de libre-échange transatlantique

Europe-États-Unis et sur le fait que l'Union européenne doit se bâtir sur le principe de la subsidiarité.

Ces mesures seront-elles capables de combler les 30 points séparant la majorité de l'opposition ? Certains députés conservateurs en doutent publiquement, craignant que le virage à droite de leur parti ne leur fasse perdre plus de voix qu'il ne leur en fera gagner. Privé d'un vote centriste subtilisé par Tony Blair et du soutien d'un patronat qui affirme désormais sa neutralité, M. Major a reçu mercredi une autre mauvaise nouvelle : la livre est tombée à son niveau le plus bas, à l'indice 82,6 par rapport à un panier de devises, contre 82,7 le 7 mai dernier.

Patrice de Beer

Russie : la Douma adopte un budget de rigueur pour 1996

MOSCOU

de notre correspondant
Un président « mieux portant » sinon en bonne santé, un budget de rigueur adopté en première lecture par la Chambre basse du Parlement, une date fixée au 16 juin 1996 pour l'élection présidentielle : la Russie a semblé renouer, mercredi 15 novembre, avec la raison après avoir connu pendant quelques semaines les affres de l'instabilité politique. Il ne manque plus que le rejet par la Cour constitutionnelle des recours déposés contre la loi électorale qui doit régir les législatives du 17 décembre pour que le calendrier puisse, pour la première fois, être respecté.

Certes, rien ne garantit encore que tout se passera sans heurts. Les résultats des législatives peuvent toujours être annulés après coup, même si ce serait « une tragédie », insiste le Kremlin. L'élection présidentielle, déjà deux fois reportée, pourrait finalement être renvoyée à des jours meilleurs. Et le budget doit encore subir deux votes de

la Douma puis un examen par la Chambre haute du Parlement. Il n'en reste pas moins que les décisions prises mercredi constituent un pas en avant.

Il aura fallu trois votes et la promesse du gouvernement d'augmenter les dépenses de 4 600 milliards de roubles (soit près de 1 milliard de dollars) pour que les députés approuvent le budget de rigueur pour 1996.

GOVERNEMENT RENFORCÉ

Malgré ces concessions, l'adoption du budget renforce la position du gouvernement dans les négociations avec le FMI, qui portent sur un montant qui pourrait atteindre 18 milliards de dollars sur trois ans. L'augmentation des dépenses en faveur de la défense, de l'agriculture et du secteur social ne devrait, théoriquement, pas creuser le déficit budgétaire, limité par le projet à 3,85 % du PNB (contre 5,5 % en 1995).

Anatoli Tchoubaï, le vice-premier ministre en charge de l'économie, a promis que de nouvelles

recettes, d'un montant équivalant à la hausse des dépenses, seraient dégagées, en améliorant la collecte des impôts et en supprimant certains privilèges fiscaux accordés aux entreprises. C'est évidemment plus facile à dire qu'à faire, puisque les revenus fiscaux sont déjà régulièrement inférieurs (de 30 à 40 %) aux objectifs, que les tentatives d'imposer certaines entreprises ont souvent échoué.

L'essentiel semble cependant que les députés et le gouvernement se soient finalement mis d'accord sur l'objectif de réduire l'inflation à 1,9 % en moyenne mensuelle, alors que beaucoup de parlementaires tablaient sur une baisse de 3 % par mois. A la veille des élections, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, pourra donc faire valoir qu'il est le meilleur garant de la stabilité économique du pays, à laquelle il ne reste donc plus qu'à ajouter la stabilité politique.

Jean-Baptiste Naudet

Attentat au Bénin contre le siège du sommet de la francophonie

COTONOU. Un groupe réclamant la libération d'un sous-officier béninois arrêté au début du mois a revendiqué, mercredi 15 novembre, l'attentat à la roquette commis la veille contre les installations du sommet de la francophonie qui doit se tenir au Bénin du 2 au 4 décembre. La semaine dernière, la presse béninoise avait fait état de menaces du Groupe islamique armé algérien contre le sommet, mais le ministre de l'Intérieur a écarté cette hypothèse. Cet attentat pourrait être la conséquence des arrestations de militaires opérées au début du mois après des rumeurs de putsch. Le « Groupe armé pour la libération de Jean-Claude Soglo », qui a revendiqué l'opération, demande l'élargissement d'un sous-officier, proche parent du président de la République, Nicéphore Soglo. – (AFP/Reuters)

AFRIQUE

■ RWANDA : Kigali a rejeté les accusations zairaises selon lesquelles le gouvernement rwandais était à l'origine d'une campagne terroriste dans la région de Goma. Selon un communiqué diffusé mercredi 15 novembre, « le gouvernement rwandais condamne fermement tout ce qui viendrait empêcher ou gêner les relations d'amitié » entre le Zaïre et le Rwanda.

■ TUNISIE : la Chambre des députés a levé, mardi 14 novembre, l'immunité parlementaire de Khémès Chamari, membre de la direction du principal parti d'opposition légal, le Mouvement des démocrates socialistes. M. Chamari fait l'objet, depuis le 29 octobre, d'une mesure d'interdiction de quitter le territoire, et son passeport lui a été retiré. – (AFP)

AMÉRIQUES

■ GUATEMALA : la police a arrêté des proches de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, pour avoir simulé l'enlèvement de leur bébé dans le but apparent d'extorquer de l'argent à leur célèbre parente. M^{me} Menchu avait, dans un premier temps, accusé un groupe de militaires. – (AFP)

EUROPE

■ GÉORGIE : Dzhaba Iosseliani, chef de la milice armée des Mikhedioni, a été arrêté, a annoncé, mercredi 15 novembre, le ministère de l'Intérieur. Les Mikhedioni ont été mis en cause dans l'attentat contre le chef de l'Etat, Edouard Chevardnadze, en août. – (AFP)

■ PAYS BALTES : le Parlement européen a donné, mercredi 15 novembre, son avis conforme sur les accords d'association à l'Union européenne des trois pays baltes, Lituanie, Estonie et Lettonie, qui avaient été paraphés le 12 avril 1995. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTÉ : un groupe islamique inconnu, le « Groupe de la justice internationale », a revendiqué, mercredi 15 novembre, l'assassinat du conseiller commercial de la mission égyptienne auprès de l'ONU, lundi, à Genève. – (AFP)

ÉCONOMIE

■ GRANDE-BRETAGNE : le chômage a cessé de baisser en octobre, se stabilisant à 8,1 % de la population active, le niveau le plus bas depuis quatre ans. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des personnes sans emploi s'élevait, fin octobre, à 2 265 500 (+200 par rapport à septembre). – (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en octobre par rapport à septembre et de 2,8 % sur un an. En septembre, leur hausse avait été limitée à 0,1 % par rapport à août. La hausse des prix a déjà atteint 2,9 % au cours des dix premiers mois de l'année, contre 2,7 % pour l'ensemble de 1994. Par ailleurs, la production industrielle a baissé de 0,3 % en octobre, le premier recul depuis avril. – (AFP)

“Un monument éditorial
qui est aussi un bonheur d'intelligence
et de précision”

Jean-Pierre Rioux. Le Monde

JEAN-PIERRE AZÉMA, FRANÇOIS BÉDARIDA

1938-1948
LES ANNÉES
DE TOURMENTE
de Munich à Prague
DICTIONNAIRE CRITIQUE

6 chapitres. 105 articles. 1064 pages

Une approche
historique
révolutionnaire d'une
période charnière
de notre temps.

395^F

jusqu'au 31 décembre 1995.
(150^e édition)

52 auteurs français et étrangers

Flammarion

Nouveau record pour



Radio France

12 300 000*

auditeurs écoutent chaque jour

France Inter

2^e radio de France et meilleure part de marché depuis 1989

France Info

La plus forte progression de toutes les radios
soit plus un Million d'auditeurs en un an

France Culture

France Musique

Radio Bleue

Fip

et les Locales de Radio France

* Soit 26,6 % d'audience cumulée du lundi au vendredi (Médiamétrie "75 000" oct./nov. 95)

La crise budgétaire
profite à Bill

avec le Corps

des ministres

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

et les sénateurs

et les députés

سكس اى اى اى

SOCIÉTÉ

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995 / 7

LIBRE 1995 / 13

1000 III

La crise budgétaire américaine profite à Bill Clinton

Le désaccord avec le Congrès sur la dette persistant, le gouvernement a pris des mesures d'urgence pour éviter que le pays se trouve en situation de défaut de paiement

WASHINGTON
de notre correspondant
Au deuxième jour d'une paralysie partielle de l'administration fédérale, un constat s'impose : la crise budgétaire profite à Bill Clinton. Le chef de la Maison Blanche pourrait être tenté de laisser pourrir un peu la situation : sondage après sondage, les républicains sont désignés comme les principaux fauteurs de trouble.

C'est ce que pensent 49 % des Américains, selon une enquête CNN-USA Today, publiée mercredi 15 novembre, 26 % seulement rejetant la responsabilité sur Bill Clinton. Autre sujet de satisfaction pour le président : 64 % des personnes interrogées désapprouvent la manière avec laquelle Newt Gingrich, le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, a mené les négociations avec la Maison Blanche, et 49 % sont tout aussi critiques à l'égard de Robert Dole, chef de la majorité sénatoriale et potentiel rival de M. Clinton lors de l'élection présidentielle de 1996. Ce n'est pas tout : les Américains seraient nettement plus nombreux à préférer l'approche des démocrates pour réduire le déficit budgétaire, et estiment plus important de préserver les programmes sociaux.

POSITIONS « IRRECONCILIALES »

Or, en novembre 1994, le Grand Old Party a remporté une éclatante victoire électorale en promettant une réduction du déficit, au moyen de coupes budgétaires drastiques. On comprend donc que les conseillers présidentiels pavissent discrètement et que Bill Clinton fasse preuve d'une fermeté qui a heureusement surpris les Américains. Au-

cune rencontre entre les chefs de la majorité républicaine et les représentants de l'administration démocrate n'a eu lieu mercredi 15 novembre, les positions restant « irréconciliables », selon le porte-parole de la présidence.

Le Congrès et l'exécutif ne parvenant pas à un accord sur le nouveau montant de la dette fédérale, l'administration a dû prendre des mesures d'urgence, pour éviter que les États-Unis ne soient placés en situation de défaut de paiement. C'est ce à quoi s'est résolu mercredi Robert Rubin, le secrétaire au Trésor : le gouvernement, qui devait faire face à une première échéance du service de la dette de près de 24 milliards de dollars, a prélevé 61,3 milliards de dollars des fonds de retraites des fonctionnaires fédéraux, ce qui, par un jeu d'écriture, lui donne une certaine souplesse pour faire baisser l'encours de la dette. Ces dispositions « extraordinaires et coûteuses » sont « bien préférables à un défaut de paiement », a souligné M. Rubin. Elles devraient permettre au Trésor de « faire face à ses obligations financières jusqu'à la fin décembre », a-t-il ajouté.

Le secrétaire au Trésor s'efforce, jusqu'ici avec succès, de tenir deux discours : d'une part, il doit faire pression sur les républicains en soulignant que leur intransigeance risque d'amener les États-Unis à la faillite ; d'autre part, il doit rassurer les marchés financiers. Ceux-ci n'ont encore donné aucun signe d'inquiétude quant au risque de défaut de paiement de Washington. Cette question est donc moins urgente que celle des moyens budgétaires dont dispose l'État pour continuer à fonctionner.

Si, pour une partie des employés fédéraux, cette deuxième journée d'arrêt de travail (le mouvement est de facto reconduit jeudi) ressemble à des vacances forcées, l'épreuve de force qui oppose les États-majors politiques se traduit par une gêne croissante pour bon nombre d'Américains.

SITUATION UBUESQUE

La grogne risque de prendre de l'ampleur, d'autant qu'il est clair pour tout le monde que la « fermeture » partielle de l'État pour économiser les deniers publics, se soldera par une situation ubuesque : le Congrès et la Maison Blanche ont pris soin de préciser que les employés mis à pied seront payés rétroactivement et le « shutdown » de l'administration coûte 5,5 millions de dollars pour procéder à la fermeture des monuments, parcs et laboratoires fédéraux et étendre les ordonnateurs de l'administration !

Pour tenter de reprendre l'offensive, les républicains ont proposé à Bill Clinton d'accepter un projet de loi de finances provisoire jusqu'au 5 décembre. Celui-ci ne contiendrait plus de coupes dans les programmes sociaux, en échange d'un engagement du chef de l'exécutif d'équilibrer le budget en sept ans. Rien n'indique que la Maison Blanche ait renoncé à obtenir une loi de finances sans condition. La question de l'équilibre des finances de l'État est au centre de la bataille. Les républicains ne peuvent abandonner cet objectif, sous peine de perdre toute crédibilité et renoncer à l'avance à remporter l'élection présidentielle de l'année prochaine.

Laurent Zecchini

Le président haïtien Aristide critique les « casques bleus »

Quatre personnes ont été tuées au cours d'acrochages

L'ancien premier ministre René Préal a été officiellement désigné, mercredi 15 novembre, comme le candidat de la coalition Lavalas, pro-Aristide, pour l'élection

présidentielle du 17 décembre. A quelques heures de la clôture des inscriptions, huit candidats s'étaient inscrits auprès du Conseil électoral provisoire.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant
« En incitant la population à se substituer à la police, le président Aristide a commis une faute grave. S'il ne la répare pas rapidement par des propos clairs, la confiance de la communauté internationale sera sérieusement entamée. » Ces propos, d'un diplomate en poste à Port-au-Prince, résumant la préoccupation des « pays amis » d'Haïti, à commencer par les États-Unis et la France, et des Nations unies face à la vague de violence antisémites par les propos tenus, samedi 11 novembre, par le président Jean-Bertrand Aristide lors des obsèques du député Jean-Hubert Feuillé.

Bouleversé par l'assassinat de ce parlementaire, l'un de ses proches, le président Aristide a appelé sur un ton exalté la population à participer au désarmement des « criminels, des terroristes et des extrémistes », identifiés par la population comme les partisans du régime militaire déchu. Il a aussi reproché aux « casques bleus » des Nations unies de n'avoir pas mené une politique de désarmement assez énergique.

Brusquement, le verbe enflammé que ses adversaires lui ont tant reproché avant le coup d'État a remplacé les appels à la réconciliation nationale qu'il a multipliés depuis son retour en Haïti il y a treize mois.

Peu après ce discours, les scènes de violence se sont multipliées, tant dans la capitale qu'aux Gonaïves, au Cap-Haïtien et à Jacmel. Au moins sept personnes ont été tuées, par balles ou lors de scènes delynchage. Les opérations de désarmement ont tourné aux pillages et des dizaines de maisons ont été incendiées.

Mardi 15 novembre, la situation restait tendue au Cap-Haïtien où des groupes de jeunes manifestants ont obligé deux stations de radio à fermer leurs portes. « Sous prétexte de participer à des opérations de fouille et de désarmement, des bandes de voyous se livrent au pillage », affirme un habitant, qui comme la majorité de la population de cette ville, reste terré chez lui.

Les scènes de violence se sont multipliées à Port-au-Prince et dans les grandes villes

Le calme est revenu mercredi aux Gonaïves, à 170 kilomètres au nord de la capitale, où quatre personnes ont été tuées la veille lors d'incidents confus au cours desquels des « casques bleus » népalais ont tiré en l'air, selon le porte-parole des Nations unies en Haïti, Eric Falk. Un manifestant aurait cependant été tué par ricochet.

Face à la tournure inquiétante prise par les événements, le représentant du secrétaire général des Nations unies en Haïti, Lakhdar Brahimi, a fermement rappelé que seule la police était habilitée à faire des fouilles et des opérations de désarmement. Il a ajouté que les troupes des Nations unies étaient disposées à saisir les armes détenues illégalement. « Si la population a des informations à ce sujet, qu'elle nous les communique et nous agirons », a-t-il dit.

En début de semaine, le président

Aristide a mis en garde contre les risques de « débordements et de provocations », et son premier ministre, Claudette Werleigh, a exhorté la population à ne pas se substituer aux forces de l'ordre. « Compte tenu de la situation, le message présidentiel devrait être plus clair et plus ferme », commente un diplomate.

Certains hommes politiques analysent les derniers événements comme une « tentative d'autodéstabilisation » visant à créer une situation peu propice à la tenue de l'élection présidentielle, prévue pour le 17 décembre, et à favoriser le maintien au pouvoir du président Aristide au-delà du mois de février prochain. René Préal, le dauphin du président Aristide, s'est cependant porté candidat mercredi, quelques heures avant l'expiration du délai pour le dépôt des candidatures.

Premier ministre de Jean-Bertrand Aristide de février à septembre 1991, avant le coup d'État militaire, René Préal est resté l'un des conseillers les plus proches du président. Il a promis qu'il poursuivrait « le travail de Jean-Bertrand Aristide au nom des victimes tombées durant les luttes du peuple haïtien ».

Sept autres candidats, peu connus ou folkloriques, comme le représentant du parti de la Vierge Marie, s'étaient inscrits mercredi. Aucun ténor de l'opposition ne s'est porté candidat. Depuis la confusion qui a entouré les élections législatives et municipales de juin, la plupart des leaders de l'opposition réclament la formation d'un nouveau conseil électoral avant de se lancer dans la course à la présidence.

Jean-Michel Caroit

Qu'est-ce que ça représente pour vous, une multinationale ?

Château-Feuillet, Neuf-Brisach, Gravelines Loo-Plage, Saumur, Gardanne, Quimperlé, Isclaire, Saint-Seurin-sur-l'Isle, Mareuil-sur-Ay, Castelsarrasin, Saint-Jean-de-Maurienne, Voreppe, La Flèche, Tarascon-Ariège, Hermillon, Sainte-Ménéhould, Vienne-le-Château, La Roche-de-Rame et une centaine d'autres sites en France : il n'y a pas une région où les hommes et les femmes n'apportent pas quelque chose à Pechiney.

Vous n'investirez pas sans raison

PECHINEY

PRIVATISATION. Des mandats d'achat d'actions sont disponibles auprès du votre banque, des Caisses d'Épargne, de la Poste, du Trésor Public et de votre société de bourse. Ils sont révoqués à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré avec un avis de dépôt d'opération publicitaire sera par la suite communiqué aux investisseurs financiers et de Pechiney. Une note d'opération définitive sera déposée le jour d'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux. Pour toute information sur Pechiney : numéro 3616 081 (1,29 F/min) ou N° vert 05 14 1995.

SÉCURITÉ SOCIALE Alain Juppé a présenté à l'Assemblée nationale, mercredi 15 novembre, un vaste plan de réforme de la Sécurité sociale, associant des mesures de fi-

nancement de la dette et de réduction du déficit à des changements structurels importants dans la gestion du système. ● LA DÉCLARATION de M. Juppé a été bien accuei-

lie par la majorité qui, à l'Assemblée nationale, a voté la « confiance » au chef du gouvernement par 463 voix contre 87 (il y a eu 10 abstentions). ● SELON UN SONDAGE de BVA pour

France 2 et Le Monde, 58 % des personnes interrogées (contre 37 %) ne croient pas que les mesures annoncées « vont permettre d'assurer durablement le bon fonctionnement »

de la protection sociale. 68 % pensent que cette réforme n'est pas conforme aux engagements de M. Chirac au cours de la campagne électorale pour la présidentielle.

M. Juppé présente un plan ambitieux de refonte du système de santé

Au-delà des mesures indispensables, le premier ministre a soumis au Parlement un projet qui modifie en profondeur l'équilibre du financement de la protection sociale et celui des responsabilités entre les partenaires associés à sa gestion

LE MOT n'est sans doute pas trop fort : Alain Juppé a présenté, mercredi 15 novembre, devant l'Assemblée nationale, une véritable « révolution » du système français de Sécurité sociale. Cinquante ans après sa création en 1945, vingt-huit ans après les ordonnances de 1967 qui en avaient changé le mode de fonctionnement, le premier ministre introduit des réformes que ses prédécesseurs n'avaient pas, selon lui, « osé entreprendre depuis trente ans ». Qu'ou le lise sous l'angle



ANALYSE

institutionnel, économique, social ou politique, le « plan Juppé » marque un tournant. Le recours à une révision constitutionnelle et les violentes protestations des partisans du statu quo - Marc Blondel, secrétaire général de FO, a accusé l'Etat de faire « main basse sur la Sécu » - suffisent pour s'en convaincre : il s'agit bien d'une redistribution des prérogatives entre un Etat qui gagne en puissance, un Parlement qui aura désormais un pouvoir de décision et des partenaires sociaux qui disposeront d'une liberté de gestion placée sous haute surveillance. La réforme de ce secteur est essentielle pour l'économie, puisque les régimes de Sécurité

sociale représentent une dépense d'environ 1 800 milliards de francs par an. Après des années de débats, où des parlementaires de plus en plus nombreux réclamaient un pouvoir de décision sur la Sécurité sociale, un gouvernement se décide à franchir le pas. M. Blondel, qui se flatte d'avoir l'oreille du chef de l'Etat, n'a donc pas été entendu sur ce point. Et même si la mesure peut sembler symbolique, FO n'aura plus la haute main sur la nomination des directeurs de caisses, notamment au sein de l'assurance-maladie. Cette emprise plus grande du pouvoir politique sur la « Sécu » ne sonne pas nécessairement la fin

d'une gestion paritaire - elle pourrait même lui donner une seconde chance -, mais il est clair qu'elle va se traduire par un renforcement, au sein de l'assurance-maladie, du pouvoir du patronat, garant d'une rigueur de gestion selon le gouvernement.

LES CRITIQUES DE M. FABUS

Cette redistribution des pouvoirs se double de l'introduction de la rationalité économique dans un système qui en était dépourvu. Avec le vote par le Parlement d'un taux annuel d'évolution des dépenses sociales, notamment pour l'assurance-maladie, on quitte l'époque où les caisses remboursaient à guichet ouvert pour entrer dans un système contractuel où les professionnels de santé libéraux, les hôpitaux, l'industrie pharmaceutique et les assurés vont devoir rendre des comptes. Sur ce point, M. Juppé est resté sourd aux mises en garde des groupes de pression médicaux.

Le plan Juppé est-il, pour autant, socialement juste ? Les efforts demandés aux Français sont, en apparence, équitablement répartis, même si les mesures annoncées doivent entraîner, selon Matignon, une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 0,8 % pour les ménages en 1996. Ce sont certaines familles modestes ou nombreuses, en raison du gel des prestations familiales en 1996, et les retraités modestes, soumis à deux hausses successives de 1,2 point de leur cotisation d'assurance-maladie en 1996 et 1997, qui risquent d'être les plus pénalisés. Laurent Fabius est intervenu après M. Jup-

pé, mercredi, à l'Assemblée nationale, pour démontrer qu'un retraité vivant seul et disposant d'un revenu mensuel de 5 000 francs subira, à terme et par an, « plus de 3 000 francs de prélèvements supplémentaires ».

Restent les conséquences économiques du plan. L'augmentation, même limitée, des prélèvements, conjuguée au gel des prestations familiales et aux freins mis à l'accès au système de soins, risque d'avoir un léger effet récessif, même si les Français puisent dans une épargne qui a atteint des niveaux très élevés pour compenser leur perte de pouvoir d'achat.

OSER LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

Restent, aussi, plusieurs interrogations, en particulier sur la création d'un « régime universel d'assurance-maladie ». Elle suppose, à terme, un alignement - sur le niveau le plus élevé - des cotisations et des prestations, qui rompraient avec la culture des particularismes socio-professionnels prévalant depuis 1945. Les interrogations portent aussi sur l'alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des salariés du privé. La question essentielle concerne la réforme des prélèvements obligatoires et, notamment, le transfert progressif d'une partie des cotisations maladie sur le CSG, qui tendrait, selon M. Juppé, à « en faire une cotisation sociale à part entière ». Ce serait cohérent avec la création d'un « régime universel » d'assurance-maladie. Restent, encore, les promesses de Jacques Chirac. Qui aurait ima-

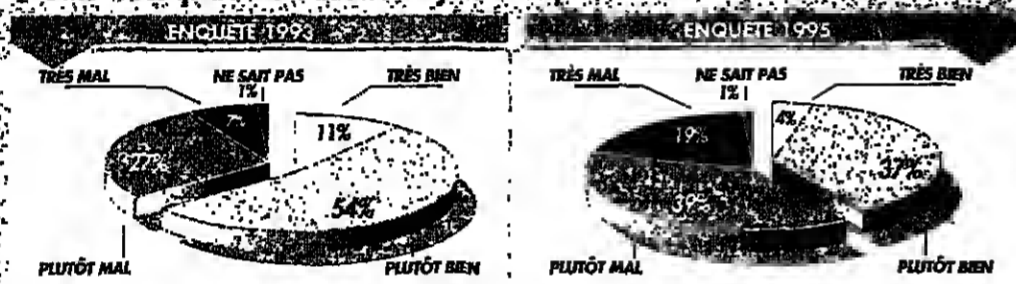
giné, il y a six mois, que le président de la République engagerait le système de soins dans une voie qu'il avait cessé de condamner durant sa campagne ? M. Juppé a beau dire que la maîtrise médicale des dépenses reposant sur des normes de bonne pratique « restera la règle », ses propos n'ont trompé personne, surtout pas les syndicats médicaux. Le premier ministre oïse pas l'avouer, mais c'est bien par la contrainte budgétaire - les dépenses d'assurance-maladie ne doivent pas progresser de plus de 2,1 % en 1996 - que l'on parviendra à restructurer le parc hospitalier et à modifier les comportements des médecins et des assurés.

Reste, enfin, la polémique qui oppose depuis des mois Alain Juppé à Edouard Balladur sur la gestion des finances publiques. En annonçant une réforme dont l'ampleur a surpris l'ensemble de la classe politique, et en reportant au 1^{er} janvier 1997 l'entrée en vigueur de la prestation d'autonomie pour les 400 000 personnes qui devaient en bénéficier dès 1996, M. Juppé prend un risque politique. Il donne aussi une leçon de courage et de rigueur à ses détracteurs de la majorité. Par un brutal renversement des rôles, ce sont aujourd'hui MM. Chirac et Juppé qui apparaissent rigoureux, et M. Balladur laxiste pour les réformes qu'il n'a pas faites entre 1993 et 1995. Comme si le courage et la rigueur étaient passés, en l'espace de quelques heures, du camp balladurien au camp chiracien.

Jean-Michel Bezat

Les Français majoritairement sceptiques selon BVA

Direz-vous qu'à l'heure actuelle le système de protection sociale en France fonctionne ?



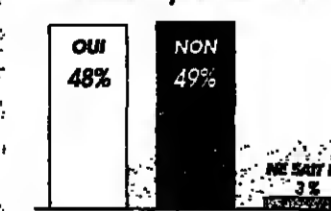
D'après ce que vous en savez autour de vous, diriez-vous que les abus et les gaspillages sont :



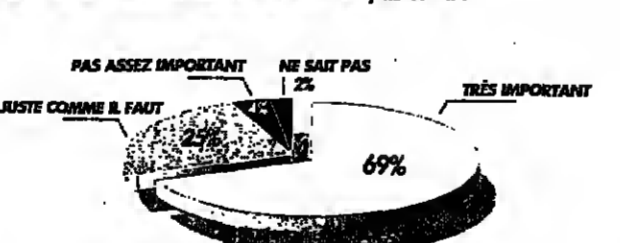
Les mesures annoncées aujourd'hui par le premier ministre vous apparaissent-elles favorables ou défavorables ?

en ce qui concerne :	FAVORABLE	DÉFAVORABLE
le report de la prestation autonomie pour les personnes âgées dépendantes	47%	43%
la possibilité de passer la durée de cotisation retraite des fonctionnaires de trente-sept ans et demi à quarante ans	56%	41%
l'augmentation de la cotisation maladie pour les retraités	33%	65%
la création d'un nouvel impôt d'un montant de 0,5 % s'appliquant à l'ensemble des revenus : salaire, retraite, allocation-chômage, épargne	25%	74%
la mise en place d'un carnet médical permettant de suivre et de limiter les examens médicaux de chaque assuré	81%	17%
faire payer des impôts sur les allocations familiales	25%	73%
élargir le CSG à l'ensemble des revenus : salaire, retraite, allocation-chômage, épargne	37%	60%

Ces mesures risquent-elles de réduire la qualité des soins ?



L'effort financier demandé aux Français est-il :



Cette réforme de la Sécurité sociale vous paraît-elle conforme aux engagements pris par Jacques Chirac pendant sa campagne présidentielle ?



L'INSTITUT BVA a réalisé, mercredi 15 novembre dans la soirée, pour France 2 et Le Monde, un sondage sur les réactions à la réforme de la Sécurité sociale annoncée l'après-midi même par Alain Juppé. Ce sondage a été réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 803 personnes.

Si certaines mesures sont massivement approuvées, les personnes interrogées - qui jugent, à 58 %, que le système de protection sociale fonctionne « plutôt mal » ou « très mal » - moquent un certain scepticisme : 51 % pensent que les mesures décidées pour limiter les dépenses de la Sécurité sociale seront « plutôt pas efficaces » ou « pas du tout efficaces », 44 % sont d'un avis contraire. De même, 58 % des personnes interrogées, (contre 37 %) n'ont pas le sentiment que ces mesures « vont permettre d'assurer du-

blement le bon fonctionnement de notre système de protection sociale ». Une majorité encore plus nette (68 %) juge la réforme « plutôt pas », voire « pas du tout » conforme aux engagements pris par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle. Les électeurs RPR eux-mêmes (48 % contre 45 %) partagent cet avis. Seul l'électorat UDF pense majoritairement (48 % contre 46 %) que le plan Juppé répond aux promesses du candidat Chirac.

Enfin, l'équité sociale de la réforme ne paraît pas évidente à 79 % des personnes interrogées par BVA, qui répondent que les efforts demandés aux personnes disposant d'un faible revenu, sont « trop importants ». A l'inverse, 70 % jugent que les efforts demandés aux personnes disposant de revenus importants ne sont « pas assez importants ».

Les principales réformes

- Création d'un régime universel d'assurance-maladie : les différents régimes donneront naissance à un régime universel égalitaire.
- Alignement des régimes spéciaux de retraite sur le régime général : une commission va faire des propositions sur le passage de trente-sept ans et demi à quarante ans de la durée de cotisation des fonctionnaires.
- Prestations familiales : elles ne seront pas revalorisées en 1996. Les allocations familiales seront soumises à l'impôt sur le revenu sous certaines conditions en 1997.
- Transfert des cotisations maladie des salariés : elles basculeront progressivement sur le CSG, dont l'assiette sera élargie.
- Réforme des cotisations patronales : leur assiette sera diversifiée par l'intégration, notamment, de la notion de valeur ajoutée.
- Réforme de la Constitution :

- un projet de révision constitutionnelle soumis en 1996 au Parlement permettra à ce dernier de fixer le taux d'évolution de l'ensemble des dépenses de protection sociale.
- Conventions d'objectifs et de gestion des caisses : elles seront conclues avec les caisses nationales, sur la base des délibérations parlementaires.
- Suppression des élections : les représentants des salariés dans les caisses ne seront plus élus par les assurés sociaux mais désignés par les syndicats.
- Répartition des crédits des hôpitaux : création d'agences régionales chargées de répartir entre les hôpitaux les crédits alloués par le gouvernement.
- Réforme des conseils d'administration des hôpitaux : le maire ne sera plus président de droit du conseil d'administration de l'hôpital de sa commune.
- Carnet médical de l'assuré : il sera généralisé rapidement.
- Recours à la photo d'identité :

- celle-ci sera mise en place sur la carte d'assuré social, afin de lutter contre la fraude.
- Rémunérations des médecins : les revalorisations tarifaires seront conditionnelles et temporaires.
- Création d'une caisse d'amortissement de la dette sociale : elle disposera pour l'essentiel du produit du remboursement de la dette sociale (RDS) institué pour treize ans au taux de 0,5 %. Ce RDS sera assis sur tous les revenus, avec des exceptions.
- Report de la prestation autonomie : cette allocation destinée aux personnes âgées dépendantes est reportée au 1^{er} janvier 1997.
- Augmentation de la cotisation maladie des retraités et des chômeurs : les retraités imposables et les chômeurs indemnisés au-dessus du SMIC verront leur cotisation maladie passer de 1,4 % à 3,8 % en deux ans.

La seconde naissance du premier ministre

POUR LA PREMIÈRE FOIS en six mois, Alain Juppé vient de retrouver son souffle. D'un coup, il a élargi sa marge de manœuvre. Il a effacé sa première déclaration de politique générale du 23 mai et il a réussi l'examen à la session de rat-trapage du 15 novembre. Le plus étonnant n'est pas qu'il ait mené à bien cette opération de sauvetage politique à partir d'un discours essentiellement technique - c'est dans sa nature -, mais que cette austérité verbale s'appuie sur une campagne présidentielle dont la musique rustique, notamment, la technocratie.

Le premier ministre avait accumulé tant de mauvais points, de sa mauvaise affaire d'appartenance au manque de lisibilité de sa politique, qu'il avait creusé un déficit de communication sans précédent avec l'opinion. Découvrant, jour après jour, la nécessité d'une gestion aux antipodes des promesses de la campagne du candidat Chirac - cela n'a pas échappé aux électeurs -, M. Juppé impose, petit

à petit, son style dans l'attelage de l'exécutif.

Lui qui, depuis son entrée à l'hôtel Matignon, devait se demander si le plus dangereux pour le pays était de ne pas réaliser les engagements de Jacques Chirac ou, au contraire, de les réaliser, il tente une « déconstruction » des mirages chiraciens pour les remplacer par un vrai projet politique : il commence à donner un contenu à la « réforme » annoncée. La réaction hostile de Force ouvrière, dont le chef de file, Marc Blondel, avait fait le jeu de M. Chirac pendant la campagne, en témoigne.

Satisfait du changement de cap annoncé par le président de la République le 26 octobre, il a voulu en donner - maladroitement - une traduction gouvernementale en procédant à un remaniement le 7 novembre. D'une première équipe Chirac-Juppé, on est passé à une deuxième, Juppé-Chirac. Après avoir piétiné pendant six mois et engouffré près de 50 milliards de francs de dépenses sup-

plémentaires dans le « collectif » de printemps, le chef du gouvernement veut rattraper le temps perdu. Les balladuriers en sont réduits à relever que M. Juppé a pris en considération leurs mises en garde, notamment sur la prestation d'autonomie, reportée d'un an, et à suggérer qu'un pas nouveau est fait dans le balladurisme. M. Juppé aurait beau jeu de modérer leurs ardeurs récupératrices en faisant valoir que sur la « Sécu », précisément, il entreprend une réforme de fond que le précédent gouvernement n'avait pas même dessinée entre 1993 et 1995. Si bavards ces derniers jours, les amis d'Edouard Balladur n'ont d'autre choix, pour le moment, que d'être solidaires. Pourtant, les risques pesant sur la croissance, dont ils craignent qu'ils ne soient aggravés par un alourdissement des prélèvements, n'ont pas disparu. L'image est rétablie, la confiance doit encore l'être.

Olivier Biffaud

Opération Sécu

M. Juppé : Trois idées

حركات الاصل

150 64 44 30

« Opération Sécu »

IMAGINONS-LE NOIR, bien sûr. Épais. Cadenassé dans un tiroir du bureau du premier ministre. Connus de lui seul ou presque. Sur la couverture, deux lettres :

« OS », pour « Opération Sécu ». A l'intérieur, un vrai plan de guerre : étapes, cibles, messages, positions de repli et, enfin, jour J.

Reprenons. Il est tôt, mercredi matin, lorsque les voitures officielles des seize ministres du gouvernement et du secrétaire d'État à la Santé pénètrent dans la cour de l'hôtel Matignon. La réunion, initialement prévue la veille, a été reportée sans plus d'explication. Alain Juppé entre, un gros dossier sous le bras. Les ministres ne sont guère rassurés. Tous savent que la journée va être décisive. Dans quelques instants, le chef du gouvernement va les informer du contenu de son plan pour la Sécurité sociale.

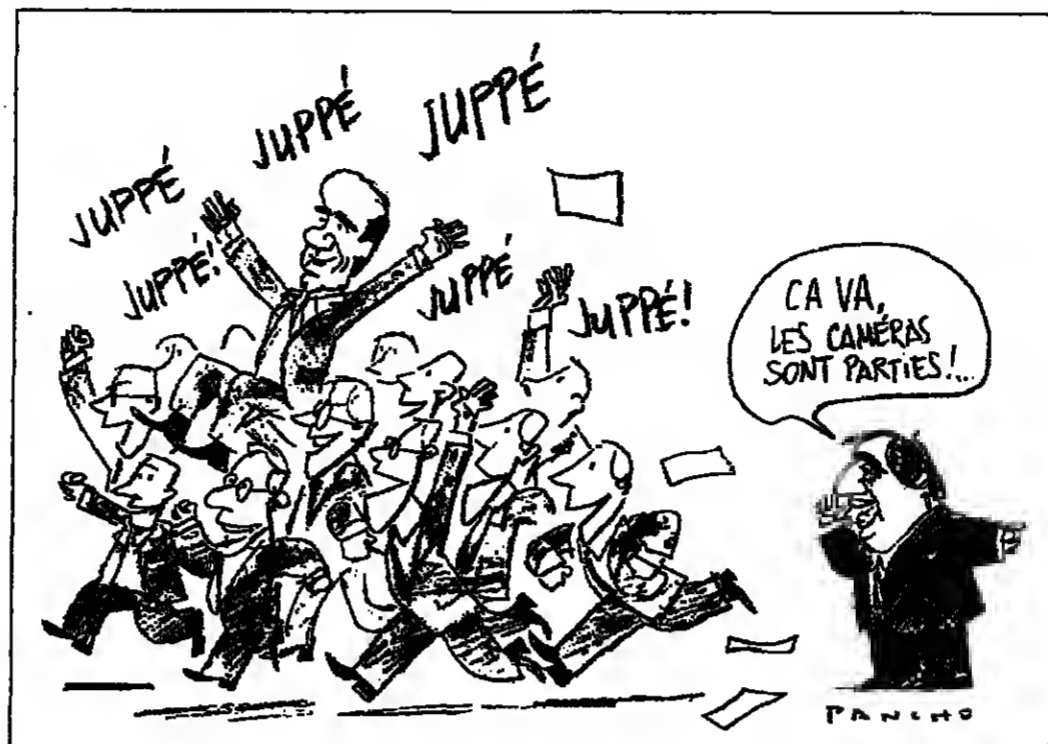
Les derniers échos sont plutôt mauvais. La montagne ne va-t-elle pas accoucher d'une souris ? Un indice, pourtant : Alain Juppé paraît parfaitement serein, décontracté. Mieux même, il jubile. Au fur et à mesure qu'il annonce le contenu de son discours, les visages s'épanouissent. Les ministres respirent. Un débat très libre s'engage. Lorsqu'on aborde le chapitre douloureux de la facture, Jacques Toubon, ministre de la Justice, intervient. Il propose un amendement de forme : remplacer la « contribution au remboursement des dettes » (CRD) par un

intitulé plus habile : « remboursement de la dette sociale ». L'amendement Toubon est adopté.

Tout ce petit monde, rassuré, se quitte sur le perron de Matignon pour se retrouver, quelques minutes plus tard, devant celui de l'Élysée. Conseil des ministres. Jacques Chirac intervient longuement sur le dossier de la Sécurité sociale. A tous les ministres, il demande de faire preuve de solidarité et de « cohérence » dans leur communication sur le sujet. « C'est la première fois qu'on s'attaque véritablement aux structures et que le gouvernement se lance dans une réforme qu'aucun gouvernement précédent n'avait eu les moyens ou le courage d'entreprendre », souligne le chef de l'État, qui a participé lui-même, dans le passé, à ce qu'il le rappelle avec un léger sourire, à « beaucoup de plans de réforme » de la Sécurité sociale. « C'est une journée importante pour le gouvernement », conclut-il, en invitant les ministres à « résister aux oppositions conservatrices, d'où qu'elles viennent, qui ne manqueront pas de s'exprimer ».

ORDRE DE MISSION

Retour à Matignon, nouvelle réunion. Alain Juppé, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Hervé Gayraud, secrétaire d'État à la Santé, reçoivent une vingtaine de parlementaires, la troupe de choc du premier ministre. Il y a là la jeune garde du RPR et quelques UDF ralliés de la première heure à Jacques Chirac. On leur donne leur ordre de mission : dès la fin du discours d'Alain Juppé à l'As-



semblée nationale et de Jacques Toubon au Sénat, ils doivent se précipiter dans les couloirs, où les attend la presse, afin d'y chanter les louanges du « plan Sécu ».

Quelques-uns d'entre eux sont conviés à déjeuner par le directeur adjoint de cabinet du premier ministre, Patrick Stéfani. Le même message est répété. Déjà, ces deux derniers jours, sont partis de Matignon de nombreux coups de téléphone à destination du Palais-Bourbon. Plusieurs députés sont ainsi informés que telle ou telle mesure qu'ils ont préconisée pendant le débat a retenu « tout l'intérêt » d'Alain Juppé. Cette reconnaissance de paternité fait frissonner d'aise chacun de ses destinataires.

Jour J, heure H. Au Sénat, comme à l'Assemblée, l'hémicycle est comble. Il est 16 heures. La « une » du Monde annonce que la mise en place de la prestation

pour les personnes âgées dépendantes, qui a été le principal point de discord au sein de la majorité, est différée. « Voilà la dernière troc de la compagne qui s'efface », soupire un séguiniste, avant de lancer, sur l'air de la crucifixion : « Il faut que tout s'accomplisse... »

EXPRESSIONS MAGIQUES

Alain Juppé commence à parler. De « justice ». Les réformes s'ajoutent aux réformes. Le ton est ferme, sûr, convaincu. L'hémicycle frémit. Il parle de « responsabilité », des expressions magiques de « révision constitutionnelle », d'« acte fondateur » sont lancées. L'hémicycle exulte. Il se voit déjà en congrès à Versailles. Elle est donc sérieuse, cette réforme. Puis il parle, enfin, d'« urgence ». C'est l'heure, lucide et dangereuse, de l'addition, mais l'hémicycle est gavé, repu, un peu

enivré. Il ronronne et signe des deux mains. Ovation.

Yvon Jacobi (RPR) est le premier à quitter l'hémicycle. En fidèle soldat, il va répandre la consigne reçue le matin à Matignon : « Eh bien, vendez, maintenant ! » Il ne lésine pas sur l'argumentaire : « Je viens d'entendre le discours que je rêvais d'entendre depuis que je suis entré en politique. » Les autres chargés de mission, Frédéric de Saint-Germain (RPR), Laurent Dominati (UDF), Jean-François Copé (RPR), Dominique Bussereau (UDF), Pierre Bédier (RPR), se précipitent à leur tour dans les couloirs. Nul carnet, micro ou caméra ne doit échapper à leur déferlement d'enthousiasme. Valéry Giscard d'Estaing fait une apparition exceptionnelle. Patiemment, il attend que les télévisions et les radios se mettent en place. « Enfin un gouvernement qui s'attaque aux vraies choses ou lieu de se conten-

ter des replâtrages habituels », dit l'ancien chef de l'État.

A quelques pas de lui, Edouard Balladur s'attarde, exceptionnellement, lui aussi. L'ancien premier ministre a quelque chose à « vendre » ou, plutôt, à « récupérer ». Ce n'est rien moins qu'une partie de ses idées sur la Sécurité sociale - notamment le renvoi à plus tard de l'allocation-dépendance - qui vient d'être rattachée à bas prix par M. Juppé. « J'oppose l'essentiel des mesures annoncées et j'y ai retrouvé bien des préoccupations qui sont les miennes », déclare-t-il. M. Sarkozy n'a pas ces précautions oratoires. « Je n'ai pas résisté au plaisir d'applaudir à des propositions avec lesquelles j'étais en parfait accord, puisque c'étaient les miennes », lance-t-il, brava. Plus amer, un autre balladurien, Jean-Pierre Delalande, soupire : « On fait le travail, on sème, et c'est Alain Juppé qui récolte. On a peut-être gagné intellectuellement, mais c'est lui qui ramasse la mise. »

COMME UN SEUL HOMME

Sonnés, les socialistes tentent mollement de vendre leur critique. A quelques centaines de mètres du Palais-Bourbon, le bureau national du PS n'en finit pas de débiter, surpris et embarrassé par un plan qui, au-delà de son volet préventif, reprend quelques idées qui lui sont chères, comme l'amorce d'un eocadrement des médecins.

Imaginons. La nuit est tombée sur l'hôtel Matignon. La majorité vient de voter la confiance au gouvernement comme un seul homme. Le dossier noir est ouvert sur la table. Quelques mots sont griffonnés d'une main ferme : « Opération Sécu, phase 1, mise en orbite réussie. Objectif atteint. »

Résumé du service France

M. Juppé : « Trois idées nous ont guidés : justice, responsabilité, urgence »

Nous publions ci-dessous la déclaration de politique générale sur la réforme de la protection sociale qu'Alain Juppé a faite, mercredi 15 novembre, à l'Assemblée nationale et sur laquelle il a engagé la responsabilité du gouvernement :

« Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés. Avant-hier, à cette même tribune, je vous ai dit quelle était l'ambition du gouvernement : sauver notre système de protection sociale parce qu'il est notre meilleure arme pour lutter contre l'exclusion et réduire la fracture sociale ; construire, pour nos enfants, la Sécurité sociale du XXI^e siècle ; imaginer un nouveau contrat de sécurité et de solidarité sociale entre les Français.

« Je vous ai dit, aussi, que nous serions particulièrement attentifs à vos débats. Ils sont maintenant parvenus à leur terme ; ils ont été fructueux et riches d'enseignements pour M. Barrot et moi-même. Nous exprimons notre reconnaissance à l'Assemblée nationale pour le travail considérable qu'elle vient d'accomplir. (...)

« Le moment est venu pour le gouvernement de vous présenter son plan de réformes de la Sécurité sociale. Trois idées nous ont guidés : une exigence, la justice ; un principe, la responsabilité ; une contrainte, l'urgence.

« An nom de la justice, nous voulons la Sécurité sociale pour tous. Ce n'est pas encore tout à fait le cas aujourd'hui. Les Français ne sont pas encore égaux devant la protection sociale. Pour atteindre notre objectif de justice, nous engagerons quatre réformes majeures :

« 1 - Nous instituons, d'abord, le régime universel d'assurance-maladie. Il existe actuellement dix-neuf régimes différents, ce qui est source d'inégalités, de complications et de surcoûts. Le régime universel ouvrira droit aux mêmes prestations en nature pour tous, sous la condition d'une résidence régulière en France. Il permettra d'harmoniser l'effort contributif de tous les assurés. Il se mettra en place progressivement ; il ne signifiera pas « régime unique », car il restera compatible avec une organisation en caisses à base professionnelle ; mais il per-

mettra une simplification drastique des relations entre régimes et des conditions d'affiliation ; il apportera la garantie que toute la population est effectivement couverte par l'assurance-maladie ; en un mot, que tous les Français sont bien soignés.

« 2 - Au nom de la justice, nous voulons, en deuxième lieu, faire progresser l'égalité devant la retraite. La répartition reste et restera le socle de nos régimes de retraite. Le président de la République s'en est porté garant. Au-delà des régimes de base et des régimes complémentaires et pour préparer l'avenir, nous favoriserons la constitution d'une épargne-retraite. Cela impliquera des dispositions fiscales cohérentes avec la réforme des prélèvements obligatoires que le gouvernement vous proposera au début de l'an prochain.

« Au nom de la justice, nous engagerons la réforme des régimes spéciaux de retraite. Il s'agira de préciser les mesures nécessaires à l'équilibre de ces régimes et, notamment, les modalités d'allongement de trente-sept ans et demi à quarante ans de la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Il s'agira, en second lieu, de prévoir la création d'une caisse de retraite des agents de la fonction publique de l'État, comme il existe une Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, et cela afin d'établir la transparence du système. J'installerai sans délai la commission de réforme des régimes spéciaux qui me proposera, sous quatre mois, les mesures correspondant à ces orientations. Ainsi progressera l'égalité des Français devant la retraite.

« 3 - Au nom de la justice, nous nous efforcerons, en troisième lieu, de rendre la politique familiale plus équitable et plus efficace. Comme l'a montré la coexistence, les Français sont sensibles à l'inéquité d'un système qui verse des allocations familiales sans condition de ressources, hors impôt, avec un mécanisme de quotient familial certes plafonné mais puissant. Une majorité d'opinions s'est dégagée pour estimer que la meilleure manière de corriger les inégalités qui en résultent, c'est de soumettre à l'impôt sur le revenu les allocations familiales, à une triple condition : que cette mesure s'intègre dans une réforme d'en-

semble de l'impôt sur le revenu et, notamment, de son barème ; que des dispositions spécifiques soient prises, dans ce cadre, au profit des familles modestes et des familles nombreuses ; que le solde de recettes supplémentaires ainsi obtenu soit intégralement affecté à la branche famille. C'est ce que fera le gouvernement lors de la réforme des prélèvements obligatoires dont j'ai déjà parlé, c'est-à-dire avec effet en 1997.

« Nous restons, par ailleurs, attachés à relancer la dynamique d'une grande politique familiale. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons le retour rapide à l'équilibre de la branche. Comme plusieurs d'entre vous l'ont souligné, une simplification des prestations et allocations existantes - il y en a vingt-quatre, je crois - est nécessaire, à court terme, pour améliorer l'efficacité du dispositif d'en-

« Tous les Français doivent être bien soignés.

C'est la seule justification profonde

des réformes que nous sommes en train de faire.

De même, nous nous refusons à entrer

dans la voie du rationnement des soins

ou de la réduction des remboursements »

semble. La solidarité de la nation envers ses familles, c'est notre meilleur investissement pour l'avenir.

« 4 - Au nom de la justice, nous entreprendrons, enfin, une quatrième réforme, celle du financement de la protection sociale. Tout le monde s'accorde à reconnaître que le financement actuel est défavorable à l'emploi parce que les cotisations sont assises sur les salaires et rattachées donc le coût global du travail. Nous agissons, pour remédier à ce grave défaut, dans trois directions : réforme de la CSG par élargissement de son assiette ; basculement progressif d'une partie des cotisations maladie des salariés sur la CSG ainsi élargie ; réforme des cotisations patronales, dont l'assiette devra être diversifiée, en intégrant, par exemple, la notion de valeur ajoutée de l'entreprise. Il s'agit là d'un changement structurel du financement de la Sécurité sociale ; il s'accomplira, naturelle-

ment, par étapes et tendra à faire de la CSG une cotisation sociale à part entière.

« Une exigence, ai-je dit : la justice, un principe, aussi : la responsabilité. Je m'y suis engagé devant vous en ouvrant vos débats lundi dernier ; le gouvernement ne se contentera pas d'un nouveau replâtrage de la Sécurité sociale ; il veut une réforme faite pour durer. Les quatre réformes que je viens de présenter constituent déjà, en elles-mêmes, un changement structurel, une novation sans exemple dans l'histoire de notre protection sociale depuis près de trente ans, mais il faut aller plus loin. Il nous faut mettre en place des mécanismes qui assurent l'équilibre durable du système et, pour y parvenir, il n'y a qu'un

moyen : l'appel à la responsabilité qui constitue, comme l'a dit le président de la République lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la Sécurité sociale, l'un des fondements de notre protection sociale.

« Encore ne faut-il pas se satisfaire du seul mot de responsabilité. Il faut faire coïncider la responsabilité dans le quotidien de la Sécurité sociale. Dans cet esprit, le gouvernement vous propose, d'une part, une nouvelle architecture, une nouvelle chaîne des responsabilités, d'autre part, une nouvelle gestion du système de soins.

les objectifs des politiques de protection sociale ; les ressources financées par l'impôt ; le taux d'évolution de l'ensemble des dépenses, qui permettra de garantir l'équilibre du système ; les critères de répartition des objectifs quantifiés nationaux ainsi arrêtés.

« Un tel changement appelle une révision de la Constitution. Ce sera la clef de voûte de la réforme. Ce sera l'acte fondateur qui donnera, cinquante ans après, une nouvelle légitimité à notre protection sociale. Je vous proposerai dès l'an prochain le projet de révision constitutionnelle qui donnera au Parlement cette nouvelle responsabilité.

« Sur la base des délibérations de la représentation nationale, le gouvernement doit ensuite conclure avec les Caisses nationales des conventions d'objectifs et de gestion. En ce qui concerne l'assurance-maladie, ces conventions fixeront, après consultation d'une conférence annuelle de la santé, les taux d'évolution des dépenses par grands secteurs ; elles prévoiront aussi la déclinaison des objectifs nationaux en objectifs régionaux.

« Enfin, il nous faut réformer l'organisation des caisses de Sécurité sociale pour la rendre plus efficace et plus resserrée. Au niveau national, la composition des conseils d'administration sera revue de sorte que syndicats, patronat et personnalités qualifiées y trouvent chacun leur place. Les partenaires sociaux y désigneront leurs représentants. Ce système se substituera au régime électoral, devenu de fait caduc.

« Les pouvoirs du directeur général seront renforcés, de sorte qu'il puisse, notamment, nommer les directeurs des caisses locales. Un conseil de surveillance, comprenant en particulier des parlementaires, sera institué auprès de chaque caisse nationale. Le réseau des caisses locales du régime général sera réorganisé avec l'objectif de constituer un seul organisme par département et par branche, sans pour autant diminuer le nombre de services de proximité.

« 2 - Clarifier les responsabilités, c'est en second lieu changer en profondeur les modes de gestion du système de soins. Avant d'exposer les mesures que nous nous proposons d'adopter dans ce but, je tiens à prendre solennellement un double engagement : la volon-

té, je dirais presque l'obsession du gouvernement, c'est de maintenir et d'améliorer la qualité des soins dont bénéficient les Français quand ils en ont besoin. La qualité n'est pas et ne doit pas être négociable. Tous les Français doivent être bien soignés. C'est la seule justification profonde des réformes que nous sommes en train de faire.

« De même, nous nous refusons à entrer dans la voie du rationnement des soins ou de la réduction des remboursements, car on sait bien que ces techniques de maîtrise comptable de la dépense de santé pénalisent d'abord les plus modestes et les plus fragiles. Une fois encore, seul l'appel à la responsabilité de chacun peut apporter la solution pour tous.

« a) Responsabilité à l'hôpital, tout d'abord. A la fin de ce mois, le Haut Conseil pour la réforme hospitalière, présidé par le professeur Devulder, présentera ses propositions pour réformer en profondeur notre système d'hospitalisation. D'ores et déjà, j'ai remis au gouvernement une note de synthèse préliminaire. J'en retiens quatre principes pour une réforme qui cherchera avant tout à mettre le malade et la qualité des soins au cœur de l'action de tous les partenaires hospitaliers.

« D'abord, la régionalisation par la création d'agences régionales de financement de l'hospitalisation publique et privée. Ces agences seront chargées de répartir les crédits limitativement alloués au plan régional par le gouvernement ou l'État en fonction de priorités de santé publique et en application du vote du Parlement, avec pour objectif une correction progressive des inégalités géographiques actuelles. Ensuite, l'accréditation et l'évaluation des services hospitaliers, en fonction de normes de qualité et de coût, par une institution indépendante. En troisième lieu, la contractualisation entre l'Agence régionale et les structures hospitalières. L'affectation des budgets se fera sur le fondement d'indicateurs de qualité des soins et de sécurité sanitaire dans le cadre d'un programme régional de santé publique. Enfin, la coordination sur une base volontaire de l'hospitalisation publique et de l'hospitalisation privée grâce à la mise en place de structures de coopération au plan local.

Lire la suite page 10

Alain Juppé : « Je m'engage à rétablir l'équilibre en 1997 »

Suite de la page 9

Parallèlement, le gouvernement engagera une réforme des conseils d'administration des hôpitaux, de telle façon que leurs présidents soient désormais élus par leurs membres. Le maire ne sera plus ainsi président de droit, mais pourra, bien entendu, être élu par le conseil. Enfin, le gouvernement élargira à certains grands groupes hospitaliers les dispositions qui prévoient déjà la nomination en conseil des ministres des directeurs de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, des Hospices civils de Lyon et de l'Assistance publique de Marseille.

b) Responsabilité en médecine de ville, ensuite. Seule la maîtrise médicalisée des dépenses de médecine ambulatoire permet de concilier les préoccupations qui sont les nôtres : qualité des soins d'un côté, respect des objectifs quantitatifs de l'autre. La maîtrise médicalisée restera donc la règle. Encore faut-il qu'elle soit efficace. Pour qu'elle donne vraiment les résultats attendus, des changements sont nécessaires. Voici ceux que nous allons mettre en œuvre :

— Nous créerons des unions régionales de caisses d'assurance-maladie, qui auront la responsabilité de gérer les objectifs quantitatifs régionaux, de coordonner et de renforcer le contrôle médical.

— Nous mettrons en place un dispositif d'ajustement automatique des rémunérations des médecins en fonction du respect des objectifs : plus concrètement, cela signifiera que les revalorisations tarifaires seront désormais conditionnelles et temporaires. Pour passer d'une régulation collective à une appréciation individuelle, nous accélérerons le déve-

loppement des instruments de « bonne pratique médicale » : les références médicales opposables seront étendues et pérennisées ; le codage des actes sera accéléré, l'informatisation des cabinets médicaux sera encouragée grâce à l'intervention d'un fonds spécial alimenté par les professionnels ; la formation initiale des médecins sera réformée, et leur formation continue rendue obligatoire ; des incitations à la réorientation d'un nombre significatif de médecins de

« Grâce à ces mesures nous retrouverons, dès 1998, les moyens de donner un nouvel élan à la politique familiale, ce qui est un souci majeur du gouvernement et un véritable impératif national »

ville vers la médecine préventive (en milieu scolaire ou au travail) seront instituées. L'ensemble de ces mesures fera l'objet d'une concertation approfondie avec les professionnels, toujours dans le souci de garantir la qualité des soins.

c) L'appel à la responsabilité nous concerne tous. Pour favoriser la prise de conscience de tous nos concitoyens, nous compléterons notre plan par les mesures suivantes : généralisation rapide du carnet de suivi médical ; expérimentation de formes nouvelles de prise en charge (par exemple, incitation à consulter un généraliste avant de s'adresser à un spécialiste) ; développement des médicaments génériques ; possibilité donnée aux pharmaciens de distribuer

exactement la quantité de médicaments nécessaire au traitement prescrit, afin de limiter le gaspillage et les abus ; mise en place d'une photo d'identité sur les cartes d'assurés sociaux afin de lutter contre la fraude ; paiement par avance (sauf urgence) des frais d'hospitalisation programmée par les étrangers non résidents.

On le voit : le chantier est immense, mais les objectifs sont clairs et précis. Notre détermination sera à la mesure de l'enjeu.

Justice, responsabilité, mais aussi urgence. Je me suis engagé à réduire de moitié le déficit prévisionnel des comptes sociaux dès 1996 et à rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale en 1997 et les années suivantes. Nous allons nous donner les moyens de tenir cet engagement : nous irons même au-delà. Le déficit prévisionnel sera ramené de 61 milliards de francs, dette incluse, à 17 milliards de francs, en 1996 ; un excédent devrait être dégagé en 1997, comme il est normal en période de croissance économique.

1 - Première mesure de sauvegarde : le traitement de la dette. Les chiffres sont connus et incontestables : 110 milliards de francs au titre des années 1992 et 1993 ; 120 milliards de francs au titre des exercices 1994 et 1995, soit, au total, 230 milliards de francs. L'est pas sans que le remboursement de cette dette pèse sur l'équilibre des branches. Il n'est pas normal que les ressources du Fonds de solidarité-vieillesse soient amputées de 12,5 milliards de francs pour financer l'annuité de la dette des années 1992 et 1993. L'argent du FSV doit aller à de vraies dépenses de solidarité, pas à l'apurement du passé. Le gouvernement souhaite clarifier une fois pour toutes la situation.

Sera donc créée une caisse d'amortissement de la dette sociale, qui prendra à sa charge : le capital et les intérêts de la dette des exercices 1992, 1993, 1994 et 1995, soit, en principal, 230 milliards de francs ; le déficit prévisionnel de l'exercice 1996, soit 17 milliards de francs ; le déficit de la Caisse autonome nationale d'assurance-maladie, qui regroupe les travailleurs non salariés non agricoles. Soit, au total, 250 milliards de francs. Cette dette sera remboursée sur treize ans. La caisse d'amortissement disposera, pour faire face à ses charges, des ressources suivantes : le produit des cessions immobilières des caisses ; le remboursement de leurs dettes de Sécurité sociale par les pays étrangers débiteurs, remboursement qui, le cas échéant, pourra être précompté sur l'aide que nous versons à ces pays ; et, pour l'essentiel, le produit de la participation exceptionnelle au remboursement de la dette sociale (RDS) qui sera instituée pour la durée d'amortissement de la dette. Ce RDS sera assis sur tous les revenus à l'exception des minima sociaux, des pensions militaires d'invalidité, des rentes d'accidents du travail et des revenus des livrets d'épargne exonérés (livret A et assimilés). Son taux sera de 0,5 %.

2 - Une fois la dette ainsi cantonnée, et les différentes branches allégées du poids des charges financières correspondantes, le déficit prévisionnel pour 1996 s'établira à 53,3 milliards de francs. Nous le ramènerons, comme je viens de le dire, à moins de 17 milliards de francs, soit un effort de 36,7 milliards de francs.

3 - Je souhaite vous présenter maintenant le détail des mesures de rééquilibrage branche par branche :

a) Branche vieillesse : afin de ne pas peser sur ceux qui travaillent et sur ceux qui investissent, le gouvernement se refuse à augmenter les cotisations vieillesse des actifs et des entreprises. Pour permettre le rééquilibrage de la branche vieillesse, il a donc décidé de reporter l'application de la

prestation d'autonomie au 1^{er} janvier 1997, ce qui permettra, conformément au vœu exprimé par beaucoup d'entre vous, d'harmoniser les dates d'entrée en vigueur de cette importante réforme pour les personnes qui restent à leur domicile et pour celles qui sont hébergées en établissement. (...)

A partir de 1997 et les années suivantes, la prestation d'autonomie sera financée grâce à l'élargissement de l'assiette de la CSG qui interviendra dans le cadre de la réforme des prélèvements obligatoires dont j'ai déjà parlé. Dès 1996, une contribution des entreprises qui souscrivent pour leurs salariés des contrats de prévoyance et d'assurance-maladie complémentaire apportera 2,5 milliards de francs. Au total, le FSV sera mis en mesure de reprendre 11 milliards de francs de dépenses de solidarité actuellement supportées par la CNAV.

b) Branche famille : des efforts partagés permettront de réduire sensiblement le déficit prévisionnel 1996 et de dégager un excédent dès 1997. L'effort des familles : à titre exceptionnel, les prestations familiales ne seront pas revalorisées en 1996 ; diverses mesures de simplification ou de rationalisation produiront, en outre, 2,4 milliards de francs d'économies. L'effort de l'Etat : la gestion des prestations familiales des régimes spéciaux sera confiée à la CNAV, ce qui lui apportera 700 millions de francs en 1996 et 1,7 milliard de francs en 1997. L'effort de solidarité nationale : la branche famille bénéficiera, en 1997, de l'élargissement de la base de la CSG. Grâce à ces mesures, nous retrouverons dès 1998 les moyens de donner un nouvel élan à la politique familiale, ce qui est un souci majeur du gouvernement et un véritable impératif national.

c) Branche maladie : je réitère notre refus de la baisse des remboursements. Il s'agit de dépenser mieux, dans le respect de l'indispensable qualité des soins. Trois séries de mesures permettront de

« Si le sens des responsabilités, la primauté de l'intérêt général, la volonté de partage et de solidarité l'emportent, nous allons réussir ce qu'on n'a pas osé entreprendre depuis trente ans. Le moment est solennel »

diminuer de plus de moitié le déficit prévisionnel de la branche : la fixation, pour l'an prochain, d'un objectif quantitatif national strictement indexé sur les prix (plus 2,1 %), tant à l'hôpital qu'en médecine ambulatoire ; des efforts de solidarité demandés aux médecins et aux laboratoires pharmaceutiques pour 5 milliards de francs environ ; l'harmonisation progressive des cotisations maladie des retraités imposables et des chômeurs indemnisés au-dessus du SMIC, qui seront relevées de 1,2 point en 1996 et 1997. C'est le seul relèvement de cotisation hors amortissement de la dette. Cette décision est difficile, mais c'est une mesure de justice et de solidarité. Je rappelle en effet que la cotisation maladie des actifs atteint 6,8 %, celle de ces catégories est actuellement de 1,4 % et sera donc portée à 3,8 % en deux ans.

A tout cela s'ajoutera un important effort de rigueur dans la gestion des caisses, en particulier le gel de toutes les opérations immobilières. Le temps n'est pas à construire des sièges sociaux (...)

Tel est, monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, le plan de réformes de la Sécurité sociale que le gouvernement vous propose. Il est global, il est ambitieux, il est novateur, il est équilibré. Il engage une vraie réforme, une véritable refondation de la Sécurité sociale. Avant de conclure, je voudrais encore aborder trois questions : 1) Comment allons-nous mettre ce projet en œuvre ? 2) Comment seront répartis les efforts qu'il implique ? 3) Comment s'articule-t-il avec notre politique globale ?

1) Pour ce qui est de la mise en œuvre du volet législatif des ré-

formes, le gouvernement vous soumettra plusieurs projets de loi, qui suivront la voie habituelle : l'un portera création du régime universel d'assurance-maladie ; le deuxième traitera de la réforme des prélèvements obligatoires - c'est dans ce cadre que seront prévus, notamment, la rénovation de la CSG et la réforme du barème de l'impôt sur le revenu ; sera également soumis au Parlement un nouveau mécanisme d'épargne-retraite : je souhaite qu'il donne lieu à une discussion commune des propositions de loi déjà déposées en ce sens sur le bureau de l'Assemblée et du projet qu'élaboré le gouvernement.

Le gouvernement vous soumettra aussi un projet de loi habilitant à prendre, pendant un délai de quatre mois, des ordonnances sur les points suivants : création de la caisse d'amortissement de la dette sociale et du remboursement de la dette sociale (RDS) ; mesures immédiates de rééquilibrage financier pour 1996 et 1997 ; nouvelle architecture de l'organisation et réforme de la gestion des caisses ; réforme hospitalière ; nouveaux instruments de maîtrise médicalisée des dépenses.

Le projet d'habilitation que justifie l'urgence des mesures à prendre sera soumis au Conseil d'Etat avant la fin de cette semaine. Il sera examiné par le conseil des ministres d'ici la fin du mois. Il viendra en débat devant votre Assemblée dès décembre, de sorte que les premières ordonnances soient prises avant la fin de l'année. Tout au long de la phase de mise au point des ordonnances, le gouvernement informera et consultera les commissions compétentes du Parlement. Le débat de ratification des ordonnances aura lieu avant l'été 1996.

Je rappelle, enfin, que le processus de révision constitutionnelle, qui donnera compétence au Parlement pour se prononcer sur les équilibres prévisionnels de nos comptes sociaux, sera engagé dès janvier.

liards de francs, à l'amélioration du solde de la branche maladie. Enfin, les organismes de Sécurité sociale devront faire un effort sur eux-mêmes et économiser 1,5 milliard de francs dès l'an prochain sur leurs coûts de gestion.

3) Je voudrais terminer mon propos en insistant sur la cohérence des réformes que je viens de vous exposer, et de la politique économique et sociale d'ensemble que conduit le gouvernement. Comme je vous l'ai dit dès le mois de mai, mon objectif prioritaire, c'est l'emploi. Mais j'ai tout de suite ajouté que, à mes yeux, la lutte contre le chômage et la lutte contre les déficits publics sont un seul et même combat.

Les déficits d'aujourd'hui, nous le savons bien, ce sont les impôts de demain, car tout le monde, l'Etat comme la Sécurité sociale, a un jour, rembourser ses dettes. Les déficits d'aujourd'hui, c'est aussi le chômage d'aujourd'hui et de demain parce que le laxisme budgétaire a un double effet pervers : il pousse le taux d'intérêt à la hausse, ce qui assèche l'économie ; il rend inéluctable l'alourdissement de la pression fiscale. Dans le même temps, le chômage aggrave le déficit parce qu'il prive nos budgets de recettes importantes et alourdit leurs charges.

Il faut donc briser ce cercle vicieux. Il faut rompre avec les politiques qui, depuis quinze ans, ont laissé filer les déficits et provoqué une hausse des taux d'intérêt réels sans précédent. Notre politique consiste, précisément, à inverser cette évolution qui n'a que trop duré. Elle rompt avec la facilité budgétaire et réduit réellement et durablement les déficits. Elle crée les conditions d'une nouvelle politique monétaire qui, dans la perspective de la monnaie européenne unique, permet à l'économie française de retrouver de l'oxygène et de développer son activité. Je rappelle que l'objectif de baisse des taux d'intérêt injecte 50 milliards de francs dans les circuits économiques. Voilà, aussi, pourquoi il faut rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale. C'est un point de passage obligé vers le développement de l'emploi.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, j'en appelle maintenant à tous les Français. Ils savent qu'il faut réformer la Sécurité sociale pour assurer son avenir. Ils comprennent que nous lui donnerons, grâce aux réformes que je viens de vous présenter, une chance nouvelle de durée et de progrès. L'addition des corporatismes et des egoïsmes ne saurait arrêter notre élan.

Si le sens des responsabilités, la primauté de l'intérêt général, la volonté de partage et de solidarité l'emportent, nous allons réussir ce qu'on n'a pas osé entreprendre depuis trente ans. Le moment est solennel, vous en avez conscience. Nous avons mis dans la préparation de notre réforme toute notre énergie, toute notre volonté d'écoute, toute notre exigence de justice. Il faut le faire, j'en ai l'intime conviction. Il faut le faire maintenant. Il faut le faire ensemble.

Ce n'est pas le sort d'un gouvernement que je soutiens. C'est un enjeu national qui est en cause. C'est pourquoi, mesdames et messieurs les députés, je m'adresse aussi à vous avec force, presque avec passion. Je sais que l'humanité n'existe pas. Je sais que l'humanité est parfois trompée. Je sais que certaines divergences sont légitimes et même parfois fécondes, mais il est des moments où l'intérêt national commande de faire prévaloir la solidarité et l'unité.

Nous vivons l'un de ces moments. Je vous demande, je demande donc à notre majorité de m'appuyer son soutien sans état d'âme et sans arrière-pensées. Nous prenons, j'en suis sûr, pour nous tous, mais surtout pour les Français, pour le pacte républicain, pour la cohésion nationale, le chemin de la réussite. C'est pourquoi, après que le conseil des ministres m'y a autorisé, j'ai l'honneur d'engager devant vous la responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49, premier alinéa, de la Constitution sur la déclaration que je viens de prononcer.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, LUNDI 4 DECEMBRE 1995 à 14h. EN UN SEUL LOT **APPARTEMENT de 6/7 PIECES** principales au 1^{er} étage, porte gauche, divisé en : galerie, double-living, salle à manger, 4 chambres, cuisine, office, lingerie, salle de bains, salle de douche, wc, coin toilette, 2 débarras. **DEBARRAS au 6^e étage - 2 CAVES - CHAMBRE au 6^e étage.** dans un immeuble sis à **PARIS 8^{ème} - 2, RUE DE MESSINE** et 12, Rue du Docteur Lancereaux **MISE A PRIX : 2.500.000 Frs** S'adr. à Me SALLARD CATTONI, Avocat au Barreau de PARIS, PARIS 4^{ème} - 16, Quai des Célestins - Tél. 40.29.90.28 Sur MINITEL 3616 Code AVOCAT VENTES S/tes lieux pour visiter : les 22 et 30 Novembre 95 de 9h30 à 10h30.

75 Vente au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 30 Novembre 1995 à 14h30 **UN APPARTEMENT à PARIS 13^{ème}** 11/13, Rue Simone Weil au 2^e étage, 2^e Pte à dr. de type 4PC, au 1^{er} sous-sol - UNE CAVE n°127, au 2^e sous-sol UN BOX pour automobile n°13. **MISE A PRIX : 600.000 Frs** S'adr. à Me DEVOS-CAMPY, Av. 57, Av. de Suffren - 75007 PARIS Tél. 45.67.98.84 - Me Hervé CASSEL, Av. 18, Rue de Vienne - 75008 PARIS Tél. 43.87.91.22 - Me Chantal HERAN, Av. 95, Bd Raspail - 75006 PARIS Tél. 42.22.44.26 - Et tous autres avocats près le TGI de PARIS.

78 Vente au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, Pl. André Migon, le 29.11.95 à 9h. **VILLA 8 P. à LA CELLE-SAINT-CLOUD (79)** GARAGE - Sur un terrain de 1315 m² - 6, Ane des Robletoches **MISE A PRIX : 1.651.100 Frs** Rens. SCP SILLARD et Associés, 79 bis, Bld de la Reine - VERSAILLES Tél. 39.20.15.97, Minitel 3615 ECO - Me REGRETTIER, 43, Av. de St Cloud VERSAILLES - Tél. 39.02.37.31

94 Vente sur Sainte Immobilier au Palais de Justice de CRETEIL (94) LE JEUDI 30 NOVEMBRE 1995 à 9h30. **PAVILLON à FRESNES (94)** 18, Rue Emile Zola Elevé sur sous-sol et rez-de-chaussée (Contenance 6 Ares) Comprend : couloir, cuisine, séjour et trois chambres. Grenier aménageable et garage attenant. **MISE A PRIX : 360.000 Frs** S'adr. : Me Th. MAGLO, Avocat, 4, Allée de la Toison d'Or à CRETEIL (94) Tél. 49.80.01.85 (exclusivement de 9h30 à 12h) Sur place pour visiter le Vendredi 24 Novembre 1995 de 14h à 15h.

06 Cab. de Me André CHAUVET, Avocat à Nice, 11, Av. Jema Médécin et de Me André DEUR, Avocat à Nice, 2, Boulevard Dubouchage **VENTE sur Licitation, au Palais de Justice de NICE - EN UN LOT -** Le JEUDI 30 NOVEMBRE 1995, à 9 heures. **UN APPARTEMENT de 3 P. - 80 m² env. - à NICE** 24, Avenue des Fleurs - dans imm. dénommé « Villa Bellida » avec cuis., dépendances, balcon, au 1^{er} étage - CAVE au sous-sol. **LIBRE A LA VENTE - MISE A PRIX : 450.000 Frs** (avec faculté de balais) - VISITES s/places les 18 et 25 Novembre de 14h30 à 17h et le 29 Novembre 1995 (Veille de la vente), de 9h30 à 12h. Pour tous rns. Tél. à partir de 15h exclusivement au 93.85.27.80

مكتبة الامم المتحدة

150

ibre en 1997

Les sept syndicats de fonctionnaires appellent à une grève générale le 24 novembre

COUP DE THÉÂTRE sur la retraite des fonctionnaires : alors qu'une consultation des syndicats était officiellement prévue (*Le Monde* daté 12-13 novembre), le premier ministre a annoncé à l'Assemblée nationale, qu'au nom de la justice, il engagerait une réforme des régimes spéciaux de retraite, comprenant l'allongement de la durée de cotisations et la création d'une caisse autonome pour les fonctionnaires de l'Etat.

Cette décision a été prise dans la nuit du 14 au 15 novembre, pour tenir compte des critiques des balladins sur le plan de sauvetage de la Sécurité sociale. M. Juppé entend ainsi écarter le reproche selon lequel il n'entreprendrait pas de réformes d'envergure. Il fait également taire ceux qui pensaient que la constitution d'un groupe de travail paritaire servirait à « enterrer » tout changement.

La réunion des sept fédérations de fonctionnaires, prévue pour le

15 novembre à 19 heures, a, du coup, pris la forme d'une réponse à « une déclaration de guerre ». Les syndicats se sont rapidement mis d'accord pour appeler l'ensemble du personnel des trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales et hôpitaux) à une grève générale, vendredi 24 novembre. Cette date, qui ne coïncide pas avec celle de la défense de la Sécurité sociale, prévue par Force ouvrière et la CGT le 28 - permet de ne pas gêner le déroulement des élections professionnelles de la fonction publique territoriale, programmées pour le 23 novembre.

Les sept syndicats de fonctionnaires estiment que le gouvernement n'a « pas compris la leçon du 10 octobre », puisque, comme dans l'affaire du « gel » des salaires, il les place devant le fait accompli. Ils ne seront en effet consultés que pour proposer « les mesures correspondantes » à [des] orientations déjà

fixées. Dans un communiqué commun, ils affirment que le gouvernement « réitère ses provocations à l'encontre des fonctionnaires ».

Les représentants de FO, de la CGT, de la FSU et de l'UNSA, qui militent contre toute réforme du Code des pensions civiles et militaires, ont jugé qu'il s'agissait d'une « attaque sans précédent contre les fonctionnaires ». Pascal Renaud, secrétaire général de l'Union des fédérations des fonctions publiques et assimilés CFTD, a déclaré que « la décision, prise unilatéralement, était inacceptable sur le fond et sur la forme ». Nicole Prudhomme, déléguée générale de l'Interfon-CFTC, a regretté que le « préalable posé par le gouvernement » interdise toute possibilité de « progresser par la négociation ». Les sept organisations doivent se retrouver le 17 novembre à la Bourse du travail pour préciser les modalités de la grève.

Rafaële Rivais

Contrôler l'hôpital, mieux former les médecins

INSPIRÉE par les rapports du commissariat général du Plan, élaborés l'un sous la direction de Raymond Soubie (*Santé 2010*), l'autre sous celle d'Alain Minc (*La France de l'an 2000*), ainsi que par le rapport sur « Le renouveau de la médecine libérale de ville », de Philippe Lazar, et par les réflexions de François-Xavier Stasse qui, dans les « Notes » de la Fondation Saint-Simon, plaide pour la fixation par le Parlement du taux d'évolution des dépenses de santé, la réforme annoncée par Alain Juppé témoigne, pour l'hôpital et pour la médecine de ville, d'un double souci de cohérence et de prudence.

Concernant l'hôpital, Alain Juppé a retenu une idée-force - la régionalisation - et s'est autorisé une audace politique - les maires cessent d'être de droit présidents du conseil d'administration des établissements hospitaliers. Déjà envisagée par Edouard Balladur, la création d'agences régionales de financement de l'hospitalisation publique et privée devrait, comme l'indiquait le rapport Soubie, éviter au gouvernement d'intervenir « à tous les niveaux du système de soins comme décideur, en arbitre ultime des conflits locaux ». Préférant attendre les conclusions définitives du rapport du haut conseil de la réforme hospitalière, M. Juppé n'a pas souhaité aller plus loin, se gardant d'évoquer la nécessité de restructurations et de regroupements hospitaliers, ainsi que la suppression de lits excédentaires (un rapport du Plan avait

évoqué le chiffre de 60 000 lits). Les médecins sont concernés par de nombreuses mesures, parmi lesquelles la réforme du contenu des études médicales, la décision de mettre en œuvre dès 1996 un dispositif de formation continue obligatoire (M. Juppé n'a pas précisé qui sera chargé de le faire fonctionner), une extension des références médicales opposables et un renforcement des mécanismes de contrôle et de sanction par les caisses.

INITIATION À LA RECONVERSION

M. Juppé voudrait, en outre, inciter les médecins à se reconverter vers la médecine de prévention (médecine scolaire, médecine du travail). Sans aller jusqu'à généraliser d'emblée un dispositif contraignant les patients à consulter d'abord un généraliste avant de se rendre chez un spécialiste - seul le syndicat MG France est favorable à cette mesure -, M. Juppé a annoncé qu'une expérimentation en ce sens va être mise en œuvre dès 1996 dans quelques départements.

Au total, M. Juppé a pris soin de ne pas agiter trop de chiffres rouges à la fois. Sans mettre en cause le paiement à l'acte ni le circuit des malades à l'intérieur du système de soins, son plan repose sur un postulat : mieux un médecin est formé, moins il génère de dépenses.

Franck Nouchri

Pour le conseil des impôts, la CSG est un bon prélèvement

AU LENDEMAIN de la présentation par Alain Juppé de la réforme de la Sécurité sociale, le conseil des impôts a remis au président de la République, jeudi 16 novembre, son quatorzième rapport, opportunément consacré à la contribution sociale généralisée (CSG). Cette instance, placée auprès de la Cour des comptes, préconise d'élargir l'assiette de la CSG à l'ensemble des revenus, à l'exception des « minima sociaux » comme le RMI.

Dans l'hypothèse d'un maintien du taux actuel de la CSG à 2,4 %, son extension frapperait 990 milliards de francs de revenus supplémentaires et procurerait 24 milliards de francs supplémentaires au système de protection sociale.

Le conseil des impôts dresse un bilan positif de la CSG, instaurée en 1991 : assiette large (1 point correspond à 39 milliards de francs), prélèvement à la source, recouvrement « efficace » et « bon marché ». En outre, elle suit la capacité contribu-

tive des personnes, contrairement à l'impôt sur le revenu (prélevé sur les revenus de l'année précédente), et elle est bien acceptée, car son produit est affecté à des dépenses sociales : politique familiale et dépenses de retraite. L'impact de la CSG sur la répartition de la charge fiscale est plus difficile à évaluer, car elle a fait l'objet, en 1991 et 1993, de « deux emplois successifs », qui ont eu « des effets quasiment inverses ».

« SOUCI D'ÉQUITÉ »

En février 1991, Michel Rocard avait instauré la CSG à prélèvement constant, en la substituant à des cotisations plafonnées, pour redistribuer du revenu aux salariés modestes ou moyens au détriment des retraités, des revenus élevés et des professions indépendantes. L'opération avait entraîné « une baisse du prélèvement de l'ordre de 500 francs pour les bas salaires et une hausse d'environ 3 000 francs pour

les hauts salaires ». Au contraire, la hausse décidée par Edouard Balladur en août 1993 n'a pas été compensée par une baisse des cotisations et elle a entraîné une ponction « plus forte sur les revenus d'activité que sur les autres revenus ».

Le conseil regrette que la CSG ne soit pas devenue « le prélèvement à vocation universelle » qu'elle devait être. Pourquoi un célibataire au SMIC paye-t-il 1 644 francs de CSG par an quand un retraité ayant le même revenu en est exonéré ? Dans un « souci d'équité », il préconise l'extension de la CSG à tous les revenus de remplacement, à l'exception des minima sociaux (RMI, minimum vieillesse).

Ne croyant guère à une délocalisation de l'épargne, le conseil défend également une taxation des revenus des capitaux encore exonérés (livret A, PEP, PEA, PEL, assurance-vie, plus-values mobilières).

J.-M. B.

Une deuxième révision de la Constitution

EN ANNONÇANT qu'une réforme de la Constitution renforcerait le pouvoir du Parlement en matière de protection sociale, Alain Juppé fait droit à une revendication ancienne des deux Assemblées. L'organisation actuelle des régimes obligatoires de Sécurité sociale, leur financement par des cotisations sociales et la place faite à la gestion paritaire réduisent à peu de chose les pouvoirs des députés et des sénateurs sur un budget social dont le montant global est pourtant supérieur à celui de l'Etat.

Actuellement, le rôle des parlementaires se limite à voter, dans le cadre du projet de loi de finances, les recettes de la Sécurité sociale incombant à l'Etat et les contributions à caractère fiscal affectées au financement des prestations. La dispersion des crédits dans les fascicules budgétaires ne permet d'ailleurs même pas aux parlementaires d'avoir une vision d'ensemble très claire de ces concours

de l'Etat. La loi du 25 juillet 1994 avait tenté de remédier à ce défaut d'information en prévoyant l'organisation d'un débat annuel au Parlement.

Auparavant, des tentatives plus ambitieuses avaient échoué en raison du rôle très limité attribué par la Constitution de 1958 au Parlement dans le domaine de la protection sociale. L'article 34, qui définit le domaine de la loi, prévoit que les Assemblées sont compétentes seulement pour établir les « principes fondamentaux » de la Sécurité sociale, ce qui exclut l'évolution des dépenses et les conditions d'attribution des prestations.

En 1987, Michel d'Ornano, alors président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait tenté d'élargir les attributions des parlementaires en faisant adopter une proposition de loi organique qui prévoyait la discussion annuelle d'un projet de loi sur les finances sociales. Le 7 janvier 1988,

le Conseil constitutionnel avait censuré cette tentative.

La solution envisagée par M. Juppé se fonde sur l'une des propositions formulées, en février 1993, par le rapport Vedel, issu des travaux du Comité consultatif pour la révision de la Constitution. Elle consiste à modifier l'alinéa premier de l'article 47 de la Loi fondamentale, qui définit les conditions dans lesquelles sont discutées les lois de finances. Cette deuxième révision du septennat, après celle de juillet sur la session parlementaire et sur le référendum, devra permettre au Parlement de fixer les « orientations générales et les objectifs » de la politique de protection sociale, « les ressources financées par l'impôt », mais aussi « le taux d'évolution de l'ensemble des dépenses ».

M. Juppé n'a pas précisé si elle se conclura par un vote des Assemblées réunies en Congrès ou par un référendum.

Cécile Chambrault

L'Histoire chez FAYARD

The advertisement displays a collection of historical books from the 'L'Histoire chez FAYARD' series. The books are arranged in three rows. The top row features 'LE SIÈCLE DES PLATTER 1499-1628' by Emmanuel Le Roy Ladurie (530 p., 170 F) and 'Le roi Mythes et symboles' by Jean-Paul Roux (396 p., 150 F). The middle row includes 'La philosophie des Lumières' by Ernst Cassirer (356 p., 150 F), 'Naissance de deux peuples' by Cathérine Brulé (396 p., 150 F), and 'La Ville et la Cour' by Daniela Romagnoli (288 p., 140 F). The bottom row shows 'Les intendants de Louis XIV' by Anne Sarrailh (374 p., 150 F), 'L'Inquisition à l'époque moderne' by Francisco Bethencourt (550 p., 195 F), and 'Actes des colloques du Bicentenaire de l'Institut de France 1795-1995' (544 p., 150 F). At the bottom, a larger book 'ARCHIVES de l'Occident' by Michel Du Chein is shown (902 p., 340 F). A note at the bottom states: 'Déjà paru : Tome 1, par Olivier Guyotjeannin, Le Moyen Âge, V-XV^e siècle'.

Alain Juppé retrouve le soutien des députés de la majorité

La confiance au premier ministre a été très massivement votée

Alain Juppé a regagné la confiance de sa majorité, mercredi 15 novembre, à l'issue du débat sur la protection sociale, après avoir pré-

senti son plan de réforme de la Sécurité sociale. Jugeant l'unanimité « parfois trompeuse », le premier ministre, qui a recueilli 463

voix pour, 87 contre et 10 abstentions, a affirmé que « certaines différences sont légitimes et même parfois fécondes ».

MERCREDI 15 novembre, 17 heures. L'hémicycle est plein à craquer. Alain Juppé achève son intervention. « Il est des moments où l'intérêt national commande de faire prévaloir la solidarité et l'unité. Nous vivons l'un de ces moments. » L'applaudissement est entendu : tandis que M. Juppé regagne sa place, une vague d'applaudissements défend sur les bancs d'une majorité qui occupe près des quatre cinquièmes des sièges disponibles. Tout à leur retour, députés UDF et RPR se lèvent et font une ovation au premier ministre. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Madelin, François Léotard suivent la cadence. Nicolas Sarkozy est entrainé. Seul, Édouard Balladur attend de loquaces secondes avant de gagner la verticale.

L'atmosphère n'est pas aux réserves, à la critique. Tout juste tolère-t-elle les légers contre-rythmes d'un ami de trente ans. Laurent Fabius, au nom du groupe socialiste, a peine à se faire entendre. « En appréciant l'accueil très chaleureux que votre majorité a fait à votre discours, lance-t-il au premier ministre, je ne puis m'empêcher de penser au spectacle identique auquel nous avions assisté il y a un peu moins de six mois (...). A l'époque, vous nous disiez : avec beaucoup d'assurance que vous viendriez à bout du problème de l'emploi, que les prélèvements seraient diminués, que la fracture sociale serait réduite. Un peu moins de six mois plus tard, chacun peut juger. » C'est le tollé. Seulement « chaboteux », l'accueil ? Patrick Devedjian, balladurien en quête fugace de rédemption, en juge autrement. Il le crie « enthousiaste ». Philippe Séguin, au « perchoir » inaugure une longue série de sursauts bruyants et d'appels au calme. M. Fabius résume le recours aux ordonnances, motivé ni par l'urgence ni pour suivre un quelconque précédent, mais par « la difficile cohésion entre les sous-ensembles de la majorité ». Il provoque une nouvelle explosion. Les socialistes, explique-t-il, désapprouvent le plan gouvernemental sur plusieurs points. Ils préfèrent la modulation des allocations familiales en fonction des ressources à leur fiscalisation. Ils déplorent le report de la prestation autonomie. Ils critiquent le projet de développer l'épargne retraite. Ils « s'inquiètent » de la ré-

forme des régimes spéciaux de retraite. Quant à l'assurance maladie, au contrôle accru des prescriptions et des actes médicaux, « c'est avec ravissement, poursuit M. Fabius, que le groupe socialiste vous entend prononcer des mots qui, il y a quelques années, provoquaient des cortèges de médecins, en tête desquels beaucoup d'entre vous défilaient ». Les bancs de la majorité tempêtent à nouveau.

Maxime Gremetz, pour le Parti communiste, suscite moins de protestations. « Vous faites le choix de réduire les dépenses de Sécurité sociale. Si on vous laissait faire, ce serait un véritable recul de civilisation

du mal à contenir, la veille encore. « Le débat a eu lieu, reconnaît-il. Il fut intense, mais nous sommes aujourd'hui rassemblés, comme toujours, des que l'intérêt supérieur du pays est en jeu ! » Ne s'agit-il pas de « relever ce défi de la reconstruction de l'ordre républicain », de « rétablir l'ordre financier et la morale civique », voire même d'« assumer la foi des gaullistes dans la capacité séculaire de la France à se redresser » ?

Qualifiant tour à tour de « juste », « légitime » et « équitable » l'effort demandé aux Français, M. Péricard, qui évoque sobrement « l'attachement » de son

L'analyse du scrutin

L'Assemblée nationale a voté la confiance au gouvernement par 463 voix contre 87 et 10 abstentions. La majorité requise était de 276 voix.

● Groupe RPR : 253 députés sur 256 ont voté pour ; 3 n'ont pas pris part au vote : Franck Borotra et Dominique Perben, tous deux membres du gouvernement, et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale.

● Groupe UDF : 202 députés sur 206 ont voté pour ; 3 se sont abstenus : Jean-Louis Beaumois (Val-de-Marne), Bernadette Isaac-Sibille (Rhône) et Yves Rousset-Rouard (Vaucluse). Alain Lamassouze, membre du gouvernement, n'a pas pris part au vote.

● Groupe socialiste : 56 députés sur 57 ont voté contre. Jacques Mellick (Pas-de-Calais) n'a pas pris part au vote.

● Groupe communiste : les 23 députés ont voté contre.

● Groupe République et

Liberté : 7 députés ont voté pour : Gilbert Baumer (Gard), Alain Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher (Sarthe), Jacques Le Nay (Morbihan), Jean Royer (Indre-et-Loire), Jean-Pierre Solisson (Yonne) et André Thien Ah Koon (La Réunion). 7 députés ont voté contre : Bernard Charles (Lot), Jean-Pierre Chevènement (Territoire-de-Belfort), Régis Fauchoit (Nord), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), Georges Sarre (Paris), Gérard Saumade (Hérault) et Émile Zuccarelli (Haute-Corse). 7 députés se sont abstenus : Jean-Louis Borloo (Nord), Jean Juvenot (Polynésie française), Alfred Müller (Bas-Rhin), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Christiane Taubira-Delannoy (Guyane), Jean Urbaniak (Pas-de-Calais) et Aloyse Warhouver (Moselle). 2 députés n'ont pas pris part au vote : Pierre Bernard (Seine-Saint-Denis) et Paul Vergès (Rhône). ● Non-inscrits : Michel Noir (Rhône) a voté pour. Bruno Retailleau (Vendée) a voté contre.

que vivrait notre pays », s'exclame-t-il. M. Gremetz s'en prend aussi à la méthode choisie : « La majorité vous donnera un chèque en blanc pour légiférer par ordonnances et éviter un grand débat public. Cette procédure est antidémocratique et inacceptable. »

Magnanime, le président du groupe RPR, Michel Péricard, relève au rayon des mauvais souvenirs ces maudites querelles balladur-chiraquiennes qu'il avait eu bien

groupes à la création de la prestation d'autonomie, ne trouve rien à redire à l'objectif poursuivi par le gouvernement ni à la méthode employée.

UN MOMENT PRIVILÉGIÉ

Et de rappeler que le général de Gaulle avait lui-même sollicité du Parlement l'autorisation de légiférer par ordonnances... La conclusion de M. Péricard résonne comme un ultime rappel à l'ordre :

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

Les marchés financiers saluent la rigueur du plan

LES OPÉRATEURS des marchés financiers ont bien accueilli le projet de réforme de la protection sociale présenté par le premier ministre. Le franc a gagné 1,5 centime face à la monnaie allemande et s'échangeait, jeudi matin 16 novembre, à 3,4450 francs pour 1 mark.

L'appréciation de la devise française est d'autant plus notable qu'elle s'est faite dans un contexte de dollar faible, favorable au deutschemark. La Bourse de Paris a terminé la séance de mercredi sur une hausse de 2,01 %. Les taux d'intérêt se sont détendus. Le rendement de l'emprunt d'État à dix ans est descendu à 7,05 %, son plus bas niveau depuis le mois de mai 1994, tandis que les échéances à trois mois revenaient à 5,75 %.

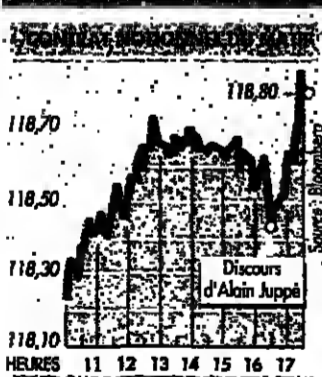
L'intervention télévisée de Jacques Chirac le 26 octobre et le remaniement gouvernemental du 7 novembre avaient rassuré les opérateurs sur la détermination du pouvoir à réduire les déficits publics, mais ils attendaient des faits pour être entièrement

convaincus. « La réforme annoncée va bien au-delà de ce qu'espéraient les marchés financiers », résumait, mercredi, un économiste d'une banque française. Il observait que le discours du premier ministre, transmis en direct dans la salle des marchés de sa banque, avait été applaudi à plusieurs reprises. Plus encore qu'au détail des mesures annoncées pour réduire le déficit des comptes sociaux, ils ont été sensibles au caractère structurel de la réforme engagée.

Les intervenants sont persuadés que les efforts du gouvernement seront très rapidement salués par une baisse des taux directeurs de la Banque de France. Deux éléments, toutefois, tempèrent l'enthousiasme des analystes : le premier tient au risque d'agitation sociale au cours des prochaines semaines ; le second résulte des inquiétudes sur le rythme de croissance, que la hausse de la pression fiscale pourrait contribuer à ralentir davantage.

Pierre-Antoine Delhommais

Un accueil favorable



Le contrat à terme sur les obligations d'État françaises a gagné plus de 40 centimes après le discours du premier ministre.

DANS LA PRESSE

Le courage, la surprise... et les balladuriens pris de court

LE FIGARO

Ce que le gouvernement sait réussir, c'est surprendre. L'annonce du remaniement avait d'ailleurs étonné que son coauteur. Les mesures de réforme de la protection sociale sont plus amples, plus structurelles et plus dures qu'on ne l'attendait. Elles prennent à contre-pied quelques pronostiqueurs qui, déjà, se gaussaient de l'attentisme de Juppé II.

Michel Schifres

LIBÉRATION

Si le courage d'un homme politique se mesure au nombre d'ennemis qu'il est disposé à se créer, il faut reconnaître que Juppé n'en

manque pas. La principale habileté du plan Juppé-Barrot, c'est en effet d'être à peu près aussi exhaustif dans sa liste de catégories professionnelles et sociales appelées au bagarin. (...) Contre les retours de bâton auxquels il s'expose, Juppé aura des arguments pour sortir son joker « État impartial ».

Gérard Dupuy

INFOMATIN

Les députés, qui auront à fixer le cadre (du plan) et à fixer la loi, ont rougi de plaisir. Et applaudi à plusieurs reprises. Juppé ressource sa majorité. Les balladuriens s'alarment au que deux jours pour persifler. Ce plan était leur. Ou

presque. Leur petite musique dissonante n'a donc pas de partition.

Marc Feizgabel

LES ÉCHOS

Ainsi donc, il l'a fait, ce plan dont on dit à Matignon qu'il est (...) la troisième grande date de l'histoire de la Sécurité sociale : 1945, 1967, 1995. Il est vrai que, par son ampleur, ce plan met fin à toute une série de démissions et de résignations des gouvernements successifs. Y compris le précédent, celui d'Édouard Balladur, dont les partisans sont aujourd'hui si prompts à guider les pas d'Alain Juppé dans la lutte contre les prélèvements excessifs. Mais il est vrai

que le genre de réforme annoncée hier (...) ne se fait pas à la veille d'une grande échéance électorale.

Nikolas Beytout

L'HUMANITÉ

[Le] beau monde se frotte les mains : c'est le bon peuple, comme on dit, qui va payer, et c'est pour la galerie ou presque que l'orateur de Matignon a cité la contribution des plus favorisés. On a sauté le champagne hier à la Bourse et dans les salons des grands laboratoires pharmaceutiques, qui amassent des fortunes depuis des années. Il ne manquait que les félicitations de M. Balladur. C'est fait.

Claude Cabanes

LES RÉACTIONS

Le Parti socialiste est surpris par l'ampleur de la réforme

LE PORTE-PAROLE du Parti socialiste, François Hollande, a estimé, mercredi 15 novembre, à propos de la réforme de la protection sociale, qu'« en termes de prélèvements, ce qui était craint se produit », mais que « les annonces – la réforme constitutionnelle, la modification de l'organisation de la Sécurité sociale et la gestion encadrée de la dépense médicale – sont plus fortes que ce qui était attendu ». « La logique du plan Juppé, c'est le report à une date indéterminée des réformes liées à la maîtrise médicalisée, et c'est la mise en cause de principes de notre démocratie sociale à travers les institutions mêmes de la protection sociale qui seraient modifiées par la réforme constitutionnelle et par les ordonnances », a déclaré M. Hollande après la réunion du bureau national du PS. De son côté, Elisabeth Guigou, secrétaire nationale du PS chargée des questions sociales, a dénoncé, « un débat alimenté par une sorte de psychodrame et de jeux de rôles à l'intérieur de la majorité », en indiquant que les socialistes allaient « joindre leurs propositions dans le calme, quand ce faux débat paroxystique sera retombé ». Sur France Inter, Michel Rocard a estimé que M. Juppé avait « tapé fort » parce qu'il y avait « le feu dans la maison ».

DANS LES PARTIS POLITIQUES

■ JEAN-FRANÇOIS MANCIEL, secrétaire général du RPR : « Chacun, au sein du RPR et de la majorité, s'est fait démocratiquement entendre. Le gouvernement a tranché. Il s'agit désormais d'emporter l'adhésion et la confiance des Français par un effort massif d'explication et de persuasion. (...) Chacun doit désormais comprendre que le temps des amers et des grincheux est révolu et que commence celui des volontaires et des enthousiastes, dont seuls, aujourd'hui, la France a besoin ».

■ LADISLAS PONIATOWSKI, porte-parole du Parti républicain, s'est déclaré « content d'entendre enfin un vrai programme courageux ». Il estime que les mesures présentées par M. Juppé devraient permettre à celui-ci de « redémarrer avec une image différente » et ajoute que la « mission des parlementaires va consister à aller sur le terrain et à expliquer à tous pourquoi on ne peut pas éviter un tel plan ».

■ SIMONE VEIL, ancien ministre des affaires sociales, a jugé important que « la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les syndicats » soit « enfin éclaircie ». « Les partenariats sociaux seront amenés à intervenir dans la gestion, mais (...) toutes les décisions reviendront au gouvernement sous le contrôle du Parlement. Je crois que c'est vraiment quelque chose d'important et je crois qu'il faut s'en féliciter », a-t-elle ajouté, avant d'estimer que « l'effort est parfaitement réparti, très équilibré ».

■ BERNARD KOUCHNER, ancien ministre de la santé : « Je m'attendais à un replâtrage, voici un plan ambitieux et hardi puisqu'il reprend nombre de nos propositions », a déclaré M. Kouchner dans un communiqué, tout en soulignant que « certains sacrifices demandés frapperont douloureusement les moins fortunés ».

■ ROBERT HUE, secrétaire national du Parti communiste, juge que « le plan d'Alain Juppé est terriblement régressif ». « C'est une atteinte grave à un outil de solidarité essentiel à notre nation », a-t-il déclaré, mercredi 15 novembre, sur Europe 1. « Une fois encore, on ne touche quasiment pas aux revenus financiers alors que les plus modestes vont encore trinquer. L'idée d'enfermer le peuple dans un vote par le Parlement est insupportable. Cela veut dire qu'on va asphyxier les hôpitaux, en fermer, alors qu'il manque 50 000 infirmières dans ce pays. C'est grovissime ».

■ JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, président du Mouvement des citoyens, a estimé que le plan contenait « des mesures courageuses », comme « le fait que soient mis à contribution les professionnels de la santé » et que « s'engage un certain rééquilibrage au niveau de la gestion des hôpitaux ». « J'ai hésité [à m'abstenir], mais en tant que parlementaire je ne peux pas accepter qu'une réforme se fasse par la voie des ordonnances », a déclaré M. Chevènement en critiquant une « politique qui s'intègre très clairement dans la perspective maastrichtienne ».

■ JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national, estime que le plan de M. Juppé « ne résoudra rien et aggravera les injustices sociales ». « Une fois de plus, déclare M. Le Pen dans un communiqué, ce sont les médecins et les malades, désignés comme boucs émissaires, qui font les frais de la réforme et qui se voient soumis à un véritable rationnement de la santé ».

■ PHILIPPE DE VILLIERS, président du Mouvement pour la France, dénonce « deux fautes majeures » qu'il estime « contraires à tous les engagements de Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle », à savoir « de nouveaux impôts et la disparition d'une authentique politique familiale ».

AU PATRONAT ET DANS LES SYNDICATS

■ JEAN GANDOIS, président du CNPF : « Ce qui est essentiel dans ce plan, c'est qu'il exprime réellement (...) la volonté de changer totalement les systèmes aujourd'hui existants, qui ne permettent pas de maîtriser les dépenses et de gérer réellement la Sécurité sociale. Aussi, malgré les charges qui, à court terme, vont peser sur tous, le patronat jouera tout son rôle pour que cette réforme soit mise en œuvre avec rapidité et rigueur ».

■ LOUIS VIANNET, secrétaire général de la CGT : « Aujourd'hui, on demande au Parlement d'encadrer les dépenses de santé à partir de l'évolution du PIB, des marchés financiers, des considérations qui n'ont plus rien à voir avec les besoins de santé des assurés sociaux. (...) Ce plan me choque, car nous allons vers un système qui va très vite ouvrir la voie à l'étatisation et à la fiscalisation et qui va, au travers d'un certain nombre de mesures, déboucher sur le rationnement des soins. Nous ne pouvons l'accepter ».

■ MARC BLONDEL, secrétaire général de Force ouvrière : le plan Juppé est « la fin de la grande opération de rapt de l'histoire de la République. C'est la fin de la Sécurité sociale. (...) En décidant que le Parlement allait donner les orientations de la protection sociale, il rafle les 2 200 milliards de francs constitués par les cotisations sociales. (...) Nous nous disions qu'il était nécessaire de réagir pour essayer de sauvegarder la Sécurité sociale, mais on nous la vole ! »

■ NICOLE NOTAT, secrétaire générale de la CFDT : « Il n'y aura pas de pause revendicative de la CFDT pour que les décisions qui vont dans le bon sens aillent jusqu'au bout dans le bon sens », mais « quelques décisions sonnent mal à nos oreilles : le gouvernement, d'un nouveau, sur les fonctionnaires a fait fort ! »

■ LA CFDT estime que la fiscalisation des allocations familiales « conduira inéluctablement au déclin de la politique familiale » et regrette le report de la prestation autonomie.

■ LA FSU considère que les mesures du plan Juppé « portent atteinte aux principes fondateurs de la Sécurité sociale et tournent le dos aux exigences de solidarité aujourd'hui plus que jamais nécessaires ».

■ L'UNSA : « Sur la santé, l'Union nationale des syndicats autonomes estime que certaines des mesures structurelles vont dans le bon sens, mais dénonce le fait que l'effort continuera à peser sur l'essentiel sur les salariés et les ménages. Sur les retraites, elle condamne avec la plus grande énergie les lourdes attaques contre les régimes spéciaux et le système de retraite des fonctionnaires de l'Etat ».

500 من الاموال

150 000 000

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995 / 13

18RE 1995 / 13

CTIONS

socialiste est surpris
pleur de la réforme

SARLES POLITIQUES

LE PLUS GRAND
CHOIX DE
BIBLIOTHÈQUES
DANS TOUTES
LES DIMENSIONS ET
TOUS LES STYLES...

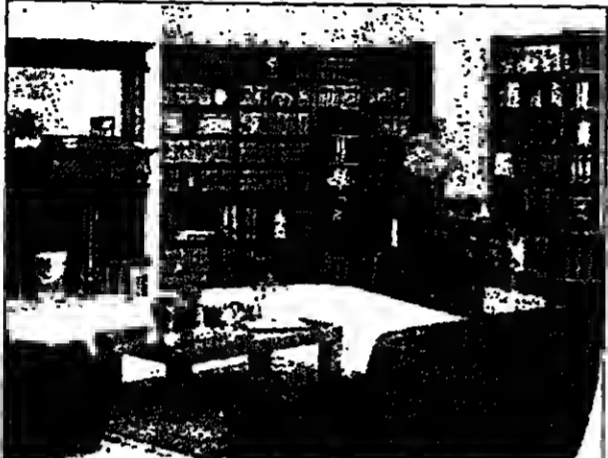
La maison des BIBLIOTHEQUES

61, rue FROIDEVAUX - PARIS 14^{ème} et dans toute la FRANCE...

VISITEZ NOS MAGASINS
(liste en bas de cette page)
... Adresses complètes,
plans de situations,
horaires, nouveaux
points de vente et
demandes de catalogues
par
MINITEL
3615 code **LMDB**
02.33.61.11



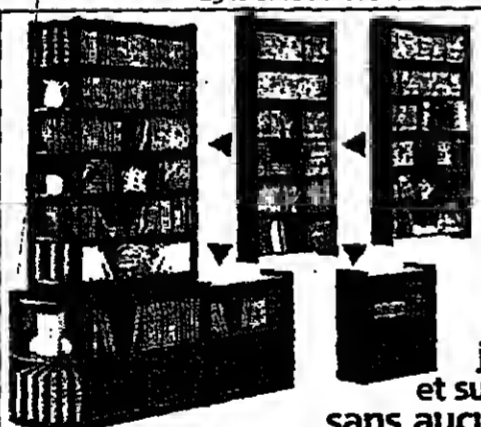
Ligne Script : 24 modèles



Ligne Standard : 175 modèles

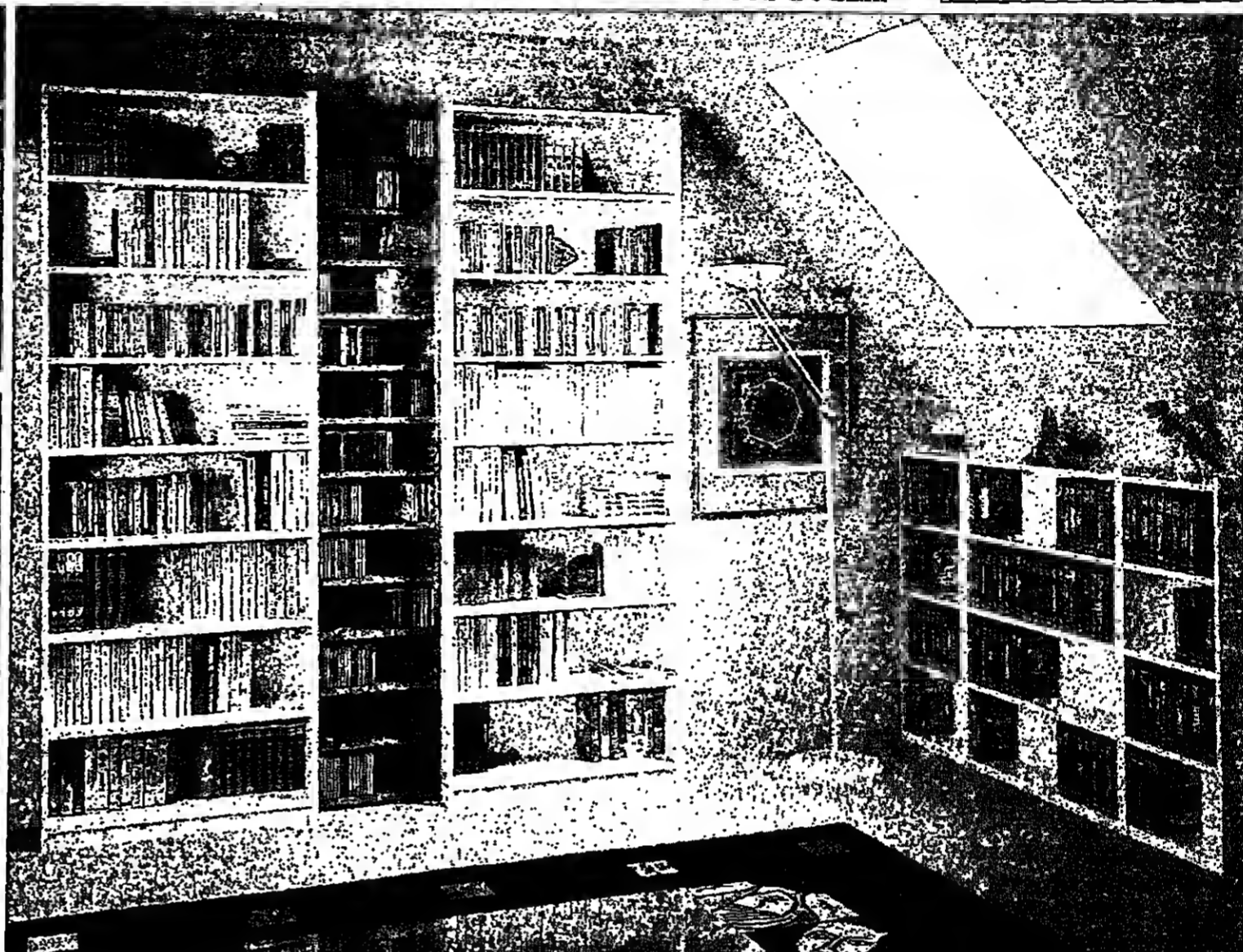


Ligne Or : 30 modèles



**DU MEUBLE
INDIVIDUEL
AUX GRANDS
ENSEMBLES**
A partir de meubles
individuels,
vous pouvez
constituer de grands
ensembles
ou agrandir
votre bibliothèque
par simples
juxtapositions
et superpositions...
...sans aucune fixation.

**DANS TOUTS NOS MAGASINS
PROJETS D'IMPLANTATIONS ET DEVIS GRATUITS
A PARTIR DE VOS PRINCIPALES MESURES...**
- cartes acceptées - facilités de paiement - crédits
personnalisés (après acceptation du dossier) -
tarifs sans surprises - expéditions franco et service
après-vente pour toute la France -
- REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE -



2 modèles de la "Ligne Standard" (frêne blanc) + entre les deux, 1 modèle "Spécific-disques compacts" (frêne turquoise) + à droite : juxtaposition de 3 modèles "Spécific-cassettes video" (frêne blanc)

700 MODELES DE BIBLIOTHEQUES...

... VITRINES, BUREAUX, MEUBLES COORDONNES...

Catalogue Vitrines

102 modèles contemporains exclusifs
vitrines, bureaux, tables
basses, sellettes,
bouts de
canapés.

Catalogue général

96 pages en couleurs,
plus de 700 photos, schémas,
illustrations en couleurs.
600 modèles de bibliothèques
et meubles coordonnés, 20
lignes et styles, 85 versions :
coloris, teintes et essences
de bois... + de nombreux
accessoires.

Tarifs complets
joins.



110 pages
de documentation
pour réaliser votre bibliothèque

**DEMANDEZ NOS
2 NOUVEAUX CATALOGUES
DANS NOS MAGASINS OU AVEC LE BON CI-DESSOUS
ILS SONT GRATUITS !**

VISITEZ NOS MAGASINS...

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS - Tél. 16 (1) 43.20.13.00.

(En Montparnasse) - Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30 sans interruption.
Métros : Gallé - Montparnasse Bienvenue - Edgar Quinet - RER : Denfert-Rochereau - Autobus : 28-38-48-58-68-91-92-94-95-96 - SNCF : Gare Montparnasse.

RÉGION PARISIENNE

■ ARPAJON 91290 : "Ambiances Plus"
13, Route Nationale 20.
Tél. (1) 64.90.05.47

■ ENGHJEN-LES-BAINS 95880 :
"Scènes d'Intérieur"
10, rue de la Libération.
Tél. (1) 39.64.45.71

■ MELUN 77000 :
6, quai Hippolyte Rossignol.
Tél. (1) 64.37.02.52

■ VERSAILLES 78000 :
64-70, rue des Chantiers.
Tél. (1) 39.53.66.09

MAGASINS RÉGIONAUX

■ ANGERS 49000 : "Espace Sams"
87, av. du Cal. Paton.
Tél. 41.48.44.99

■ ARRAS 62008 : "SNEB",
4, rue Roger Salengro.
Tél. 21.23.52.01

■ AVIGNON CEDEX 84145 : "Hemes",
Route de Marseille.
Zone C "la Cristole".
Tél. 90.87.72.48

■ BESANCON 25000 :
38, rue d'Arènes. Tél. 81.82.82.40

■ BORDEAUX 33000 :
10, rue Bouffard. Tél. 56.44.39.42

■ BREST 29200 :
23, rue de la 2^e D.B.
Tél. 98.80.67.03

■ BRIVE 19100 : "Ambiances"
30, rue Louis-Lafayette.
Tél. 55.74.07.32

■ CAEN 14000 : "Intérieurs Décor",
51-53, rue des Jacobins.
Tél. 31.86.29.14

■ CLERMONT-FERRAND 63000 :
22, rue Georges-Clemenceau.
Tél. 73.93.97.06

■ DIJON 21000 :
100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45

■ GRENOBLE 38000 :
59, rue Saint-Laurent.
Tél. 76.42.55.75

■ LA ROCHELLE 17000 :
"Point-Standards", "Conférence"
71, rue du Rempart St-Claude
Le Bastion.
Tél. 46.50.57.77

■ LE HAVRE 76600 :
"Résidence Anglaise"
16, rue Georges Braque.
Tél. 35.43.67.60

■ LILLE 59800 :
88, rue Esquermoise. Tél. 20.55.69.39

■ LIMOGES 87000 : (Nouvelle adresse)
3, rue Jules Guesde. Tél. 55.32.88.55

■ LYON 69001 :
9, rue de la République.
(Métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel).
Tél. 78.28.38.51

■ MARSEILLE 13006 :
109, rue Paradis. (Métro Estrangin)
Tél. 91.37.60.54

■ MONTPELLIER 34000 :
8, rue Séranne. (près gare)
Tél. 67.58.19.32

■ NANCY 54000 :
8, rue Saint-Michel. Tél. 83.32.84.84

■ NANTES 44000 :
2bis, rue du Château. Tél. 40.47.74.38

■ NICE 06000 :
2, rue Offenbach. Tél. 93.88.84.55

■ ORLÈANS 45000 : "Décor & Lumière"
37, rue de la République.
Tél. 38.53.53.84

■ PAU 64320 : DRON, Route de
Tarbes, RN 117. Tél. 59.84.54.36

■ PERPIGNAN 66000 :
17, cours Lazare-Escarguel.
Tél. 68.35.61.54

■ POTIERS 86000 :
42, rue du Moulin-à-Vent.
Tél. 49.41.68.46

■ QUIMPER 29000 : "Idées Maison".
17, av. de la Libération.
Tél. 98.90.63.33

■ REIMS 51100 : "Atmosphère",
1, rue St-Just. Tél. 26.47.57.44

■ RENNES 35000 : 59, bd de la Tour
d'Auvergne. Tél. 99.30.56.07

■ ROUBIN 76000 :
43, rue des Charrettes.
Tél. 35.71.96.22

■ STRASBOURG 67000 :
11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78

■ TOULON 83000 :
61, cours Lafayette. Tél. 94.93.55.98

■ TOULOUSE 31000 :
1, rue des Trois Renards,
(près place St-Sernin)
Tél. 61.22.92.40

■ TOURS 37000 :
5, rue Henri Barbusse. (près des Halles)
Tél. 47.38.63.66

■ VALENCE 26000 : (Point-Standards)
"La Bouquinerie" - Place de la Pierre
(près Cathédrale). Tél. 75.43.75.71.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

150

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995

SANTÉ PUBLIQUE La direction générale de la santé s'inquiète de la multiplication des incitations à la consommation de mélatonine, une hormone sécrétée par la glande

pinéale. En France, deux ouvrages et des articles de presse tentent d'accréditer l'idée que la prise de ce produit médicamenteux pourrait prolonger l'espérance de vie et prévenir

les effets de la sénescence. ● LE PROFESSEUR Jean-François Girard, directeur général de la santé, nous a déclaré qu'il se réservait le droit d'engager des poursuites contre les

auteurs et les éditeurs des ouvrages ainsi que contre d'éventuels diffuseurs de cette hormone. ● AUX ÉTATS-UNIS, où elle est en vente libre, la mélatonine fait l'objet d'un

véritable engouement. A l'instar de ce que viennent de décider les autorités sanitaires britanniques, la Food and Drug Administration américaine pourrait retirer celle-ci de la vente.

Les autorités s'inquiètent de la publicité en faveur de la mélatonine

La direction générale de la santé entend prévenir les dangers liés à la consommation incontrôlée de ce prétendu nouvel élixir de jeunesse. Cette hormone, non disponible en France, est en vente libre aux États-Unis. En Grande-Bretagne, sa commercialisation vient d'être interdite

SYNTHÉTISÉE chez les mammifères par la glande dite « pinéale », la mélatonine, non commercialisée en France, soulève aujourd'hui un vaste problème de santé publique. On observe en effet les prémices d'un phénomène qui, ces derniers temps, a pris d'incroyables proportions aux États-Unis (lire ci-dessous). Après certaines informations plus ou moins confidentielles sur les vertus supposées d'une substance qui n'était prise, jusqu'alors, que par quelques habitués des

voyages aériens internationaux prédisposés au jet-lag, ce sont les éditions Robert Laffont qui ont mis le feu aux poudres en publiant la version française d'un best-seller américain. Intitulé *Le Miracle de la mélatonine*, cet ouvrage vante sans nuance aucune les propriétés thérapeutiques et préventives de cette molécule en même temps qu'il incite à sa consommation par le plus grand nombre. A partir d'une série d'amalgames, d'hypothèses non

vérifiées ou de simples convictions personnelles, les auteurs, Walter Pierpaoli et William Regelson, dressent un invraisemblable catalogue des indications où la mélatonine pourrait être utile. Elle pourrait ainsi « prolonger nos vies de plusieurs décennies en maintenant notre corps « jeune » ; prévenir maladies cardiaques, cancers et autres affections courantes ; protéger des effets néfastes du stress chronique ; soigner les troubles du sommeil », le tout « sans produire d'accoutu-

mance ». Les auteurs - deux médecins qui estiment se situer dans la lignée de Pasteur et de Semmelweis - n'oublient pas le chapitre sur « le réveil de la vie sexuelle », pas plus qu'il ne craignent de recommander la substance aux enfants trisomiques 21 et aux personnes contaminées par le VIH dans la mesure où « elle peut sûrement aider à ralentir le passage de la séropositivité au sida ».

Ces propos se doublent d'un plaidoyer en faveur de l'automédication. Il ne faut pas, selon les auteurs, soumettre la mélatonine à la réglementation sur les médicaments, « cette substance aussi inoffensive et importante pour notre santé » devant « rester accessible au plus grand nombre pour un prix modique ». Ils fournissent, outre les posologies, les coordonnées de trois laboratoires (suisse, allemand et américain) qui commercialisent le produit (8 dollars les soixante capsules de 3 milligrammes).

Une telle entreprise - qui sera suivie dans quelques jours de la publication d'un autre ouvrage, plus mesuré, aux éditions First - inquiète vivement les responsables de la santé publique. « Si nous avons la preuve d'une circulation de mélatonine en France sans autorisation de mise sur le marché, il est clair que nous serons dans le champ de l'exercice illégal de la pharmacie », déclare au Monde le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé. Concernant les articles et les livres publiés, la jurisprudence veut que les auteurs sont

tenus, lorsqu'ils vantent les qualités d'un produit, de mentionner les effets indésirables et la réalité de son efficacité ».

« Les auteurs sont tenus, lorsqu'ils vantent les qualités d'un produit, de mentionner les effets indésirables et la réalité de son efficacité ».

restent pas moins vrais que, la mélatonine ne disposant pas aujourd'hui d'une autorisation de mise sur le marché et le dossier ne concernant donc pas l'Agence du médicament, les autorités sanitaires appa- raissent quelque peu désarmées face à un tel phénomène. En Grande-Bretagne, ces mêmes autorités viennent de demander aux distributeurs de retirer ce produit de la vente. « Il est très vraisemblable que la Food and Drug Administration américaine prendra très

Même les dobermans deviennent affectueux

WASHINGTON de notre correspondante

Au diable le Prozac, l'heure est à la mélatonine. Depuis qu'un article de *Newsweek* a révélé, cet été, au grand public américain les propriétés de cette hormone naturelle, y compris celle de rester jeune, c'est la ruée. La génération du baby-boom approche des cinquante ans et ne se contente plus de soigner ses états dépressifs ou ses insomnies : elle refuse de vieillir.

La mélatonine était déjà connue des grands voyageurs, qui s'en servaient pour combattre les effets du décalage horaire, notamment pour les trajets fréquents de la Côte est à la Côte ouest, plutôt que de recourir aux somnifères classiques. Mais, pour 40 millions d'insomniacs - l'estimation est du docteur Ray Sahelian, auteur d'un livre publié cette année aux États-Unis, *Mélatonine, Nature's Sleeping Pill* -, elle a pris soudain des allures de remède miracle. Les Américains ne sont pas des avides consommateurs de médicaments en vente libre, la mélatonine ne présente pas moins à leurs yeux l'attrait d'une substance naturelle par rapport à une substance chimique : classée non pas dans la catégorie des médicaments mais dans celle des « produits de régime » (*dietary supplements*), comme les vitamines, elle est donc vendue dans les magasins de produits naturels.

Le front de l'un de ces magasins, de la chaîne américaine GNC, dans le centre de Washington, affirme par exemple en vendre en moyenne 20 à 25 flacons par jour (un flacon, vendu 9,95 dollars - 50 F - assurant une dose quotidienne pour un mois) depuis deux à trois mois. Pour rassurer ses clients en manque, il a d'ailleurs placé à l'entrée, visible de la rue, une grande pancarte : « Nous avons de la mélatonine. » Mais lui n'en prend plus : il a essayé trois soirs de suite et, les trois nuits suivantes, il s'est réveillé avec un furieux mal de tête.

Certains fabricants, comme Source Naturals, de Scotts Valley en Californie, affirment avoir décuplé leur production depuis 1993. L'avalanche s'est étendue aux maisons d'édition : au moins cinq livres ont été publiés cette année sur les mérites de la mélatonine dont l'un, *The Melatonin Miracle*, par Walter Pierpaoli et William Regelson, a rejoint la liste des best-sellers du *New York Times*. Si les consommateurs de mélatonine semblent pour l'instant surtout intéressés par ses effets sur le sommeil, ils ne peuvent rester insensibles aux autres vertus qu'on leur fait miroiter : dans un ar-

ticle publié dans le numéro d'octobre du magazine californien *Let's Live* (Vivons), le docteur Ray Sahelian fait valoir que non seulement « la mélatonine est un somnifère efficace et sûr, mais de nouveaux travaux laissent penser qu'elle peut constituer un complément important au traitement du cancer et, si les résultats des expériences sur les animaux peuvent être étendus aux humains, contribuer à l'amélioration du système immunitaire et aider à vivre plus longtemps ».

ACTIVITÉ ONIRIQUE

L'effet secondaire le plus souvent constaté par les consommateurs, qui échantillent volontiers leurs impressions sur Internet, porte sur l'activité onirique : plus intense pour certains, cauchemardesque pour d'autres. Le reste, y compris de prétendues vertus aphrodisiaques, relève encore de l'hypothèse... et du fantasme, face auxquels les autorités fédérales, par l'intermédiaire de la Food and Drug Administration, sont sans grand pouvoir : seules quatre plaintes d'effets indésirables y ont été enregistrées pour l'instant, indique une porte-parole de la FDA, Ivy Kupec, qui souligne que, du fait de sa classification dans la catégorie des produits de régime, révisés par une loi fédérale de 1994, la mélatonine n'est pas soumise aux réglementations rigoureuses qui s'appliquent aux médicaments. Sa mise en vente dans le commerce ne requiert pas, par exemple, les mêmes études préalables que les produits pharmaceutiques, ni les mêmes mises en garde sur les étiquettes. La position de la FDA, officiellement examinée en décembre 1994, est que « la mélatonine est une hormone produite naturellement dont l'effet sur le corps humain est incertain ». L'administration conseille donc aux consommateurs d'en parler avec leur médecin et d'« être conscients qu'ils ne peuvent être assurés que cette substance est sûre ou produit des effets bénéfiques ».

Faut-il prendre chaque soir sa petite dose de mélatonine pour rester jeune, demande le docteur Sahelian ? « La décision appartient à chacun, conclut-il. La science ne peut pas encore apporter de réponse définitive. » L'un de ses patients, cité dans son livre a, lui, trouvé la réponse : non seulement il a abandonné le Zolof, un antidépresseur, pour la mélatonine, mais il en met même dans la pâtée de son doberman : « Depuis, relève-t-il, il est plus calme, plus affectueux, et il obéit mieux. »

Sylvie Kauffmann

Une hormone naturelle active contre le « jet-lag »

LA MÉLATONINE fut découverte en 1958 par un dermatologue américain, Aaron Lerner. De structure très simple, cette petite molécule avait un nom très compliqué : N-acétyl 5-méthoxytryptamine. Elle fut sagement rebaptisée « mélatonine » : *mélo* pour sa capacité à blanchir les cellules de grenouille (c'est ce qui intéressait Lerner), *ro-nine* parce que cette hormone est un dérivé de la sérotonine.

La mélatonine est sécrétée par une structure cérébrale grosse comme un pois, la glande pinéale (« siège de l'âme », selon Descartes). L'homme, comme les animaux, produit cinq à dix fois plus de mélatonine la nuit que le jour. La glande pinéale, sensible à la lumière que reçoit notre rétine, déclenche la sécrétion de mélatonine en fonction des rythmes circadiens.

Cette hormone, que l'on nomme encore joliment « version chimique de l'obscurité », agit ainsi comme un véritable donneur de temps et renseigne en permanence les différents organes de notre corps sur les heures du jour et de la nuit. Conséquence : la mélatonine intervient dans quantité de phénomènes biologiques. Au jour le jour, c'est elle qui règle les variations des sécrétions hormonales et de la température - cette dernière atteignant son minimum au cœur de la

nuit. Au fil de l'an, les végétaux lui doivent également de connaître la saison de leur floraison, les oiseaux celle de leurs migrations, les mammifères celle de leurs amours. C'est d'ailleurs dans ce dernier domaine que l'utilisation contrôlée de cette substance est la plus avancée. Diffusée régulièrement à l'aide d'implants sous-cutanés, la mélatonine permet en effet aux éleveurs de s'affranchir des rythmes de reproduction naturels de leurs troupeaux.

SYNCHRONISEUR

Poissons, oiseaux, mammifères : présente chez tous, la mélatonine contrôle donc, de près ou de loin, la plupart des rythmes saisonniers ou circadiens des animaux. En est-il de même chez l'homme ? Les données commencent à s'accumuler sur ce synchroniseur endogène, mais beaucoup restent encore fragmentaires. On sait ainsi que la sécrétion de mélatonine varie considérablement au cours de la vie humaine. Élevée dans les premières années de l'enfance, sa concentration chute nettement au moment de la puberté. Elle reste ensuite relativement stable durant la majeure partie de l'âge adulte, puis décline considérablement avec le vieillissement. Ces observations, toutefois, ne s'acc-

compagnent pour le moment d'aucune explication biologique, tout juste d'hypothèses. Il reste notamment impossible d'affirmer qu'il existe une relation de cause à effet entre la diminution du taux de mélatonine et le déclenchement de la puberté, d'une part, l'accélération du vieillissement, d'autre part. Seule certitude, la mélatonine aura tôt ou tard des applications thérapeutiques dans la correction des troubles des rythmes biologiques. Le temps intervenant plus ou moins sur toutes les grandes fonctions physiologiques - y compris sur le système immunitaire -, ces perspectives sont loin d'être négligeables. Mais, là encore, l'essentiel des recherches reste à faire.

A ce jour, tel est donc le constat : la mélatonine est une hormone naturelle, facile à synthétiser, apparemment dépourvue d'effets toxiques... et pour le moment quasiment sans application médicale. A l'exception d'une seule : la lutte contre les maux du décalage horaire, à laquelle de nombreuses études ont été consacrées ces dernières années. C'est peu au regard de ce que chercheurs et médecins espèrent de cette étonnante substance. Ce n'est sans doute qu'un début.

Catherine Vincent

sur Europe 2
Du vendredi 17 novembre 18h
au dimanche 19 novembre,
Week-end disco.



Emission spéciale
de Laurent Boyer.
Grand jeu avec
des vidéos, CD,
des boules à facettes
et des T-shirts disco
à gagner tout
le week-end.



Le
meilleur
de la
musique.

Jacques Chirac demande un nouveau programme de réquisitions de logements

L'ordonnance de 1945 sera modifiée pour faciliter son utilisation

Le président de la République a demandé, lors du conseil des ministres du 15 novembre, que l'ordonnance de 1945 autorisant la réquisition

de logements vacants soit modernisée, afin de « la transformer en un texte qui soit la base d'une véritable politique sociale ». M. Périssol,

ministre délégué au logement, est chargé d'organiser rapidement de nouvelles « mises à disposition » d'habitations pour les plus démunies.

EN ANNONÇANT une réforme de l'ordonnance de 1945 ainsi qu'un nouveau train de réquisitions de logements, le président de la République indique qu'il n'en tend pas changer de cap en matière de politique du logement, dont il avait fait un point fort de sa campagne. Il donne au passage un coup de pouce à son ministre du logement, Pierre-André Périssol, désormais ravalé au rang de ministre « délégué » de Bernard Pons. Alors que le gouvernement met la dernière main à son plan d'urgence de dix mille logements pour les mal-logés, cette annonce est destinée à rassurer des associations de solidarité qui s'inquiètent de son état d'avancement.

Le chef de l'Etat a donc rappelé qu'il fallait, « avant l'hiver », que des solutions soient trouvées pour le logement des démunis. Ainsi, commande a été passée au ministre délégué au logement d'un nouveau programme de réquisitions « au de mise à disposition de logements », auquel devront notamment contribuer « les compagnies d'assurances, les banques et institutions financières, mais aussi les administrations de l'Etat et les entreprises publiques ». Le ministre de la justice, pour sa part, est chargé de préparer la réforme de l'ordonnance de 1945 sur la réquisition, « de manière à la transformer en un texte qui soit la base d'une véritable politique sociale ».

En août dernier, une épreuve de force s'était engagée entre le ministre du logement et les grandes institutions financières à propos du plan d'urgence gouvernemental. Propriétaires de plusieurs millions de mètres carrés inoccupés à Paris et en proche banlieue, banques et compagnies d'assurances avaient presque toutes ignoré les appels du gouvernement. Le ministre du logement était passé à l'acte : une trentaine d'immeubles, appartenant notam-

ment au GAN, à l'UAP, à la BNP, aux AGF ou encore à la Société générale, étaient réquisitionnés. Au total, cinq cents logements, dont quatre cents situés à Paris intra-muros, pour lesquels les préfets étaient chargés de désigner les familles bénéficiaires. Les travaux de réhabilitation sont en cours, précise-t-on aujourd'hui au ministère, et les familles désignées devaient s'installer d'ici la fin de décembre.

En décembre 1994, Jacques Chirac avait déjà, en tant que maire de Paris et en pleine campagne électorale pour l'élection présidentielle, réactivé la vieille ordonnance gaulliste de 1945 après l'occupation d'un immeuble de la rue du Dragon par l'association Dmrt au logement (DAL). Quarante-huit logements avaient alors été réquisitionnés et trois cent cinquante mis à disposition par les propriétaires institutionnels. Jean Tiberi, alors premier adjoint au maire de Paris, et de longue date farouchement opposé au principe des réquisitions, avait dû mener ces négociations. Lors du deuxième train de réquisitions, en août dernier, M. Tiberi, devenu entre-temps maire de Paris, avait souligné qu'il approuvait et soutenait « pleinement » cette décision. Ce revirement et la nouvelle an-

nonce présidentielle autorisent aujourd'hui le président de DAL, Jean Baptiste Eyraud, à se réjouir de voir les réquisitions « entrer désormais dans les mœurs ».

Le coût de certaines opérations étudiées atteignant quatre fois celui de la construction de logements PLA

Le ministre du logement n'a néanmoins jamais caché que l'ordonnance de 1945 lui semblait un outil mal adapté. Son utilisation, en août, n'a fait que confirmer ce point de vue. En 1945, les destructions d'immeuble et l'arrêt total de la construction pendant cinq ans avaient créé une immense situation de pénurie. Aujourd'hui, l'évolution du marché et la crise économique laissent inoccupés des millions de mètres carrés (4,5 millions pour les seuls bureaux dans la capitale et sa proche banlieue). Modifiée plusieurs fois dans les années 50 et 60, étendue aux im-

meubles de bureaux en janvier 1956, cette ordonnance sur les réquisitions prévoit qu'une indemnité, calculée sur la base du prix du marché local et garantie par l'Etat, est versée au propriétaire. L'arrêt de réquisition est valable un an renouvelable quatre fois et le propriétaire doit pouvoir à l'issue de ce délai, récupérer son bien dans l'état où il l'a laissé.

Ce carcan juridique souligne l'on au ministère du logement, rend presque impossible, pour des raisons financières, la réquisition d'immeubles de bureaux dont la transformation en logements nécessite d'importants travaux. D'autant que les propriétaires peuvent exiger que, au bout de cinq ans, leur soient restitués sous la forme de bureaux les logements que l'Etat aura financés.

Pour les cinq cents logements réquisitionnés en août dernier, le calcul de l'indemnité s'est négocié, en moyenne, « autour de 40 francs le mètre carré », indique-on au ministère. C'est un prix qui justifie à peine au coût de la construction de logements sociaux de type PLA, mais qui devient prohibitif si l'on y ajoute le coût des travaux (limité par circulaire à 350 francs au mètre carré) et surtout si l'on considère que les sommes investies ne le sont que pour cinq ans. Le coût de certaines opérations étudiées par le ministère atteignant même, réhabilitation comprise, quatre fois celui de la construction de logements PLA.

Sans toucher au mode de désignation des familles bénéficiaires, qui devrait rester du ressort des préfets, le toilettage de l'ordonnance de 1945 visera à desserrer ce carcan. Pour que le prix à payer ne soit pas trop élevé. Et pour que l'opération ne se solde pas, in fine, par des cadeaux consentis aux organismes financiers.

Christine Garin

Inquiétudes à la Fondation Abbé-Pierre

La mise en œuvre du plan d'urgence pour le logement dont il va falloir, dans quelques semaines, tirer le bilan est « gravement compromise », selon la Fondation Abbé-Pierre (FAP). Dans un communiqué diffusé mercredi 15 novembre, la fondation estime que 7 800 logements seulement sur les 20 000 prévus pour 1996 font l'objet d'un véritable accord de financement. En outre, selon la FAP, le ministère du logement inclurait dans ce plan des logements existants, réquisitionnés ou mis à disposition par des entreprises ou des bailleurs sociaux. Le mouvement HLM s'est ainsi engagé, en septembre dernier, à mettre 2 000 logements existants à la disposition du plan gouvernemental. « Si tout cela est comptabilisé, nous a déclaré la fondation, le ministre va pouvoir très prochainement annoncer qu'il a largement dépassé l'objectif qu'il s'était fixé ».

L'examen en appel de l'affaire Botton-Noir s'est déroulé dans la sérénité

LYON

de notre envoyé spécial. L'acte I avait été pathétique. L'acte II est resté dans les limites de la décence. S'il fallait comparer une dernière fois le « premier » et le « second » procès de l'affaire dite Botton-Noir, ce serait l'unique différence à retenir. Du tribunal correctionnel à la cour d'appel, on est passé du psychodrame familial à des débats sérieux. Cette sérénité, que tous les intervenants ont saluée avec insistance pour mieux se démarquer des excès de l'hiver dernier, ne s'est pas accompagnée d'une évolution majeure sur le fond du dossier. Mercredi 15 novembre, au moment de quitter le palais de justice de Lyon, le bilan des huit jours d'audience se résumait pour ainsi dire à un statu quo.



PROCES

Le tribunal correctionnel à la cour d'appel, on est passé du psychodrame familial à des débats sérieux. Cette sérénité, que tous les intervenants ont saluée avec insistance pour mieux se démarquer des excès de l'hiver dernier, ne s'est pas accompagnée d'une évolution majeure sur le fond du dossier. Mercredi 15 novembre, au moment de quitter le palais de justice de Lyon, le bilan des huit jours d'audience se résumait pour ainsi dire à un statu quo.

Deux jours plus tôt, le réquisitoire de l'avocat général Bernard Rabatel avait montré que l'accusation maintenait le cap de ses certitudes (Le Monde du 15 novembre). M. Rabatel avait reproché à Pierre Botton d'avoir prénommé les caisses de ses sociétés pour assouvir ses rêves de grandeur. A Michel Noir, beau-père de M. Botton, Michel Mouillot et Patrick Polvre d'Arvor, il avait reproché d'avoir bénéficié du « système ». Les avocats de ces trois prévenus n'ont pas fait davantage de concessions : mus ont plaidé la relaxe de leurs clients.

Pour les deux défenseurs de Michel Noir, M. François Saint-Pierre et M. Mario Stasi, l'enjeu était de taille : l'avenir politique du député (non inscrit) du Rhône, condamné en première instance à quinze mois de prison avec sursis et, surtout, cinq ans d'inéligibilité. Ils ont tenté de montrer que l'ancien maire de Lyon avait bénéficié de deux types d'avantages : des cadeaux à caractère privé (vacances, voyages en fa-

mille) dont il ignorait qu'ils étaient payés sur les fonds des sociétés de M. Botton, mais aussi des dépenses liées à son activité politique, dont il savait qu'elles étaient réglées par ces sociétés. Fort de cette distinction, M. Saint-Pierre a plaidé la bonne foi pour les dépenses « privées » et l'amnistie pour les autres, assimilables, selon lui, à du financement d'activité politique.

Après avoir également assuré que certains faits tombaient sous le coup de la prescription, M. Saint-Pierre s'est indigné devant les « off-fabulations » de M. Botton, le gendre déchu : « Il ment afin d'acquiescer, d'excuser Michel Noir sur le plan judiciaire ». M. Stasi rappelait de son côté que Michel Noir, « homme d'honneur », avait renoncé à briguer un nouveau mandat à la suite du jugement du 20 avril.

La tâche de la défense de M. Mouillot s'annonçait tout aussi délicate, le maire (PR) de Cannes étant sous la menace d'une peine de prison avec sursis assortie d'une période d'inéligibilité de cinq ans. Il aurait perçu du groupe Botton des salaires de complaisance (630 000 francs en six mois) pour

des prestations fictives, en l'occurrence des études de marché qui n'ont laissé aucune trace. M. Jean-Michel Baloup, l'un de ses avocats, s'est d'abord exprimé au nom des Cannois, évoquant « une commune bien gérée, dont le maire est adéquat dans les quartiers populaires ». Il s'est efforcé, ensuite, de convaincre la cour que son client avait fourni un véritable travail : « Est-ce un délit pour un salarié de ne pas avoir la trace de ses études ? », s'est-il demandé.

« SYSTÈME CONDAMNABLE »

Les avocats de Patrick Polvre d'Arvor ont, eux, plaidé la relaxe de leur client. M. Richard Zelmato a indiqué que le journaliste ne connaissait pas l'origine des fonds dépensés par son ami Botton pour lui offrir des voyages et autres « cadeaux ». « Le recel par négligence n'existe pas dans le droit français », a-t-il ajouté. « Botton voulait paraître riche, il faisait tout pour que l'on croie que cet argent était le sien et non celui de ses sociétés », insista M. Bernard Prevost. L'un comme l'autre ont soutenu que le montant global (532 000 francs) des qua-

rante-sept « largesses » retenues par l'accusation devait être éviscé à la baisse - M. Prevost a évoqué une somme de 310 000 francs. Ils ont mis en évidence le fait que leur client n'avait pas accordé de contreparties médiatiques - sur TF1 - à M. Botton.

M. Frédéric Pons, l'avocat de l'homme d'affaires, a plaidé après tous ses confrères. En huit jours d'audience, la situation de son client ne s'était guère améliorée. Pierre Botton était apparu tel qu'en lui-même, confus et insaisissable. M. Pons a estimé que la condamnation du tribunal correctionnel (quatre ans de prison dont deux avec sursis) était excessive. Pour elle, M. Botton a remboursé la quasi-totalité de ses créanciers. « Ne confirmez pas la sanction de première instance ni le réquisitoire de l'avocat général, a-t-il lancé aux magistrats. Oui, le système Botton est condamnable, mais il faut que votre décision soit éducative pour ceux qui n'ont pas fait et qui ont payé ! » La cour rendra son arrêt le 10 janvier.

Philippe Broussard

Le suppléant de M. Borotra mis en examen et écroué

CLAUDE DUMOND, vice-président (UDF-CDS) du conseil général des Yvelines, conseiller régional et suppléant à l'Assemblée nationale de Franck Borotra (RPR), nommé ministre de l'Indus-

trie, de la poste et des télécommunications, a été mis en examen, mercredi 15 novembre, pour « recel habituel d'abus de biens sociaux, corruption passive, trafic d'influence et délit de favoritisme ». Il a été écroué à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne).

Cette décision intervient après quarante-huit heures de garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Versailles. M. Dumond était interrogé, en tant que membre de la commission d'appel

d'offres du département, sur les affaires de corruption dans l'attribution des marchés publics du conseil général des Yvelines entre 1990 et 1995.

Auparavant, Stanislas Szalka, gérant d'une SARL de Moisselles (Val-d'Oise), mis en examen pour « abus de biens sociaux et corruption active », et incarcéré depuis le 11 octobre, avait été reçu, à sa demande, par le juge d'instruction, pendant plus de deux heures. M. Szalka aurait fait des déclarations jugées intéressantes par les enquêteurs, en précisant le rôle de chacun, entrepreneurs, fonctionnaires et élus, dans ce système de corruption qui se serait progressivement mis en place au conseil gé-

néral à partir de 1985. Le fils de Claude Dumond, Luc, qui possède un restaurant sur l'île de Ré, à La Couarde-sur-Mer (Charente-Maritime), a fait l'objet, après avoir été entendu par les policiers de la Rochelle, d'un mandat d'amener, et a également été entendu, mercredi soir, par le juge d'instruction versailles.

Il aurait bénéficié des largesses des entreprises travaillant pour le conseil général des Yvelines. Sept chefs d'entreprise ou de bureaux d'études et six fonctionnaires de l'assemblée départementale ont déjà été mis en examen dans cette affaire.

Jean-Claude Pierrette

La peau est un organe vital.

Notre peau est comme notre cœur : un organe vital.

Sa santé c'est notre vie. Pour la préserver, les nouveaux soins Vichy sont hypocalcémiques, les plus sûrs pour la peau sensible et par des dermatologues.

Pour la renforcer, ils sont le fruit de l'association unique de composants actifs et d'eau thermale de Vichy. Témoignage de la nouvelle sonderme.

M. Bayron à faire preuve

Les évêques ad

La loi

Les évêques ad

La loi

Les évêques ad

La loi

Les évêques ad

سكنا من الامل

سكنا على العمل

nouveau programme
gements

M. Bayrou appelle les étudiants à faire preuve de « responsabilité »

Les grèves et les mouvements de protestation continuent à s'étendre

La distribution des crédits du plan de rattrapage des universités les plus « pauvres » s'est poursuivie, jeudi 16 novembre, au ministère de l'édu-

cation nationale. Il devait s'achever, vendredi 17 novembre, avec les établissements parisiens. Près de 170 millions de francs supplémentaires

devaient être répartis, qui s'ajoutent aux 3 milliards de crédits de fonctionnement prévus au budget 1996.

SI LA « MANNE supplémen-
taire » distribuée par le ministère
satisfait les présidents d'université,
elle n'a pas suffi à calmer la protes-
tation des étudiants. Dans les éta-
blissements en grève, elle est jugée
notoirement insuffisante, tandis
qu'ailleurs elle suscite de nouvelles
actions. Le mouvement s'est ainsi
étendu mercredi, malgré l'appel à
« responsabilité » lancé par Fran-
çois Bayrou, ministre de l'éduca-
tion nationale et de l'enseigne-
ment supérieur, à l'issue du conseil
des ministres. Défendant son plan
d'urgence, le ministre a proclamé
qu'il ne disposait pas d'une « ba-
guette magique qui puisse transfor-
mer en crédits toutes les demandes
que [les étudiants] font ». « S'ils
veulent travailler dans quelques an-
nées dans un pays en bonne santé
qui puisse créer des emplois, a ajou-
té M. Bayrou, il faut qu'une partie
des disciplines que nous nous im-
posons, en matière budgétaire et de sé-
curité sociale soit respectée, y
compris par eux ».

Ce plaidoyer n'a pas convaincu
les syndicats d'étudiants, d'ensei-
gnants et de personnels du supé-
rieur, qui ont renouvelé leur appel
à une journée nationale d'action,
mardi 21 novembre, à laquelle ont
décidé de s'associer la Fédération
syndicale unifiée (FSU), le SNES,
le SGEN-CFDT, la CGT et les parents
de la FCPE. Dans un communiqué
commun, ces organisations dénon-
cent « l'absence totale de
moyens supplémentaires » et affir-
ment « leur refus de voir les lycées
dépossédés de postes d'agrégés sous
prétexte de la verser dans l'ensei-
gnement supérieur ». De nouvelles
manifestations étaient prévues
dans la journée de jeudi.

Metz : les étudiants qui de-
vaient recevoir, jeudi 16, Nicole
Ferrière, directeur adjoint du cabi-

net de M. Bayrou, ont jugé « insuf-
fisantes » les propositions d'une
aide exceptionnelle de 3,5 millions
de francs, de 30 équivalents em-
plois d'enseignants pour la rentrée
prochaine et de 25 à 30 postes de
personnels non enseignants en
moyenne sur quatre ans. La veille,
ils avaient de nouveau manifesté
dans les rues de la ville.

Toulouse : c'est dans l'impro-
visation que se poursuit un mou-
vement que personne ne maîtrise
ni ne mène. Georges Mathios, le
président de l'université du Mirail,
était pourtant revenu « satisfait »
de son rendez-vous au ministère,
où il avait obtenu 40 postes supplé-
mentaires et 160 sur quatre ans.
Les étudiants, qui espéraient
300, ont voté en assemblée gé-
nérale la reconduction d'une « grève
illimitée ». Ils restent déterminés à
poursuivre leur action, tout
comme ceux de l'université scienti-

fique Paul-Sabatier. Avec le renfort
des IUT de Castres (Tarn) et Auch
(Gers), ils ont de nouveau mani-
festé jeudi.

Orléans : la grève a été re-
conduite dans les quatre facultés, y
compris en droit et en sport, même
si des cours ont repris « devant des
auditoires restreints », notamment
en droit. « Il manquait 12 millions
de francs. On en obtient 15 sur
quatre ans. C'est une situation tout à
fait favorable... Je pense qu'il serait
tout à fait raisonnable que le mou-
vement s'arrête », tentait de faire
comprendre Didier Billard, pré-
sident de l'université. Les étu-
diants, appuyés par certains pro-
fesseurs, souhaitent de nouvelles
négociations. Plusieurs centaines
d'entre eux sont allés ensuite blo-
quer le péage de l'autoroute A 10 à
Saran (Loiret).

Nancy : les étudiants de l'uni-
versité Nancy-II, qui ont voté une

grève illimitée avec occupation, ré-
clament la création de 175 postes
d'enseignants et plusieurs cen-
taines d'emplois non enseignants.

Perpignan : en grève depuis
mardi, les étudiants ont occupé la
gare et envisageaient une mani-
festation jeudi 16.

Paris : après Marne-la-Vallée,
le mouvement gagne la région pa-
risienne. Huit cents étudiants de
l'université Paris-VIII (Saint-Denis)
ont voté une grève illimitée à par-
tir de ce jeudi.

Pau : dans l'université du dé-
partement dont M. Bayrou est le
président du conseil général, la
grève a été votée par six cents étu-
diants. Enfin, l'action se poursuit
dans les universités de Montpellier
et Aix-en-Provence.

Michel Delberghe
(Régis Guyotat à Orléans
Annick Cojean à Toulouse)

Une promotion pour le moins inopportune

PRÉVUE DEPUIS plusieurs semaines, la nomi-
nation, mercredi 15 novembre en conseil des ministres,
de Bernard Dizambourg, premier vice-président de la
Conférence des présidents d'université (CPU) à la tête
de la direction de la formation scientifique et tech-
nique et des bibliothèques du ministère de l'éducation
nationale (lire page 14) apparaît pour le moins inop-
portune, au moment où se mènent des négociations
délicates sur le plan d'urgence dans les universités.

C'est la première fois que le premier vice-président
de cette instance, présidée à-qualité par le ministre,
est appelé à la tête d'une direction centrale du minis-
tère. Cette nomination isolée intervient de surcroît
alors que M. Bayrou procède en ce moment à une
vaste réorganisation du ministère. Certes, M. Dizam-
bourg devait quitter ses postes de président de l'uni-
versité de Paris-XII, à Créteil, et par là même de pre-
mier vice-président de la CPU. S'il est apprécié par la
plupart des présidents, le choix de M. Bayrou n'est pas
empreint de calcul politique.

Sans doute grâce à l'action de M. Dizambourg, la
CPU s'est posée en interlocuteur face au ministère.
Plutôt partisan du dialogue et de discussions tech-
niques, M. Dizambourg n'avait toutefois pas hésité à
faire adopter par la CPU des positions revendicatives.
Elle s'est aussi constituée en instance de « négocia-
tions » avec les syndicats d'enseignants et d'étudiants,
notamment sur le statut de l'étudiant.

Directement associée à l'élaboration du plan d'ur-
gence des universités les plus pauvres, la CPU s'est
manifestée, ces derniers jours, par un soutien « sans
réserve » aux propositions de M. Bayrou. Cette réac-
tion ne peut manquer d'être interprétée comme un
soutien politique au ministre. Elle engage la CPU au-
delà de son rôle et menace de la « disqualifier » auprès
des autres interlocuteurs. A la tête de la CPU, M. Dizam-
bourg a aussitôt été remplacé par Bernard Alluin, pré-
sident de l'université de Lille-III.

M. D.

Les évêques adoptent le rapport Dagens, nouvelle boussole pour une Eglise désorientée

L'ASSEMBLÉE plénière des
évêques, qui s'est achevée samedi
11 novembre à Lourdes, a approuvé
le rapport Dagens - du nom de
l'évêque d'Angoulême, devenu la
« bible » de l'épiscopat français, la
nouvelle boussole d'une Eglise
égérée dans ses querelles de fonc-
tionnement. Ce document a fait
l'unanimité d'une assemblée plé-
nière qui le tient doublement pour
miraculeux, car, s'il est antérieur à
la sanction de Rome contre
l'évêque d'Evreux, il permet aussi
de dépasser, sans l'étouffer, la
verve critique déclenchée par l'affaire
Gaillot.

Depuis sa publication il y a un
an (Le Monde du 12 octo-
bre 1994), ce rapport, tiré à
trente mille exemplaires (au Cerf),
fait effet l'objet d'un large dé-
bat à tous les niveaux de l'Eglise,
diocèses, paroisses et mouve-
ments. Trois mille pages de ré-
ponses sont parvenues à son au-

teur et à son équipe. Mais, dans sa
forme actuelle, il donne déjà la
mesure du défi lancé aux catho-
liques de France : sortir des blo-
cages trop connus de l'institution
et permettre à l'Eglise de redeve-
nir le champ d'une parole libre
adressée à une société en crise, le
« lieu primordial », dit Mgr Claude
Dagens, de l'annonce de l'Evan-
gile.

Le point de départ est la rupture
intervene dans les processus tra-
ditionnels de transmission de la
foi et de la mémoire chrétiennes
(famille, catéchèse, école, mouve-
ments).

Malgré cela, le rapport affirme
qu'il existe un « potentiel de renou-
vellement », attesté par le nombre
des catéchumènes (adultes) qui ré-
clament le baptême, en hausse de
25 % chaque année depuis cinq
ans, ou des « recommandants »,
qui retrouvent le « chemin de la
foi » à l'occasion d'un événement

heureux ou malheureux, d'une
maladie ou d'une rencontre bou-
leversante. A en croire les auteurs,
la « proposition de la foi chré-
tienne » a d'autant plus de chances
de se faire entendre si elle est au-
jourd'hui que d'autres systèmes
de sens sont épuisés, que le ratio-
nalisme et la modernité n'ont pas
évacué, loin de là, les questions de
l'existence.

L'Eglise a gagné une liberté
qu'elle n'avait pas au temps de sa
« puissance dominante » et son
message apparaît plus comme
l'expression d'une « volonté hégé-
monique ». A la laïcité de combat
succède une ère de plus grande to-
lérance. Des liens se nouent entre
les politiques, les élus, les adminis-
trations et les hommes de foi, no-
tamment sur les questions de soli-
darité et d'éthique.

LA CHANCE DU DIACONAT

Mais comment faire l'impasse
sur les blocages, les dysfonctio-
nements, les déficits d'image et de
communication, spectaculairement
révévés dans l'Eglise depuis
quelques mois ? S'ils ont pu mesurer
l'intérêt pour le rapport Dagens
de la plupart des compo-
santes du catholicisme, y compris
de ses militants les plus à gauche
(Action catholique ouvrière), les
évêques n'échappent pas à l'effet
boomerang de l'affaire Gaillot. Il y
a contradiction, s'entendent-ils ré-
péter, à souhaiter une parole libre
sur la foi chrétienne et, au même
moment, à sanctionner un évêque
qui, à sa manière, est un artisan
incontestable de la « mission ».

A l'objection, les évêques n'ont
que l'acte de confiance - ou le vo-
lontarisme - à opposer : « Progres-
ser dans l'expérience chrétienne »,
explique Mgr Dagens, ce n'est pas
abolir les difficultés, c'est les vivre
autrement. N'ignorant pas l'effet
dissuasif, dans certains milieux, du
discours normatif de l'Eglise, o-
tamment en matière sexuelle et
conjugale, Mgr Duval, président
de la Conférence des évêques, a
aussi cette formule : « Nous devons
apprendre à mieux articuler la pa-

role qui dit la grâce et celle qui rap-
pelle la loi ».

Ce vœu serait-il atteint qu'il res-
terait à l'Eglise une autre contra-
diction à résoudre, liée à la crise
de ses ressources. Malgré un laïcat
actif, dont Mgr Duval admet aussi,
dans son discours final, la « lossi-
tude » (sur le terrain de l'action ca-
ritative, compte tenu de « la répé-
tition des situations injustes et de
leur utilisation médiatique »), le
clergé, âgé et diminué, n'est guère
en mesure de suivre le redéploiement
que suggère le rapport Dagens.
D'où l'intérêt de l'autre dis-
cussion de l'assemblée de Lourdes
sur les diacres permanents, c'est-à-
dire ce millier d'hommes ordon-
nés pour des tâches de service
(préparation des sacrements, ho-
mélies) au sein de l'Eglise, en vertu
d'une pratique ancienne restaurée
par le concile Vatican II (Le Dia-
conat, de Philippe Warnier, L'Ate-
lier, 1994, 236 p., 110 F).

Pour Mgr Georges Gilson,
évêque du Mans, chargé de pré-
senter ce dossier, le diaconat n'est
pas la roue de secours pour
évêques en mal de clergé. Pour-
tant, l'Eglise de France ordonne
autant de diacres - qui peuvent
être mariés - que de prêtres. Ils se-
ront deux mille dans les cinq ans
qui viennent. A ce rythme, les vo-
cations de prêtres, déjà peu nom-
breuses, risquent de se raréfier, au
profit des appels au diaconat. Aus-
si, les évêques ont-ils suivi
Mgr Gilson dans le refus de mé-
langer les genres : les diacres ne
seront jamais les suppléants du
curé. Ils ne président pas les
communautés. Leur vocation est
de rester des « témoins de la foi »,
là où ils sont. C'est bien l'esprit du
rapport Dagens, qui fait précéder
la convocation de foi sur la pénurie
de la ressource. Ce que dit autre-
ment le Père Hyppolite Simoo,
l'un des rédacteurs du rapport :
« Ce n'est pas parce qu'il y a de la
houle que les poissons ne nagent
plus. Ce qu'il faut, c'est les faire no-
ger dans le bon élément ».

Henri Tincq

THERMAL S

Jamais
la peau
n'a été
réhydratée
aussi
mieux.

THERMAL S, c'est l'unique
produit cosmétique à base
d'eau minérale de Vichy, qui
de plus la ressource d'un
travail médical des hydrates
minéraux, pour les soins
dans le bain, les soins et
l'enseignement, réhydratée
et agit de rester votre
pharmacie, votre conseil.

THERMAL S
REHYDRATATION THERMALE
DURABLE

RELANCE
NATURAL D'HYDRATATION

TRAISE
ADOUCE LA PEAU

RENFORCE
LA TOLÉRANCE CUTANÉE

HYPOALLERGÉNIQUE
TESTÉ PAR DES DERMATOLOGUES

VICHY

LA SANTÉ BASSE AUSSI PAROISSA



Une idée à repenser

par Jürgen Habermas

L'IDÉE d'un état cosmopolitique du monde, développée par Kant dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795), doit être aujourd'hui totalement remaniée et reformulée si l'on veut garder le contact avec une situation mondiale qui s'est transformée radicalement depuis lors. La révision qui s'impose a trait au cadre conceptuel de base.

Kant s'était imaginé l'élargissement de l'association des États libres comme une cristallisation progressive d'États de plus en plus nombreux autour d'un noyau de Républiques pacifiques d'avant-garde : « Car si, par chance, il arrive qu'un peuple puissant et éclairé parvienne à se constituer en République, alors celle-ci servira de centre pour la confédération d'autres États qui s'y rattacheront (...) et insensiblement, grâce à plusieurs liaisons de cette espèce, elle s'étendra de plus en plus. » En fait, l'organisation mondiale réunit aujourd'hui tous les États, en faisant abstraction du caractère républicain ou non de leur Constitution et du fait qu'on y respecte ou non les droits de l'homme. L'unité politique du monde trouve son expression dans l'Assemblée générale des Nations unies, où tous les gouvernements sont représentés à parts égales.

Du point de vue des sciences politiques, le monde s'est décomposé en trois depuis 1917. Mais les symboles du premier, deuxième et tiers mondes ont pris évidemment une autre signification depuis 1989. Le tiers-monde se compose aujourd'hui des territoires où l'infrastructure étatique et le monopole de violence se sont formés de façon si faible (Somalie) ou se sont à tel point désagréés (Yougoslavie), où les tensions sociales sont si fortes et les seuils de tolérance de la culture politique si bas que les pouvoirs mafieux ou fondamentalistes

viennent ébranler l'ordre interne. Ces sociétés sont menacées de processus de désagrégation nationaux, ethniques ou religieux.

Le deuxième monde, quant à lui, est marqué par l'héritage de pouvoirs politiques empruntés par la décolonisation aux États nationaux européens. À l'intérieur, ces États compensent, dans la plupart des cas, des rapports instables par des Constitutions autoritaires et se rigidifient, ainsi qu'ils l'ont fait dans la région du Golfe, par exemple, en mettant en avant leur souveraineté et leur non-ingérence. Ils misent sur les pouvoirs militaires et obéissent à la logique de l'équilibre des pouvoirs.

Les États du premier monde sont les seuls à être en mesure de mettre en accord, jusqu'à un certain point, leurs intérêts nationaux et les normes que fixent les Nations unies.

On ne peut plus se contenter d'un concept négatif de paix

La politique des Nations unies ne peut tenir compte de ce dont elle a fait abstraction qu'en travaillant à surmonter les tensions sociales ainsi que les déséquilibres économiques. Elle ne peut y parvenir qu'en forgeant un triple consensus au sein de la société mondiale, malgré la stratification de cette dernière :

1. En faisant partager à tous ses membres une conscience historique du caractère de « non-contemporanéité » des sociétés, dont le sort dépend d'une coexistence pacifique ;
2. En produisant un accord normatif sur les droits de l'homme, dont l'interprétation est encore pour le moment sujette à controverses entre Européens, d'une part, et Asiatiques et Africains, d'autre part ;
3. En créant une entente sur la

conception de ce que doit être l'état de paix recherché. Kant pouvait encore se contenter d'un concept négatif de paix. Cela est devenu insatisfaisant, non seulement parce que la conduite de la guerre ne connaît plus de limites, mais aussi, et avant tout, en raison du fait que la naissance de la guerre a des causes sociales.

Ainsi que l'ont proposé Dieter et Eva Senghaas, la complexité des causes de la guerre exige qu'on comprenne la paix comme un processus qui se déroule sans violence, non seulement en visant à prévenir toute violence, mais aussi et surtout en visant à remplir les présuppositions réelles d'une vie en commun détentue des groupes et des peuples. Les règlements mis en application ne doivent porter atteinte ni à l'existence des intéressés ni à l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, mais ils ne doivent pas non plus entraver leurs intérêts vitaux ni leurs sentiments de justice au point où les parties en conflit n'auraient plus, après avoir épuisé toutes les possibilités de procédure, que le choix d'en venir de nouveau aux armes.

Chacun connaît les dangers que font courir au monde les déséquilibres écologiques, l'asymétrie dans la répartition du bien-être et de la puissance économique, les grandes technologies, le commerce des armes et en particulier la propagation des armes nucléaires, biologiques et chimiques, le terrorisme et la criminalité due à la drogue, etc. Quoique ne désespère pas des capacités d'apprentissage du système international doit fonder tous ses espoirs sur le fait objectif que cette globalisation des dangers a fait, depuis longtemps, du monde dans son intégralité une communauté de risques, même si cette communauté s'est constituée de façon bien involontaire.

Jürgen Habermas, philosophe allemand, est professeur à l'université de Francfort. Ce point de vue est constitué d'extraits d'un de ses textes inédits, traduits de l'allemand par Elise Poulouin.

Federico Mayor, directeur général de l'Unesco

« Un seul enfant m'intéresse plus que les pyramides »

« Il y a cinquante ans, l'Unesco avait reçu pour mission de contribuer à la paix dans le monde en resserrant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture. Mais, aujourd'hui, un peu partout sur la planète, on ne voit que des conflits entre États ou à l'intérieur des États... »

Je pourrais vous répondre que, depuis 1945, il n'y a pas eu d'autre guerre mondiale, et que c'est une victoire des Nations unies. Je pourrais aussi souligner la fin de la guerre froide et tous les progrès accomplis, ici ou là, pour établir des démocraties. Mais il est vrai que nous sommes encore loin d'avoir atteint notre objectif.

L'acte constitutif de l'Unesco indique que « c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevés les champs de la paix ». Cette affirmation se révèle plus juste que jamais. Les traités entre États et les accords commerciaux ne sauraient garantir la marche vers la paix : il faut aussi et surtout que s'affirme une solidarité intellectuelle et morale au sein de l'humanité, avec un partage des ressources. Jusqu'ici, nous n'avons pas su partager : 20 % des habitants de la planète détiennent 80 % des ressources.

Cette solidarité intellectuelle et morale que vous réclamez ne ressemble-t-elle pas à un vœu pieux ?

Non, c'est extrêmement concret ! Nous dépensons des sommes considérables pour « rétablir » la paix en déployant des armées, puis pour réparer et reconstruire ce que la guerre a détruit. Or c'est la guerre elle-même qu'il faut détruire en éliminant les causes les plus profondes des conflits que sont la misère, l'injustice, l'oppression ou l'exclusion. Le maintien de la paix doit céder la place à la construction de la paix. Et il faut naturellement en payer le prix. Payer le prix de la paix, c'est favoriser la justice, l'éducation, la défense de l'environnement... Tout cela coûte bien moins cher que la guerre.

Les États-Unis, suivis par la

Grande-Bretagne, ont quitté l'Unesco en 1984 parce qu'ils étaient en désaccord avec la politique suivie par votre prédécesseur. Vous vous étiez promis de les faire revenir : ils ne sont toujours pas là...

Les États-Unis ont déjà exprimé l'intention de réintégrer l'Unesco. Le président Clinton m'a précisé dans une lettre qu'aucune des raisons qui avaient conduit son pays à quitter l'organisation ne subsistent. Il ne reste plus à régler qu'un problème purement budgétaire. Cela n'empêche pas les États-Unis de contribuer financièrement à plusieurs programmes de l'Unesco, et de nombreux scientifiques américains de participer à nos activités.

A force de multiplier les champs d'intervention dans tous les domaines, l'Unesco ne risque-t-elle pas de se disperser ?

Il n'y a pas de dispersion mais, au contraire, concentration de nos programmes sur un objectif unique et surtout que s'affirme une solidarité intellectuelle et morale au sein de l'humanité, avec un partage des ressources. Jusqu'ici, nous n'avons pas su partager : 20 % des habitants de la planète détiennent 80 % des ressources.

Prenez l'exemple d'un pays comme le Salvador, qui sort d'une longue guerre civile. On ne peut pas dire aux ex-combattants : « Maintenant, vous descendez de la montagne et vous allez à l'école avec les gamins ! » Ils doivent recevoir une éducation personnalisée. S'adapter à leur situation, leur donner un métier, c'est leur donner l'espoir qui peut changer un pays. Ailleurs, au Mozambique, par exemple, nous contribuons à la dé-

mobilisation. Partout, nous mettons l'accent sur l'éducation. Dans des villages sans électricité, nous favorisons la diffusion de vidéos éducatives grâce à des panneaux solaires. Education sans frontières !

Mais pour remplir toutes ces tâches, qui sont immenses, l'Unesco ne dispose que de moyens financiers bien limités.

Le rôle de l'Unesco n'est pas de construire des écoles, des laboratoires ou des musées, mais d'aider à rénover les systèmes éducatifs, à les imprégner de valeurs universelles et à moderniser les programmes dans ce sens.

« Il faut que s'affirme une solidarité intellectuelle et morale au sein de l'humanité »

L'Unesco n'agit pas en régie directe : elle crée les conditions, lance les idées, mobilise les énergies (et, chaque fois que c'est possible, les ressources), établit les contacts. Ce rôle de mobilisateur, de coordonnateur, de catalyseur, l'Unesco l'a toujours assumé, par vocation ; mais il devient de plus en plus important à mesure que s'étend le réseau de ses partenaires - les gouvernements, bien sûr, mais aussi les autres institutions internationales, les organisations non gouvernementales (qui forment une constellation d'une richesse extraordinaire), les associations, les Parlements, les municipalités, les entreprises privées...

L'Unesco ne cherche pas d'argent. C'est une institution de « persuasion ». Son rôle consiste à convaincre et à veiller à ce que l'argent soit investi dans l'éducation, dans la science, dans la culture, dans la communication.

Angkor Vat, galerie des bas-reliefs (1990). Photo Marc Riboud, extraite du livre « Angkor, sérénité bouddhique », Ed. Imprimerie nationale.

Enseigner la réconciliation

par Stanley Hoffmann

ARMÉES toutes les missions que l'Unesco peut chercher à accomplir dans un monde où, comme toujours, la guerre naît dans l'esprit des êtres humains, mais provient en définitive de leurs passions, n'en est pas de plus utiles que la mise en perspective et l'apaisement des différences ethniques, religieuses, culturelles et idéologiques entre les États, ou entre les peuples qui coexistent dans tant d'États.

Les dirigeants de ces États en lutte, les élites de ces ethnies antagonistes, n'arriveraient pas à mobiliser leurs troupes si facilement, ni à leur faire commettre des atrocités du genre de celles qui ont ravagé la Bosnie et le Rwanda, si ces troupes n'étaient pas préparées de longue date à envisager l'autre comme l'ennemi, et l'ennemi comme un être d'une autre espèce, non humaine. Les réactions de tant de « nationaux » aux immigrés, dans tant de pays, à tous les niveaux du développement économique et de la culture politique, sont souvent, hélas, du même ordre. En partie, cette préparation à la méfiance ou au mépris, au rejet ou à l'exécration, provient d'influences familiales qu'aucune organisation, nationale ou internationale, ne pourrait éliminer. Mais elle provient aussi de l'enseignement reçu, et en particulier de celui de l'Histoire.

Il s'agirait de généraliser une expérience entreprise en Europe (sous l'égide du Conseil de l'Europe). Il faudrait qu'à l'échelle du monde entier les auteurs de livres d'Histoire pour les écoles, ou les auteurs de films d'Histoire ou de films sur les cultures étrangères et les enseignants qui les utilisent, se réunissent non point pour gommer les antagonismes et les chocs qui ont marqué l'histoire des peuples, non point pour minimiser les souffrances qui leur ont été infligées par d'autres, pour nier la valeur ou répudier les valeurs des héros nationaux, mais pour faire en sorte que les conflits d'hier ne servent pas à empoisonner l'avenir.

Il ne s'agit pas de rédiger une Histoire universelle, incolore, inodore, sans saveur et politiquement correcte, ou de remplacer le récit des crimes commis par « les autres » par l'explication des crimes que l'on a commis contre d'autres, et la trop bonne conscience par la mauvaise et par l'inculcation de la culpabilité, mais, avant tout, de montrer ce qu'on a dû affronter et passer les inimitiés héréditaires, ce qu'on a en commun les ennemis qui se croient voués à se haïr, et surtout ce que contiennent de mythique et de fabriqué les idées reçues et les récits éducatifs que véhiculent tant d'ouvrages.

Il faudrait aussi, dans l'enseignement du civisme, mettre en lumière les formules institutionnelles qui ont permis à des peuples fort divers, soit de se fonder en une nation unique, soit de coexister sans disparaître, mais aussi sans se déchirer. L'objectif serait d'arriver à cet équilibre que souhaitait Tzvetan Todorov dans son beau livre *Nous et les autres* - entre la diversité inévitable et nécessaire des cultures et des nations d'une part, l'unité du genre humain de l'autre. Celle-ci a toujours été fragile et battue, mais il est indéniable que l'évolution des sciences, de la technologie, de l'économie rabote les différences objectives et rapetisse la planète. Quant à la diversité, elle est indispensable pour empêcher une homogénéisation qui désenchanterait encore plus un monde en voie d'uniformisation, et parce que les individus et les groupes forment une partie de leur identité dans des cadres plus étroits, donc plus familiers et rassurants, que le monde tout entier.

N'est-il pas temps d'opposer aux enseignements qui, délibérément ou non, inculquent l'antagonisme et le sentiment de la différence insurmontable, l'enseignement de la réconciliation et de la diversité bienfaisante ?

Stanley Hoffmann est professeur de civilisation française à l'université Harvard.

Propos recueillis par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz et Robert Solé

Le Monde

L'Asie-Pacifique enlisée

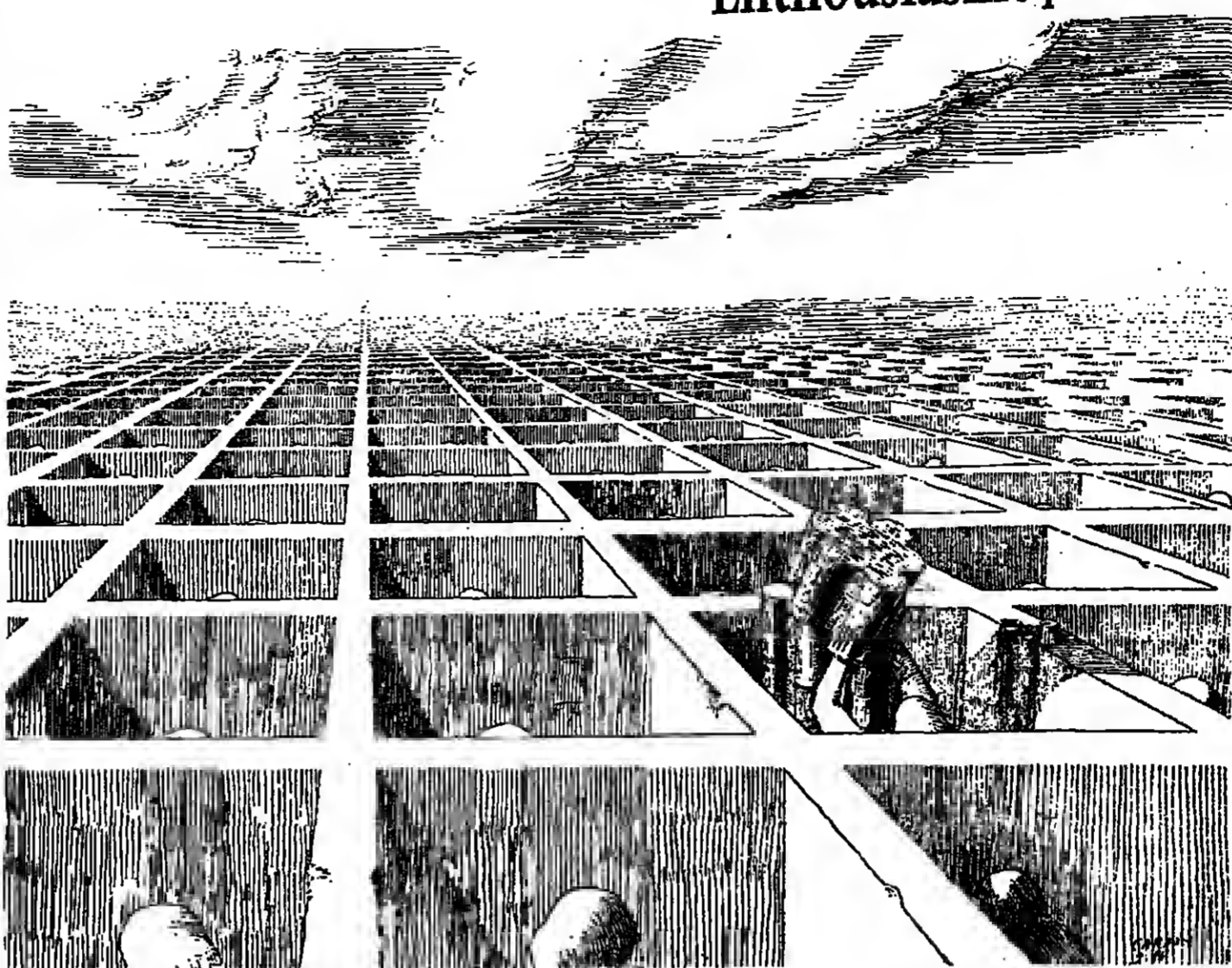
ENTRE peurs irraisonnées et enthousiasme angélique, la zone Asie-Pacifique, nouveau cœur de l'économie mondiale, révèle bien des fantasmes sur le Vieux Continent. La région a-t-elle pour autant une véritable existence ? A observer la tournure prise par les débats au sein du forum Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui se déroule en ce moment au Japon, la question est moins incongrue qu'il n'y paraît.

Certes, l'expansion du commerce intra-régional renforce les interdépendances. Cela suffit-il pour autant à cristalliser une identité commune ? Bill Clinton avait bien essayé, lors du sommet de Seattle, en 1993, de forcer la marche de l'histoire en exaltant la vision d'une « nouvelle communauté du Pacifique ». Il n'aura pas fallu plus de deux ans pour que ce volontarisme empathique s'enlise dans les intérêts contradictoires. De ce point de vue, la controverse sur « l'exception agricole », que les Japonais cherchent à introduire dans le processus de libéralisation des échanges, n'est pas un accident de parcours. Elle annonce bel et bien de prochaines et rudes batailles.

L'essoufflement de la dynamique APEC était inévitable du

fait de trop d'ambiguïtés. Entre des Américains et des Australiens libre-échangistes, impatients d'en faire un instrument d'ouverture des marchés asiatiques, des Japonais exclusivement soucieux de leur coopération régionale et des Chinois peu disposés à substituer une approche globale à leurs relations bilatérales, les contradictions sont manifestes. Le sommet d'Osaka ne fait que les mettre au jour. Au risque de provoquer d'amères déceptions, notamment aux États-Unis, où certains se demandent s'il est vraiment utile de négocier le lien transatlantique, au profit d'une relation transpacifique peut-être trop idéalisée.

Reste que le véritable intérêt de l'APEC est probablement ailleurs. Dans une zone potentiellement instable et dépourvue de système de sécurité collective, l'APEC présente l'immense avantage de tisser des liens entre les dirigeants de la région pouvant constituer autant de garde-fous en cas de crise. À l'heure où la présence militaire américaine au Japon est remise en cause par une partie de l'opinion publique – ce qui inquiète les voisins asiatiques sensibles au passé militariste nippon – il est plus que nécessaire que l'APEC élargisse sa mission pour s'occuper de sécurité.



Enthousiasme par Cardon

Equilibre

Suite de la première page

Juppé 2 se distingue, aussi du gouvernement Balladur, qui avait commencé de prendre des mesures courageuses (sur les retraites notamment), puis avait dû s'arrêter en chemin pour cause de campagne électorale. Il gouverne avec une stratégie qui est dans la ligne tracée par la plus récente des prises de position de Jacques Chirac, et dont la cible n'est pas l'opinion mais les marchés. L'obsession est toujours d'obtenir la relance de l'activité économique par une baisse des taux d'intérêt, laquelle n'est possible que si l'action du gouvernement inspire confiance, ladite confiance étant mesurée par la crédibilité du plan de redressement de la Sécurité sociale.

Juppé 2 réforme. La crainte que l'on pouvait nourrir à l'égard d'un gouvernement élu sous une bannière libérale et conservatrice était de le voir s'engager dans une opération de démantèlement de la Sécurité sociale, au prétexte du rétablissement de l'équilibre des comptes. Or le gouvernement s'inscrit dans une logique de sauvetage et de réforme. Il fait en outre un effort d'équilibre. Au moins dans l'intention de ses intentions. Le plan proposé ébauche en effet une véritable modernisation de notre système de soins dont l'ambition est une couverture universelle financée par l'ensemble des revenus, et dans laquelle tout le monde – les salariés comme les entreprises, les médecins comme l'industrie pharmaceutique, les revenus du capital comme ceux du travail – doit être mis à contribution. On retrouve dans les mesures élaborées par Jacques Barrot la philosophie qui avait inspiré les propositions de René Teulade, ministre de Pierre Bérégovoy – et, avec lui, celles de la Mutualité Française –, dont l'élan avait été brisé par une coalition regroupant la droite, la gauche ouvrière et le PCF. L'intervention du Parlement, enfin, était souhaitée depuis des lustres par tous ceux qui plaidaient pour un effort d'encadrement des dépenses de santé. Bref, le plan Juppé

pourrait annoncer la sortie d'un système qui s'appuie exclusivement sur les salaires et préfigure une grande réforme : la fiscalisation de la protection sociale pour la rendre à la fois universelle et équilibrée.

La démarche du premier ministre n'en souève pas moins de réelles inquiétudes. Passé l'exposé des intentions, les actes peuvent ne pas suivre. De ce point de vue, le critère de la tenue ou non par le gouvernement de ses engagements sera sa capacité à véritablement encadrer les professions de santé, et donc à contraindre une clientèle électorale puissante et particulièrement bien organisée. D'autre part, le gouvernement persiste à demander aux catégories les plus modestes un maximum d'efforts : quand on frappe des chômeurs, éventuellement des familles modestes ou des petits retraités, c'est non seulement déraisonnable et injuste, mais c'est aussi politiquement facile car ces catégories-là sont silencieuses et peu présentes dans les cortèges de manifestants. Enfin, le premier ministre n'a pas résisté à la pression de l'extrême droite en montrant du doigt, au passage, les immigrés comme fauteurs de déviance.

Faut-il rappeler à MM. Juppé et Barrot que les mesures annoncées vont s'ajouter à l'augmentation du forfait hospitalier, qui touchera plus particulièrement les plus démunis ? On ne pourra, en fait, juger de l'équité du dispositif que lorsque l'on connaîtra, en début d'année prochaine, la réalité de la refonte des prélèvements obligatoires. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les Français jugent le dispositif prévu majoritairement inéquitable.

L'appréhension sous bénéfice d'inventaire s'impose d'autant plus que le gouvernement – c'est une autre surprise – s'est montré habile : vis-à-vis de l'opinion, devant laquelle il a dramatisé la réalité des comptes pour mieux faire passer le prélèvement supplémentaire ; vis-à-vis des médias et des milieux financiers, en agitant la perspective d'une modification constitutionnelle, attitude qui sert toujours en France à rendre sérieuse l'annonce d'une réforme ; à l'égard de la Force

ouvrière, dont le secrétaire général figure parmi les grands électeurs du président de la République et dont les protestations sont utilisées par ce dernier comme une butte-témoin de la volonté de réforme ; à l'égard enfin des balladuriers, qui ont été pris au mot et pris de court. Il ne faudrait pas que le gouvernement s'en tienne à ces habiletés. Il sera donc jugé sur ses actes.

Au-delà des protestations que M. Juppé va devoir affronter, le risque principal reste pour lui d'ordre conjoncturel : l'économie, déjà plus fortement ralentie que ne l'admet le gouvernement, supporte-t-elle un prélèvement supplémentaire de 32 milliards de francs ? Qui peut croire que la baisse des taux suffira, à elle seule, à amorcer le choc récessif créé par le gouvernement ? En d'autres termes, le handicap principal d'Alain Juppé « new look » n'est autre qu'Alain Juppé première main, celui-là même qui, depuis six mois, a gravement compromis les chances d'un rétablissement rapide de l'activité.

Encore le premier ministre peut-il invoquer l'excuse légitime d'être soumis au président de la République. Mais, alors, que dire du fossé qui sépare désormais le candidat Chirac de l'action du pouvoir ? Qui ne se souvient – c'était il y a six mois à peine – de la polémique nourrie par Jacques Chirac contre Edouard Balladur, le premier refusant toute perspective d'encadrement des dépenses de santé ; le second, l'inscrivant au programme ? « On ne réduira pas les déficits en durcissant la pression fiscale », proclamait Jacques Chirac devant une foule ravie, rassemblée à la porte de Versailles, moment fort de sa campagne électorale. « L'orientation est claire : il faut réduire les prélèvements obligatoires », lançait le même à une foule de plus en plus convaincue. Une fois élu, il a porté ces mêmes préceptes à un niveau record !

Le record, en l'espèce, tient sans doute dans l'écart, désormais constaté, entre les promesses et les actes. Le gouvernement s'en serait bien passé, et le pays avec lui.

J.-M. C.

RECTIFICATIF

ALGÉRIENS DE FRANCE

Contrairement aux estimations citées dans un article consacré à l'élection présidentielle algérienne (*Le Monde* du 14 novembre), la proportion des Kabyles parmi la population algérienne immigrée en France n'est pas majoritaire. Selon une étude de Michèle Tibalat, *Faire France* (La Découverte, 1995), le pourcentage des berbérophones, parmi lesquels les Kabyles sont majoritaires, se situait aux alentours de 28 %. D'après le sociologue Salem Chaber, la proportion des berbérophones parmi les migrants algériens est « vraisemblablement » comprise aujourd'hui « entre un tiers et la moitié ».

L'Amérique est de retour

Suite de la première page

d) que le médiateur Richard Holbrooke est parvenu à faire s'entendre les présidents serbe, croate et bosniaque sur un cessez-le-feu, comme sur le principe d'un partage de la Bosnie à 49/51 % sous le couvert d'une vague structure étatique commune aux deux moitiés, et surtout à les convaincre de se laisser enfermer dans une base militaire de l'Onu, loin de la presse, mais non certes des pressions américaines, en vue de mettre au point les modalités pratiques.

2. – Parce qu'il s'était permis d'émettre quelques critiques sur leur attitude dans l'affaire yougoslave, les États-Unis ont mis leur veto à la nomination au poste vacant de secrétaire général de l'OTAN d'un candidat sur le nom duquel s'étaient pourtant entendus Jacques Chirac, Helmut Kohl et John Major.

3. – Les obsèques d'Itzhak Rabin, auxquelles il a assisté à la tête d'une énorme délégation, ont été pour Bill Clinton l'occasion d'affirmer avec éclat le patronage qu'il accorde au processus de paix : chaque jour qui passe montre que les Américains y sont de plus en plus partie prenante. A preuve, le discret chantage à la suppression de l'aide à la reconstruction exercé sur l'OLP pour la pousser à la conciliation ; le mal qu'ils se donnent pour rapprocher les points de vue d'Israël et de la Syrie sur un éventuel règlement ; le refus de lever l'embargo sur le pétrole irakien, parti d'un effort de longue haleine pour rendre inoffensif, à défaut de le renverser, le diable de Bagdad.

4. – Moins remarquée, mais non moins remarquable, est la manière dont les Américains pressent le Kremlin de donner son aval à leur projet de « partenariat pour la paix », impliquant pour lui une « relation spéciale » avec l'OTAN. Quant à l'Ukraine, elle se voit fortement encouragée, en coulisse, à résister aux tentatives de récupération d'une Russie travaillée, en cette période électorale, par la nostalgie impériale : c'est que, comme l'a écrit Brzezinski, le Kissinger de Carter, « sans elle, la Russie cesse d'être un empire, mais elle le devient automatiquement avec une Ukraine subornée puis subordonnée ». La Russie a beau ne plus être communiste, la Maison blanche ne tient manifestement pas à ce qu'elle redevienne un empire.

5. – Il paraît de plus en plus évident que la constance avec laquelle Washington fait traîner le versement de ses cotisations aux Nations unies ne traduit pas seulement le délabrement de ses finances et l'agacement de l'opinion, mais constitue un moyen comme un autre de rappeler à l'organisation internationale qu'elle dépend plus que jamais de leur bonne volonté.

Est-ce à dire qu'après des années de flottement, M. Clinton a enfin fixé un cap, et que nous assistons à l'avènement de ce monde « unipolaire » dont on parlait tant au moment où l'écroulement de l'empire soviétique faisait disparaître le seul rival des États-Unis qui fût à leur taille ?

Les choses ne sont certainement pas si simples. 1. – Il est des secteurs où ils rencontrent de sérieuses difficultés. C'est notamment le cas de l'Asie. Outre que la Chine, devenue la troisième puissance économique du monde, s'arme à vue d'œil et continue d'en prendre à son aise avec les droits de l'homme, un viol commis à Okinawa par trois boys a provoqué, dans la population, une très vive réaction qui a toute chance de conduire à une sensible diminution de la présence, dans l'île, de l'armée américaine. Et surtout, les Japonais s'apprêtent à dire, lors de l'imminent « sommet », à Osaka, du Forum de la coopération Asie-Pacifique (APEC) créé il y a deux ans à l'initiative de Bill Clinton, qu'ils sont certes favorables à la libéralisation des échanges, mais à leur rythme, et non pas à celui que voudrait leur imposer le département américain du commerce. Or, au jugement de l'*Economist*, Tokyo est tout bonnement en train de « conquérir » l'APEC.

2. – Bien des obstacles restent à surmonter sur la route d'un règlement dans l'ex-Yougoslavie. Il en va ainsi notamment du sort de Sarajevo, de celui de quelque trois millions de réfugiés, de celui des dirigeants bosno-serbes – et croato-serbes – poursuivis pour crimes de guerre. L'épuisement des combattants et l'échec de la stratégie jusqu'aboutiste des dirigeants de la République de Pale ouvrent certes de bonnes chances d'accord. Mais on ne peut écarter l'hypothèse d'un retour de bâton. 3. – Le meurtre de M. Rabin a certes eu la paradoxale conséquence de renforcer en Israël le parti de la paix. Mais qui peut dire avec assurance que celle-ci est en vue, alors que tant de problèmes subsistent, au premier rang desquels celui de Jérusalem, alors que tant de fanatismes sont décidés, dans un camp comme dans l'autre, à saboter la négociation ?

Assistons-nous à l'avènement d'un monde « unipolaire » ?

Le temps est passé où les États-Unis se targuaient d'exercer le leadership d'un monde « libre » qui, sans leur protection, eût sans doute, tôt ou tard, cessé de l'être. Bill Clinton vient certes d'écrire dans *Newsweek* qu'il est de la responsabilité des Américains d'être les leaders pour la paix. Mais ce qu'ils attendent avant tout de lui, en un temps où leur intérêt pour la politique est extrêmement bas, c'est qu'il défende leurs intérêts à eux, notamment leurs intérêts commerciaux et, cela va de pair, culturels.

Fruit du croisement d'innombrables ethnies, ils ont d'autant plus tendance à juger anachronique l'attachement des autres peuples à leur langue, à leur souveraineté, qu'ils peuvent constater, jusqu'à Moscou ou à Pékin, à quel point est contagieuse leur manière de vivre, de manger, de parler, de s'habiller. L'uniformisation est dans la logique du village planétaire. Elle résulte moins d'un dessein bien arrêté que du poids, sur tous les plans, de la première puissance économique et militaire du monde.

Ce poids est énorme, mais pas si énorme que ne puissent lui susciter des contrepoids les peuples décidés à s'unir pour préserver leur identité. C'est ce que semblent comprendre de plus en plus, notamment, les Asiatiques. Ne serait-il pas temps que les Européens, tirant les leçons de leur impuissance dans l'affaire bosniaque, manifestent par un geste résolu leur refus de jeter le manche après la cognée ?

André Fontaine

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeurs : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ; Dominique Adley, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur de la rédaction ; Eric Pélissier, directeur de la rédaction ; Anne Chassagnon, directeur délégué ; Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenat ; Rédacteurs en chef : Thomas Ferrucci, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction ; Jean-Paul Bover, Bruno de Cornus, Laurent Gribbenner, Danièle Huguette, Bernard Le Gendre, Khaled Luchini, Luc Rostkowski ; Alain Rollat, conseiller de la rédaction ; Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Milin, président ; Olivier Biffaud, vice-président ; Adjointes : Hubert Benne-Mary (1944-1949), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lenormand (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Domicile de la société : 10 rue de la République 75001 Paris. Capital social : 100 000 francs. Préfet des affaires administratives : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». Association Hubert-Benne-Mary, Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance ; Rédaction et siège social : 15, rue Falguère 75001 Paris Cedex 15. Tél. : (01) 46 45 25 25 Télécopieur : (01) 46 45 25 26 Fax : (01) 46 45 25 27 ; ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Benne-Mary 75001 Paris Cedex 02. Tél. : (01) 46 45 25 25 Télécopieur : (01) 46 45 25 26 Fax : (01) 46 45 25 27

حسب ما لا اله الا الله

1501

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995

RESSOURCES HUMAINES

Le PDG du groupe GEC-Alsthom, filiale d'Alcatel Alsthom, s'explique pour *Le Monde* sur les conflits sociaux qui sont intervenus ces der-

niers mois dans ses usines, notamment à Belfort et au Havre. Il admet les erreurs, mais estime que « l'image du groupe ne correspond pas à la réalité de son comporte-

ment social ». Le groupe, bâti par des « ingénieurs », a trop privilégié « l'approche technique ». M. BILGER SOUHAITE la poursuite de la décentralisation des responsabilités

dans des unités d'environ mille personnes, en ayant désormais recours à des responsables des ressources humaines. LES NIVEAUX HIÉRARCHIQUES seront réduits

afin de favoriser la « transparence ». L'EMPLOI devrait continuer à diminuer avec des suppressions de postes en Europe et des créations en Asie.

GEC-Alsthom engage « une nouvelle approche » de ses relations sociales

A Belfort, au Havre, dans sa division ferroviaire, le groupe franco-anglais d'électrotechnique a fait l'objet de vives critiques. Rompant le silence, son PDG, Pierre Bilger, reconnaît les erreurs et s'explique

CINQ SEMAINES DE CONFLIT

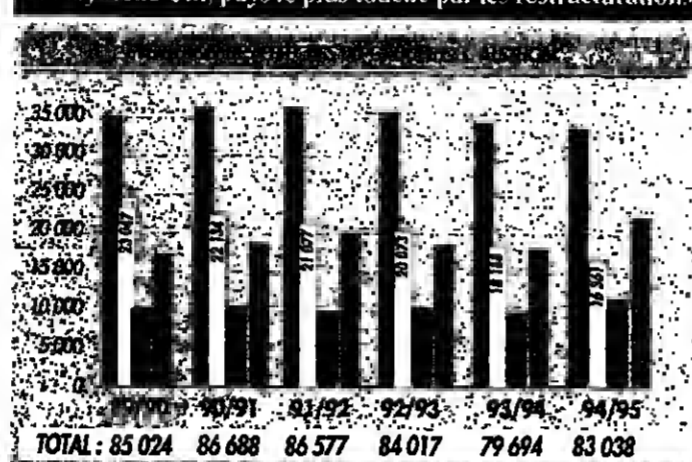
À Belfort fin 1994, un bras de fer avec la CGT et les pouvoirs publics en juin à l'occasion de la fermeture envisagée de l'usine du Havre, une annonce de 984 suppressions d'emplois au moment même où le gouvernement appelait les entreprises à se montrer « citoyennes » et, ces derniers jours, une polémique à Belfort au sujet d'une liste de « salariés dangereux » établie par des cadres : depuis un an, GEC-Alsthom est régulièrement désigné comme le mauvais élève social de la classe des entreprises.

Rompant un long silence en grande partie imposé par les déboires de la maison-mère, Alcatel Alsthom, Pierre Bilger, PDG de GEC-Alsthom, entend montrer que son groupe, qui emploie 83 000 personnes dans le monde, dont 33 400 en France, ne reste pas sourd aux critiques. Ainsi, M. Bilger « partage l'émotion des syndicats » sur la divulgation d'une liste classant les salariés en fonction de leur comportement frotteur ou accommodant. Même si, selon lui, ce document trouve son origine dans une séance de « défoulement » organisée au début d'une session de formation, il « reflète un état d'esprit qui [il condamne] et qu'il cherche à combattre ».

RÉCONE

Autre abcès désormais crevé : la restructuration de l'usine de transformateurs du Havre. Le dossier n'est pas nouveau. Dès octobre 1993, GEC-Alsthom annonçait la fermeture de ce site qui emploie 745 personnes. Dans la région, le tollé est général, mais GEC-Alsthom reste inflexible. Début 1994, l'entreprise refuse même d'assister à une réunion proposée par les pouvoirs publics. Cette année, le groupe récidive : un mois après l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, qui fait de la lutte contre le

Le Royaume-Uni, pays le plus touché par les restructurations



La baisse des effectifs du groupe GEC-Alsthom, fin 1995, par rapport à fin 1990 : -22,2% en France, -17,1% en Allemagne, -13,1% en Italie et -10,1% en Espagne.

chômage sa priorité, l'annonce de la fermeture passe pour une provocation. La levée de bouilliers est telle que, cette fois, la direction accepte de négocier.

Fin septembre, un accord est conclu : 210 emplois sont maintenus au Havre, où le temps de travail est réduit à environ 31 heures. Pierre Bilger reconnaît que « ce qui était opportun pour l'entreprise ne l'était pas nécessairement au regard du calendrier politique ».

Convaincu que « la fermeture de l'activité transformateurs du Havre est une nécessité économique », il juge ce cas « extrêmement singulier ».

Autre hasard malencontreux du calendrier : le même groupe annonce 984 suppressions d'emplois dans sa division ferroviaire... quarante-huit heures avant l'annonce par Alain Juppé de son plan emploi, le 22 juin. Sur ce dossier, Pierre Bilger estime pourtant que son groupe a eu « une attitude exemplaire en affichant l'objectif sur les trois ans à venir ». « Nous avons voulu, dit-il, une vision prévisionnelle de l'emploi qui s'est retournée contre nous. Si nous n'avions présenté que notre plan social pour 1996, nous n'aurions pas été le cible des commentateurs ».

EXAMEN DE CONSCIENCE

Si elle juge le conflit de Belfort « regrettable mais classique, avec à l'origine une revendication salariale », la direction de GEC-Alsthom reconnaît que cette multipli-

cité de conflits pose problème. Elle crée « une image - c'est notre faute, dit-elle - qui ne reflète pas la réalité du comportement social » de l'entreprise. Afin d'essayer de la corriger et d'introduire « des relations sociales plus humaines », Pierre Bilger a engagé « une nouvelle approche ».

Contrairement à la ligne adoptée depuis la constitution de ce groupe franco-britannique en 1989, la France ne peut pas être considérée comme un pays comme les autres. Alors que le brassage des cultures était jusqu'ici la règle, les cent cadres dirigeants français ont été réunis au début de l'année pour un examen de conscience collective. Et pour bien montrer que l'heure était à l'introspection, un dirigeant syndical de la métallurgie a été chargé de leur dire leurs quatre vérités. « Ça a provoqué un début de changement majeur », commente Pierre Bilger.

L'autre grande orientation du groupe - la décentralisation - n'est pas remise en question. Mais la direction générale a décidé de « renforcer massivement notre fonction ressources humaines ». GEC-Alsthom, « une société d'ingénieurs », a « longtemps privilégié une approche technique des sujets et sous-estimé d'autres dimensions du management ». Chacune des cinq divisions mondiales est dotée d'une direction des ressources humaines. Surtout, chaque établissement industriel a désormais son directeur des ressources humaines (DRH). Il y avait un DRH sur le site de Belfort (7 000 salariés), il y en a désormais quatre.

Convaincu qu'« un vrai dialogue social ne peut être fondé que sur une approche décentralisée », le groupe s'est redécouvert en créant de nouveaux établissements et de nouvelles unités d'un millier de personnes environ, une taille qui

« permet de mettre en place une approche moderne des relations sociales ». Il a aujourd'hui en France trente-trois comités d'entreprise et se félicite d'avoir signé « plus de cinquante accords sur de nombreux thèmes ces douze derniers mois ».

Par ailleurs, le groupe négocie actuellement, avec la Fédération européenne de la métallurgie, la création d'un comité de groupe européen, l'« European Forum », une instance à laquelle participent cinq représentants français, trois britanniques, un allemand et un espagnol. Entre ces deux niveaux - l'international et le local -, GEC-Alsthom a nommé dans chaque pays un « coordinateur » chargé de « favoriser l'échange d'expériences et d'être l'interlocuteur des pouvoirs publics et des confédérations syndicales ». Malgré tout, cette structure reste légère et ne semble pas avoir de véritable poids politique.

TRANSPARENCE

Pierre Bilger met en avant un autre impératif : « la transparence ». Elle passe par « la réduction du nombre des niveaux hiérarchiques, souvent trop élevés, notamment à Belfort. Déjà, certains établissements n'ont que trois niveaux hiérarchiques, alors que cer-

tains en ont encore six ou sept ». Outre une politique de communication interne « en temps réel », la transparence se manifeste également dans la politique salariale, qui doit désormais « privilégier la réalité économique de chaque unité ». Les dirigeants, dont la rémunération était constituée d'un salaire de base et d'un bonus calculé sur les résultats, se voient assigner des objectifs personnels « liés aux ressources humaines ».

« Il reste beaucoup à faire », admet le PDG. D'autant que cette nouvelle approche sociale s'inscrit dans un contexte inchangé. Le groupe ne pense pas que l'évolution de ses effectifs sera fondamentalement modifiée dans les cinq années à venir. « Quand elle sera inévitable, la diminution de l'emploi sera gérée avec le traitement social le plus compatible possible ».

Avec un impératif : « La rentabilité du groupe passe par celle de chaque unité, non forcément à chaque instant, mais à moyen terme, afin d'assurer le financement des dépenses d'investissements, de recherche et de commercialisation ».

Eric Le Boucher et Frédéric Lemaître

Numéro un mondial dans l'énergie et le ferroviaire

● Ventes : 8,983 milliards d'euros (environ 58,4 milliards de francs) en 1994-95 (exercice clos le 31 mars), contre 7,928 milliards d'euros en 1993-94.
● Répartition par secteur : 45 % dans la production d'énergie ; 22 % dans le matériel ferroviaire ; 15 % dans le transport et la distribution d'énergie ; 10 % dans les équipements industriels ; 8 % dans la construction navale.
● Répartition géographique :

Europe : 58 %, dont 24 % en France, 13 % au Royaume-Uni et 7 % en Allemagne ; Asie : 24 % ; Amérique : 13 % ; Afrique et Australie : 5 %.
● Effectifs : 23 000 personnes dans la production d'énergie ; 16 783 dans le matériel ferroviaire ; 14 915 dans les équipements industriels ; 12 640 dans la production et la distribution d'énergie ; 4 433 dans la construction navale.

France Télécom s'allie à Olivetti pour attaquer le marché italien des télécommunications

LA PERSPECTIVE de l'ouverture totale à la concurrence du secteur des services de télécommunications en Europe à compter du 1^{er} janvier 1998 suscite, depuis plusieurs mois maintenant, une guerre de positions et une quête d'alliances auxquelles se trouvent mêlés tout à la fois les exploitants téléphoniques « historiques » du Vieux Continent, plusieurs de leurs principaux concurrents américains ainsi que de nouveaux acteurs, issus d'autres secteurs, voisins (l'informatique) ou non (la distribution d'électricité) des télécommunications. C'est dans ce paysage, en pleine recomposition, que s'inscrit le rapprochement qui compte mener à bien l'opérateur public français France Télécom et le constructeur informatique italien Olivetti.

Annoncé mercredi 15 novembre, le protocole d'accord signé par les deux groupes vise à créer une société commune dont l'objectif sera de se poser, sur le marché italien, en rival direct de l'opérateur national, Telecom Italia. Tout d'abord en attaquant les segments de marché déjà ouverts à la concurrence (transmission de données, services aux entreprises, etc.). Puis, à partir de début 1998, en s'attaquant à ce qui constitue la plus grosse part du « gâteau » des services téléphoniques, ceux de la transmission de la voix. Si les premiers sont évalués à 6 000 milliards de francs (18 milliards de dollars), l'ensemble du marché italien des télécommunications - le troisième en Europe au coude à coude avec le marché britannique - est quant à lui estimé à 30 000 milliards de francs (hors téléphonie mobile).

C'est autour de la société Infotrade que l'accord entre France Télécom et Olivetti a été noué. Créée

au mois d'avril dernier par l'industriel italien (67 % des parts) et l'opérateur téléphonique américain Bell Atlantic (33 %), afin de proposer des services de télécommunications professionnels dans la Péninsule, Infotrade détient 51 % de la nouvelle société commune. Cette dernière, qui devrait démarrer ses activités dans le courant du premier semestre 1996, pourrait d'ailleurs conserver non seulement les actifs d'Infotrade mais aussi le nom. France Télécom y ferait dans ce cas son entrée, à hauteur de 49 %, à la faveur d'une augmentation de capital.

« Ce n'est pas encore tranché, nous allons en discuter », souligne Michel Hirsch, directeur de l'International chez France Télécom. Il ajoute que, si le principe d'un rapprochement de l'alliance aux alliés allemand et américain du groupe français, Deutsche Telekom et Sprint, est acquis, les modalités ne sont pas arrêtées. « Cela se fera dès l'an prochain, nos 49 % devant être répartis entre nous et nos partenaires allemand et américain », explique M. Hirsch.

France Télécom est associé à Deutsche Telekom au sein d'une société commune baptisée Atlas, spécialisée dans les services aux

entreprises, qui a récemment reçu le feu vert de la Commission européenne. Les deux opérateurs doivent par ailleurs prendre 20 % du capital de Sprint (projet Phoenix), opération qui doit encore recevoir l'aval des autorités américaines.

Compenser des pertes de parts de marché sur le territoire national

La future joint-venture italienne sera le relais de cette alliance, dont elle proposera la gamme de services. « Nous devons trouver un maximum de structures relais pour être efficaces dans notre offre internationale », note Michel Hirsch, qui estime raisonnable pour la future société en Italie de prétendre s'arroger 10 % du marché d'ici à cinq ou dix ans. Ses investissements seront de 200 milliards de francs en 1996 et en 1997. France Télécom réalise environ 7 milliards de

Les principaux regroupements en Europe

● Le pôle BT se compose de : BT (Royaume-Uni), MCI (Etats-Unis), Viag (Allemagne), TeleDanmark, Telecom Finland, Norwegian Telecom, Banco Santander (Espagne) et Banca Nazionale del Lavoro (Italie).
● Le pôle France Télécom-Deutsche Telekom comprend : France Télécom, Deutsche Telekom, Sprint (Etats-Unis), Olivetti (Italie) et

Bell Atlantic (Etats-Unis).
● Le pôle Unisource-Iris-Unitworld est constitué de trois ensembles :
- Unisource : Telia (Suède), PTT Nederland (Pays-Bas), PTT Suisses et Telefonica (Espagne) ;
- Iris : Unisource et Générale des eaux (France) ;
- Unitworld : Unisource et ATT (Etats-Unis).

Boeing et McDonnell Douglas envisagent de fusionner

LES DEUX CONSTRUCTEURS aéronautiques américains Boeing et McDonnell Douglas (MDD) auraient entamé des négociations pour fusionner tout ou partie de leurs activités, selon le quotidien américain *The Wall Street Journal* daté du jeudi 16 novembre. Si l'opération aboutissait-elle déboucherait sur la constitution d'un géant de l'aéronautique civile autant que militaire valorisé en Bourse à 35 milliards de dollars (175 milliards de francs) et relèguerait loin derrière le concurrent Airbus.

Dans le domaine de l'aviation civile, les deux sociétés sont partiellement en concurrence. Boeing détient une bonne moitié des parts de marché mondial, contre 30 % pour Airbus Industrie et environ 10 % pour McDonnell Douglas. En revanche, Boeing tirerait profit des fortes positions commerciales de MDD dans le domaine militaire (avec les avions de combat F-15 et F/A-18) où les contrats sont générateurs de forts profits.

MDD, grâce à ses récents succès commerciaux se trouve dans une bien meilleure position de négociation que l'an dernier où une fusion avait déjà été envisagée, selon le *Wall Street Journal*. Au début du mois de novembre, le constructeur aéronautique a remporté, contre Boeing, une commande de 20 milliards de dollars du Pentagone pour 80 C-17. Il a cependant été dit que MDD aurait baissé ses prix de 40 % pour décrocher ce contrat.

Dans le domaine de l'aéronautique civile, MDD semble revenir sur le devant de la scène, notamment grâce à une commande récente de la compagnie Valujet Airlines de 50 MD-95 - son futur avion de cent places - estimée à

1 milliard de dollars. Il vient aussi d'obtenir un contrat de 5 milliards de dollars, grâce au soutien du gouvernement américain, avec la compagnie aérienne saoudienne Saudia portant sur 29 bi-réacteurs MD-90 et 4 gros porteurs MD-11 cargo. MDD, que les analystes pensaient évincé par Airbus et Boeing, a enregistré depuis le début de l'année 110 commandes, contre 83 pour Airbus (et 286 pour Boeing). « Une fusion entre MDD et Boeing renforcerait bien entendu la concurrence dans le domaine civil avec nous. Mais l'enjeu d'un tel regroupement serait surtout militaire », a-t-on déclaré chez Airbus au Monde, jeudi. Dans ce dernier secteur, Boeing et MDD sont complémentaires et l'association des deux groupes aurait la même portée que celle réalisée en mars de Martin Marietta et Lockheed.

OBSTACLES JURIDIQUES

D'autres options qu'une fusion seraient envisagées par les négociateurs. Un échange d'actions entre les deux compagnies ou une cession partielle d'activités pourraient être finalement retenus. D'autant que les pressions politiques et juridiques risquent d'être fortes. Les restructurations résultant d'un rapprochement seraient coûteuses en termes d'emplois (Boeing et McDonnell totalisent 185 000 employés). En 1994, les chiffres d'affaires de Boeing et MDD sont respectivement de 21,9 et 13,1 milliards de dollars et leurs profits de 856 et 598 millions de dollars. Les autorités anti-monopoles pourraient s'opposer à la fusion, notamment entre leurs activités dans l'aviation civile. McDonnell était le seul concurrent national de Boeing dans ce domaine.

Philippe Le Cœur

RÈGLEMENT
MENSUEL

JEUDI 16 NOVEMBRE

Liquidation : 23 novembre

Taux de report : 7,38

Cours relevés à 12h30

CAC 40
PARIS

+1,76%

CAC 40 : 2001,11

1908,11

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
EDF-CDF 3%	7501	7508	+0,09	7499
B.N.P. (T.P.)	95	95	0	95
Crédit Lyonnais (T.P.)	812,10	810	-0,25	815
Renault (T.P.)	1918	1921	+0,15	1884
BNP Paribas (T.P.)	1995	1991	-0,20	1999
Saint-Gobain (T.P.)	1107	1105	-0,18	1106
Thomson S.A. (T.P.)	1090	1087	-0,27	1082
Accor	418	420	+0,48	425
Alcatel	615	613	-0,33	620
Alcatel-Alsthom	435	437	+0,46	436
Alcatel	325,90	326,05	+0,05	325
Alstom	345	345,50	+0,15	340
AGF-As. Gen. France	155,90	156,20	+0,19	158
Asiatic	107,50	107,50	0	107,50
Bail Invest.	800	800	0	800
Banque Paribas	590	578	-2,03	595
Bazar Hôt. Ville	390	405	+3,85	415
Bertrand France	151	155,50	+3,05	155
BIC	415	425	+2,41	420
Bouygues	416,50	420	+0,77	418
Bouygues Tech.	222,20	224,50	+1,04	222
Bouygues Tech.	455	454,50	-0,11	456
Bouygues	1075	1070	-0,47	1075
Carrefour	2765	2759	-0,21	2769
Cash	139	142,70	+2,66	140
Cash	95,90	100,10	+4,39	101
Cash	785	785	0	785
C.C.F.	244,10	249	+2,01	242
CCM (C.M.C.M.)	45,50	47	+2,42	46
Cepel (L.)	362	368	+1,66	365
Cepel (L.)	437,90	439,50	+0,37	437
Cepel (L.)	63,95	65	+1,88	64
Cepel (L.)	879	881	+0,23	879
Cepel (L.)	962	963	+0,10	962
Cepel (L.)	1075	1070	-0,47	1075
Cepel (L.)	480	480	0	480
Cepel (L.)	202	205	+1,49	202
Cepel (L.)	455	454	-0,22	455
Cepel (L.)	409	414,50	+1,36	410
Cepel (L.)	148	154	+4,05	151
Cepel (L.)	807	821	+1,73	820
Cepel (L.)	1430	1435	+0,35	1430
Cepel (L.)	395,50	395	-0,13	396
Cepel (L.)	86,90	86,90	0	86,90

Crédit Local	411,10	416,50	+1,34	413
Crédit Lyonnais	278	278,50	+0,18	278
Crédit National	545,50	545,50	0	545,50
Crédit National	208	214	+2,88	208
Danone	805	814	+1,12	805
Danone	367	367	0	367
Danone	169	169	0	169
Danone	245	241	-1,63	245
Danone	398	398	0	398
Danone	40,50	40,50	0	40,50
Danone	205,50	205	-0,24	206
Danone	724	724	0	724
Danone	96	95	-1,04	96
Danone	511	519	+1,56	510
Danone	739	742	+0,40	739
Danone	694	694	0	694
Danone	345	345	0	345
Danone	341	342	+0,29	341
Danone	638	645	+1,10	638
Danone	896	896	0	896
Danone	681	681	0	681
Danone	461	461	0	461
Danone	1674	1674	0	1674
Danone	14,20	14,20	0	14,20
Danone	409	409	0	409
Danone	1012	1012	0	1012
Danone	775	775	0	775
Danone	791	791	0	791
Danone	141	141	0	141
Danone	391	391	0	391
Danone	4500	4500	0	4500
Danone	1284	1284	0	1284
Danone	157	157	0	157
Danone	470	470	0	470
Danone	1832	1832	0	1832
Danone	179,50	179,50	0	179,50
Danone	386	386	0	386
Danone	391	391	0	391
Danone	711	723	+1,71	711
Danone	59,90	59,90	0	59,90
Danone	363	363	0	363
Danone	1304	1304	0	1304
Danone	139	139	0	139
Danone	37,40	37,40	0	37,40
Danone	569	569	0	569
Danone	254	254	0	254
Danone	34,80	34,80	0	34,80
Danone	330	330	0	330
Danone	384	384	0	384
Danone	282,10	282,10	0	282,10
Danone	551	551	0	551
Danone	545	545	0	545
Danone	104	104	0	104
Danone	234	234	0	234
Danone	199	199	0	199
Danone	195	195	0	195
Danone	330	330	0	330
Danone	170,50	170,50	0	170,50
Danone	806	806	0	806
Danone	1238	1238	0	1238
Danone	505	505	0	505

Marine Wende	399	399	0	399
Marine Wende	5630	5630	0	5630
Marine Wende	52,40	52,40	0	52,40
Marine Wende	14,80	14,80	0	14,80
Marine Wende	207,90	207,90	0	207,90
Marine Wende	88,80	88,80	0	88,80
Marine Wende	720	720	0	720
Marine Wende	118	118	0	118
Marine Wende	325,20	325,20	0	325,20
Marine Wende	475	475	0	475
Marine Wende	5,40	5,40	0	5,40
Marine Wende	210,20	210,20	0	210,20
Marine Wende	102,10	102,10	0	102,10
Marine Wende	28,70	28,70	0	28,70
Marine Wende	686	686	0	686
Marine Wende	102	102	0	102
Marine Wende	314,80	314,80	0	314,80
Marine Wende	379,30	379,30	0	379,30
Marine Wende	372	372	0	372
Marine Wende	219	219	0	219
Marine Wende	133	133	0	133
Marine Wende	151	151	0	151
Marine Wende	809	809	0	809
Marine Wende	107,50	107,50	0	107,50
Marine Wende	39,40	39,40	0	39,40
Marine Wende	772	772	0	772
Marine Wende	2690	2690	0	2690
Marine Wende	167	167	0	167
Marine Wende	2889	2889	0	2889
Marine Wende	601	601	0	601
Marine Wende	1315	1315	0	1315
Marine Wende	389	389	0	389
Marine Wende	375	375	0	375
Marine Wende	295,50	295,50	0	295,50
Marine Wende	166	166	0	166
Marine Wende	1362	1362	0	1362
Marine Wende	187,90	187,90	0	187,90
Marine Wende	151,50	151,50	0	151,50
Marine Wende	94	94	0	94
Marine Wende	335	335	0	335
Marine Wende	165	165	0	165
Marine Wende	97,90	97,90	0	97,90
Marine Wende	89	89	0	89
Marine Wende	113,20	113,20	0	113,20
Marine Wende	1635	1635	0	1635
Marine Wende	440	440	0	440
Marine Wende	38	38	0	38
Marine Wende	120	120	0	120
Marine Wende	40	40	0	40
Marine Wende	603	603	0	603
Marine Wende	1253	1253	0	1253
Marine Wende	38	38	0	38
Marine Wende	194,80	194,80	0	194,80
Marine Wende	610	610	0	610
Marine Wende	469	469	0	469
Marine Wende	199	199	0	199
Marine Wende	49	49	0	49
Marine Wende	290	290	0	290
Marine Wende	311,50	311,50	0	311,50
Marine Wende	110	110	0	110
Marine Wende	319,50	319,50	0	319,50
Marine Wende	135,90	135,90	0	135,90

UFB Local	387,40	387,40	0	387,40
UFB Local	220	220	0	220
UFB Local	57,10	57,10	0	57,10
UFB Local	430	430	0	430
UFB Local	119	119	0	119
UFB Local	482	482	0	482
UFB Local	555	555	0	555
UFB Local	71,65	71,65	0	71,65
UFB Local	222,90	222,90	0	222,90
UFB Local	191	191	0	191
UFB Local	160	160	0	160
UFB Local	233,10	233,10	0	233,10
UFB Local	680	680	0	680
UFB Local	706	706	0	706
UFB Local	387,40	387,40	0	387,40
UFB Local	220	220	0	220
UFB Local	57,10	57,10	0	57,10
UFB Local	430	430	0	430
UFB Local	119	119	0	119
UFB Local	482	482	0	482
UFB Local	555	555	0	555
UFB Local	71,65	71,65	0	71,65
UFB Local	222,90	222,90	0	222,90
UFB Local	191	191	0	191
UFB Local	160	160	0	160
UFB Local	233,10	233,10	0	233,10
UFB Local	680	680	0	680
UFB Local	706	706	0	706

UFB Local	387,40	387,40	0	387,40
UFB Local	220	220	0	220
UFB Local	57,10	57,10	0	57,10
UFB Local	430	430	0	430
UFB Local	119	119	0	119
UFB Local	482	482	0	482
UFB Local	555	555	0	555
UFB Local	71,65	71,65	0	71,65
UFB Local	222,90	222,90	0	222,90
UFB Local	191	191	0	191
UFB Local	160	160	0	160
UFB Local	233,10	233,10	0	233,10
UFB Local	680	680	0	680
UFB Local	706	706	0	706

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

JEUDI 16 NOVEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom	% du coupon
EDF 5,5% 95-02	111	8,18
CEPHE 5,5% 95-02	105,62	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	109,13	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	115,40	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	110	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	108,62	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	104,61	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	113,24	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	109,57	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	106,16	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	112	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	107,60	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	108,15	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	108,35	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	109,22	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	109,59	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	112,75	5,32
CEPHE 5,5% 95-02	109,85	5,32

CDI 5,5% 95-02	111,34	5,32
CDI 5,5% 95-02	107,73	5,32
CDI 5,5% 95-02	104,33	5,32
CDI 5,5% 95-02	108,07	5,32
CDI 5,5% 95-02	101,15	5,32
CDI 5,5% 95-02	110	5,32
CDI 5,5% 95-02	108,76	5,32
CDI 5,5% 95-02	99,62	5,32
CDI 5,5% 95-02	106,62	5,32
CDI 5,5% 95-02	108,88	5,32
CDI 5,5% 95-02	114,13	5,32
CDI 5,5% 95-02	114,35	5,32
CDI 5,5% 95-02	111,30	5,32
CDI 5,5% 95-02	110,68	5,32
CDI 5,5% 95-02	101	5,32
CDI 5,5% 95-02	105,85	5,32

CDI 5,5% 95-02	111,34	5,32
----------------	--------	------

Abel, l'australopithèque découvert au Tchad, secoue l'arbre généalogique de l'humanité

Un nouveau fossile remet en cause l'origine est-africaine des contemporains de Lucy

Un fragment de mandibule et sept dents appartenant à un australopithèque vieux de 3 à 3,5 millions d'années ont été trouvés par une

équipe franco-tchadienne de paléontologues en plein cœur du Tchad. Cette découverte tend à prouver que les contemporains de Lucy étaient

répartis sur l'ensemble du continent africain. Il deviendrait alors impossible de localiser le lieu précis de la naissance du premier « homme ».

L'HOMME, pensait-on, est né en Afrique de l'Est, quelque part entre l'Éthiopie et la Tanzanie. L'histoire aurait débuté il y a sept ou huit millions d'années. L'activité tectonique provoque la formation de massifs montagneux le long de la « Rift Valley », une énorme fracture qui barre l'Afrique orientale du nord au sud sur plus de 3 000 kilomètres. Les climats locaux en sont bouleversés. À l'est, la forêt se transforme en savane.

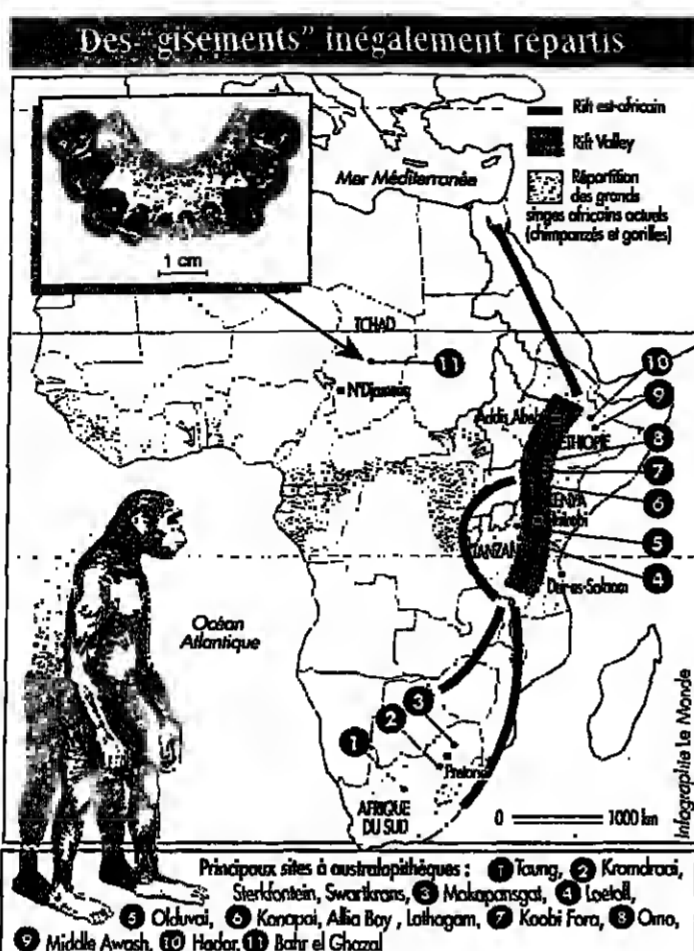
Isolés dans ce nouveau biotope, les grands singes auraient dû s'adapter pour survivre. Ils auraient perdu l'habitude de grimper aux arbres et acquis celle de se dresser sur leurs membres postérieurs pour mieux surveiller l'arrivée des prédateurs. Ils auraient ainsi adapté peu à peu le bipédisme, première caractéristique des hominidés, tandis que leurs « cousins de l'Ouest », aux conditions de vie inchaînées, évoluaient vers les chimpanzés et les gorilles actuels.

D'abord contesté, ce scénario séduisant – baptisé « East Side Story » par Yves Coppens (Collège de France), qui l'a popularisé en France – était en passe de devenir un dogme. Au fil des années, tous les indices recueillis par les archéologues semblaient le confirmer. Les plus anciens ossements « préhumains », ceux des australopithèques (parmi lesquels la célèbre Lucy, découverte en 1974 par les Français Yves Coppens et Maurice Taieb et l'Américain Donald Johanson), ont tous été mis au jour le long du Rift, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie ou au Malawi. L'Afrique du Sud en a certes fourni d'autres, mais moins anciens, semble-t-il, et situés, aussi, le long d'un rift. Enfin – et l'argument est de poids –, on n'a jamais jusqu'à présent trouvé trace de grands singes contemporains des australopithèques à l'est du rift est-africain.

LA RIVIÈRE DES GAZELLES

Toutes ces certitudes viennent cependant d'être balayées par la découverte récente d'une équipe franco-tchadienne dirigée par Michel Brunet (université de Poitiers), dans la revue scientifique *Nature* publiée un compte rendu dans son numéro du 16 décembre. L'indice nouveau, un fragment de mâchoire mis au jour le 23 janvier dans la région de Karo Taro, en plein cœur du Tchad, à 2 500 kilomètres de la Rift Valley, prouve que des préhominiens contemporains de Lucy vivaient probablement en Afrique centrale et de l'Ouest, très loin de la zone où on les croyait cantonnés.

Le « propriétaire » du morceau de mandibule, baptisé Abel par



Les principaux « gissements » d'ossements de pré-hominidés se trouvent à proximité du rift est-africain. Mais le site tchadien montre que les australopithèques étaient sans doute dispersés sur tout le continent, dans les zones de savane arborée entourant les forêts denses, domaine des grands singes.

ses découvreurs (ce l'honneur de leur collègue Abel Brillaudeau, disparu tragiquement sur le terrain en Afrique en 1989), est un australopithèque âgé de 3 à 3,5 millions d'années. L'étude des ossements d'animaux qui se trouvaient à proximité montre que son cadre de vie « correspond à des milieux de bord de lac, avec des rivières et une mosaïque de paysages allant de la forêt galerie à la savane arborée avec des espaces plus ouverts de prairies à graminées ». Le lieu de la découverte (aujourd'hui désertique) a d'ailleurs gardé le nom de Bahr el Ghazal, « rivière des gazelles », en arabe.

Les frères éthiopiens d'Abel, l'australopithèque de l'Ouest, évoluaient, à l'époque, dans le même type d'environnement. Abel leur ressemblait probablement beaucoup. Le fragment de mandibule et les sept dents qui y adhèrent sont très semblables à ceux des Australopithecus afarensis (dont fait partie Lucy), mais présentent aussi quelques différences. Les membres de l'équipe ne se pro-

naient pas sur l'espèce à laquelle le rattacher, préférant attendre une étude plus approfondie. Ils soulignent, cependant, que les différences génétiques et morphologiques ne sont pas rares entre les groupes de primates africains appartenant à une même espèce mais géographiquement séparés. Abel pourrait donc bien être un authentique afarensis.

Les paléontologues avaient déjà en récemment l'occasion de vérifier que le scénario des origines de l'homme est beaucoup plus complexe qu'ils ne l'imaginaient (*Le Monde* du 27 avril 1994 et du 27 janvier 1995). Les diverses espèces de préhominiens et d'hominiens présentent, en effet, une biodiversité bien plus importante que ne le prévoyaient les théories. Les espèces, déjà nombreuses, d'australopithèques « renâclent » visiblement à se plier à la belle classification que leur ont préparée les chercheurs. Au point que l'on ne sait plus très bien de laquelle est issue *Homo habilis*, premier chaînon de la fa-

mille des hominidés, qui donnera naissance à *Homo erectus*, père d'*Homo sapiens sapiens* – c'est-à-dire de nous-mêmes.

La découverte d'Abel vient donc compliquer un arbre généalogique déjà bien touffu. Il y a 3,5 millions d'années, voire avant, « les préhominiens avaient une zone de répartition beaucoup plus vaste (que l'Est africain) correspondant à une arête de zanes boisées et de savanes ceinturant la forêt dense, de l'Océan Atlantique à la région du cap de Bonne-Espérance, en passant par l'Afrique centrale et l'Afrique orientale », estime Michel Brunet. Sont-ils d'ailleurs vraiment nés à l'est de la Rift Valley ? Certes, les ossements les plus anciens sont originaires de cette région. Mais ne serait-ce pas, tout simplement, parce que l'on n'a pas suffisamment fouillé ailleurs ? Le doute est désormais permis.

« QUESTION SANS RÉPONSE »

Si les découvertes y ont été aussi nombreuses, c'est aussi parce que le rift est-africain est un terrain de chasse rêvé pour les paléontologues. Au bord de cette faille jalonnée de lacs, les couches de sédiments accumulés depuis plusieurs millions d'années ont constitué un « piège à fossiles » très efficace, que les mouvements tectoniques ont ensuite basculé par endroits, amenant sa surface des ossements qui, sans cela, n'auraient probablement jamais été découverts.

Au Tchad, c'est l'érosion éolienne, importante dans les zones désertiques et sableuses, qui a dégagé certains fossiles, éveillant ainsi l'attention des chercheurs, qui en ont trouvé d'autres (dont Abel) en creusant dans un niveau de grès peu consolidé. Dès 1959, Yves Coppens (qui figure parmi les co-signataires de l'article de *Nature*) a fait connaître les premières faunes du Tchad. Les nombreux sites prospectés dans la région lui avaient permis de découvrir de nombreux restes de mammifères et, entre autres, un fragment crânio-facial attribué à *Tchadanthropus uxoris*, un hominidé probablement proche d'*Homo erectus*.

Ces premières récoltes ont encouragé Michel Brunet, persuadé que la région recèle des « niveaux d'âge équivalents » à ceux de l'Est africain. Selon lui, la dispersion géographique des australopithèques semble avoir été telle que le problème du lieu précis d'origine de l'homme devient une question qui restera sans véritable réponse. Comme c'est d'ailleurs le cas « pour beaucoup d'autres groupes de mammifères ».

Jean-Paul Dufour

Américains et Russes s'habituent à travailler ensemble dans l'espace

Atlantis s'amarre en douceur à Mir

POUR la deuxième fois en quatre mois et demi, Russes et Américains se sont donné rendez-vous en orbite. Avec douceur, l'équipage de cinq hommes, quatre Américains et un Canadien, de la navette Atlantis, lancée dimanche 12 novembre, s'est approchée, mercredi 15, du complexe spatial – plus de 100 tonnes en orbite – organisé autour du laboratoire orbital Mir. Après une première pause à une cinquantaine de mètres de la station, dans laquelle se trouvent deux Russes et un Allemand de l'Agence spatiale européenne (ESA), le commandant de bord d'Atlantis, Kenneth Cameron, s'est à nouveau approché à 9 mètres avant de procéder à l'accostage final.

Les équipages ont testé cette fois une nouvelle procédure d'accostage, différente de celle utilisée lors du rendez-vous historique du 29 juin entre Atlantis et Mir. Pour cette mission d'un peu plus de huit jours, la navette a emporté dans sa soute un nouveau module d'arrimage. Cette pièce de 4,5 tonnes, d'environ 5 mètres, conçue par les Russes, est une sorte de long tunnel qui se greffe sur l'un des modules (Kistall) de Mir et évite ainsi qu'Atlantis ne soit trop près des panneaux solaires de la station russe.

Lors du rendez-vous, ce gros bidon cylindrique de 2,5 mètres de diamètre a été extrait de la soute à l'aide du bras télécommandé d'Atlantis par l'astronaute canadien Chris Hadfield pour être mis dans une position correcte et fixé définitivement au module Kistall. Ce système devrait en effet être utilisé au cours des cinq prochains arrimages qu'Américains et Russes

ont programmés. Des manœuvres qui doivent permettre aux astronautes de se faire la main en prévision de la construction de la future station spatiale internationale Alpha, dont le premier élément sera, en principe, mis en orbite à la fin de 1997 par une fusée Proton.

En attendant ce jour, les astronautes des deux pays rodent leurs manœuvres, qui s'effectuent à la seconde et au centimètre près, et ménagent la station Mir, dont le corps central et les modules anciens ont bien vieilli. Malgré les réparations et les « greffes » répétées de panneaux solaires pour donner à l'ensemble l'énergie qu'il réclame, Mir avance son âge. Le dernier incident en date, rapporté par la revue spécialisée *Aviation Week and Space Technology* du 6 novembre, concerne la défaillance de l'unité de recyclage de l'air à bord du train spatial, qui d'ailleurs ne pas correctement le gaz carbonique produit par la respiration des astronautes.

Ce problème est d'autant plus gênant que les cosmonautes russes Sergueï Agdeev et Iouri Gidzenko et l'astronaute européen Thomas Reiter doivent séjourner à bord de Mir jusqu'au 29 février 1996. C'est la raison pour laquelle l'équipage d'Atlantis a apporté avec lui, outre des vivres et de l'eau, des cartouches d'hydroxyde de lithium pour pallier une nouvelle défaillance des deux systèmes d'épuration dont dispose la station russe. L'arrivée prochaine, via un cargo de ravitaillement Progress, de matériel de réparation devrait même à l'abri de nouvelles défaillances les « locataires » de la station.

J.-F.A.

CORRESPONDANCE

L'asymétrie de la nature

AINSI que nous l'ont fait remarquer plusieurs lecteurs, le dossier sur l'asymétrie de la nature publié dans *Le Monde* du 14 octobre comportait une regrettable erreur. En affirmant que les acides aminés constitutifs des protéines sont « tous lévogyres, tandis que les sucres que nous consommons sont invariablement dextrogyres », nous avons en effet confondu deux notions : la parenté de structure d'un carbone asymétrique chez des composés biochimiques et l'identité du sens de déviation de la lumière polarisée chez ces mêmes composés. Pour être exacts, il aurait fallu écrire que les acides aminés appartiennent tous (à l'exception d'un seul, la glycine) à la série L, tandis que les sucres alimentaires appartiennent tous, au presque, à la série D.

À la suite de cet article, François Miranda, du laboratoire de biochimie de l'hôpital Nord de Marseille, nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Les acides aminés et les sucres ont été classés, de façon très simple, par comparaison de structure avec un composé à trois atomes de carbone, l'aldéhyde glycérique, qui dévie la lumière polarisée grâce à son atome de carbone central. Ce composé, du fait de la simplicité de sa structure, a été choisi comme référence pour la famille des acides aminés et la famille des sucres en ce qui concerne leurs propriétés vis-à-vis de la lumière polarisée.

« L'aldéhyde glycérique existe sous deux formes, l'une dextrogyre et l'autre lévogyre. Ces deux formes [qui dévient respectivement la lumière polarisée vers la droite et vers la gauche] sont images l'une de l'autre dans un miroir. La forme dextrogyre a été prise, par convention, comme base de la série optique dite D (D comme dextrogyre) chez les acides aminés et les sucres, tandis que la forme lévogyre était prise comme base de la série optique L (L comme lévogyre). Mais ces séries optiques fondamentales auraient pu tout aussi bien être désignées par les lettres A et B, pour mieux montrer qu'il n'y a aucune relation entre la structure du carbone asymétrique de référence chez un composé organique et le sens de déviation de la lumière polarisée.

« Ainsi, en dehors de l'aldéhyde glycérique, un composé peut appartenir à la série D et être lévogyre, ou inversement, appartenir à la série L et être dextrogyre. L'exemple le plus clair concerne deux sucres très connus : le D-glucose et le D-fructose, qui étaient autrefois appelés respectivement dextrose (car dextrogyre) et lévulose (car lévogyre). Autrement dit, deux sucres de la même série (D) peuvent être l'un dextrogyre, l'autre lévogyre. L'explication de la non-coïncidence de la structure du carbone asymétrique et du sens de déviation de la lumière polarisée réside dans le fait que ce dernier dépend non seulement de la disposition dans l'espace des groupements d'atomes autour du carbone, mais aussi de la nature chimique de ces groupements ».

Un Chinois de 1,9 million d'années

Quand les hominidés ont-ils quitté leur berceau africain pour essayer à travers l'Asie et l'Europe ? La découverte récente d'un fragment de mandibule vieux de 1,9 million d'années sur le site de Longgupo, en Chine, apporte un éclairage nouveau sur cette question qui divise les paléontologues. Selon une étude, publiée dans *Nature*, ce fossile, trouvé près d'outils de pierre grossiers, doit être attribué à une forme primitive d'*Homo erectus* « possédant de notables affinités avec *Homo habilis* ». Il vient donc conforter la conviction des chercheurs pour qui *Homo erectus*, le « père » d'*Homo sapiens*, a quitté le continent africain il y a plus de deux millions d'années.

Cette thèse était contestée par certains de leurs collègues selon lesquels cette migration avait été entamée par *Homo erectus* il y a un million d'années, en dépit de datations plus anciennes de fossiles de Java et d'Indonésie (1,6 et 1,8 million d'années), jugées peu convaincantes par ces spécialistes sceptiques.

La science en débat

Table ronde
Samedi 25 novembre 1995 à 15h

L'aventure spatiale, acquis et perspectives

François Becker, président de l'European Space Science Committee,
Michel Bignier, ancien directeur général du CNES,
ancien directeur de l'ESA,
Jacques Blamont, haut conseiller scientifique du CNES,
Roger Bonnet, directeur scientifique de l'ESA,
Hubert Curien, ancien ministre, ancien président du CNES,
André Lebeau, président du CNES,
René Pellat, ancien président du CNRS et du CNES,
Roger Vignelles, président directeur général de la SEP.

Animation : Audouin Dollfus, président de l'AFAS.

accès gratuit

cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris

Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE

Une nouvelle classe dominante conquiert la planète, imposant un ordre hégémonique fondé sur la toute-puissance du marché, prenant en otage le pouvoir politique et soumettant les peuples à sa loi.

Comment résister à cette moderne tyrannie et préparer la voie à un autre modèle de société socialement et écologiquement viable ?

Les articles de ce numéro décrivent et analysent le profil des conquérants et les moyens de leur puissance, les ruptures et les résistances qui se manifestent et s'organisent.

Au sommaire :

Pouvoirs, fin de siècle, par Ignacio Ramonet. – Sous les ailes du capitalisme planétaire, par Frédéric F. Clairmont et John Canavagh. – Au carrefour des prédateurs, par Christian de Brie. – Dans la spirale de la dette, par Michel Chossudovsky. – Défense et illustration de la domination des marchés, par François Chesnois. – Nationalismes et intégrismes, par Sami Nair. – Pour sortir de l'imposée libérale, par Claude Julien. – Construire la paix, par Maurice Bernard. – Économie et modèle de société, par Christian Cométi. – Vers un développement mondial, par Ignacy Sachs, et de nombreux autres articles...

Chez votre marchand de journaux - 42 F

Les ingénieurs

Le reportage de V...
Les machines...

Le principal...
de Léonard de Vinci...
fut de concevoir...
une machine...
un assemblage...
de mécanismes...

NOUVEAU

Les concessionnaires...
M. et Mme...

de venir découvrir...
le style de...
la Nouvelle Opéra...



Les Vendredi 17 Samedi...
Dimanche 19 et Lundi 20...

Les Vendredi 17 Samedi...
Dimanche 19 et Lundi 20...
à partir de 100 000...
tarif de 25 10 95...

العلم في الابد

150

SOCIÉTÉ

AUJOURD'HUI - LOISIRS

LE MONDE / VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995 / 27

150

150

Les ingénieurs de la Renaissance à La Villette

Les dessins de Léonard de Vinci et de ses contemporains ont permis de reconstituer à leur véritable grandeur les machines qui permirent de bâtir les chefs-d'œuvre du Quattrocento

Ouverte le 14 novembre, une exposition sur les ingénieurs de la Renaissance se tient à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, dans le 19^e arrondissement, pendant six mois. A la différence des techniciens médié-

vaux, ces ingénieurs, au premier rang desquels figure Léonard de Vinci, avaient compris la nécessité « de figurer et de décrire » les machines indispensables à la construction de leurs ouvrages. Les textes et dessins qu'ils ont laissés

ont permis aux organisateurs de l'exposition de reconstituer leurs machines, qui furent des chefs-d'œuvre d'inventivité. Fabriquées avec les mêmes matériaux d'origine, elles sont exposées aux côtés des reproductions de dessins.

IL N'EST PAS COURANT que les ingénieurs soient mis à l'honneur. De la Renaissance italienne, on retient ainsi les noms et œuvres des peintres et sculpteurs. Celui des ingénieurs est en revanche bien souvent tombé dans l'oubli, à l'exception notable de Léonard de Vinci. Or celui-ci ne fut pas « un cas exceptionnel », explique Paolo Galluzzi, concepteur de l'exposition « Les ingénieurs de la Renaissance, de Brunelleschi à Léonard de Vinci », ouverte au public mardi 14 novembre et pour six mois, à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Dès la fin du XIV^e siècle, avec en particulier Brunelleschi et le Siennois Taccola, la profession d'ingénieur prit son essor. « On est passé du technicien médiéval à l'artiste ingénieur », explique Paolo Galluzzi.

A la différence du technicien, l'ingénieur de la Renaissance a compris la nécessité « de figurer et de décrire » les machines indispensables à la construction de ses ouvrages. Paolo Galluzzi, professeur d'histoire des sciences à l'université de Florence et directeur de l'Institut du Musée national de l'histoire des sciences de Florence, avait à cœur de démontrer le rôle déterminant de ces hommes. L'exposition qui se tient actuellement à La Villette, et qui cheminera ensuite, lui a demandé dix ans de recherche. Il a numérisé près de quarante mille images et trouvé un commanditaire, l'entreprise italienne Finmeccanica, qui a entièrement pris à sa charge le coût de la manifestation : 11 millions de francs.

En parcourant l'exposition, on

découvre comment, au fil des années, les dessins se font plus précis, les maquettes de plus en plus élaborées. Dans ce cheminement, Léonard de Vinci introduit une nouvelle rupture. Au lieu de s'intéresser aux machines dans leur globalité, comme le firent ses prédécesseurs, il en analyse l'« anatomie ». « Son principal apport fut de considérer une machine comme un assemblage de mécanismes. »

Toutes les différentes formes de vis passent alors méthodiquement sous le crayon de l'artiste ; les vis, mais aussi les machines à fileter, les roulements à billes, etc.

« Le principal apport de Léonard de Vinci fut de considérer une machine comme un assemblage de mécanismes »

Les textes et dessins laissés par ces ingénieurs ont permis à Paolo Galluzzi de reconstituer les machines conçues par ces hommes, dont le rôle fut prépondérant. « La civilisation siennaise n'a pu se développer qu'en résolvant son problème d'alimentation en eau », souligne, en exemple, Paolo Galluzzi. Or, que ce soit pour construire le réseau d'aqueducs souterrains de 25 kilomètres dans le sous-sol siennais ou pour bâtir la célèbre coupole de la cathédrale de Florence, il leur a fallu développer des machines spéci-

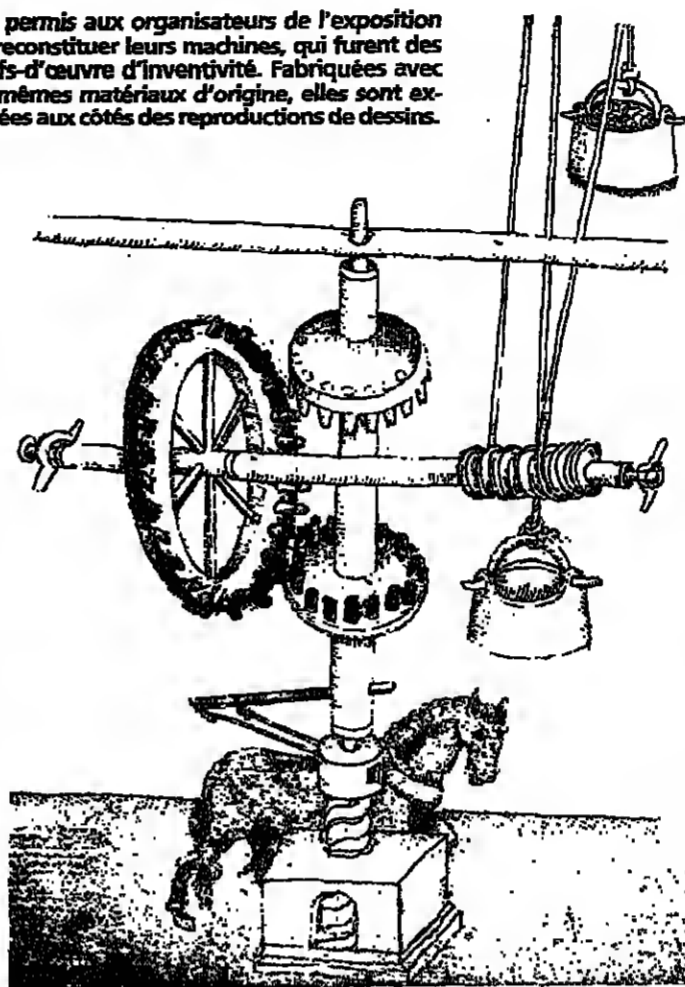
fiées, chefs-d'œuvre d'inventivité. Paolo Galluzzi en a reconstitué une cinquantaine à partir des dessins élaborés à l'époque par les ingénieurs eux-mêmes.

Fabriquées dans les mêmes matériaux que les machines d'origine, elles sont exposées aux côtés des reproductions de dessins, signés Léonard de Vinci, Francesco di Giorgio ou Taccola.

Des bornes multimédias, réparties dans l'exposition, expliquent le fonctionnement de ces machines. La façon dont elles furent utilisées pour construire la coupole, par exemple, est simulée à l'aide d'images de synthèse en trois dimensions. Paradoxalement, ces inventeurs avaient aussi à cœur de redécouvrir les méthodes utilisées par les bâtisseurs de l'Antiquité. Soucieux de prouver leur qualification professionnelle, leur appartenance à la sphère des intellectuels, des artistes, ils pouvaient alors estimer « plus prestigieux de réinventer une machine que de l'inventer eux-mêmes », affirme Paolo Galluzzi. La machine à dresser les colonnes du Siennois Francesco di Giorgio témoigne de cet esprit. Une attitude qui fera sans doute rêver les actuels gestionnaires de services de recherche, en guerre contre le syndrome du « not invented here » !

Amie Kahn

* « Les ingénieurs de la Renaissance », à la Cité des sciences et de l'industrie, porte de La Villette, Paris 19^e. Du 14 novembre 1995 au 13 mai 1996. Des conférences sont organisées tous les mercredis, du 22 novembre au 13 décembre.



Le treuil réversible de Brunelleschi

Filippo Brunelleschi inventa de nombreuses machines spécifiques pour lever et positionner les briques de la coupole de la cathédrale de Florence. Mais il n'en a pas laissé de représentations graphiques. Elles ont néanmoins pu être reconstituées grâce aux dessins réalisés par d'autres ingénieurs de l'époque. C'est en particulier le cas de ce treuil réversible, dessiné par le Siennois Taccola, et qui permet alternativement de faire monter ou descendre des charges sans avoir à dételer le cheval pour le faire changer de sens. Une vis sans fin placée sur l'arbre moteur permet en effet de choisir le sens de rotation de l'arbre.

PARTIR

■ **DIVINE DS.** Quarante ans après son lancement au Salon de l'Auto de 1955, où elle fit sensation, la DS Citroën est toujours une voiture mythique. Silhouette aérodynamique, techniques de pointe, succès immédiat et durable : 1330 775 exemplaires vendus en vingt ans. Les amateurs peuvent en admirer quarante différents, devenus objets de collection, au Centre international de l'automobile de Paris-Pantin, jusqu'au 15 avril 1996. De 11 heures à 18 heures le samedi et le dimanche. Pour les groupes, sur réservation (tél. : 48-10-80-00) en semaine. Métro Hoche. Prix d'entrée : 45 F.

■ **MARCHÉS DE NOËL.** Jouets en bois, bijoux, poteries, tissus, et gourmandises (mél, chocolats et pain d'épices, foie gras, cochonnailles et fromages) seront présents sur les stands des « marchés de Noël ». A Montreuil, rue du Général-Gallieni (métro Croix-de-Chavaux), les 24, 25 et 26 novembre, de 10 à 19 heures ; à Pontoise, place des Moines, du vendredi 1^{er} au dimanche 3 décembre. Renseignements au tél. : 35-29-95-40. A Paris, du 30 novembre au 30 décembre, le marché sera installé devant la gare de l'Est, de 9 à 20 heures, avec nocturnes les 19 et 22 décembre. Renseignements : 42-27-18-18.

■ **ESCARBILLES.** Paris-Reims-Epernay-Paris, c'est l'itinéraire que propose aux amateurs d'escarbilles l'Ajcta-Musée vivant du chemin de fer, le dimanche 26 novembre, pour clore sa saison touristique. Le train, formé de wagons des années 30, sera tracté par la locomotive à vapeur de l'association, la 140 C 231 de 1916. A partir de 760 F, repas au champagne compris (renseignements : Ajcta, BP 1, 77650 Longueville, tél. : 64-60-26-26).

■ **RENAISSANCE.** Les stalles médiévales de la cathédrale de Saint-Claude (Jura), reconstituées à l'identique après l'incendie qui les avait détruites en 1983, ont été inaugurées mercredi 15 novembre, à l'issue de neuf ans de travaux d'un coût de 15 millions de francs, financés par l'Etat.

NOUVELLE OPEL VECTRA

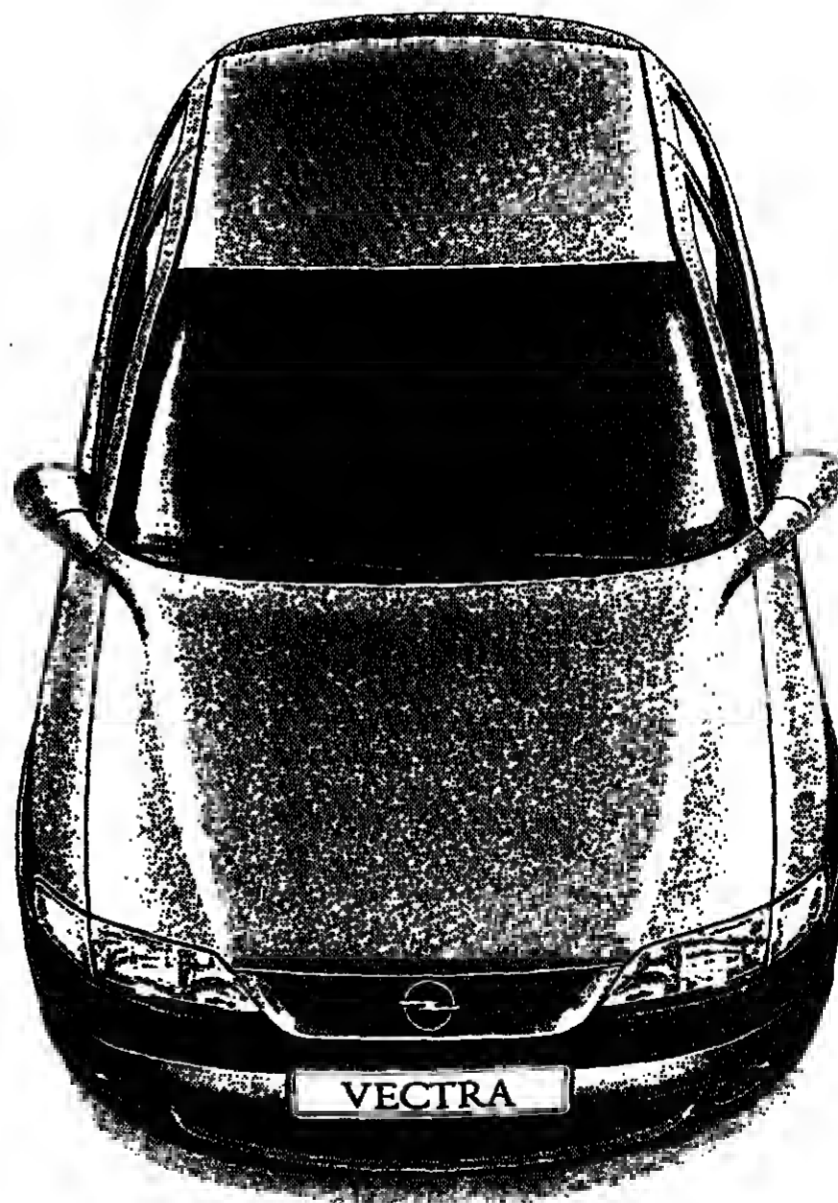
Les concessionnaires Opel
prirent M. et Mme
de venir découvrir
le style de
la Nouvelle Opel Vectra.



Les Vendredi 17, Samedi 18,
Dimanche 19 et Lundi 20 Novembre.

Cette présentation aura lieu chez tous les concessionnaires Opel
participant à l'opération «portes ouvertes».

Nouvelle Opel Vectra à partir de 100 900 F au lieu de 107 900 F
(hors options) si vous bénéficiez de la prime Qualité Automobile.
Tarif au 25/10/95 - AM 96



3615 OPEL
L29 Franc

NOUVELLE OPEL VECTRA. L'ART DU MOUVEMENT.

OPEL

PHOTOGRAPHIE Deux expositions et deux livres sont consacrés à August Sander (1876-1964), qui a dressé un portrait gigantesque de l'Allemagne avant le chaos de la se-

conde guerre mondiale. L'hôtel Salomon de Rothschild à Paris accueille la rétrospective, livrée dès en main par les archives Sander de Cologne, où manquent curieusement nombre

de portraits déterminants du photographe. La Goethe institut présente pour sa part les vues de Cologne réalisées par Sander. ● DES PEINTRES, dont Dix, Beckmann,

Grosz, Raderscheidt, ont dialogué avec Auguste Sander, par œuvres interposées, définissant ensemble l'esthétique de la Nouvelle Objectivité. ● TROIS LIVRES, aux qualités et

formats différents, permettent de visualiser et de mieux saisir l'apport d'un photographe dont l'œuvre se situe, comme celle d'Eugène Atget, entre art et document.

Comment August Sander a saisi l'Allemagne avant le chaos

Paris accueille une rétrospective, bien édulcorée, de l'œuvre du grand photographe allemand. Parmi les cent cinquante images présentées à l'hôtel Salomon de Rothschild, manquent nombre de portraits féroces qui préfiguraient l'avènement du III^e Reich

AUGUST SANDER, Centre national de la photographie (CNP), Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, 75008, Paris. Tél. : 53-76-12-32. Jusqu'au 22 janvier 1996.

AUGUST SANDER ET COLOGNE, Goethe Institut, 17, avenue d'Alsace, 5016 Paris. Tél. : 44-43-92-30. Jusqu'au 31 janvier 1996.

C'est une profession de foi qui tient en un petit feuillet à peine. August Sander l'a écrite en 1927, en pleine maturité. Il y ébauche une conception de la photographie qui va influencer des générations d'opérateurs. En quelques phrases, tout est dit : « Si j'ai, en pleine connaissance de cause, l'obligation de voir les choses telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient ou pourraient être, j'aimerais qu'on me le pardonne, mais je ne peux pas faire autrement. »

Vérité, exactitude, fidélité. Tels sont les principes indéfectibles qui ont guidé l'œuvre d'un des plus grands portraitistes et photographes de l'histoire. August Sander (1876-1964) a embrassé le siècle, il a traversé deux guerres, a connu l'horreur nazie, son premier livre a été interdit par le III^e Reich, il a vécu quelques bouleversements déterminants de la photographie, depuis le pictorialisme jusqu'à la Nouvelle Objectivité, il a accumulé les prix et médailles. Il a connu le succès à

pour-compte. Ce grand œuvre n'a jamais été vraiment terminé, interrompu par la seconde guerre, les tourments, la vieillesse.

Les images s'étaient aujourd'hui, de 1910 aux années 50, sur les cimaises de l'hôtel Salomon de Rothschild, dans une exposition d'originaux livrés « clés en main » par les archives Sander, à Cologne. L'ensemble a déjà été montré à Moscou, Tokyo, Bonn et ira ensuite à Bruxelles. L'exposition met en avant surtout les portraits, mais montre que l'œuvre s'étend aussi aux paysages, natures mortes, fleurs, montages de fragments, ruines de la seconde guerre. Sans oublier une carte de vœux de 1944 - un montage d'une rare et évidente noirceur.

VERSION ANÉRIÈRE

Le public vient très nombreux, notamment le week-end, preuve que l'attente était grande de découvrir une œuvre que l'on connaissait surtout à travers le livre épaissi *Hommes du vingtième siècle*, dont la couverture reproduit son image la plus célèbre : trois paysans endimanchés, comme à la main, coiffés d'un chapeau, s'arrêtent en chemin et fixent l'objectif.

On retrouve à l'hôtel de Rothschild quelques purs bijoux, comme le fameux *Monarque*, les épaules chargées de briques (1928). L'acrobate suit scrupuleusement les classifications et la numérotation que Sander avait établies. « Le parcours s'ordonne à partir des êtres liés à la nature », a-t-il écrit. Le paysan-œuvre donc le bal, qui incarne, pour l'auteur, un homme original à partir duquel cette symphonie humaine se développe : *Le Moine* (n° 8), *L'Industriel* (n° 9), *L'Ouvrier* (n° 10), *La Femme élégante* (n° 16), *Le Médecin* et *Le Pharmacien* (n° 21), *L'Aristocrate* (n° 24), *L'Homme politique* (n° 25), *Le Peintre* (n° 33), *La Jeunesse de la grande ville* (n° 40), *Les Domestiques* (n° 41), *Persécutés* (n° 44).

En fin de parcours, on retrouve *Les Prisonniers politiques* (n° 44a),



« Lycéen » (1926)

Idiot, molasse, fous et mourants (n° 45). Mais pourquoi a-t-on l'impression que l'exposition n'est pas à la hauteur de l'artiste ? Surtout parce que nombre d'images cé-

lèbres manquent : *Le Notaire*, *Le Gitan*, *L'Instituteur de village*, *Gens du cirque*, *Un bal débridé à Cologne*, *Révolutionnaires* (1928), les portraits des peintres Gottfried

Brockmann et Anton Raderscheidt, *Le Fil du patron*, le dadaïste Raoul Hausmann, la femme du peintre Peter Abelen, *Enfants de la classe ouvrière*, le portrait du communiste Erich Mühsam... Plus troublant encore, les séries époustouflantes sur les mendiants, les enfants aveugles, les nationaux-socialistes et les juifs persécutés ne sont pas là ou sont largement tronquées. Manque de place ? Même pas puisque des images plus faibles ou anecdotiques ont pris la place.

Ce qui est donné à voir est une version douteuse et mièvre de l'œuvre. L'essence même du projet - l'opposition des classes, les fractures de la société, le chaos qui s'annonce dans les années 30 - est occultée, laissant la place à une image joliette de l'Allemagne, alors que Sander a réalisé un portrait impitoyable de son pays pris dans la terreur nazie.

ENTRE ART ET DOCUMENT

C'est le problème d'une exposition qui se veut une rétrospective mais qui est réalisée à partir d'un seul fonds - les archives Sander -, contrôlée par un héritier aveuglé par le désir de protéger l'image du maître et parent. Mais pouvait-on faire autrement quand on sait qu'une rétrospective digne de ce nom se doit de passer par ces archives Sander, qui possèdent 4 000 tirages originaux et 10 770 négatifs en verre, même s'il existe dans nombre de collections privées et des musées - le Getty de Malibu, par exemple - des épreuves remarquables, ici ignorées.

L'acrobate est également contestable, se limitant à la succession d'images, thème par thème, quand seule une présentation chronologique aurait pu révéler la portée de l'œuvre, montrer l'évolution de l'esthétique, appréhender la fracture de la guerre et l'obligation pour Sander de se limiter aux vues de paysage.

Ce qui est passionnant chez Sander, c'est son combat pour la

vérité de l'image. Comment il s'est détourné de l'esthétique vaporeuse du pictorialisme : « Je ne fais rien tant que les photographes édulcorés, remplis de minauderies, de poses et d'afféteries. » Comment son éducation, ses goûts, convictions, jugements ont influencé son projet pour devenir son regard lucide sur la société allemande.

L'attention pour les démunis et les exclus, la connivence avec le monde intellectuel, la compassion pour les infirmes, la féroce pour les notables, la cruauté pour les jeunes nazis, tout cela se ressent, tout cela a été vomé par le III^e Reich, qui l'a censuré. Ce fils de charpentier a expliqué pourquoi son grand œuvre s'ouvre avec les paysans : « Les paysans ont pour origine mon pays natal du Westerland : les êtres humains que j'ai connus dans leurs maigres particularités depuis mon jeunesse m'ont paru propres, par leurs liens même avec la nature, à concrétiser mes conceptions dans une étude d'ensemble. »

Reste un artiste dont l'influence déborde largement le champ photographique. Les peintres de son époque ont dialogué avec lui par œuvres interposées ; des photographes aussi importants que Diane Arbus et Richard Avedon et le cinéaste Wim Wenders le citent comme un maître ; des créateurs de mode l'ont beaucoup regardé. Comme Karl Blossfeldt avec ses clichés botaniques de la même époque (*lire ci-dessus*), August Sander, en bon entomologiste, a inventé le procédé de vues frontales en série, a dressé un inventaire au moyen d'un style documentaire, autant de principes qui rayonnent encore dans la photographie, depuis Walker Evans jusqu'à l'école de Düsseldorf. Un dernier rapprochement s'impose : comme Eugène Atget en France, Sander a produit une œuvre charnière entre deux mondes, entre deux siècles. Entre le document et l'art.

Michel Guerrin

Plusieurs publications

Quel livre choisir pour comprendre et apprécier l'œuvre d'August Sander ? Le catalogue de l'exposition présente des textes instructifs, notamment la fameuse profession de foi de l'artiste, et a l'avantage de montrer des aspects méconnus : les paysages, ruines et natures mortes. Mais il a le défaut, comme l'exposition, d'occulter nombre de portraits déterminants et de ne pas offrir une analyse fouillée. La collection « Photo Poche » présente un bon aspect de l'œuvre avec une analyse de Suzanne Lange - le tout à un prix modéré. Reste le livre de référence sur les *Hommes du XX^e siècle*, où l'on retrouve tous les grands portraits, avec une traduction française, télé, plus qu'approximative.

★ *August Sander*, catalogue de l'exposition, Archives Sander et CNP, 270 p., 280 F. August Sander, « Photo Poche » n° 64, introduction de Suzanne Lange, Centre national de la photographie, 61 photos, 54 F. August Sander, *Hommes du XX^e siècle*, textes d'Ulrich Keller, Chêne, 1983, 429 p., 580 F.

l'aube du siècle, réussissant une alchimie rare : vivre de la vente de ses tirages tout en produisant une œuvre inscrite dans son temps. Ses portraits sont d'une précision révolutionnaire, où l'homme, souvent ramené à un archétype - le paysan, le serviteur, le pâtissier -, n'est qu'un élément de l'image au même titre que son attitude, ses vêtements, sa coupe de cheveux, les attributs de sa fonction, un chien en laisse, une cigarette, son cadre de vie.

Voilà pourquoi on a essentiellement identifié Sander à un grand œuvre documentaire sur l'Allemagne, qu'il a rassemblé, au début des années 20, sous un titre ambitieux : *Hommes du vingtième siècle*. De quoi s'agit-il ? Dresser un portrait de l'humanité à travers des portraits représentatifs des différentes catégories socioprofessionnelles. L'ensemble « est partagé en sept groupes, selon les catégories de la société existante, ce qui donne environ quarante-cinq portfolios de douze clichés chacun », a écrit August Sander. Les sept groupes sont le paysan, le métier, la femme, les notables, les artistes, la grande ville, les laissés-

Sous la République de Weimar, des photographes et des peintres définissaient ensemble la Nouvelle Objectivité

OTTO DIX, peintre, résumant son œuvre : « Je voulais montrer les choses comme elles sont réellement. » August Sander, photographe, définissant son entreprise : « Laissez-moi donc dire honnêtement la vérité sur notre temps et ses êtres humains. » Dans son style neutre et net, Sander a photographié Dix, sa femme Martha et leur fille. Dix n'a pas peint le portrait de Sander, mais ses toiles des années 20 et 30 s'organisent en un inventaire complet de la société allemande contemporaine. L'un et l'autre cherchent les figures dans lesquelles s'incarnent une profession, une classe sociale ou une passion. Les parallèles sont innombrables. Il suffit de juxtaposer le *Portrait de mes parents* de 1924 par Dix et l'un des couples de paysans âgés de Sander pour que la parenté saute aux yeux : même composition frontale, même présence insistante des vêtements, même description détaillée des mains et des physiologies. Pour cela, Dix s'appuie sur un métier pictural minutieux - héritage des Primitifs allemands - et Sander sur le travail de la lumière. Les moyens diffèrent, l'idée est identique et cette idée a un nom : Nouvelle Objectivité.

Jusqu'alors, photographes et peintres s'étaient guère fait que s'observer et s'éviter. Complexe de supériorité et inquiétude d'une part, envie et ambition de l'autre : les rapports étaient tendus et les quelques exceptions toujours citées - Degas et Bonnard usant de la chambre noire - n'y changeant

rien. La rivalité est trop violente : qui l'emportera ? Le photographe, homme des images mécaniques et objectives, évincera-t-il le peintre, homme des images approximatives et subjectives ? Dans les années 20, la Nouvelle Objectivité revient sur cette question et la résout en la refusant. Sander affirme : « La photographie nous a donné des possibilités et des tâches autres que la peinture. »

DIALOGUE ET CORRESPONDANCES

Des possibilités ? La vitesse d'exécution, le déplacement incessant de l'objectif partout à la ville et dans les champs, l'exactitude irréfutable du cliché, pour peu qu'il se garde de toute afféterie, et sa reproductibilité, qui autorise une diffusion interdite à la peinture. Des tâches ? La constitution d'inventaires complets et de collections complètes, ce que ne peut le peintre, voué à la lenteur et contraint de choisir la condensation plutôt que l'énumération. Dans l'entreprise de description et d'analyse de la société, ces deux conceptions, loin de se concurrencer, s'épaulent et s'entrejustifient. Sander, entomologiste, réunit jusqu'à l'épuisement toutes les espèces d'insecte humain et pratique la « chose subtile » aussi bien dans les villages très rustiques de Rhénanie que dans les salons et les bouges de Cologne. Dix, amateur de monstres, sélectionne les exemplaires les plus remarquables et, par l'intensité du dessin et de la couleur, les hisse jusqu'à l'archétype.

Le dialogue des deux arts tel que la Nouvelle Objectivité le comprend ne s'en tient pas à ce face-à-face. Hans Finsler, Albert Renger-Patzsch et Karl Blossfeldt photographient l'un des natures mortes d'objets contemporains, le deuxième des paysages et des intérieurs d'usine, le troisième des végétaux qu'il étudie avec l'attention forcée d'un herborisateur. Il obtient ainsi des planches en noir et blanc qui font songer aux huiles de Fritz Burmann - un peintre celui-ci. Aux clichés de Finsler répondent les dessins de Rudolf Dischinger et de Karl Hubrich, dont *La Nageuse* de Cologne évoque par ailleurs les vues de la ville prises par Sander depuis le pont métallique sur le Rhin.

A Renger-Patzsch répondent Radziwili et les admirables paysages de Francfort peints et lithographiés par Beckmann. Quant à la liste des portraitistes qui ont œuvré dans l'esprit de Sander et de Dix, elle compte, outre Beckmann évidemment, George Grosz, Christian Schad, Rudolf Schlichter, Conrad Felixmüller et Anton Raderscheidt. Comme par hasard, ce dernier fut l'un des modèles préférés de Sander. Les poses des clichés sont à peu près identiques à celles des autoportraits, à tel point qu'il devient impossible de savoir en quel sens se serait exercée l'influence. Ce n'est d'ailleurs plus un jeu de correspondances voulues et réfléchies.

Philippe Dagen

Sérinde, Terre de Bouddha.

Dix siècles d'art sur la Route de la Soie.

JUSQU'AU 19 FÉVRIER 1996



Entre l'Inde et la Chine, dans l'Asie médiane parcourue par les Routes de la Soie, la Sérinde, cette « Terre de Bouddha », fut, pendant le premier millénaire de notre ère le lieu privilégié de la diffusion du bouddhisme de l'Inde vers la Chine, la Corée et le Japon. Avec un choix de plus de trois cents œuvres (peintures murales, sculptures sur pierre, sur bois ou de simple terre séchée, bannières processionnelles ou liturgiques peintes sur soie, manuscrits), cette exposition nous fait découvrir les vestiges de cet art sérindien à la rencontre d'influences multiples.

Exposition organisée par la Réunion des musées nationaux et la Bibliothèque Nationale de France avec le concours de l'Association des Amateurs de l'Art du Yunnan (Chine).

Galerie médiane du Grand Palais

Entrée : 10 000 F. Tél. : (1) 44 23 17 17. Métro : Champs-Élysées - Georges Pompidou

Visite tous les jours, sauf le mardi, de 10h à 20h, et le mercredi jusqu'à 22h.

Catalogue de l'exposition : 560 pages, 320 F.

150 Rue : Sérinde, Dix siècles d'art sur la Route de la Soie, cat. de l'Art, 1995, 320 F. Le Monde

Mladen Materic, le Sarajévien, met en scène les petits fantasmes de la vie quotidienne

C'est le deuxième spectacle du Théâtre Tattoo depuis son installation en France

Mladen Materic a fondé le Théâtre Tattoo en 1984 à Sarajevo. Aussitôt remarqué, il fut invité dans plusieurs villes européennes et améri-

caines. En 1992, il quitta la capitale bosniaque avec une partie de sa troupe pour s'installer à Toulouse. Le ciel est loin la terre aussi est sa

deuxième pièce « française », œuvre silencieuse, mais qui en dit beaucoup parce que l'auteur sait sublimer la petitesse du quotidien.

LE CIEL EST LOIN LA TERRE AUSSI, de Mladen Materic. Mise en scène de l'auteur. Avec Jelena Covic, Jean Durozier, Jean-Baptiste Durozier, Loren Farrier, Kate France, Haris Resic, Tijana Vujicic et Josiane Wilson. THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, 75011. M. Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Dn mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. 70 F et 100 F jusqu'au 2 décembre.

Un homme va se pendre. Il est dans sa cuisine, debout sur une chaise en Formica, la corde autour du cou. Il attend - derniers instants - et il bâille. Avec ce geste, qui rompt l'immobilité au bord du vide, quelque chose se casse. L'homme enlève la corde de son cou, descend de la chaise. Il va s'allonger sur un canapé. Ne se pendra pas.

Cette scène pourrait être risible - l'envie de bâiller enlève celle de se pendre ? - mais elle ne l'est pas. Pourquoi ? Parce que Mladen Materic a l'art et la manière de se tenir à la lisière du réel et du mental.

Avec lui, une fée et un jeune homme au visage de cerf peuvent apparaître sur le plateau, un croissant de lune se pose dans un salon, un carton d'emballage se promène sur un parquet - et rien ne choque, au contraire. Tout cela est aussi naturel que la pose d'un couple assis autour d'une table, les vêtements alignés dans une armoire, les gestes d'une femme qui range un plat dans un buffet - toutes ces images qui parcourent son nouveau spectacle, *Le ciel est loin la terre aussi*.

Jusqu'en 1992, Mladen Materic a vécu à Sarajevo, où, en 1984, il avait fondé le Théâtre Tattoo - une compagnie novatrice. Remarqué par des programmeurs européens, il a été invité hors de son pays dès 1987, avec *Tattoo Theatre*, présenté à Vienne, New York, Edimbourg et Paris (dans le cadre du Festival d'automne). En 1992, Mladen Materic a décidé de quitter Sarajevo avec une partie de sa troupe. Depuis, il vit à Toulouse, où Jacky Oayon, le directeur du Théâtre Garonne, l'a associé à la marche de son établissement. *Le ciel est loin la terre aussi* est le deuxième spectacle de Mladen Ma-

teric depuis son arrivée en France. Il y avait eu, en 1993, *Jour de fête* - un spectacle silencieux qui résonnait des bruits de la guerre.

DOUX FATALISME

Le ciel est loin la terre aussi est également silencieux. On n'entend pas une parole, juste des musiques qui déambulent, un air d'accordéon ou une chanson de Lou Reed. Le spectacle de Mladen Materic n'est pas pour autant muet. Si on n'y parle pas, on y dit beaucoup. Sur la vie, qui va au rythme de quatre âges : l'enfance, l'adolescence, la quarantaine et la vieillesse. Huit comédiens se partagent les rôles, ils sont comme les aiguilles d'une horloge qui marquent le temps sans l'accuser : il y a du fatalisme chez Mladen Materic, mais un fatalisme doux, enserré entre l'or du quartier de lune dans la casserole et la neige derrière les vitres bleues.

Scènes de la vie domestique : la femme de quarante ans sert à manger à son mari. Il regarde la nourriture, n'y touche pas, la remet dans la casserole. La femme le regarde faire, laisse tomber sa tête sur la table, va s'asseoir dans le canapé.

L'homme fantasme : une jeune fille s'offre à lui, elle dépose sur son corps des fraises qu'il vient cueillir avec ses lèvres. La femme fantasme : un jeune homme lui ôte sa blouse de ménage et l'enlève. Tous deux rêvent d'échapper à la vie qui les enserre. La femme imagine que le jeune homme lui offre un billet d'avion, l'homme voit un pistolet contre sa tempe - d'où la scène de la pendaison.

Ainsi va la vie, entre le canapé, le buffet de cuisine, le linge suspendu à un fil dans la cuisine, les rideaux des fenêtres qui frissonnent de l'air du dehors, le fils heureux de ses baskets qui s'éclairent, la fille qui commence à fumer en cachette, les intrusions des grands-parents. Tout est au ras du quotidien, ce qui le dépasse, parce que Mladen Materic a une âme rêveuse : il procède comme un magicien freudien qui révélerait sur les clichés les pensées des personnages. Son spectacle, qui est une suite d'instantanés, a un charme certain - on est face à des Polaroid oniriques - et une fragilité touchante - mis au jour, les Polaroid s'exposent à disparaître.

Brigitte Salino

La Chine s'éveille, le jazz résonne

PÉKIN

de notre correspondant

Une naissance inattendue vient de se produire à Pékin : celle d'un authentique festival international de jazz, dans le pays qui l'avait jadis voué aux gémonies pour « décadence bourgeoise ». Mieux, ce festival - qui, du 7 au 12 novembre, en était à sa troisième édition annuelle, mais qui est la première à recevoir la bénédiction des autorités - est devenu la plus internationale manifestation culturelle à se tenir dans la capitale chinoise. Curieusement, compte tenu du genre musical, la participation étrangère est, depuis sa fondation, essentiellement européenne : le premier Américain, en trois ans, Howard Hojo Johnson, a fait son apparition cette année, armé d'un tuba, d'un saxo baryton et d'un sifflet irlandais - encore jouait-il avec l'une des plus vénérables formations d'Europe, le cinquantenaire NDR Big Band d'Allemagne, dont il fut membre.

Mieux encore, la plupart des quelque cinquante musiciens étrangers invités par le China International Cultural Exchanges Center, une agence privée de spectacle, avaient accepté de jouer sans cachet, pour le plaisir de prendre part à un acte pionnier : car il s'agit maintenant de faire fructifier les semences auprès d'un public chinois qui manque encore de références,

mais qui a commencé à trouver son identité. Où l'on découvre alors que commence à poindre un jazz chinois plus ambivalent et contemporain que le célèbre orchestre du Peace Hotel de Shanghai, touchante relique pour qui le temps semble s'être arrêté en 1949.

La partie fut d'autant moins aisée pour imposer cette innovation à la sourcilieuse direction chinoise que, empiétant dans ses rets idéologiques, elle a tendance à rechercher une symbolique en tout : pour un vétéran de la révolution, le tintamarre d'inspiration occidentale qui résonna pendant une semaine au Théâtre de l'enfance, à deux pas de la Cité interdite, équivaut à un sacrilège culturel. On se souvient en outre, à Pékin, d'une célèbre Section de jazz pragoise de dissidente réputation. Mais voilà, l'air du temps est à la reconnaissance internationale, et, avec le cinéma, il faut en passer par ce qui fait la pratique mondiale : c'est le revers de la médaille que forment les candidatures à l'Olympisme et aux colloques financiers.

Participèrent donc à ce joyeux blasphème, côté chinois, les formations rassemblées autour de quelques musiciens qui ne tanderont plus à se produire à l'étranger : le groupe du saxophoniste Liu Yuan, en particulier, dont le phrasé a bien mûri ces derniers temps ; Wide Angle, propulsé par l'énergique batteur Liu Xiaosong, ain-

si que, nouveauté, un big band chinois plus vrai que nature, humoristiquement doté du très communiste nom d'Unité de jazz de Pékin ; même le rocker Cui Jian, qui vient de la trompette classique, y trouvait son humble place, loin du personnage de star que le *showbiz* lui a taillé. En marge du festival - qui, côté français, a amené le groupe Rendez-vous de Stéphane Plançon et celui d'Antoine Ilouz -, tout ce petit monde espagnol (très brillant flirt du jazz avec le flamenco par le groupe de Chano Domínguez), hollandais (amusant Chusone Trio, dont le batteur officie sans batterie, ce qui revient comme tout à un équivalent jazzistique du taïsonne), italien (Paolo Fresu), et, très remarqué, le duo danois trompette-harpe celtique de Palle Mikkelborg, tout ce petit monde, donc, se retrouva dans un club pour des « bouffes » avec les musiciens chinois. Avant la conclusion de la semaine par un guitariste de Hongkong, Eugene Pao, qui, comme tous les musiciens de cette partie du monde, éprouva son jeu avec la maturité. La qualité de la participation internationale en 1996 sera cruciale pour consolider un mouvement qui contribue à ancrer la Chine dans le mouvement de la planète.

Francis Deron

Le chorégraphe Bill T. Jones à Créteil, avec une œuvre-témoin des années sida

STILL/HERE. Chorégraphie de Bill T. Jones. Maison des arts de Créteil, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Tél. : 45-13-19-19. Places : 70 F et 100 F. Jusqu'au samedi 18 novembre.

Créée à la Biennale de Lyon en 1994, montrée à Montpellier-Danse cet été, la pièce *Still/Here* est directement inspirée des ateliers que le chorégraphe afro-américain a dirigés avec des personnes, de tous âges, atteintes de

maladies incurables, dont le sida. On peut refuser l'œuvre de Bill T. Jones. On ne peut en nier la force. La mort y est réelle, cruelle : aux côtés des danseurs, les participants aux ateliers, filmés en vidéo, expliquent comment la maladie, l'idée de la mort, ont fait irruption dans leur vie. Bill T. Jones, lui-même séropositif, a trouvé le juste ton : sa compassion, qui n'est jamais larmoiement, habite *Still/Here* d'un bout à l'autre. C'est une œuvre militante avant d'être artistique. De celles qui resteront

comme témoignages des années sida, que l'on croyait courtes, et qui n'en finissent plus de durer.

La fureuse controverse que la pièce déclencha autour du concept de « victim art », amorcée en décembre 1994 par Arlene Croce, critique redoutée du *New Yorker* (Le Monde du 7 mars), n'aura été qu'un pétard mouillé. Tant elle s'est révélée artificielle confrontée au travail de Bill T. Jones. Il est vrai que la critique refusait de voir le spectacle, mais s'arrogeait le droit d'en parler sur plusieurs pages, stigmatisant au nom de l'art, du vrai, ceux qui se contentent d'agiter sur scène les problèmes des minorités. Bill T. Jones, devant ce qui est apparu comme un règlement de comptes quasi privé, avait gardé le silence.

En France, les spectateurs n'applaudissent pas frénétiquement *Still/Here* : eux aussi, ils gardent le silence. L'intrusion de la maladie, son intimité évoquée avec des mots touchants par les malades eux-mêmes les obligent à s'interroger sur leur indifférence. Plus insidieuses que la philippique d'Arlene Croce apparaissent les petites phrases de ceux qui remettent en cause l'ensemble de l'œuvre du chorégraphe, sous le prétexte qu'il n'aurait rien inventé du point de vue de la forme. Mauvais procès : qui peut aujourd'hui se flatter d'être un inventeur de formes ? « Quand je vois un seul geste de Trisha Brown, je sais qu'il lui a fallu des années de recherche pour le trouver. Je l'admire. Mais je n'ai pas ce temps-là, je ne l'ai jamais eu »,

dit Bill T. Jones. Aux Etats-Unis, le chorégraphe vient de publier un livre, *Last Night on Earth* (Dernière nuit sur la Terre), qu'il présente, vendredi 17 novembre, à l'American Center. Il y écrit : « *Les Noirs n'ont peut-être pas construit le Parthéon, peut-être les pyramides, et encore, mais leur héritage, que personne ne peut leur disputer, est leur droit à donner de l'honneur.* » L'œuvre de Bill T. Jones ne s'est pas arrêtée à *Still/Here* : il a créé, en juillet, au Lincoln Center, un trio, *Deega*, avec l'écrivain Toni Morrison et le batteur Max Roach. Il n'en a pas fini d'explorer « sa » culture d'homme noir, né aux Etats-Unis.

Dominique Fréard

DANS LES THÉÂTRES

À LA FOIRE

L'Association Notoire, fondée en 1989, a mis sur pied une forme de théâtre jouissive. Elle a livré une série de spectacles qui traitaient du langage (*Pathologie verbale*) ou de la morale (*Minima moralia*), en utilisant toujours des textes non destinés au théâtre (d'Adorno à Le Clézio) et en les détournant d'une manière finaude. À la Foire s'inscrit dans cette lignée. À une différence près : cette fois-ci, le metteur en scène Thierry Bédard a demandé au philosophe Michel-Pierre Edmond d'écrire un texte pour la scène. Avec un sujet imposé : la solitude. Cinq personnages principaux se disputent le sujet, en s'empoignant, comme à la Foire : l'humaniste, le manipulateur, l'insensible, l'homme du public, le politique faible. Qu'est-ce que la solitude ? Un « phénomène naturel de défense immunitaire » ? « la forme la plus subtile de la chasteté » ? « un état d'âme » ? Seul un vrai solitaire pourrait répondre. Et encore : gagnons qu'il se tairait. Auteur et comédiens sont compris. A la fin, chacun se retire en sol. Il y en a même un qui suce son pouce. Cette solitude « à la Foire » serait bienvenue si on n'y sentait que Thierry Bédard est arrivé au point-limite de sa recherche. Il est maintenant prêt à se froter à d'autres textes. Un classique du répertoire, par exemple ?

R.S.

DRAMES BREFS (1)

de Philippe Minyana. Mise en scène : Robert Cantarella, Philippe Minyana et Catherine Bernad. Avec Jean-Paul Dias, Dylan Jones, Frédéric Klein, Frédéric Maragnani, Valérie Régis et Emmanuel Tessonard. Théâtre Ouvert, Jardin d'Hiver, 4 bis, cité Véro, 18°. M. Blanche. Tél. : 42-62-59-49. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Samedi 16 heures et 20 h 30. 50 F à 100 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Il y a au moins six raisons d'aller voir ces *Drames brefs* (1) : les six comédiens - cinq garçons, très bons, et une fille, excellente (Valérie Régis). Formés aux conservatoires de Toulouse et Bordeaux, ils ont été sélectionnés par le théâtre Sorano de Toulouse, qui chaque année invite (en les payant) six comédiens à faire une expérience formatrice : ils travaillent à mi-temps dans tous les services du théâtre, et, le reste du temps, suivent des cours et des stages. La saison suivante, ils jouent dans les spectacles du Sorano. A l'issue de leur « stage », les six comédiens de *Drames brefs* (1) ont décidé de former une compagnie, Le bruit du monde, pour laquelle Philippe Minyana a écrit sa pièce.

Six drames, une cause : la mort. Mort annoncée, mort consommée, mort lente, mort violente, sur fond de petites vies, le plus souvent à la campagne. Mort de mères, que leurs fils pleurent en s'égarant. Pas grand-chose, au fond : des instants, une écriture qui cherche à donner des mots à ceux qui n'en ont pas, mais qui se fait prendre à son propre piège. Philippe Minyana cosigne la mise en scène de son texte, avec Robert Cantarella et Catherine Bernad. Pourquoi se font-ils les apôtres de la laideur ? Pourquoi déformant-ils les corps, les gestes, les voix ? Les personnages n'y gagnent rien. Le théâtre non plus. Restent les six comédiens.

B.S.

LA CHÈVRE, LA VIERGE ET LE CHEVAL

de Mariehuse Fleisser. Mise en scène et jeu : Béatrice Bonvoisin. Avec Armance Brown et Bruno Krief (trapézistes). Petit-Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6°. M. Odéon. Tél. : 44-41-36-36. Lundi, mardi, mercredi, vendredi, samedi et dimanche à 18 h 30. Relâche jeudi. 70 F. Jusqu'au 30 décembre.

La comédienne Béatrice Bonvoisin dit qu'elle a fait « une rencontre réelle et surréelle » avec l'œuvre de Mariehuse Fleisser. Cette rencontre ne date pas d'hier : en 1987, déjà, Béatrice Bonvoisin mettait en scène à Nanterre *Pionniers à Ingolstadt* - la pièce la plus connue de Mariehuse Fleisser. Une plongée en Bavière, dans l'enfer mortel de la petite ville où naquit et vécut Mariehuse Fleisser, en tentant toujours d'en parer, sans jamais y arriver. *La Chèvre* date de 1926. *La Vierge* et *Le Cheval* de 1949. Ces deux textes courts sont liés par la nature des personnages - deux femmes qui n'arrivent pas à vivre. Non qu'elles se sentent « à moitié néées » comme Georg Trakl ; elles ont le sentiment d'être empêchées, morcelées. Des femmes-puzzles, qui tentent, l'une en achetant un cheval, l'autre en rencontrant des hommes, de recoller les morceaux. Sans issue : la vie n'a pas vraiment incité Mariehuse Fleisser à l'optimisme. Sa survie fut motivée par l'écriture, qu'elle a travaillée sans relâche, pour inventer une langue allemande qui ne rend pas la Bavière.

La rencontre « réelle et surréelle » entre cette femme étonnante et la comédienne étonnante Béatrice Bonvoisin donne un spectacle pour le coup « surréel ». Dans la salle du Petit-Odéon transformée en salon, Béatrice Bonvoisin dégage quelque chose d'étrange et d'inquiet. On ne sait si on est face à une comédienne qui joue deux textes de Mariehuse Fleisser ou à une lectrice qui aurait fait sienne une œuvre au point d'abolir toute distance. A l'instar des deux trapézistes qui l'accompagnent, Béatrice Bonvoisin joue sur un fil.

B. S.

Didier-Georges Gabily - Groupe T'chan'G!

GIBIERS DU TEMPS

un triptyque

22 novembre - 16 décembre 1995

intégrales les samedis à 14 h



Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
41 32 26 26

ECOUTEZ VAIN

Du 8 au 25 novembre
Première en région parisienne

L'IDIOT
Dostoïevski

mise en scène
JOËL JOUANNEAU

LES GEMEAUX
SCÈNE NATIONALE
Sceaux - Bourg-la-Reine
(1) 46 61 36 67

ECOUTEZ VAIN

Théâtre Ouvert

Drames brefs 1

de Philippe Minyana
par Robert Cantarella
Philippe Minyana
Catherine Bernad

42 62 59 49

du 7 novembre au 2 décembre

ECOUTEZ VAIN

NANTERRE

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

SHAKESPEARE
NORDEY

(...) Nordey peut être satisfait : sa poursuite n'a pas été vaine, beauté et nécessité du théâtre sont bien au rendez-vous de son spectacle (...) Libération

46.14.70.00 DU 7 NOVEMBRE
AU 10 DÉCEMBRE

ECOUTEZ VAIN

DANSE

THÉÂTRE DE LA VILLE
PARIS

DU 21 AU 25 NOV. 20H30

LUCINDA CHILDS

Elisabeth Chojnacka clavessin
Françoise Kubler soprano

CRÉATIONS et REPRIS

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

مكتبة الادب

150

« Yiddish Café »

Le retour attendu des poètes-conteurs Talia et Ben Zimmert

L'AN PASSÉ, leur spectacle Yiddish Café avait dû être indéfiniment prolongé. Le public affluait, ravi, conquis par ces histoires contées par deux poètes, la belle Talia et Ben Zimmert, d'une élégance altière, et leurs camarades musiciens, complices de ces aventures. Des histoires d'enfance, des souvenirs de dimanches, des souvenirs de dimanches, de voyages, d'exil - des histoires singulières qui devenaient de grandes et belles histoires universelles.



Les banquettes rouges de ce lieu formidablement accueillant qu'est La Vieille Grille risquent de craquer sous la demande, cette saison encore. Ce nouveau spectacle est une variation autour de thèmes qu'on ne se lasse pas d'entendre et qui tirent toujours le rire et les larmes.

* La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, Paris 5^e. M^{me} Monge. 21 heures, du mardi au samedi; 16 heures, le dimanche. Tél.: 47-07-22-11. 120 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Cycle « Les écrivains coréens à l'écran »

Ce cycle cinématographique comprend onze films, réalisés à partir de grandes œuvres littéraires coréennes parmi lesquelles *La Terre de Kim Suyong* (1974) d'après Pak Kyong-ji, *La Petite Ballade* lancée par un nain de Yi Woonse (1981) d'après Cho Sehul, *Notre héros défiguré* de Pak Chongwon (1992) d'après Yi Mun-yol.

Auditorium du Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16^e. M^{me} Léna. Du 15 au 26 novembre. Tél.: 47-20-83-86.

Carte blanche

à Dominique Sanda
Cette « carte blanche » explore un répertoire mal connu, celui du mélodrame paré, dominé Sanda et Ayala Cousteau (au piano) ont puisé dans des œuvres littéraires et musicales. Le spectacle débute par le monologue d'Adrienne Lecouvreur qui cède l'opéra de Clélia. Au même programme, *Le Moine russe*, légende de Lénine, sur une musique de Liszt; *Abschied von der Erde* qui a inspiré Schubert, une ballade de Schumann.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

CROSSING GUARD

Film américain de Sean Penn, avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra Impériale, dolby, 2^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 3^e (36-68-75-55); 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 7^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 8^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 9^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 10^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 11^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 12^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 13^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 14^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 15^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 16^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 17^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 18^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 19^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 20^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 21^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 22^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 23^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 24^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 25^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 26^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 27^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 28^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 29^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 30^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 31^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 32^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 33^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 34^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 35^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 36^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 37^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 38^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 39^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 40^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 41^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 42^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 43^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 44^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 45^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 46^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 47^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 48^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 49^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 50^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 51^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 52^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 53^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 54^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 55^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 56^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 57^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 58^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 59^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 60^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 61^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 62^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 63^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 64^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 65^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 66^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 67^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 68^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 69^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 70^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 71^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 72^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 73^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 74^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 75^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 76^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 77^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 78^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 79^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 80^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 81^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 82^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 83^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 84^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 85^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 86^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 87^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 88^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 89^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 90^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 91^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 92^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 93^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 94^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 95^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 96^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 97^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 98^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 99^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 100^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 101^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 102^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 103^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 104^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 105^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 106^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 107^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 108^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 109^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 110^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 111^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 112^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 113^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 114^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 115^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 116^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 117^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 118^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 119^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 120^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 121^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 122^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 123^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 124^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 125^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 126^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 127^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 128^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 129^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 130^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 131^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 132^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 133^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 134^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 135^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 136^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 137^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 138^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 139^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 140^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 141^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 142^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 143^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 144^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 145^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 146^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 147^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 148^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 149^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 150^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 151^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 152^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 153^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 154^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 155^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 156^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 157^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 158^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 159^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 160^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 161^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 162^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 163^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 164^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 165^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 166^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 167^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 168^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 169^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 170^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 171^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 172^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 173^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 174^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 175^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 176^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 177^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 178^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 179^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 180^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 181^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 182^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 183^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 184^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 185^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 186^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 187^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 188^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 189^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 190^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 191^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 192^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 193^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 194^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 195^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 196^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 197^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 198^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 199^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 200^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 201^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 202^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 203^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 204^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 205^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 206^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 207^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 208^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 209^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 210^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 211^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 212^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 213^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 214^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 215^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 216^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 217^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 218^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 219^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 220^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 221^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 222^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 223^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 224^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 225^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 226^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 227^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 228^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 229^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 230^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 231^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 232^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 233^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 234^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 235^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 236^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 237^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 238^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 239^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 240^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 241^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 242^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 243^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 244^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 245^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 246^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 247^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 248^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 249^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 250^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 251^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 252^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 253^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 254^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 255^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 256^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 257^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 258^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 259^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 260^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 261^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 262^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 263^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 264^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 265^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 266^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 267^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 268^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 269^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 270^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 271^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 272^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 273^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 274^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 275^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 276^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 277^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 278^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 279^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 280^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 281^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 282^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 283^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 284^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 285^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 286^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 287^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 288^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 289^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 290^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 291^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 292^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 293^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 294^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 295^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 296^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 297^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 298^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 299^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 300^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 301^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 302^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 303^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 304^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 305^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 306^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 307^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 308^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 309^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 310^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 311^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 312^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 313^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 314^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 315^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 316^e (36-68-75-55); 14-Juillet La Fayette, dolby, 317^e (36

La Cérémonie

par Pierre Georges

MOLIÈRE ÉTAIT MALADE. Gravement malade. Il joua la première le 10 février 1673. Puis la deuxième, la troisième, les 13 et 14. Et, enfin, la dernière, sa dernière, le 17 février. L'histoire est devenue légendaire. Molière est presque mort en scène, en parfaite bonne santé de rôle. En *Malade Imaginaire*.

Au dernier acte de sa dernière pièce, la fameuse scène de la Cérémonie, il assista à l'étonnante parade d'une docte et médicale assemblée venue adouber l'un des siens. Molière, en son rôle d'Argan, avait décidé de se faire médecin, considérant qu'après tout on n'est jamais aussi bien soigné que par soi-même.

Il y eut donc cette dernière parade, cette dernière parodie, ce dernier bal chez Molière-Argan. Chantant et dansant, pérorant en un somptueux latin de cuisine, la procession de tous les Diafoirus, de tous les Purgon de l'Univers s'avança. Huit porte-loges. Six apothicaires. Vingt-deux docteurs. Huit chirurgiens, toute l'assurance-maladie du monde, défilèrent devant le Malade pas si imaginaire que cela, car pris de malaise.

Molière était mourant qui riait encore. L'histoire veut, comme les belles histoires, qu'il tint comme il put son rôle jusqu'au bout. Elle rapporte qu'avant d'entrer en scène il aurait dit à Armande Béjart, sa femme : « Allons, je sens bien que je finis ». Et qu'à peine le rideau tombé, si rideau il y avait, pris de malaise et vomissant du sang, il finit effectivement.

Molière reste vivant, visionnaire. Dans le débat qui nous occupe tout, peu ou prou, dans les tourments de santé financière qui sont ceux de la flagellante assurance-maladie, nous

sommes à la fois les malades et les médecins, nos propres Argan et nos propres Diafoirus. Vraiment malades, imaginaires patients. Vraiment médecins, fausement nos propres docteurs. Tous en scène pour la grande Cérémonie de l'acte III, la parade des purgés-purgeurs, des saignés-saigneurs !

Si l'on a bien compris l'ordonnance établie, mercredi, sur cette autre scène qu'est l'Assemblée nationale, les Purgon ont frappé. Tous purgés ! Médecins, malades, apothicaires des firmes pharmaceutiques, assurés sociaux, hôpitaux. D'autres et de plus qualifiés diront si cette médecine de cheval a quelque chance de réussir à sauver le malade ou son évanescence. Ou s'il mourra entièrement guéri et purgé !

Mais, cette fois, le remède proposé est sévère. Du sang, le nôtre. Des larmes, les autres. Des sous, les autres. Voilà pour le bien et la survie de l'assurance-maladie, qui, dans le rôle de Molière, confiait elle aussi à qui voulait bien avoir l'intelligence de l'entendre : « Allons, je sens bien que je finis ». Creusant son trou, elle s'en finissait pas de creuser sa tombe.

Rien ne dit que cela réussira. Rien même n'indique que les préposés à la purge la subiront sans broncher. A la grande cérémonie sacrificielle qui se prépare, certains ont fait déjà savoir qu'ils ne danseraient qu'armés. Certains, médecins malgré eux, docteurs Blondel et autres, appellent déjà les « détachés » de la santé au secours des bastilles assilées et des corporatismes purgés.

Il n'empêche. Convenons que la médecine proposée, si radicale soit-elle, est un acte politique. Et non une potion, une fois de plus, imaginaire.

Les députés ont terminé l'examen du projet de loi de finances 1996

Le déficit budgétaire est réduit de 2,3 milliards de francs supplémentaires

LES DÉPUTÉS ont achevé, jeudi 16 novembre, dans la matinée, l'examen du projet de loi de finances pour 1996, qui devait être adopté dans l'après-midi, par scrutin public. Au terme d'une ultime et longue nuit de discussion, le gouvernement a mis un terme au feuilleton des deux milliards de francs d'économies supplémentaires que les députés avaient décidé de réaliser le 21 octobre. Pour atteindre cet objectif, il a présenté aux députés, en seconde délibération, une série d'amendements visant à compléter les réductions de dépenses déjà votées. La principale hypothèque qui pesait sur la discussion budgétaire devait être définitivement levée, jeudi après-midi, avec le vote de ces amendements et de l'ensemble du projet de loi de finances.

Mercredi 15 novembre, le gouvernement a fait ses comptes. Après trois semaines de discussion, les députés s'étaient votés « que » 895 millions de francs d'économies. Restait donc à trouver 1,05 milliard. Des ministères relativement épargnés lors du premier examen de leurs crédits ont été invités à se serrer davantage la ceinture. L'agriculture, qui avait concédé 70 millions de francs d'économies, est invitée à doubler la mise, tout comme le ministère de la Poste et des technologies de l'information, dont la contribution s'élève au total à 30 millions de francs. L'entre-mer doit rajouter 46 millions à sa contribution initiale de 5 millions. Le gouvernement est même allé jusqu'à « désanctuariser » la culture, mise à contribution à hauteur de 56 millions de francs. Toutefois, l'essentiel de l'effort porte sur les charges communes, ponctionnées à hauteur de 603 millions de francs.

Au terme de ces tractations, le

moutant du déficit budgétaire pour 1996 s'établit donc à 287,395 milliards de francs, soit une réduction de quelque 2,3 milliards par rapport au projet de loi de finances initial. Le projet de budget doit désormais être discuté par le Sénat, où son examen commencera mardi 21 novembre.

Le gouvernement est même allé jusqu'à « désanctuariser » la culture, mise à contribution à hauteur de 56 millions de francs

Jusqu'au bout, ce parcours budgétaire aura été particulièrement éprouvant pour le gouvernement. Une vraie course d'obstacles, dont le départ a été officiellement donné le 10 octobre. Ce jour-là, les balladuriers avaient signifié leur retour dans le débat politique en faisant adopter par la commission des finances, sur proposition de Nicolas Sarkozy (RPR), un amendement visant à rétablir dans le budget 1996 la réduction d'impôt pour les souscripteurs de contrats d'assurance-vie. Cette première alerte s'était soldée, dix jours plus tard, par un recul ou bon ordre des partisans de l'ancien premier ministre. Parallèlement, la commission des finances, sous la houlette de Jean-Pierre Thomas (UDF-PR,

Vosges), avait concocté une autre bombe à retardement en proposant de réduire les dépenses de l'Etat de 4 milliards de francs. Lors de la discussion sur l'équilibre général des dépenses et des recettes, le 21 octobre, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, donnait son accord à un amendement de compromis ramenant à 2 milliards l'objectif de recherche d'économies. A charge pour les députés de « faire partager leurs convictions aux ministres concernés », avait néanmoins ajouté M. Arthuis.

L'examen des crédits des ministères allait bientôt montrer que la partie était loin d'être gagnée. Jour après jour, l'hostilité des ministres, en contradiction avec l'accord donné par le gouvernement, jointe à celle des rapporteurs des commissions saisies pour avis, réduisait à peu de choses les économies demandées en séance par M. Thomas. Le 24 octobre, le groupe RPR avait décidé de « sanctuariser » quatre ministères ou secrétariats d'Etat : la justice, l'intérieur, la culture et la recherche. Bientôt, l'objectif des 2 milliards semblait hors de portée, faisant planer une menace d'inconstitutionnalité sur le projet de budget. Le gouvernement était contraint de réagir pour mettre un terme à une confusion grandissante.

L'affaire est tranchée lors de la réunion du conseil des ministres, le 31 octobre. Des co-signes claires sont données aux ministres dont les budgets allaient venir en discussion pour qu'ils jouent sérieusement le jeu avec la commission des finances.

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

Les derniers amendements adoptés

communes de taxe professionnelle.

● **Coopératives agricoles** : l'Assemblée nationale a adopté, avec l'accord du gouvernement, un amendement supprimant la double imposition de certaines opérations financières faites à l'échelon régional ou national par les banques coopératives et mutualistes (Crédit agricole, Banques populaires, Crédit mutuel, Crédit coopératif, Caisses d'épargne...). En revanche, les députés ont dû renoncer, en deuxième délibération, à un amendement plus large, présenté par les socialistes et voté par la majorité, qui visait à supprimer l'assujettissement des coopératives, notamment agricoles, à la contribution sociale de solidarité des sociétés.

● **Diffuseurs de presse** : les députés ont finalement adopté un amendement de Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne) qui supprime un abaissement spécifique de la taxe professionnelle pour les diffuseurs de presse. Cette disposition, introduite par le gouvernement dans le projet de budget, était une mesure d'application du plan d'aide à la presse écrite, adopté par le gouvernement de M. Balladur.

● **Bénéfices « BIC »** : les députés ont finalement été contraints par le gouvernement de rétablir un article qu'ils avaient décidé, en commission des finances, de supprimer. Cet article, que les parlementaires trouvaient trop brutal, limite la possibilité de déduire du revenu les déficits provenant d'activités à caractère industriel et commercial (les « BIC ») lorsqu'elles ne sont pas exercées à titre professionnel. Il constitue donc un frein sérieux à la multiplication de montages financiers sophistiqués qui étaient à la source d'éventuelles fraudes fiscales. Le gouvernement a introduit comme prévu un amendement reportant l'entrée en vigueur de cette mesure au 1^{er} janvier 1996, au lieu du 20 septembre 1995.

Il faut enfin noter que les députés ont retiré, à la demande du gouvernement, l'amendement dont l'adoption était principalement commerciale, privait les

nouveau, à supprimer progressivement les déductions supplémentaires pour frais professionnels de l'impôt sur le revenu dont bénéficient une bonne soixantaine de professions. Le ministre de l'économie et des finances leur a donné l'assurance que ce dossier serait sérieusement abordé dans le cadre de la réforme fiscale que le gouvernement prépare pour le début de 1996.

Gérard Courtot

Les pays nordiques boycottent le « beaujolais nouveau »

LE VIN PRIMEUR, mis en vente depuis le mercredi 15 novembre à minuit, bénéficie cette année de la bonne qualité des vendanges et offre des arômes primaires de fruits rouges. Son lancement à l'étranger est cependant freiné par les opposants à la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique. Selon l'AFP, les exportations, qui représentaient l'an passé 500 millions de francs avec 30 millions de bouteilles vendues, pourraient chuter de 10 à 20 %. Les Pays-Bas, le Japon, le Danemark et la Scandinavie sont en pointe dans ce mouvement de boycottage. Les ventes en France, en revanche, progressent grâce à la stabilité des prix.

● **DIPLOMATIE** : le chef de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat, en visite à Paris pour les célébrations du cinquantième anniversaire de l'Unesco, a été reçu jeudi 16 novembre, en début de matinée, au palais de l'Elysée, par le président Jacques Chirac. M. Chirac avait également s'entretenir, jeudi, lors d'un déjeuner de travail, avec le président égyptien, Hosni Moubarak, venu à Paris pour les mêmes raisons.

● **MARCHÉ DE L'ART** : le conseil des ministres a décidé, mercredi 15 novembre, d'ouvrir, à compter du 1^{er} janvier 1996, les ventes publiques aux sociétés commerciales et d'adapter le statut des commissaires-priseurs à l'ouverture du marché et à la réglementation communautaire. En France, les commissaires-priseurs ne sont pas des marchands d'art, comme Sotheby's ou Christie's, mais des officiers ministériels qui n'ont pas le droit de commercer. Un groupe de travail sera constitué « prochainement » au ministère de la Justice afin de préparer, pour le printemps, les premiers textes réglementaires.

● **ÉDITION** : Anne Golon, coauteur de la saga romanesque « Angélique », a obtenu gain de cause contre Hachette-Livre. La 3^e chambre du tribunal de grande instance de Paris a ordonné, mercredi 15 novembre, la résiliation de tous les contrats d'édition dont se prévalait Hachette-Livre et deux de ses filiales, J.-C. Laffès et les Éditions J'ai lu. Hachette (qui avait racheté la société titulaire des droits d'Anne Golon) est condamnée à verser à l'auteur, outre 80 000 francs de dommages-intérêts pour son préjudice moral, 50 % et non 30 % de droits d'auteurs - de 1953 à aujourd'hui -, sur les 80 millions d'exemplaires des treize Angélique vendus dans le monde en vingt-sept langues.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Asie-Pacifique : le sommet de l'APEC à Osaka 2
Egypte : un entretien avec le président Hosni Moubarak 3
Ex-Yugoslavie : les négociations de Dayton pourraient se conclure la semaine prochaine 4
Royaume-Uni : le discours du trône confirme le virage à droite du gouvernement 5

FRANCE

Assemblée nationale : le discours d'Alain Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale 8 à 12

SOCIÉTÉ

Médicament : la mélatonine soulève un problème de santé publique 15
Logement : Jacques Chirac demande un nouveau programme de réquisitions 16

HORIZONS

Anniversaire : les 50 ans de l'Unesco 18-19
Editoriaux : L'Asie-Pacifique enlève 20

ENTREPRISES

GEC-Alstom : le PDG Pierre Bilger engage une nouvelle approche des rela-

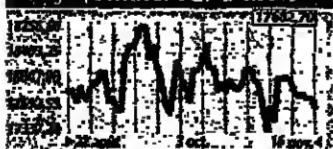
BOURSE

Cours relevés le jeudi 16 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17682,70 -0,67 -10,34
Hong Kong index 9431,38 +0,26 +15,14

Tokyo Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 1911	Vari. en %	Vari. en pts
Paris CAC 40	1875,18	+2,01	+0,32
London FT 100	3557,70	+0,28	+16,06
Zurich	1434,54	+0,29	+15,66
Milan MIB 30	896	+0,22	+12,38
Frankfurt Dax 30	2187,57	-0,42	+3,84
Bruuxelles	1441,81	+0,65	+3,75
Suisse SMI	1383,62	+0,61	+3,27
Madrid Iboex 35	299,35	+0,79	+5,03
Amsterdam CBS	301,60	+0,23	+8,48

DEMAIN dans « le Monde »

LE STYLE SKRÉLA POUR CONTRER LES ALL BLACKS : après la victoire de Toulouse, la France va s'appuyer sur le rugby spectaculaire prôné par son entraîneur, Jean-Claude Skréla, pour tenter de remporter le second match contre les Néo-Zélandais.

Tirage du Monde daté jeudi 16 novembre 1995 : 495 524 exemplaires

Le Monde

VOIX massacre

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

des massacres

Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995

Les voix du massacre

Cinquante ans après son interdiction par Staline, un document unique transmis par les survivants des massacres de Juifs en Russie. Un livre où les morts se mettent à parler

LE LIVRE NOIR

Textes et témoignages réunis par Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman. Traduits du russe par Yves Gauthier, Lubia Jurgenson, Michèle Kahn, Paul Lequesne et Carole Moroz sous la direction de Michel Parfenov. Solin/Actes Sud, 1136 p., 280 F.

Le terme a été galvaudé, mais disons tout de suite que la publication du *Livre noir* est un événement. Un vrai. Qui devrait passionner les littéraires et les historiens, les Juifs et les non-Juifs, et, plus précisément, tout honnête homme qui veut comprendre ce qui s'est passé il y a quelques décennies en Europe, comment a commencé à l'Est, dans les Républiques soviétiques, cette destruction des Juifs d'Europe, disséquée par les historiens, tel Raul Hilberg. Comment a commencé, avant même que soit mise en œuvre l'extermination programmée des Juifs, qui ne cesse de peser sur notre fin de millénaire.

Réalisé sous la direction d'Ilya Ehrenbourg et de Vassili Grossman,

alors correspondants de guerre, avec une quarantaine de collaborateurs - Margarita Aliguer, Victor Chikolovski, Kaverine, Avrom Sutzkever, Lidia Seifoulina... - le *Livre noir* (1) est un recueil de témoignages rassemblés immédiatement après le départ des occupants nazis auprès des témoins survivants en Ukraine, Biélorussie, Russie, Lituanie et Lettonie. Évidemment, on peut se demander si, maintenant que cinquante ans ont passé, ce livre mythique, disparu, interdit et composé dans l'urgence, n'arrive pas trop tard. Mais, à le lire, il est clair qu'il était, alors même censuré, même autocensuré, impubliable.

Nous ne ferons pas ici un échantillonnage de l'horreur, des massacres, des humiliations et des tortures, car la lecture en est, le plus souvent, totalement insoutenable. Mais comment pourrait-elle ne pas l'être, puisqu'elle est composée des témoignages, à chaud, de ceux qui ont survécu à ce qui fut une gigantesque boucberie. On croyait tout savoir. Et puis, non. C'était pire.

Cependant, l'existence du livre caché était connue. Début 1944, Ehrenbourg en avait publié des extraits dans la revue *Znamia*. En 1945, une partie du travail avait été envoyée au procureur soviétique du procès de Nu-

remberg. Une *Corteo negro* avait paru en Roumanie en 1946, tandis que la même année était publié aux États-Unis un *Black Book* à partir de documents transmis depuis l'Union soviétique. Quant à l'édition russe, gelée par Jdanov, puis remaniée, elle avait enfin reçu, sur épreuve, le bon à tirer en 1947, avant d'être définitivement interdite et le plomb détruit chez l'imprimeur. La pire campagne antisémite, sous prétexte de « conspiration sioniste », allait bientôt commencer avec l'assassinat, en janvier 1948, sur ordre personnel de Staline, de Salomon Mikhoels, artiste adulé du théâtre yiddish, bientôt suivi par le procès qui allait aboutir à l'exécution de tous les membres - moins une - du bureau du Comité antifasciste juif (2). « L'histoire du Livre noir ressemble à celle de notre pays, écrit dans la préface à la première édition intégrale en russe - parue à Vilnius en 1993 - la fille d'Ilya Ehrenbourg, Irina, sans qu'il n'aurait pu se faire cette exécution. Elle recèle de la même manière nombre de faits inexpliqués ou, comme il est convenu de dire aujourd'hui, de « rochers sombres ».

L'histoire de sa publication, ou plutôt de sa non-publication, éclaire d'une façon frappante, comme par ricochet, ce que signifiait être soviétique et juif en URSS. L'idée de réunir des documents sur l'extermination des Juifs de Russie revient à Albert Einstein, qui en fit part à Mikhoels et Fefer, envoyés aux États-Unis en 1943 pour recueillir des fonds auprès de la communauté juive américaine. On lui demanda une préface (dans laquelle il souhaitait notamment que la Palestine soit ouverte à l'immigration juive), qui déplaça aux Soviétiques et qu'il refusa. Dans ses souvenirs, *Les Hommes*, les années, la vie (dont on aimerait voir paraître en français la traduction déjà prête de l'édition intégrale publiée à Moscou en 1989-1990), Ilya Ehrenbourg écrit : « À la fin de 1943, avec V. S. Grossman, j'ai commencé à travailler à un recueil de documents que nous étions convenus d'appeler *Le Livre noir*. Nous avions décidé de rassembler les journaux, les lettres personnelles, les récits des victimes, les références solides, notons cependant que la bibliographie aurait gagné à mentionner les années de publication et non celles des rééditions (Delumeau et *La peur en Occident*, 1978) et les

deux maîtres d'œuvre, Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, une conscience juive jusque-là refoulée. Très différents, ils se voulaient tous deux assimilés, écrivains russes soviétiques. Ils vont, presque malgré eux, se trouver engagés dans la cause juive, ce que Simon Markish, dans son essai sur *Le Cas Grossman* (Julliard/L'Age d'homme, 1983), a appelé le « syndrome de Tuwim », reprenant les paroles du poète polonais Julian Tuwim (1894-1953) qui, après l'insurrection du ghetto de Varsovie, revendiqua « le grade de Juif douloureux ». Il avait écrit un article qui devint le manifeste de la communauté juive assimilée : « Il existe deux sortes de sang, écrit Tuwim, celui qui coule dans les veines et celui qui s'écoule des veines. Étudier le premier est l'affaire des physiologistes... Le second est le sang innocent des torturés, le sang qui n'est pas caché dans les artères, le sang des Juifs ».

Tant qu'on ferait couler le sang des Juifs, Ehrenbourg et Grossman savaient désormais qu'ils se sentaient Juifs... Il y avait Babi Yar près de Kiev, où pourrissaient 40 000 cadavres. Il y avait Vilna. Il y avait Ber-

Dans une cache lors d'une rafle dans le ghetto de Vilna (Dessin de M. Bahetfer)

ditchev... Vassili Grossman raconte un des jours de terreur, le 15 septembre 1941, dans sa ville natale : « Tout le jour, le sang coula. Les fosses en étaient pleines que le terrain argileux n'absorbait pas et le sang débordait, formant d'énormes mares sur la terre, coulait à flots, s'engorgeant dans les cavités du sol. Les blessés tombés dans les fosses mouraient non pas sous les balles des SS, mais parce qu'ils se noyaient, engloutis par le sang. Les bottes des bourreaux étaient détrempées, imprégnées de sang, les victimes qui avançaient vers leur tombe marchaient dans le sang. Toute la journée, les cris fous des gens abattus restaient suspendus dans l'air, les paysans des fermes avoisinantes qu'on leur faisait marcher pour ne pas entendre ces hurlements qui tuaient l'âme humaine ne pouvaient supporter... » Impressions recueillies dans les ruines du ghetto, alors qu'il recherchait les traces de la mort de sa mère : elles seront la matrice de son grand roman, *Vie et destin*. Mais en bon Soviétique, lorsqu'il aura achevé le livre en 1960, il le portera à la revue *Znamia*, qui le transmettra au comité central. Qui fera saisir tous les manuscrits.

Ce n'est pas un livre d'histoire. C'est une source incomparable, une matière documentaire brute, unique, mise en forme par de grands écrivains, censurée par les censeurs du « politiquement correct » de l'époque, qui a servi et servira aux historiens, aux romanciers. Un livre où les morts se mettent à parler. Il faut le lire à petites doses. Savourer même l'humour noir... Un jour, dans le ghetto de Vilna, on organisa une soirée à la mémoire de Stefan Zweig, dont on venait d'apprendre le suicide ; les musiciens jouèrent la *Marche funèbre* de Frédéric Chopin... Il faut aussi savoir gré à un éditeur, pour inaugurer une nouvelle collection nommée « Hebraïca », d'avoir bravé les contingences économiques et pris le risque de cette immense entreprise qui répond à l'impératif biblique, toujours actuel, *Zakhor !* : souviens-toi.

Nicole Zand

(1) Le titre complet, tel qu'il devait apparaître sur la couverture de l'édition de 1947, qui fut interdite, était : *Le Livre noir sur l'extermination systématique des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945*.

(2) On pourra lire à ce sujet *L'Holocauste inachevé*, d'Alexandre Borzichovski (Lattès, 1995), et attendre la traduction du remarquable *Prisonniers du pharaon rouge* (V. plenou ou krasnoro jaraon) de G. Kostirchenko (Moscou, 1994).

Voir pages VI et VII

Comment s'est fabriqué le concept d'Européen

Dans un livre sainement dérangeant, Josep Fontana traverse les frontières imaginaires du territoire mental et culturel de l'Europe

L'EUROPE EN PROCÈS

(Europa ante el espejo) de Josep Fontana, traduit de l'espagnol par André Rougon. Seuil, coll. « Faire l'Europe », 208 p., 130 F.

Le court volume que publie l'historien catalan Josep Fontana risque de faire grincer bien des dents et de soulever nombre de protestations. Pensez ! Contrairement à ce que promet un peu légèrement l'éditeur, il ne s'agit pas de proposer un regard alternatif sur le modèle européen vu par ses victimes ou ses adversaires, mais plus radicalement d'établir le processus qui a inventé l'image, toute de supériorité affichée et de morgue souveraine, de l'homme européen - ce que le titre français annonce assez bien.

En neuf regards successifs sur le visage de l'Européen lu dans sa détestation de l'autre - barbare, païen, hérétique, rustre, sauvage ou primitif - Fontana part en quête des frontières imaginaires qui déterminent le territoire mental et culturel de l'Europe. Le premier essai, magistral, donne le ton : le Grec naît de son rejet du Barbare, cet Asiatique qu'il nomme en moquant sa prononciation, onomatopée bégayée qui rejette l'autre vers l'inférieur, réflexe xénophobe qui justifie aussi

l'esclavage. Le Romain reprend à son compte le mirage d'une pensée née sans métissage oriental. A sa suite, l'historien à long terme répète la fable de cette pureté rêvée, masque commode d'une myopie fondamentale qui autorise à stéréotyper tout ce qui n'est pas soi. Et les écoles prussiennes ou anglaises de la fin du XVIII^e siècle, par l'étude des Antiques, théorisèrent cette dualité entre « civilisés » et « primitifs », fondement du complexe de supériorité du Vieux Continent.

Dès lors qu'on récuse les simplifications qui multiplient ruptures décisives et résurrections exemplaires, qui font de l'Europe un phénix sans pareil, force est de constater qu'il reste peu d'arguments à une telle présomption. Le latin, ciment politique et culturel ? Mais alors pourquoi une telle inflation de propagande iconique ? Un christianisme fondateur ? A condition d'oublier le pluralisme combattu et la tolérance dénoncée par l'Eglise, décalque de l'autorité impériale.

Chaque roi païen converti dit un triomphe politique, sans présager d'une réelle adhésion populaire ; une affaire de capture en somme. Et lorsque l'Eglise perd sa capacité d'assimilation, elle tient tout défi à son pouvoir comme inadmissible. L'hérétique, c'est l'acceptable, l'œuvre du démon. Pour éviter l'enfer, inventons le Purgatoire, lieu de l'indispensable

médiation ecclésiastique, mais sans renoncer à la ségrégation ostensible - ainsi, le concile de Latran IV imposant, en 1215, un code vestimentaire strict pour le Juif, figure idéale de l'ennemi intérieur.

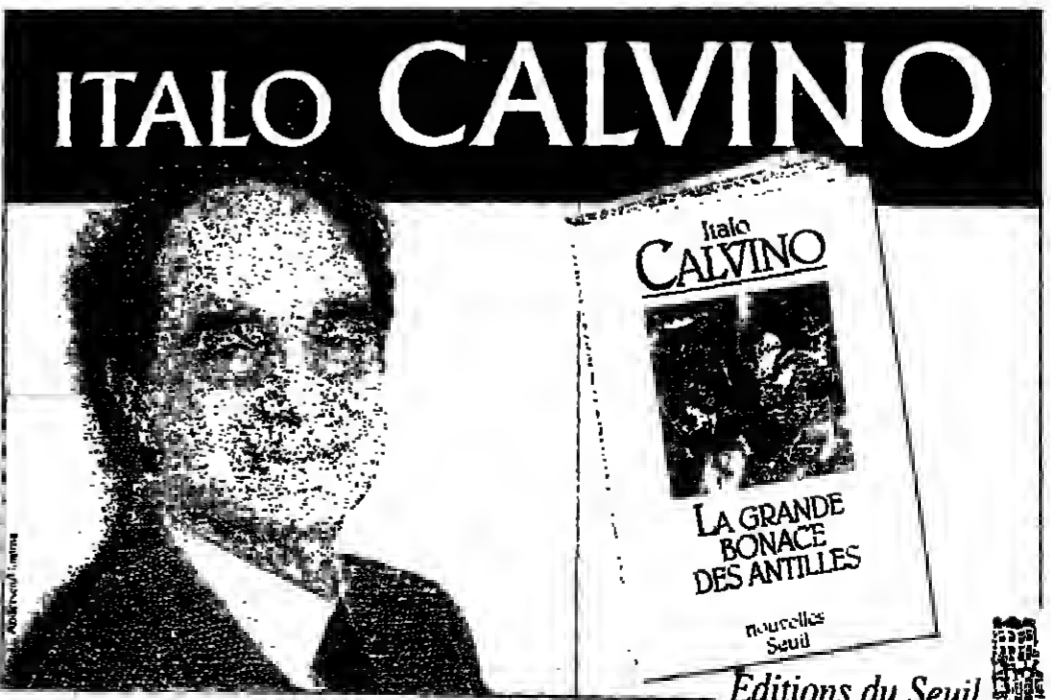
En marge de la culture « lettrée », seule capable de propulser les clercs aux commandes de l'administration et du politique, résiste une culture populaire que Fontana préfère nommer « critique ». Culture qui refuse d'assimiler tout projet de réforme des pouvoirs et d'égalité sociale à une aberration ou à une utopie naïve. Machiavel, Bruegel et Rabelais réalisent le métissage du populaire et du lettré, avant qu'une férocité simplification ne transforme la courtoisie en urbanité, ramenant le rustique au rang de fruste bestialité. Tandis que les académies momifient le langage, que l'Eglise, puis la science, culpabilisent la pratique sexuelle qu'elles ne parviennent pas à réguler, on s'interroge sur le « non-européen » : sauvage, il autorise le génocide ; primitif, il doit accepter l'épisode impérialiste comme une chance d'accéder à la civilisation. Qu'importe le jeu schizophrénique qui propose simultanément l'éloge du noble sauvage et le portrait-charge du misérable primitif ! Le mythe racial se fait si convaincant qu'il divise jusqu'à l'Europe d'aujourd'hui, où il survit, marque de la peur irration-

nelle de l'autre. On l'aura compris, la leçon est rude et la peinture sans complaisance. Si ce livre sainement dérangeant, est d'une argumentation intelligente, aux références solides, notons cependant que la bibliographie aurait gagné à mentionner les années de publication et non celles des rééditions (Delumeau et *La peur en Occident*, 1978) et les

titres français lorsque les ouvrages mentionnés sont traduits (*Le Renoncement à la chair* de Peter Brown, pour *The Body and Society* par exemple). L'ouvrage, enfin ne se contente pas de dénoncer les préjugés toujours à l'œuvre et de rappeler les principes d'une vigilance souvent bien malmenée. C'est aussi un vibrant plaidoyer pour une prise de

conscience de ce que peut être l'Europe, débarrassée d'une vision boursoiffée d'elle-même, enfin apte à redéfinir ses contours et ses valeurs, à stigmatiser ses dérives et ses insuffisances. Pas de masochisme donc, mais une leçon de lucidité civique que l'on peut juger cruelle mais dont nul n'a le droit de faire l'économie.

Philippe-Jean Catinchi



Editions du Seuil

L'ÉDITION

■ Arles, capitale des traducteurs. Inaugurée par le nouveau maire, Michel Vauzelle, et par Jean Guilloineau, président d'Adas, les Assises de la traduction littéraire, Adas 95, qu'avait fondées en 1983 l'hispaniste Laure Bataillon, donnaient la vedette, cette année, à la traduction de Jean Giono et à celle de la Bible. Six traducteurs d'Allemagne, de Russie, de Slovaquie, de Grande-Bretagne, d'Espagne, des Pays-Bas ont parlé de leur travail sur Giono. Dans le cadre d'un atelier sur « Giono traducteur de *Moby-Dick* », Marie-Claire Pasquier a mis en évidence le rapport exceptionnel de l'écrivain de Manosque à la langue de Melville. A propos de la Bible, Marguerite Harl, Marc Philonenko, Jean-Marc Babut et Henri Meschonnic ont confronté leurs approches.

Comme il est de tradition, les prix de traduction ont été proclamés : prix Nelly-Sachs à Philippe Giraudon, traducteur d'allemand, d'italien et d'anglais, pour ses traductions de Laila Romano ; prix Halperine-Kaminsky « consécration » à Claire Cayron pour avoir fait connaître en France le Portugais Miguel Torga (onze titres parus), les Brésiliens Harry Laus et Caio Fernando Abreu ; enfin, un prix « découverte » est allé à Hugues Leroy (né en 1967), traducteur notamment de l'Américain Chet Raymo.

■ Du nouveau pour le Renaudot. Lors de la remise des prix Goncourt et Renaudot, lundi 13 novembre, le jury du Renaudot a annoncé la création d'un nouveau prix, le Renaudot de l'essai, qui sera décerné chaque printemps au mois de mars. D'autre part, un dixième juré a été élu en la personne de Georges-Olivier Châteaureynaud (Le Monde du 15 novembre), qui vient occuper le fauteuil de Luc Estang, mort le 25 juillet 1992. « Nous ne nous pressons jamais beaucoup pour réélire un membre du jury », explique André Brincourt, le secrétaire général.

Le jury du Renaudot est à présent composé de Francis Ambrère, Alain Bosquet, André Bourin, Jacques Brenner, André Brincourt, José Cabanis, Georges-Olivier Châteaureynaud, Louis Gardel, Christian Giudicelli et Roger Vilgny.

■ Le Goncourt des lycéens. Cette année, comme déjà à trois reprises, les lycéens ont suivi leurs aînés. Ils ont attribué leur propre Goncourt - créé en 1988 - lundi 13 novembre à Rennes, quelques minutes avant la proclamation, chez Drouot, à André Makine pour *Le Testament français* (Mercure de France) au quatrième tour de scrutin.

■ Prix littéraires. Le prix Novembre a été attribué, mardi 14 novembre, à Jean Echenoz pour son roman *Les Grandes Blanches* (Milan) ; il l'emporte au troisième tour de scrutin, par 5 voix contre 4 à Hector Bianciotti pour *Le Pas si lent de l'amour* (Grasset). Le prix de Flore a été attribué à Jacques A. Bertrand pour *Le Pas du jour* (Gallimard) ; le Grand Prix de l'Humour noir va à Jean-Pierre Verheggen pour *Ridiculum vitae* (La Différence) ; le prix Alexandre-Vialatte à Gérard Pussey pour *Menteur* (Castor Astral) ; le prix du Musée de l'Armée à Douglas Porch pour *La Légion étrangère, 1831-1962* (Fayard) ; le prix Guillaume-le-Conquérant à Franz-Olivier Giesbert pour *La Souille* (Grasset).

En quête de référence

Les mésaventures exemplaires du Robert des synonymes pourraient permettre un salutaire contrôle des dictionnaires

Après la décision des éditions Le Robert, filiale de Nathan, vendredi 10 novembre, de retirer de la vente leur édition reliée du *Dictionnaire des synonymes et contraires*, où l'article « avaré » proposait des équivalences propres à entretenir le préjugé antisémite (*Le Monde* du 12-13 novembre), le président du conseil d'administration, Jean Kahn, vient de se voir reconnaître un droit de regard sur la nouvelle version à paraître. En édition de poche, cependant, l'ouvrage reste disponible puisqu'il ne comporte pas le passage fautif incriminé : son texte reprend en effet un état antérieur de ce même dictionnaire paru dans les années 70. C'est là la garantie de voir disparaître certains des substituts proposés pour désigner un avaré, origine de la polémique. L'édition révisée en 1992 avançait en effet, parmi près d'une centaine d'équivalences (où l'« écossais » voisinaient avec l'« avaré », les termes « juif » (encadré d'ailleurs « ouvrier » et « juif »), « ouvrier », « ouvrier » et « ouvrier », « ouvrier » et « ouvrier ». Certes, ces termes sont précédés du discriminant « arg. », c'est-à-dire « argotique ». En revanche, parmi les synonymes à l'usage recommandé (pas moins de cinquante-trois), le lecteur trouvait « gobelet » ou « shylock », modèles littéraires d'usuriers juifs empruntés à Balzac et à Shakespeare.

Comme les quinze synonymes insultants proposés pour « orobe » (du type « melon », « bicar ») ou les vingt-cinq substantifs méprisant pour « femme » (« pèssse », « poufasse », « rodasse »), à l'entrée « juif », les termes « youpin » et « youtre » sont, cette fois, rangés sous la rubrique « arg. et injurieux », tandis que « bomboulo », « bougnou », « gabi », « figuère », ne sont que « péjoratifs ».

Sans aller jusqu'à accuser d'antisémitisme l'éditeur ou l'auteur - Henri Bertaud du Chazaud, un ancien maître de conférence de l'université de Besançon, chargé de mission au CNRS, aujourd'hui à la retraite, et dont l'ouvrage, ironie du sort, fut naguère couronné par l'Académie française, Jean Kahn estime que la limite du supportable a été franchie. Il soulignait dans un échange de lettres avec Bertrand Eveco, PDG des éditions Nathan, et Michel Legrain, vice-président des éditions Le Robert, la responsabilité éditoriale qui pèse sur ceux qui publient des dictionnaires, des usuels censés faire référence et dont on peut s'attendre, s'indigner même, qu'ils s'emploient à perpétuer ainsi l'enseignement du mépris selon l'expression de l'historien Jules Isaac.

Fallait-il pour autant rendre l'affaire publique ? Courant octobre, les éditeurs, sans contester les faits, proposèrent des aménagements de mise en page, tout en affirmant légitime de vouloir décrire la langue telle qu'elle est, fût-elle le cruel miroir des mœurs passées et présentes. L'auteur, lui, se défend d'une intention maligne et invoque des délais insuffisants pour revoir le texte avant impression.

Codirecteur de la collection qui accueille l'ouvrage par lequel le scandale arrive, Alain Rey est une figure emblématique de l'exigence lexicographique. Personnellement « consterné » par ces dérapages qui l'affectent d'autant plus qu'il a le premier introduit dans les ouvrages qu'il dirigeait la notion - et la mention - d'« injure raciste », il n'a tend pas à étouffer l'affaire et a milité pour le retrait et le pilonnage (le stock était de trois mille exemplaires pour un tirage de cinquante mille unités). Ce qui devait sans doute coûter la bagatelle d'un million de francs à l'entreprise, d'où le temps de latence sans doute avant la décision de vendredi. Pour lui « Kahn a raison à 100 % ». Comme c'est un « homme modéré », continue Alain Rey, il n'est pas question de ne pas reconnaître la justesse de ses attaques, ni la gravité de l'événement. Puisque « la chaîne » a failli, « la responsabilité éditoriale du Robert est patente ». Alain Rey ne cherche pas à « couvrir » les responsables, stigmatisant l'« absence de conscience des enjeux sociaux et moraux » que révèle l'affaire. S'il répond des ouvrages collectifs, où des rédacteurs salariés travaillent

sous le contrôle d'un maître d'œuvre, lexicographe chevronné, le dictionnaire d'auteur (14 titres à ce jour) a sa propre chaîne de production avec un éditeur responsable, une équipe de correction attentive à la typographie, la linguistique, la composition du volume. C'est à l'établissement du manuscrit définitif que le problème s'est sans doute posé. On ne saurait certes imputer l'erreur à l'informaticien, reconnaît Alain Rey, même si les nouvelles méthodes de travail peuvent parfois se traduire par un certain relâchement de la vigilance : les bandes magnétiques chargées d'informations complètes et transposées automatiquement échappent plus facilement au contrôle. Ce risque nouveau, mal évalué jusqu'ici, pourrait trouver sa parade avec des sorties papier à chaque étape de la conception et de la réalisation du volume. L'auteur lui-même « victime » de cette révision de 1992 où l'accumulation vertigineuse des références se voyait gager d'enrichissement, mais sans vigilance, c'est l'« insensibilité sociologique », l'absence « maladroite » de conscience des contenus qui ont triomphé. Pour autant il ne faut pas, selon Alain Rey, se résoudre à une prudence excessive qui châtie le langage et satisfait le courant dominant d'un langage pâle, sans aspérité ni saveur. Il convient de replacer le mot dans son contexte, sans complaisance ni fillosité. De décrire pour dénoncer, mieux : pour combattre les termes de l'humiliation et de la discrimination. Ce qui n'empêche pas de banaliser des équivalences périmées et nauséabondes.

Il estime que l'« affaire », malgré le discrédit qu'elle entraîne pour sa maison, peut être paradoxalement salutaire : en permettant d'établir une jurisprudence stricte, un « étiquetage nécessaire pour les systèmes de contrôle » de ces gardiens du langage que doivent résoluement rester les dictionnaires. Il n'en résonne pas moins le polissage stérilisant du « politiquement correct ». A cette aune-là seulement le dérapage est exemplaire. Quant à sa publicité, elle est toujours salutaire.

Ph.-J. C. et N. W.

Feltrinelli fête ses quarante ans

La maison créée à Milan en 1955 rayonne de santé

On ne pouvait souhaiter plus bel anniversaire pour un éditeur. Ces 40 ans, pour leurs quarante ans, les éditions Feltrinelli se sont vu attribuer les trois prix littéraires les plus prestigieux de la péninsule : le prix Strega avec le roman posthume de Marziano Di Lascia, *Passaggio in ombra* ; les prix Viareggio et Campiello avec *Il coraggio del pettirosso* du jeune écrivain Maurizio Maggiani. Pour la maison d'édition fondée à Milan en 1955 par le milliardaire et révolutionnaire Giangiacomo Feltrinelli, ce succès marque le point d'orgue d'une croissance régulière.

Un résultat qui est dû aussi à l'excellent réseau de trente librairies qu'elle a su mettre en place dans tout le pays.

L'histoire de ces quarante ans d'édition est aujourd'hui retracée dans le riche *Catalogo storico* édité pour l'occasion, où l'on retrouve, au fil de la liste des titres publiés, tout un pan de la culture italienne de l'après-guerre. Au départ, Feltrinelli a fait de l'engagement politique et de la culture critique ses priorités. Après la disparition tragique de son fondateur en 1972 et la fin des idéologies, la maison d'édition a su négocier le passage

difficile des années 80, au moment où son profil trop engagé s'est trouvé en porte-à-faux avec la société italienne. La crise a été surmontée au cours de la décennie suivante, les éditions Feltrinelli ont rassemblé un important groupe de narrateurs italiens, parmi lesquels figurent Tabucchi, Benni, Celati, Cavazzoni, De Luca, Campo et Sereni. Cette politique éditoriale - qui d'ailleurs s'est développée sans renoncer aux domaines traditionnels du roman étranger et des essais - porte aujourd'hui ses fruits. Les récompenses de cet été confirment d'ailleurs le succès de l'ensemble des livres Feltrinelli. Sans oublier la collection de poche, qui a largement contribué à la spectaculaire croissance du chiffre d'affaires, pratiquement doublé dans les dernières années. Désormais, Feltrinelli, longtemps considérée comme la plus importante des moyennes maisons d'édition, joue dans la cour des grands, tout en gardant sa structure familiale et sa physionomie éditoriale particulière, même si ce n'est plus une maison d'édition « alternative ».

Pour fêter cet anniversaire, l'éditeur milanais lance un magazine littéraire tiré à 500 000 exemplaires et diffusé gratuitement dans ses librairies. *Effe* - qui ne se veut pas un « bulletin-maison », mais une véritable « boussole pour aider les gens à s'orienter dans les librairies, entre fonds et nouveautés » - sortira trois fois par an. Pour sa présentation aux lecteurs, le dimanche 12 novembre, toutes les librairies Feltrinelli sont restées ouvertes et ont accueilli une centaine d'auteurs de la maison d'édition. Une preuve de plus de l'effort de Feltrinelli pour fidéliser son public. Effort qui n'est pas pour rien dans son incontestable réussite.

Fabio Gambaro

ACTUALITÉS

Littérature d'apocalypse en Israël

Quelques semaines avant l'assassinat d'Yitzhak Rabin paraissait un roman d'anticipation décrivant la destruction d'Israël d'ici cinquante ans. L'auteur, Ze'ev Ben Yosef, membre du Likoud (opposition de droite), situe bien évidemment le point de départ de la liquidation de l'Etat juif aux accords d'Oslo. Le titre - en l'occurrence glauque - du livre est *Paix sur Israël* (*Shalom al Israël* en hébreu). Rapidement divisés en trois camps hostiles (arabe, laïc et religieux), et parce que la paix leur réussit trop bien, les Israéliens délaissent leur armée - du point de vue de la ressource pour régler les différends. Celles-ci s'installent à demeure et expédient les juifs en Europe où ils sont exterminés dans les camps de la mort d'une Allemagne nazie reconstruite. Ce type de littérature prospective, ici anticipée par le quotidien *Haaretz*, n'est pas rare en Israël. Elle joue sur des fibres extrêmement sensibles. Nul doute que ce genre de texte, venu dans toutes les librairies du pays, joue son rôle dans le climat d'angoisse profonde et d'urgence dans lequel vivent les adversaires de la paix.

■ GRANDE-BRETAGNE. L'hebdomadaire *The Economist* consacrera désormais une rubrique à part entière aux livres et aux autres médias sous le titre *Review of Books and Multimedia*. Au programme du premier rendez-vous dans le numéro du 11 novembre : un reportage sur le genre biographique, sous le titre « Comment écrire une biographie et éviter d'en lire de mauvaises », et des articles sur les CD-ROM, sur le roman allemand, l'histoire contemporaine, le théâtre, etc. A noter : une liste comparative des best-sellers de la catégorie document-essai (en anglais non fiction) parus aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne.

■ ETATS-UNIS. Marcia Clark, procureur au procès d'O. J. Simpson, vient de signer avec l'éditeur Viking-Penguin, basé à New York, le troisième contrat le plus lucratif de l'histoire de l'édition américaine : 4,2 millions de dollars (20,8 millions de francs) pour les droits mondiaux sur son futur manuscrit. Les généraux Colin Powell et Norman Schwarzkopf, qui ont reçu respectivement 6 et 5 millions de dollars (29,4 et 24,5 millions de francs) pour leurs Mémoires de la guerre du Golfe, caracolent en tête de ce palmarès.

■ RUSSIE. L'écrivain russe Danil Granine, né en 1919, a présenté à Saint-Petersbourg, en octobre, son dernier roman, dont on pourrait traduire le titre par « Fuite en Russie ». Cette promotion constitue une démarche commerciale nouvelle pour cet auteur célèbre de best-sellers qui n'a jamais eu à beaucoup se préoccuper des problèmes du marché. Comme il le confie lui-même à l'hebdomadaire *Literaturniaia Gazeta* : « Auparavant, les livres trouvaient eux-mêmes le chemin du lecteur. Aujourd'hui, il faut utiliser toutes les possibilités pour faire parler de soi. » Si l'on en croit l'hebdomadaire *Kniznoe Obozrenie*, ce nouvel ouvrage, publié par les éditions Novosti, est clairement construit pour être adapté à l'écran.

COLLOQUES, BULLETINS ET SOCIÉTÉS

■ LE LIVRE NOIR. A l'occasion de la sortie de cet ouvrage (voir p. 1, VI et VII), la librairie Tschani organise une rencontre, mercredi 22 novembre à 19 heures, avec Lev Ozerov, Claude Lanzmann, Michèle Kahn, Luba Jurgenson et Emmanuel Moses (125, bd du Montparnasse, 75006 Paris).

■ DE L'INVENTION ROMANESQUE ET DÉMOCRATIQUE. Ce sera le thème des conférences organisées par la Villa Gillet dans le cadre de la Semaine européenne du roman, du 20 au 25 novembre. A noter la présence de nombreux écrivains européens : le Britannique Adam Thorpe, l'Espagnol Bernardo Atxaga, etc., et la soirée inaugurale avec Danièle Sallenave et l'italien Francesco Blamonti, lundi 20 novembre à 19 heures. (Villa Gillet, 25, rue Chazière (part de la Casale) 69004 Lyon. Réservation obligatoire (06) 78-27-02-08).

■ THÉÂTRE ET POÉSIE. Dans le cadre des premières rencontres débats du Théâtre Molière/Maison de la poésie, un colloque sur le thème « Un théâtre de la parole » se déroulera samedi 18 novembre de 9 h 30 à 17 h 30. Accès libre sur inscription : 44-54-53-11. (Théâtre Molière/Maison de la poésie, passage Molière, 161, rue Saint-Martin 75003 Paris).

■ MARCEL BRION : UN HUMANISTE, UN PASSEUR. Ce sera le thème du colloque international qui se tiendra à l'Auditorium de la galerie Colbert vendredi 24 et samedi 25 novembre, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain. « L'Européen », « L'Humaniste », « L'Historien d'art », ainsi que d'autres aspects de son œuvre très variée seront abordés par les intervenants, et le colloque se terminera par une lecture du *Théâtre des Esprits*, adapté d'un conte de Marcel Brion par Gérard Sorel. (Entrée libre. Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs 75002 Paris).

■ HENRI MICHAUX. L'université de Franche-Comté organise un colloque sur le thème « Henri Michaux, l'encre ou la plume ». Il réunit des spécialistes français et étrangers du 16 au 18 novembre. (Fort Griffon à Besançon. Rens. Jacques Hourriez ou Catherine Mayaux, Centre Jacques-Petit, (06) 81-66-54-22).

■ NORMAN MAILER participe à une rencontre autour de son livre *Oswald : un mystère américain* (Plon), samedi 18 novembre de 16 heures à 17 heures, FNAC Etoile, 26, avenue des Ternes, 75017 Paris).

■ COLLOQUE INTERNATIONAL. PAUL CELAN. L'Ecole normale su-

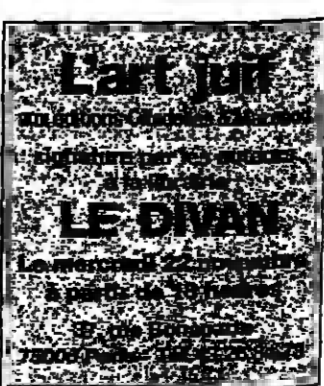
périeure (rue d'Ulm) et la Maison des écrivains accueillent pour ce colloque des spécialistes français et étrangers du poète, du 23 au 27 novembre. Plusieurs débats seront proposés sur les thèmes de la traduction et de la poésie, ainsi que des expositions et des projections de films. (Rens. Georges Ferenczi, 140, rue de Belleville, 75020 Paris. Tél. 44-62-27-08).

■ GEORGES PEREC. Un séminaire consacré à l'écrivain, organisé par l'Association Georges Perec et l'université Paris-VII, se déroulera tout au long de la saison 1995-96. La première séance, samedi 18 novembre, sera animée par Michel Taurin, sur le thème « Georges Perec palindromiste ». (Prochaines séances samedi 9 décembre et 13 janvier 1996, de 10 h 30 à 12 h 30, université Paris-VII, bibliothèque Pierre-Albouy, tour 3444, 2^e étage, 2, place Jussieu 75003 Paris).

■ MAURICE ROCHE. Dans le cadre des Jours littéraires de l'Hôtel Massa, une projection du film inédit « Maurice Roche », de Danièle Baudier, aura lieu lundi 20 novembre à 19 heures. (Hôtel Massa, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques 75014 Paris. Réservation indispensable 40-51-33-78).

■ LE HUITIÈME SALON DE LA LITTÉRATURE EUROPÉENNE se tiendra à Cognac du 24 au 26 novembre. Différents débats seront organisés. Chaque journée sera consacrée à un thème : « Littérature et histoire », vendredi 24 ; « Nouvelle littérature anglaise », samedi 25 ; « Cinéma et littérature », dimanche 26. A noter également les expositions consacrées à Jean de La Fontaine, le cinéma et la littérature, et les romanciers anglais. (Rens. Arlette Briaud, 16100 Cognac. Rens. (06) 45-82-86-01).

■ CLIO. Le 1^{er} Salon régional du livre d'histoire, se déroule à Sens (Yonne) du 16 au 19 novembre. Il est consacré à trois thèmes : Jeunes, région et grand public.



Emmanuel Carrère
La Classe
de neige
PRIX FEMINA

••• Editions P.O.L

Fabio Gambaro

مكتبة الادب

سكنا على الرحيل

LITTÉRATURES

Jacques Maritain, l'humaniste mystique

Du début du siècle à sa mort en 1973, le sage de Meudon exerça un véritable magistère moral et spirituel. Jean-Luc Barré raconte son étonnant itinéraire

JACQUES ET RAÏSSA MARITAIN
Les Mendiants du Ciel
de Jean-Luc Barré.
Stock, 660 p., 170 F.

On peut difficilement imaginer une vie plus riche et pleine que celle de Jacques Maritain. Et donc un plus beau sujet pour un biographe. Beau mais difficile ; pour plusieurs raisons. D'abord parce que la vie comme la pensée du philosophe, sans retrait ni répit, sont mêlées au siècle qu'elles ont traversé. Elles ne peuvent, en conséquence, être embrassées et comprises que constamment rapportées à ce siècle. Intégralement construite – du début des années 1900 à la mort de Maritain, le 11 avril 1973 –, « dans le conflit et la hâte », cette vie s'est laissée former et informer par l'Histoire et par les événements locaux ou planétaires qui se déroulaient. En retour, la pensée de Maritain s'est faite action et n'a jamais hésité à s'engager, à se compromettre. « Ce qu'il faut choisir, ce n'est pas un idéal à penser, c'est une vie à pratiquer », affirmait le philosophe.

Deuxième difficulté : le doublement, et même le triplement du nom et des destins : on ne peut parler de Jacques Maritain sans immédiatement placer auprès de lui l'émouvante figure de celle qui partagea sa vie, Raïssa ; et, un peu en retrait, celle de la sœur de celle-ci, Vera, qui vécut toujours dans l'intimité du couple. La délicate question de la nature, assurément particulière, du lien conjugal qui unissait Raïssa et Jacques Maritain est abordée comme elle devait l'être par Jean-Luc Barré : avec précaution et délicatesse. On imagine aisément les sourires moqueurs et sceptiques qu'une réponse trop explicite provoquerait. Relevant en totalité d'un secret de grâce et de foi, de chasteté et de fidélité, cette question fut légitimement protégée par les intéressés. Ce n'est qu'après la mort de Raïssa, en 1960, que Jacques Maritain leva un coin du voile, en publiant le *Journal de l'épouse*.

Derrière difficulté, un peu accessible celle-là : d'une ampleur considérable, à la fois circonstancielle et profondément méditative, réflexive, l'œuvre de Maritain, étudiée et commentée dans de nombreux cercles restreints, en France comme à l'étranger, semble appartenir, pour un public plus large, à un ordre de pensée « démodé » ou franchement suspect (1). Avec respect et admiration, laissant de côté ces suspensions, faisant œuvre d'historien autant que de biographe, Jean-Luc Barré a tiré le fil de la vie des Maritain. Il a surtout trouvé, entre l'histoire du siècle et celle, personnelle, du couple, un juste équilibre. Le pari était de taille. Sans simplifier à outrance, sans non plus céder à la tentation de l'exhaustivité proliférante, s'appuyant sur une documentation vaste et souvent inédite, cette première biographie de l'auteur de *Humanisme intégral* relève ce pari.

L'événement initial qui marque la vie des Maritain n'est pourtant ni local ni planétaire. Il est intime. Car c'est bien le baptême, en juin 1906, de Jacques, Raïssa et Vera qui constitue la source unique de leur commune vocation. Né en 1882 d'un « esthète sceptique et janséniste » et de Geneviève Favre, haute figure d'indépendance et de liberté d'esprit – elle restera toute sa vie choquée par l'engagement religieux de son fils –, amie de Charles Péguy, le premier n'était

guère prédisposé à rencontrer le catholicisme. Quant aux deux sœurs Oumanoï, elles sont russes, immigrées et juives. Tout au long de leur vie, tous trois auront à subir des attaques antisémites : Rebatet, en 1938, accusera ainsi le philosophe d'avoir « enjuivé sa vie et sa doctrine ». Cela n'empêchera pas Maritain d'être l'un des rares penseurs catholiques à méditer profondément, d'un point de vue théologique et mystique, sur le « Mystère d'Israël » (2) et sur l'innuité dont eurent à pâtir les juifs de la part de l'Eglise. Il le fit parfois



Jacques Maritain

contre cette Eglise même et contre les atterissements du Vatican, plus prompt à se taire qu'à parler d'une voix forte – même aux pires instants.

Au seuil de cette conversion au catholicisme, à côté des clercs comme le Père Clérissac, dom Paul Delatte (et la grande amitié avec Charles Journet), Léon Bloy occupe la place du premier médiateur. Il sera le parrain de baptême du couple. A l'auteur du *Salut par les Juifs* – ouvrage dont le couple financera la réédition –, qui leur transmitt le sens d'une foi exclusive et absolue, les Maritain voucront toute leur vie une grande tendresse et une indéfectible reconnaissance.

« Que suis-je ? Un converti. Un homme que Dieu a retourné comme un gant. Toutes les captures sont dehors, l'écorce est à l'intérieur, elle ne sert plus à rien. Un tel animal a de la peine à s'estimer quelque chose. Il a envie de demander pardon aux autres d'exister », écrit Jacques Maritain, vingt ans plus tard, dans sa célèbre lettre à Jean Cocteau (3). Le second médiateur fut saint Thomas d'Aquin. Une fois « abjuré », un peu trop durement, le bergsonisme de leur jeunesse érudite, c'est à la lumière de la *Somme théologique*, lue en 1909-1910, que les Maritain chemineront toute leur vie. L'influence du thomisme, par leur truchement, sera déterminante – et conflictuelle –

dans l'histoire contemporaine de l'Eglise, jusqu'à Vatican II. Le philosophe résumera ainsi l'un des axiomes du docteur angélique : « La foi vient compléter et achever la raison, comme la grâce vient achever la nature : la foi qui est pleine et volontaire adhésion de l'intelligence aux vérités révélées par Dieu, vérités dont l'Eglise a le dépôt. »

LA RELIGION DE L'AMITIÉ
L'amitié fut l'autre religion des Maritain. Ou plus précisément, la traduction, l'incarnation de leur foi. Les *Grandes Amitiés* (1941),

avec précision ces épisodes – celui de la rencontre avec Gide, en 1923, un an avant la publication de *Corydon*, montre la désarmante naïveté de Maritain –, tissés d'éclats incontrôlés, de résistances, de malentendus, de ruptures.

François Mauriac et surtout Julien Green reconnaîtront leur dette à l'égard du sage de Meudon. Les désaccords, liés à une conception par trop étroite de la création littéraire défendue par celui-ci, n'empêcheront pas le fécond dialogue de se poursuivre. Seuls Bernanos, esprit libre et brûlant, et Claudel, immense poète qui se souciait fort peu de faire coexister raison et foi, resteront à l'écart du cercle d'influence.

Mais les Maritain ne s'en tinrent pas au milieu littéraire. Jean-Luc Barré détaille les étapes de l'engagement, plus humaniste que politique, du philosophe : le trop long compagnonnage avec l'Action française – jusqu'à la condamnation de celle-ci par le Vatican en 1926 ; l'évolution courageuse de sa pensée et son aboutissement dans *Humanisme intégral* (1936) ; le refus de considérer, avec la majorité de la hiérarchie catholique, le franquisme comme l'expression d'une nouvelle croisade ; le rôle joué par Maritain, l'une des grandes voix de la conscience européenne, depuis les Etats-Unis, durant la deuxième guerre mondiale ; les rapports avec le général de Gaulle – Maritain admirait le message prophétique de l'homme du 18 juin, mais se montrait beaucoup plus circonspect à l'égard de ses arrière-pensées politiques ; l'ambassade au Vatican (1945-1947) ; le silence au début de Vatican II, puis l'amitié avec Paul VI ; la jeunesse retrouvée du *Paysan de la Garonne* (1966)...

Sur tous ces aspects, sur la multiplicité et la complexité des figures des Maritain – du visage le plus intime aux engagements extérieurs –, le biographe fournit les renseignements nécessaires. Il dégage surtout la ligne de force qui domine et commande cette vie. L'occasion est belle de sortir cette pensée, encore vive en plusieurs de ses chapitres, du clair-obscur où elle semble tenue, afin d'en mesurer, aujourd'hui, l'actualité.

Patrick Kéchichian

contre cette Eglise même et contre les atterissements du Vatican, plus prompt à se taire qu'à parler d'une voix forte – même aux pires instants.

Au seuil de cette conversion au catholicisme, à côté des clercs comme le Père Clérissac, dom Paul Delatte (et la grande amitié avec Charles Journet), Léon Bloy occupe la place du premier médiateur. Il sera le parrain de baptême du couple. A l'auteur du *Salut par les Juifs* – ouvrage dont le couple financera la réédition –, qui leur transmitt le sens d'une foi exclusive et absolue, les Maritain voucront toute leur vie une grande tendresse et une indéfectible reconnaissance.

« Que suis-je ? Un converti. Un homme que Dieu a retourné comme un gant. Toutes les captures sont dehors, l'écorce est à l'intérieur, elle ne sert plus à rien. Un tel animal a de la peine à s'estimer quelque chose. Il a envie de demander pardon aux autres d'exister », écrit Jacques Maritain, vingt ans plus tard, dans sa célèbre lettre à Jean Cocteau (3). Le second médiateur fut saint Thomas d'Aquin. Une fois « abjuré », un peu trop durement, le bergsonisme de leur jeunesse érudite, c'est à la lumière de la *Somme théologique*, lue en 1909-1910, que les Maritain chemineront toute leur vie. L'influence du thomisme, par leur truchement, sera déterminante – et conflictuelle –

peut pas lutter contre une certaine impossibilité à faire partie du monde. Un homme se rend au musée du Louvre pour y entreprendre l'étude systématique de la peinture. Devant un kiosque, il est arrêté par les gros titres des journaux. Il se lance aussitôt, malgré lui, dans de vastes et stériles considérations politiques. Il trouve des explications à tout. Il refuse d'être pris de court par les événements, ce qui est, en soi, le propre d'un esprit faible. Il rebrousse alors chemin et rentre chez lui où, avachi, il regarde la télévision. Ce jour-là, note-t-il simplement, je me suis beaucoup déçu.

Ce sont des naufrages du quotidien, des funambules du désespoir, des comptables retors de leurs défaites, des abouliques sentencieux et des amoureux méphitiques que l'on croise dans les brèves nouvelles de David di Nota. « Voyager ne sert à rien » est le titre de l'une d'elles. On peut certes, dit un ambitieux algérien,

peut pas lutter contre une certaine impossibilité à faire partie du monde. Un homme se rend au musée du Louvre pour y entreprendre l'étude systématique de la peinture. Devant un kiosque, il est arrêté par les gros titres des journaux. Il se lance aussitôt, malgré lui, dans de vastes et stériles considérations politiques. Il trouve des explications à tout. Il refuse d'être pris de court par les événements, ce qui est, en soi, le propre d'un esprit faible. Il rebrousse alors chemin et rentre chez lui où, avachi, il regarde la télévision. Ce jour-là, note-t-il simplement, je me suis beaucoup déçu.

Ce sont des naufrages du quotidien, des funambules du désespoir, des comptables retors de leurs défaites, des abouliques sentencieux et des amoureux méphitiques que l'on croise dans les brèves nouvelles de David di Nota. « Voyager ne sert à rien » est le titre de l'une d'elles. On peut certes, dit un ambitieux algérien,

peut pas lutter contre une certaine impossibilité à faire partie du monde. Un homme se rend au musée du Louvre pour y entreprendre l'étude systématique de la peinture. Devant un kiosque, il est arrêté par les gros titres des journaux. Il se lance aussitôt, malgré lui, dans de vastes et stériles considérations politiques. Il trouve des explications à tout. Il refuse d'être pris de court par les événements, ce qui est, en soi, le propre d'un esprit faible. Il rebrousse alors chemin et rentre chez lui où, avachi, il regarde la télévision. Ce jour-là, note-t-il simplement, je me suis beaucoup déçu.

donc lucide, dont le destin s'est arrêté à Vera Cruz, fuir la France, où les hommes semblent n'avoir d'autre préoccupation que faire pisser le chien de leur mère, de leur épouse ou de leur maîtresse, mais il n'y a aucune illusion à entretenir sur les étrangers : ils sont aussi veules, aussi terre à terre que nos concitoyens. Inmanquablement, on arrivera à la conclusion que « le monde est partagé entre les vivants et les morts. Et les vivants sont rares. Ils ne sont même pas assez nombreux pour former une minorité ».

Pour qui aime les textes concis, serrés comme un café italien et savoureux, « quelque chose de très simple », en somme, et d'horriblement difficile à obtenir, le livre de David di Nota est une providence. Il a ce parfum d'amertume et de mélancolie qui donne à nos plaisirs un peu plus de subtilité et à nos sens un peu plus d'acuité.

Roland Jaccard



Patrick Besson

Les Braban

roman

PRIX RENAUDOT

BESSON

ALBIN MICHEL

1995 : Salah Stétié
Grand prix de la francophonie de l'Académie française
Réfraction du désert et du désir
Babel éditeur
100 F. franco port. Commandes avec chèque à : Babel éditeur, La Médiathèque, 21200 Mazamet (Tél. : 03.67.27.67), ou par librairie.

Les éclats de Patrick Besson

Narrée sur un mode bouffon et ironique, la saga familiale des Braban vient d'obtenir le prix Renaudot

LES BRABAN
de Patrick Besson.
Albin Michel
375 p., 130 F.

Le roman de Patrick Besson est une entreprise de désinvolture généralisée où l'ironie règne en maître. Tout s'y contredit, s'y retourne, va à l'envers de ce qu'on attend. La famille Braban vit à l'aise dans son pavillon de banlieue parisienne où la Cité Karl-Marx vit le soir à l'orange. Le père, un octogénaire, ancien agent des services secrets belges, a fait récemment un troisième mariage à sa femme, de trente ans plus jeune que lui, peut-être pour compenser la stérilité de ses deux premiers enfants : Cécilia, qui, comptable au Printemps, mais belle à pouvoir tenir un emploi de mannequin, à trente-six ans est encore célibataire sans être vierge pour autant, et un énergumène d'une vingtaine d'années au sexe incertain, qui choisit selon les circonstances d'être tantôt fille, tantôt garçon. C'est lui qui écrit, au milieu du XXI^e siècle, l'histoire de sa famille. Il a ainsi une vue rétrospective sur le sort des uns et des autres, alors tous éteints, ce qui lui permet de jouer avec le temps, en arrière, en avant.

Pour leur malheur, les parents Braban ont adopté un jeune Thaïlandais qui a mal tourné. Enfant, il égarait la chatte, coupait la queue du chien des voisins. Pris de folie à vingt-deux ans, il a violé sa mère et tenté d'assassiner papa. Puis, il a été pris les armes à la main dans une échauffourée et condamné à cinq ans de réclusion. Deux ans sont déjà passés mais, à chaque 14 juillet, père, mère, enfants, craignent que, gracié par le pré-

sident, ne réapparaisse ce « Benito-la-Treure ». Quand la menace est écartée, les Braban donnent une fête de famille en conviant les voisins.

Le livre commence sur cette seconde célébration où fait irruption un ami de prison de Benito qui se dit, lui, gracié après un délit mineur de fraude fiscale. Avec ce Stuart Kollène pénètre dans la famille l'ange du Mal et de la Mort qui va la dévaster. Ce pourrait être un héros du romantisme noir. En fait, Patrick Besson le peint comme un porc.

Cécilia, jusque-là indifférente au monde masculin, reçoit le coup de foudre. Elle épouse Stuart bien que, longtemps avant nous, elle l'ait percé à jour. C'est un fils de famille riche - son frère est banquier à Londres - dévoyé dans le banditisme et devenu assassin quand il a tenté de s'assagrir. Il a jeté sa première femme par la fenêtre, massacré à coups de marteau ses deux fillettes, supprimé son psychiatre. Il sort de vingt ans de réclusion.

En échange de l'amour absolu que Cécilia lui voue, il l'injurie, la frappe, la ruine, l'engrosse, refusant de la toucher pendant qu'elle est enceinte, lui tue son père pour le voler, songe à vendre leur premier fils à des trafiquants de bébés, abandonne mère et enfant dans un naufrage dont Cécilia se tire par ses propres forces. Et toujours elle le couvre, prête à tout pour le sauver jusqu'à entretenir, par nécessité sexuelle et financière, une liaison durable quoique intermittente avec le frère banquier.

La passion que Stuart Kollène fait vivre à Cécilia occupe la majeure partie du livre. Elle se déroule en Angleterre : Londres, Glasgow, avec une savoureuse incursion à

Bangkok. Elle se mêle aux amours plus légères, tour à tour hétérosexuelles ou homosexuelles, du narrateur. Celles-ci nous entraînent dans la riche société parisienne, ses lieux de plaisir et jusqu'aux îles grecques, cadre obligé pour la romance inattendue qui termine cette épopée baroque. Cependant que, dans sa prison, d'où il ne sortira pas avant l'heure, Benito se rachète, se convertit et écrit des livres graves qui le rendront célèbre.

Patrick Besson nous fait rire avec nos malheurs, nos horreurs, nos catastrophes. Pour remporter cette gageure il parade de tous ses dons : d'excellents dialogues, habileté à mettre en scène les épisodes de son roman, coups d'œil pour croquer fermement un personnage ou humeur, un paysage, fausse naïveté de ses réflexions cyniques, rigueur de ses paradoxes qui voisinent avec nos lieux communs et quelques vérités bonnes à dire. Le hasard semble seul conduire les événements, mais si l'on y regarde de près, tout s'entrecroise, se justifie et s'organise dans une composition et une logique serrées.

L'ironie est faite de ces tensions contraires. S'y ajoute l'aisance avec laquelle Patrick Besson coule ses invraisemblances, ses outrances saugrenues, ses gags loufoques dans le monde concret qui est le nôtre, avec ses gadgets électroniques, ses innovations, son Euro-tunnel, ses modes vestimentaires, alimentaires, festives, littéraires, ses clichés et ses mythes : dans ce monde quotidien où l'on dort, bouffe, baise et procréé, en attendant que le roman survive. C'est cette réalité, rendue absurde par la bouffonnerie, qu'il peint, et moins en dénonciateur qu'en humoriste.

Jacqueline Piatier

Marx et ses frères

Un roman joyeusement anachronique qui porte un coup fatal à la biographie historique. Avec l'auteur du « Capital » pour héros

LA LONGUE VIE DES MARX
(La Saga de los Marx)
Juan Goytisolo.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton
Fayard, 240 p., 130 F.

Nous sommes à Londres, dans le vieil appartement des Marx. Le papa, son épouse Jenny, leurs trois filles ainsi que la fidèle Lenchen sont installés devant la télévision. Depuis des mois, Marx suit sur l'écran la chute des systèmes fondés sur sa pensée, assiste en direct au renversement de ses propres statues.

Le zapping convulsif de Tussy, la fille cadette, mélange les plans, passe d'un transatlantique reconstruit dans les studios de Cécilia à un reportage filmé à Bari, dans l'Adriatique italienne, montrant des Albanais fuyant une utopie à la recherche d'un rêve.

Au bout de quatre-vingt pages, Goytisolo nous dévoile qu'il s'agit d'un roman sur la vie de Karl Marx. Son écriture disloquée (syntaxe molle, absence de ponctuation, de majuscules...) lui permet d'abolir les distances, de promener ses personnages à travers l'espace et le temps, de convoquer Mikhaïl Bakounine par téléphone portable ; Marx change de domicile, de lieux et d'époque, rencontre d'autres penseurs et prophètes - parmi lesquels Abraham lui-même - et se fonde dans le décor chaque fois que le narrateur lui pose des questions embarrassantes.

Tout cela n'est pas du goût de l'éditeur. Il attendait des personnages en chair et en os, la vie bien romancée de Marx dans l'appartement lugubre de Dean Street, ses relations avec la servante et le fruit de leurs amours clandestins, assumé par Engels, l'éternel sacrifié : la très dialectique situation du père du marxisme vivant dans son taudis avec deux femmes enceintes, voilà de quoi faire un grand roman populaire.

Le narrateur se soumet et envoie un échantillon d'une nouvelle version du livre : « Marx est de taille moyenne, il a trente-quatre ans, mais il a déjà les cheveux blancs, sa complexion puissante et les traits faciaux évoquent ceux de Sémere, bien que de teint plus foncé et de cheveux plus noirs ».

Voilà du concret, du bien écrit, pas un mélange de fantaisie et de situations absurdes ! En fait le narrateur a copié un portrait de Marx fait par un mouchard prussien. Devant le succès, il poursuit son œuvre avec des emprunts, sans guillemets.

Après tout, Cervantès a bien commencé et terminé de la sorte



Juan Goytisolo

glas des romans de chevalerie. La longue vie des Marx porterait un coup fatal au roman historique tant prisé de nos jours.

Nous les grands créateurs de la littérature espagnole, tels Luis de Góngora, Cervantès ou Juan de la Cruz, traversés par les questions de rythme, d'ajustement auditif, de musique et de respiration du texte, les romans de Goytisolo - depuis *Don Julian* (Gallimard, 1971) - sont marqués par le chaos d'une écriture qui se crée en même temps qu'elle se saborde.

Aujourd'hui, c'est à la structure même que s'attaque le romancier. S'appuyant sur Cervantès, il tisse un jeu extrêmement complexe de relations entre littérature et vie, réalité et fiction. Les personnages interviennent dans la création, se permettent de critiquer l'auteur, devenu personnage lui-même, lui tracent son chemin. Si l'écrivain Sancho Pança prenait soin de sa réputation, la servante Lenchen empêcherait le narrateur de fouiller dans l'intimité d'une famille qui lui a donné travail et dignité.

L'auteur, son héros, un émigré de l'est, un professeur d'Oxford, une féministe américaine, un disciple de Maurice Godelier se retrouvent, entre autres, pour un débat télévisé après la projection d'un film sur le roman. Un portrait de Marx domine le plateau. L'écrivain ne sait plus s'il est en train de parler avec le vrai Marx, avec le héros de son roman ou avec le comédien qui incarne le philosophe dans le film.

Mais, comme la vie restera toujours l'équilibre entre les extrêmes, le narrateur et son personnage

commencent bientôt à échanger leurs rêves et leurs destins. « Depuis que le paysage de ruines idéologiques que l'on pressentait il y a une dizaine d'années est devenu une réalité, les exactions et les crimes de son système sont passés au second plan de la conscience et les désastres en série d'un monde soumis à la loi du monétarisme à outrance, les continents enfoncés dans une misère irrémédiable, dévastation planétaire, xénophobie, racisme, mafias eurobancaires, purifications ethniques et planification universelle à la Orwell, te paraissent plus féroces ! »

L'un des Marx hausse les sourcils. Ce monologue intérieur l'importune : « Au lieu de tant vous occuper de moi et de mes idées, vous feriez mieux d'expliquer aux lecteurs le propos et la structure de votre roman ! » En contrepoint, l'autre Marx, celui du portrait, ravi d'avoir trouvé son sage Cid Hamet (1), fait un clin d'œil complice au narrateur. Car celui-ci ne se contente pas d'écrire et d'interpréter les plus petites pensées de l'auteur du *Capital*, mais démontre que la plupart des malentendus, des crimes commis au nom du marxisme ne sont peut-être pas dus à la doctrine imparfaite qu'est le langage et à sa pratique défectueuse - comme l'indique le mot même de « contradiction ».

Ramon Chao

(1) Nom de l'historien arabe fictif présenté par Cervantès comme l'auteur du *Quichotte*.

Un pari de démiurge

SINGULIERS
d'Adonis.
Traduit de l'arabe
par Jacques Berque
Actes Sud/Sindbad, 192 p., 118 F.

Il faut d'emblée saluer l'élégance avec laquelle les éditions Actes Sud ont décidé de reprendre et de poursuivre l'activité de la maison fondée par Pierre Bernard à l'enseignement de « Sindbad ». Maquette, impression, catalogue : tout rappelle l'initiative de ces publications centrées sur le monde arabe. Les deux premiers ouvrages proposés ont aussi valeur de symbole, avec une réédition des *Chants de Mihyar le Damascène*, l'œuvre la plus célèbre d'Adonis, et un inédit du même auteur : *Singuliers*, dans une traduction que Jacques Berque a parachèveré à la veille de sa mort.

Le titre de cette somme poétique dit l'ambition du projet : ce *Singuliers*, au pluriel, entend rejouer, réinventer à sa manière passablement iconoclaste, le jeu de la Création. Là se mêlent, s'opposent ou se conjuguent, comme au sortir d'un chaos, des lambeaux de légendes, des apparitions, d'étranges horoscopes, des pages détachées de registres secrets, des digressions et une ronde de personnages emblématiques de lieux. Adonis a composé un poème en effet singulier, arbre touffu, delta ramifié, où c'est la dispersion même qui fait l'unité. Un poème-corps, qui embrasse autant de destins que nécessaire pour fonder sa genèse, son histoire et l'espace alchimique de ses mots.

De la pulsion et de la visée / je me compose une substance / indépendant quoique assisté / parachevé dans ma déficience / levant qu'assombrit un cauchemar / argané quand mon tout s'éparpille... / de la pulsion et de la visée / je me compose une substance / ma parole est mon tout / mes ténèbres ma lumière.

Il y a dans ce livre somptueux un pari de démiurge, où les images, les songes, les invocations, les désirs et les abîmes trouvent à s'incarner et à surgir sous un ciel d'ot « pleuvent des cadavres et des dieux ». La terre est redevenue conquête d'après le déluge. Terre encore semée de décombres, avec Adonis en vagabond inspiré, passeur de toutes les errances, effaceur de frontières.

André Velter

Au commencement était l'écrit

Alain Nadaud propose une vision plurielle du Livre des livres : « une gigantesque machine à produire de la fiction »

LE LIVRE DES MALÉDICTIONS
d'Alain Nadaud.
Grasset, 272 p., 110 F.

Les lecteurs familiers de l'univers d'Alain Nadaud attendent chaque nouveau roman comme un rendez-vous rare. L'occasion précédente d'un vertige métaphysique, dont l'ambition ne déçoit jamais. Les amateurs de jeux de l'esprit apprécieront ce *Livre des malédictions*, par l'intelligence de son propos, dépourvu des séductions du romanesque. Les néophytes, s'ils ne s'effraient pas de l'exigence de l'auteur, sauront sans doute reconnaître le spectre de Jorge-Luis Borges et sa figure de bibliothécaire aveugle, déjà à l'œuvre dans *Le Nom de la rose* d'Umberto Eco dans cette intrigue à la Leo Perutz. Balises rassurantes dans la spirale érudite où s'abîme la raison ordinaire.

Un roman déguisé en dossier, alimenté par des pièces archéologiques et scripturaires d'une audace inouïe comme seul les rêve le paléographe

le plus fou : la quête des fragments brisés des premières tables de la Loi, remises par Dieu à Moïse. Mais le roman de Nadaud est aussi une sorte de « polar » inextinguible, aussi déroutant que *Le Faucon maltais*, mettant en scène un malheureux privé, en charge d'une filature d'une banalité affligeante. Un entrepreneur d'import-export, dont le nom ne déparera pas dans une aventure de Tintin (Alexandre Krupsky), fait suivre son épouse Olga, assistante d'un chercheur intuitif mais imprévisible, David Tracher, moteur et symbole de la quête interdite.

Comme le détective, d'un courage qui doit plus à la naïveté qu'à l'audace, a une épaisseur de bande dessinée, nul ne s'étonne de le voir jouer le funambule sur les ventrières du jardin des plantes - où l'ombre d'Adèle Blanc-Sec, l'héroïne de Tardi, avait une autre densité. Bientôt suspect fortuit d'un « meurtre à la bibliothèque descellée », il apitoie souvent, vain limier inefficace à la recherche de l'archéologue perdu. Et le contexte ne l'épargne pas. Mai 1967-mai 1968 : le temps d'une quête commencée sur le Sinaï à la veille de la guerre de six jours, qui trouve son dénouement dans un site « nabatéen » des pentes de l'Hedjaz, et voilà que le récit, inclassable, prend un tour de roman d'espionnage. Mais que les services secrets israéliens viennent bousculer la quête d'un épigraphiste inspiré ne doit pas faire croire qu'Alain Nadaud ait renoncé à l'exigence intellectuelle qui est sa marque. Jouant de toute la palette du romancier conventionnel, il propose un collage singulier d'intéques cavalcadantes et de réflexions ontologiques, d'une convaincante complexité.

La confrontation des fragments complétés de la Thora, du Talmud, et des Evangiles aussi, pose un problème majeur : si le doigt de Dieu a tracé les mots du Décalogue, n'est-ce pas l'écriture, par les signes alphabétiques employés, qui fonde le monothéisme, la main du dieu unique s'imposant pour une leçon irrévocablement singulière ? La Christ ne vient-il pas « accomplir les Ecritures » ? La recherche de Tracher, d'une portée proprement métaphysique, défie les règles du jeu du Verbe et de la pensée, provocation suprême, qui dépasse l'intervalle

pour saper le sens admis de la création. A travers la fable des Esséniens de Qumran, c'est toute la question de l'origine qui se joue. Faut-il maudire les partisans d'une scène primitive qui se serait jouée sur le versant d'un volcan en sommeil ? L'Hedjaz comme point nodal des « forces telluriques [...] prêts à jaillir des entrailles de la Terre en s'apparentant à une sorte de nécessité intérieure, et pourquoi pas inconsciente... » et la splendeur glacée du ciel étoilé, « comme l'exercice permanent d'une sorte de lucidité, qui, à la faveur du refroidissement du magma, va tenter de lui donner forme, de l'inscrire dans le paysage, de le rendre géographiquement identifiable, et donc lisible », tableau noir pour l'aleph ?

La traque inhumaine de l'écrit tourne à la course à l'abîme, jusqu'à l'ultime malédictions qui promet « une imagination de chimères griffues » et « de métaphores incertaines », disqualifiant « la pluie bien-faisante de l'inspiration, de la tournure heureuse ». L'écrit est un piège d'une telle perversité qu'on peut « s'égarer dans le labyrinthe infini des dictionnaires », demeurant « dans l'incapacité de déboucher le mot juste, qui sonne pourtant clair au loin, comme la pierre sous le sabot de la mule ».

Nadaud offre un livre pluriel sur le Livre des livres, qui n'est « rien d'autre qu'une gigantesque machine à produire de la fiction ». Dieu invention de l'écriture ? Un paradoxe qui rend la littérature responsable de l'ordre du monde : singulière réévaluation qu'on aimerait largement partagée.

Ph. J.C.

ALAIN CORBIN

à l'occasion de la sortie de
L'Avènement des laïcs
1980-1988
aux éditions Aubier
sera à la librairie
Compagnie
le jeudi 23 novembre
à 18 h 30
58 rue des Ecoles - Paris 6^e
Tél. 43 26 45 36



Les références de 370 000 livres à portée de main
Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en langue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5 000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le marché.

2,23 F la minute

3615 ELECTRE : LA BIBLIOTHEQUE ELECTRONIQUE.

LE CHEVALIER D'EL DORADO
280 p., 120 F.
German Arciniegas
Une épopée du dernier conquistador suivie d'une correspondance inédite de STEFAN ZWIEG.
EDITIONS ESPACES 34
BP 2020-34013 Montpellier cedex
Tél. 07 89 23 14 Fax 07 84 00 74
DOSSIER
SANG CONTAMINE
240 p., 98 F.
Jacques Roux
SANG CONTAMINE
PRIORITES DE L'ETAT ET
DECISIONS POLITIQUES

PIERRE VIDAL-NAQUET
LES CANNES
DE COLETTE
23 novembre
à partir de 17 h 30

كتاب الاله

LE FEUILLETON DE PIERRE LÉPAPE



LA GRANDE BONACE
DES ANTILLES
(Prima che tu dica « Pronto »)
d'Italo Calvino.
Traduit de l'italien
par Jean-Pierre Manganaro,
Seuil, 282 p., 130 F.

C'est, plutôt qu'une idée, un sentiment : celui qu'il est des écrivains dont seuls comptent les livres alors que d'autres s'appréhendent à travers l'ensemble complet d'une œuvre. Les uns seraient des écrivains mécaniques et les autres des organiques. Aux premiers, la production d'ouvrages achevés, bien clos sur eux-mêmes, autosuffisants, et entretenant entre eux des relations quasi arithmétiques : chronologie, évolutions thématiques et stylistiques, succession des sources d'inspiration, etc. Leur œuvre n'est jamais que la somme, que la collection de leurs publications, leur bibliographie. Pour les autres, au contraire, c'est la totalité qui permet seule d'appréhender pleinement chacune des parties, c'est l'œuvre complète – sous la figure nécessairement inachevée que lui a donnée la mort de l'artiste – qui livre le sens et la résonance de chacun de ses instants. Le dessin n'est pas celui d'un parcours, du premier livre au dernier, mais celui d'un réseau de connexions et d'interconnexions que chaque texte nouveau réorganise et modifie.

C'est ainsi que *La Grande Bonace des Antilles* nous fait ressentir le besoin que nous avons d'une édition des œuvres complètes d'Italo Calvino plutôt que de la mosaïque de titres dont nous disposons. Il s'agit d'un ouvrage plutôt bien composé, mais de bric et de broc : la majeure partie d'un recueil de nouvelles, de récits et d'apologues, inédits ou non, publié originellement par Mondadori en 1988, auquel on a ajouté deux textes tirés d'un autre recueil, *I racconti*, sorti chez Einaudi en 1958. Tel qu'il nous est présenté, cet agglomérat nous propose donc des échantillons de la production littéraire de Calvino depuis ses premiers pas

d'écrivain en 1943 jusqu'à *La Dernière Chaine*, écrit quelques mois avant sa mort en 1985. Il y a, dans ces échantillons, un peu de tout – ce qui ne veut pas dire n'importe quoi, bien au contraire. Calvino était un écrivain prolifique ; le livre n'était pour lui qu'une manière parmi d'autres de manifester sa création. Il collaborait à des journaux quotidiens, à des revues, à des recueils collectifs. Il pouvait lui arriver d'écrire pour un concours organisé par une marque de bière japonaise, ou pour l'Oulipo, ou encore de proposer à Playboy une étonnante fantaisie mathématique, « L'Incendie de la maison abominable ». Parfois encore, il inventait des *racconti*, des histoires qu'il conservait dans ses cartons, dans l'espoir, peut-être, de les insérer un jour dans une construction plus étendue. Une autre fois, au contraire, il écrivait un roman entier dont il ne gardait plus, pour finir, qu'une dizaine de pages, un concentré.

Calvino écrivait toujours et partout, et *La Grande Bonace des Antilles* rassemble des traces de ces quarante-deux années d'activité créatrice effervescente et disséminée. Or ce qui frappe d'abord à la lecture de ces textes brefs, c'est qu'il ne s'agit en aucune manière de « chutes », d'a-côtés des grands romans, de travaux marginaux ou de créations de circonstance, mais bien – à deux ou trois récits près, moins réussis – d'expressions parfaites de l'art et de la pensée calviniens. Chacun de ces récits, chacune de ces nouvelles est comparable dans son inspiration, dans sa substance intellectuelle et son exécution, à ces chefs-d'œuvre que sont *Le Baron perché*, *Les Villes invisibles*, *Si par une nuit d'hiver un voyageur* ou *Palomar*. Seul change le format, c'est-à-dire le jeu des contraintes narratives et esthétiques auxquelles l'auteur choisit de se soumettre. Et Calvino, comme Borges, est encore plus à l'aise dans la musique de chambre que dans les grandes orchestrations. Il est de ces écrivains rares à qui quelques pages suffisent pour faire toucher du doigt la complexité du monde.

De ce point de vue, les très courts récits de Calvino débutant qui ouvrent *La Grande Bonace* sont surprenants. Il s'agit de fables, d'apologues politiques écrits par un garçon de vingt ans. Nous sommes en 1943 ; Calvino étudiant à la faculté d'agronomie de Turin vient de déserteur de l'armée de Mussolini pour rejoindre, avec son jeune frère, les brigades garibaldiennes de partisans qui se battent en Ligurie. Il ne publiera son premier livre, *Le Sentier des nids d'araignée*, que quatre

ans plus tard, sous l'égide de Cesare Pavese. On s'attend qu'il fasse ses gammes ; or tout se passe comme si, pour l'essentiel, il s'était déjà trouvé, comme s'il ne restait plus qu'à perfectionner l'instrument.

La cible, elle, est déjà installée : il s'agit de comprendre, d'essayer de mettre un peu d'ordre et de logique dans l'inextricable labyrinthe que sont le monde et son histoire. Introduire l'ordre du langage pour débroussailler le désordre de l'humanité. Les grandes machineries romanesques peuvent sans doute y prétendre, mais tout autant ces incursions de franc-tireur qui, en deux ou trois pages, racontent l'absurdité de la guerre, l'hypnose fasciste, l'éveil de la conscience ou, comme dans *Le Moulin noir*, ces paradoxes de la solidarité qui trouvent encore, cinquante ans plus tard, un écho dans l'actualité de l'Italie, et d'ailleurs : « Il était un pays où il n'y avait que des voleurs. (...) Ainsi tous vivaient dans la concorde et sans dommage, puisque l'un volait l'autre, et celui-ci un autre encore. Et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on arrive au dernier qui volait le premier. » Or, pour le malheur de ce pays, survint un homme honnête qui, « la nuit, ou lieu de sortir avec un sac

qu'il trouve ses meilleurs instruments d'investigation. Après la rupture, en 1957, il utilisera d'autres outils intellectuels, qu'on voit à l'œuvre dans *La Grande Bonace* : la linguistique, les théories du récit ou les sciences de l'information. Et comme il se rend compte qu'aucune de ces approches ne saurait rendre compte à elle seule d'une réalité multiple, il va les combiner, les croiser jusqu'à l'épuisement.

En cela, Calvino retrouve l'ambition encyclopédique qui anime tout le roman européen moderne depuis la monumentale faille organisée de *Bouvard et Péuchet*. Ce désir de représenter l'inextricable complexité des relations qui unissent les faits, les personnes et les choses, nous le retrouvons aussi bien dans *La Recherche* de Proust, *L'Homme sans qualités* de Robert Musil, *L'Affreux Pasticci* de la rue des Marais de Carlo Emilio Gadda ou, plus près de nous, dans *La Vie mode d'emploi* de Georges Perec. L'originalité de Calvino, c'est d'avoir cru impossible d'enfermer cette entreprise encyclopédique dans un seul livre, fût-il proliférant comme celui de Proust, inachevé comme ceux de Gadda ou de Musil, exponentiel comme celui de Perec. Chez Calvino, chaque roman, mais aussi chaque nouvelle, chaque article critique, chaque conférence, chaque contribution oulipienne, chaque prise de position morale, idéologique ou artistique, chaque lettre est un chapitre indispensable du grand livre totalisateur qu'est l'œuvre écrite de Calvino.

Il s'ensuit qu'il n'y a pas chez lui de textes mineurs, du moins dans leur rôle. L'extrême plaisir d'imagination et d'intelligence que nous offre chacune des nouvelles de *La Grande Bonace des Antilles* ne tient pas seulement à sa propre lumière, à sa réussite formelle, à l'exactitude de sa prose, au sourire de son ironie, à la virtuosité de son esprit, à la justesse de ses analyses ; il vient aussi de la lumière qu'elle reçoit des autres et de celle qu'elle projette sur ses voisins. Chacune agit comme un cristal.

Avec *Si par une nuit d'hiver un voyageur* comme avec *Le Château des dessins croisés*, Calvino avait mis au point des sortes de machines à multiplier les récits, à partir d'un « échantillon » romanesque. *La Grande Bonace des Antilles* fonctionne, sur un demi-siècle d'écriture, selon les mêmes principes matriciels, avec les mêmes effets de vertige. Italo Calvino, qui traduisit *Les Fleurs bleues* de Raymond Queneau, en italien, propose en quelque sorte mille milliards de romans.

Mais encore faudrait-il, pour que le puzzle tiennent toutes ses promesses, que nous en possédions toutes les pièces.

Mille milliards de romans

et une lanterne, restait chez lui à fumer et à lire des romans. » Et, selon les règles d'une logique mathématique que Calvino dévide minutieusement, « peu d'années après l'arrivée de l'homme honnête, on ne parlait plus de voler ou d'être volé, mais seulement de riches ou de pauvres ; et pourtant ils restaient toujours tous des voleurs. D'homme honnête, il n'y avait jamais eu que celui-là, et il était vite mort, de faim. »

Dès ses premiers pas, Calvino conjugue la littérature et la logique, la fondation d'un style et les nécessités de la pensée. Y voir clair et faire voir clair, c'est, chez lui, tout à la fois une profession de foi esthétique, un impératif moral et une tâche historique de l'écrivain. Et il ne se sépare jamais les trois articles même si, au fil du temps, les grilles d'interprétation évoluent. De 1944 jusqu'au lendemain de l'intervention soviétique en Hongrie, il est communiste, journaliste à *L'Unità*, le quotidien du PCI, et c'est dans la dialectique marxiste

Passage en revues

Histoire, idées et société

SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

Les médias s'intéressent d'autant plus aux jeunes que ceux-ci leur semblent préfigurer, par leurs goûts, leurs idées et leurs manières de vivre, la société de demain. Pour éviter les dérives d'une « sociologie spontanée » qui ne se donne pas les moyens d'analyser en profondeur la réalité, il est bon qu'ils prennent connaissance, en ce domaine comme en d'autres, des travaux des chercheurs.

Les (jeunes) sociologues rassemblés par Gérard Mauger dans la dernière livraison de *Sociétés contemporaines* pour explorer « les mondes des jeunes » offrent ainsi quelques clés, qui permettent de comprendre les transformations de la « condition juvénile » liées notamment à celles des structures familiales, du système scolaire et du marché du travail.

A travers l'analyse des changements entraînés par l'objectif des « 80 % au niveau du baccalauréat » (Sylvain Broccolich), l'étude des relations amoureuses entre lycéens (Philippe Juhem), l'examen des préférences cinématographiques des jeunes (Christophe Jalaudin, Gilles Moreau), l'attention portée aux jeux de rôle (Anne-Christine Voelkel), l'observation des rituels de bi-zutage (Brigitte Languette) ou celle des manifestations contre le CIP (Christophe Gaubert), ce dossier éclaire d'une façon originale ce qu'il est convenu d'appeler « les problèmes de la jeunesse » (*Sociétés contemporaines*, n° 21, « Les mondes des jeunes », L'Harmattan, 90 F).

HÉRODOTE

Autre sujet propice à des généralisations journalistiques parfois imprudentes : la guerre civile en Algérie. La lecture de la dernière livraison d'*Hérodote* remet quelques idées en place. Yves Lacoste, directeur de cette revue de géographie et de géopolitique, s'interroge sur les origines de l'islamisme algérien. Il insiste surtout sur la bataille des islamistes contre les « francophones », accusés d'être « de faux Algériens », et peut conclure que « le sort de toute une partie de l'élite algérienne est, en vérité, un drame de la francophonie ». Des études sur les groupes islamistes en Algérie (Aïssa Khelladi), sur la violence (Sadek Hadjeres), sur l'islam et la démocratie (Labouari Addi), sur le berbérisme (Mohand S. Alt Ahmed), sur les Mozabites (Salah Boudi) complètent ce numéro (*Hérodote*, n° 77, deuxième trimestre 1995, 120 F).

ENQUÊTE

Une nouvelle revue de sciences humaines, *Enquête*, se propose de confronter les expériences de chercheurs en anthropologie, en histoire et en sociologie, trois disciplines unies par une « convergence épistémologique » dans la construction de leur objet et la définition de leurs méthodes. Les trois essais qui

ouvrent le numéro donnent une idée de la richesse de l'entreprise : sociologue, Jean-Claude Passeron, par ailleurs directeur de la revue, tente de décrire les opérations qui caractérisent le « raisonnement sociologique » ; historien, Jacques Revel réfléchit sur le « retour au récit » qui rompt avec un modèle scientifique inspiré des sciences de la nature ; anthropologue, Jean-Pierre Olivier de Sardan analyse les différents modes de production des données dans l'enquête de terrain (*Enquête*, n° 1, Parenthèses, 72, cours Julien, 13006 Marseille, diff. PUF, 100 F).

ET AUSSI...

— *Le Banquet*, revue du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, propose notamment un intéressant dossier sur « la querelle du communautarisme », cette doctrine venue des États-Unis qui s'oppose en particulier au libéralisme renouvelé par John Rawls. Nicolas Tenzer, directeur de la revue, Steven Lukes, Michael Walzer, l'un des principaux représentants de ce courant, Jean-Pabien Spitz apportent des éléments de réponse à la question qui est au centre de la réflexion ouverte par *Le Banquet* : « Le communautarisme ou le péril du contrat républicain ? » (*Le Banquet*, n° 7, second semestre 1995, 95 F).

— La dernière livraison de *Lignes* est en partie consacrée à quelques événements « extrêmes » que symbolisent « les noms d'Auschwitz et d'Hiroshima ». Enzo Traverso esquisse un portrait de Günther Anders, qui ne fut pas seulement le premier mari de Hannah Arendt mais aussi un penseur original. Alain Brossat s'interroge sur le sens des « pratiques exterminatoires » au Rwanda ou en ex-Yougoslavie dans une actualité historique « dominée par la mondialisation du paradigme démocratique » (*Lignes*, n° 26, octobre 1995, Ed. Hazan, 100 F).

— Le quatrième numéro de

projet : « Qu'est-ce que l'utilitarisme ? » Alain Caillé, directeur de la publication, propose un « petit catéchisme à l'égard des débutants » avant de laisser la place à l'analyse des œuvres de Bentham, bien sûr, le père de la doctrine, mais aussi de La Rochefoucauld, Thomas More ou Elle Halévy. Ces lectures permettent de préciser l'anti-utilitarisme « du MAUSS », qui consiste, dans la lignée de Durkheim, à refuser de comprendre le rapport social « comme la résultante de contrats rationnels posés par des individus égoïstes » (*La Revue du MAUSS*, n° 6, 2^e semestre 1995, La Découverte, 160 F).

Thomas Ferençzi

Marie Desplechin vient de trouver un ton épatant, tissé d'auto-ironie, pour parler de sa génération.

Jean-Luc Douin/Télérama

Trop sensibles Marie Desplechin



Editions de l'Olivier.

Où trouver un livre épuisé ?

service de recherches gratuit

LE MONDE DU LIVRE

50, rue Boursat, 75019 Paris

Formulez votre demande :

PAR ÉCRIT adresse ci-dessus

PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66

PAR MINTEL : 36 15 MDL

Merci de joindre cette annonce à votre demande

PIERRE VIDAL-NAQUET

avec le livre

LES CAHIERS DE COLETTE

à l'occasion de la parution de

Reflexions sur la génocide

éditions La Découverte

le jeudi 23 novembre

à partir de 17 h 30

12, rue Rambuteau

Page 36 - 42 72 96 08

Mémorial ou document ?

Des historiens spécialistes de la Shoah ou de la deuxième guerre mondiale réagissent à la parution du « Livre noir »

Que pensent du Livre noir les historiens de la Shoah ? Quelle est pour eux la valeur documentaire d'un recueil composé par des écrivains et non par des spécialistes ? Depuis 1987-1990, les archives soviétiques sont, en outre, plus ou moins ouvertes, et l'effondrement de 1989 a creusé entre nous et l'univers stalinien un fossé infranchissable. Cette nouvelle donne historiographique limite-t-elle l'intérêt du Livre noir à celui d'un pieux mémorial au judaïsme assassiné ? Ou bien, malgré d'évidentes réserves, les témoignages ici réunis par l'équipe d'Ilya Ehrenbourg et de Vassili Grossman, constituent-ils un matériau toujours utile au chercheur ?

Pour Annette Wieviorka, qui a contribué à faire connaître en France la littérature juive du souvenir (1), nul doute que *Le Livre noir* souffre de toutes les déformations typiques de la propagande d'époque (surestimation des faits de résistance immanquablement considérés comme des effets secondaires de Stalingrad, minimisation des phénomènes de collaboration des populations locales). Pourtant, ce livre appartient bien, y compris par son style, à la « bibliothèque de la catastrophe », produit de la compulsion de conservation par l'écriture qui s'était emparée de tant de juifs menacés de disparition. Frénésie de témoignages rédigés dans les ghettos ou griffonnés à la dérobée, au bord même des fosses — comme celui d'Isaac Daghini, dont il est question dans *Le Livre noir*, l'un des Brenner (brûleurs de cadavres) de Ponary où gisaient les juifs de Vilna fusillés. A Riga, par exemple, rapporte *Le Livre noir* dans un passage qui était destiné à être en partie censuré, le grand historien du judaïsme, Simon Dubnow, n'hésitait pas à profiter

des provocations de son ancien étudiant allemand, devenu son bourreau, pour lui soumettre des informations et à achever une histoire du ghetto de Riga.

« Il est fascinant de constater, ajoute Annette Wieviorka, que tous les passages supprimés, et rétablis en italique ou entre crochets dans l'édition présente, étaient précisément ceux qui marquaient une identité spirituelle et religieuse spécifiquement juive. Par exemple, le récit d'Avrom Sutzkever sur le ghetto de Vilna, dans lequel le poète raconte, entre autres, comment ses camarades s'efforcent de sauver manuscrits et archives juives — toutes pièces productrices d'identité. » *Le Livre noir* demeure donc un « classique » et « sa parution favorisera en France une vision plus intelligente de la Shoah, qui ne se limitera plus à Vichy ».

Nombreux sont les historiens qui déplorent à l'avance l'effet désastreux de la propagande. Elle rend parfois la lecture pénible, à commencer par celle de la préface

de Vassili Grossman. Pas question pour autant de repousser ce premier monument d'histoire orale, qui a longtemps servi de matière première historiographique, en attendant mieux. L'interdit de 1947 lui prêtait même une sorte de garantie de crédibilité (sur la couverture de l'édition américaine de 1980, on peut ainsi lire « suppressed by Stalin »). C'est ce que laisse entendre Raul Hilberg, l'auteur de *La Destruction des juifs d'Europe* (Payot) : « La phraseologie communiste pourrait faire passer l'ensemble de ce qui est écrit pour de la langue de bois. Pourtant, j'estime que le travail accompli par Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, quoique dirigé par deux romanciers, a été fait honnêtement. Je ne crois pas qu'ils aient manipulé les témoignages. Tout au plus les ont-ils « édités », c'est-à-dire coupés. » Dans son dernier essai, *Éditeurs, victimes, témoins* (2) Raul Hilberg utilise même *Le Livre noir* à contretemps de la lecture stali-

nienne. Dans les récits de l'évacuation des villes menacées d'occupation par les Allemands en juin 1941, il a ainsi trouvé la preuve que les Soviétiques, loin de se soucier de mettre à l'abri les populations juives menacées, se préoccupaient surtout de sélectionner parmi elles les ouvriers qualifiés et les personnes « utiles ». Ils manœuvraient même à leur poste jusqu'à la dernière minute, dont le travail était jugé nécessaire à la production de guerre.

« Il y a dans *Le Livre noir*, ajoute Raul Hilberg, d'horribles erreurs. Des erreurs de lieux, qui tiennent parfois à la transcription de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin, des erreurs dans les grades SS, des erreurs dans les chiffres. Dans les documents établis par les commissions soviétiques, on trouve de nombreuses allusions à des faits de collaboration pratiquement absents du livre. Mais il est tout à fait loisible aux chercheurs de comparer les témoignages aux documents premiers de l'armée allemande. Depuis quelques années, nous avons en outre récupéré beaucoup d'archives provenant des régions de l'ex-Union soviétique, et portant sur les massacres de juifs. Elles peuvent être consultées à l'Holocaust Memorial Museum de Washington par les historiens. Mais avant que des travaux fiables naissent de l'exploitation de ces documents, il faudra patienter des années. En attendant, cela vaut tout à fait la peine de lire *Le Livre noir*. »

Yakov Lozovick dirige les archives de Yad Vashem, le Mémorial de la Shoah à Jérusalem. Pour lui, l'importance du *Livre noir* tient surtout à son caractère de premier recueil du genre. Mais depuis près de sept ans, dit-il, Yad Vashem reçoit des documents émanant des commissions d'enquête mises en place avant la fin du conflit par les diverses institutions soviétiques. Cela afin de préparer la structure juridique des futurs procès de criminels de guerre, mais aussi de déceler les divers collaborateurs des nazis. Sont également récemment parvenus à Yad Vashem d'innombrables lettres et témoignages envoyés au journal



Ilya Ehrenbourg, Vassili Grossman et Irina Ehrenbourg



soviétique en yiddish *Einigkeit* (l'Unité), mais non publiés par celui-ci. « Rien que la semaine dernière, nous avons reçu de Minsk vingt-cinq mille feuilles d'archives, et un tel arrivage n'a rien d'exceptionnel. » Une matière lourde de révélations donc, qui laissera loin derrière celle du *Livre noir*.

Pourtant celui-ci demeure utile, de l'avis des historiens. Ne serait-ce que parce que les récits qu'il contient portent sur un pan moins étudié, voire mal connu de l'histoire de la Shoah : l'assassinat par fusillade de populations entières. Telle est l'opinion de Michaël Mann, un spécialiste de l'historiographie du Génocide. « La publication du *Livre Noir*, dit-il, permettra au lecteur français de se faire une idée de l'un des chapitres les plus douloureux de l'histoire du Génocide : l'orgie de meurtres dont furent victimes des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, la plupart justifiés par les tristement célèbres Einsatzgruppen (les commandos mobiles de tuerie), mais aussi par d'autres unités. Ces assassinats, parfois négligés, tant nous nous focalisons sur la question des chambres à gaz et des camps d'extermination, sont d'une nature assez différente de la mise à mort industrielle, efficace et organisée avec soin, comme sur une chaîne de montage. Ici, dans les atrocités relatées par *Le Livre noir*, le meurtrier et sa victime se voient, s'entendent, ont un contact « humain » avant l'exécution... » Cependant, on ne peut oublier, dit-il, que *Le Livre noir* provient également d'un « monde bizarre », d'un « empire cruel » l'URSS de Staline où l'agonie des juifs a été cyniquement instrumentalisée dans le but de mobiliser la sympathie internationale, notamment celle des États-Unis, avant d'être évacuée, une fois passée

le second conflit mondial, de l'historiographie soviétique. Stéphane Courtois, qui dirige la revue *Communisme*, a ainsi retrouvé un ouvrage, écrit pourtant à l'époque du « dégel » : *L'URSS dans la seconde guerre mondiale* (la version française est de 1967). Consigné par sept maréchaux soviétiques, quinze experts militaires et... par Ehrenbourg lui-même, ce volumineux ouvrage ne dit mot sur l'extermination des juifs dans la période 1941-1942 dans les zones occupées par les Allemands. « Dès qu'on sent qu'on frôle le problème, dit Stéphane Courtois, on parle de citoyens soviétiques. » Face à ce silence, *Le Livre noir* comble assurément un vide, même s'il appartient à un genre littéraire fécond dont l'archétype est, selon lui, *Le Livre brun* de la terreur hitlérienne, lancé par la propagande soviétique et par son maître d'œuvre, Willi Münzenberg, en 1934.

Pour René Poznanski, aussi auteur d'*Être juif en France* pendant la seconde guerre mondiale (Hachette), impossible de dissocier *Le Livre noir* du contexte dans lequel il a été conçu. « Le pouvoir soviétique était victime du mythe antisémite de la puissance du judaïsme américain. Pour cette raison, les témoignages originaux recueillis immédiatement après les événements, ou même contemporains, conserveront toujours une valeur bien supérieure à ceux que l'on rassemble aujourd'hui, même après plusieurs décennies d'affinement des techniques de l'histoire orale. »

Nicolas Weil

(1) *Les Livres du souvenir* : les mémoires juives en Pologne, Gallimard, écrit avec Yitzhak Niborski.
(2) Gallimard, 1994 (« Le monde des Livres » du 25 février 1994).

QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

Collection dirigée par Olivier Mongin

Place aux débats !



Prix unique : 59 francs

La communication contre l'information

La responsabilité en crise

Religions à la carte

Généalogie de l'islamisme

Lev Ozerov à Babi Yar

L'un des derniers rédacteurs survivants du « Livre noir »

À quatre-vingt-un ans, Lev Ozerov, le dernier survivant, avec Avrom Sutzkever, des rédacteurs du *Livre noir*, continue à enseigner à l'Institut de littérature de Moscou.

Poète, traducteur, critique, spécialiste de Pasternak, correspondant d'un journal de l'armée pendant la guerre, il est l'auteur du passage sur Babi Yar (le « ravin des bonnes femmes »), lieu qui donna son nom au massacre de masse commis par les Allemands le 29 septembre 1941, dix jours après leur entrée dans Kiev. Le chapitre fut presque entièrement censuré. Ozerov se souvient : « C'est en 1943 qu'Ehrenbourg m'a parlé de l'idée du *Livre noir*. Pour réunir du matériel, il a décidé d'envoyer des gens à Kiev, Minsk, etc. Moi, il m'a envoyé à Kiev, ma ville natale, à l'automne de 1943, quand la ville a été libérée. »

« Je n'oublierai jamais. La première fois, quand je suis arrivé, j'ai vu un ravin en forme de long serpent, rempli de cadavres. D'abord, il me fallait maîtriser mon émotion : je savais que j'avais perdu là beaucoup de proches, d'amis, de parents. Des femmes se sont sauvées en me voyant. Il me fallait parler, refaire l'itinéraire qu'ils avaient suivi. J'ai fait plusieurs voyages à Kiev pour continuer à collecter des informations. (...) J'ai écrit un petit poème qui a paru en 1946 dans la revue *Octobre*. »

« Deux ans avaient passé. Les corps n'étaient pas enterrés. (...) Après, on a eu l'idée de faire une route par-dessus. On un terrain de football. C'était un tel cynisme ! Les gens de Kiev n'avaient rien dit. Les uns savaient des juifs, d'autres les trahissaient... Mon grand-père justement est mort parce qu'on l'a donné aux Allemands pour prendre son appartement ! »

« La maison d'Ehrenbourg, en ce temps-là, rue Gorki, était une ruche, un atelier, un entrepôt, un central téléphonique, un point de rencontre. J'y allais presque chaque

jour. (...) Il y avait beaucoup de monde ; j'y ai rencontré Platonov, qui n'a pas écrit, mais prenait part à la collecte des matériaux. Les uns faisaient beaucoup, les autres peu, et le livre avançait. Le principe d'organisation, par région, était simple : j'étais responsable pour Kiev, Lidine pour des villages d'Ukraine, Chikovski pour le Caucase, etc. En 1945, le livre était prêt, et Ehrenbourg l'a remis au Comité antifasciste juif (CAJ). On ne savait pas si on ferait un ou deux volumes. Jdanov l'a retenu longtemps, deux ans, peut-être plus. Staline déclara que c'était favorable aux juifs alors

que des gens de toutes les nations avaient été frappés dans cette guerre.

« Parfois, pour répondre aux humiliations des officiers, Ilya Grigorievitch [Ehrenbourg] faisait la grève de la faim, menaçait de suspendre son travail de journaliste. Je me souviens de ce qu'il disait : "Je pressentais qu'on n'aurait plus besoin de moi quinze jours après la guerre. Mais la guerre n'est pas finie et on n'a pas besoin de moi." Le 15 avril 1945, un article de la Pravda titrait : "Le camarade Ehrenbourg exagère". »

N. Z.



EN VENTE EN LIBRAIRIE

Livre aux portes

tant qui apporte de la résistance

Le monde des Livres

JORN RIE

Le monde des Livres

Le monde des Livres

Le monde des Livres

Le monde des Livres

Le monde des Livres

Le monde des Livres

Le monde des Livres

سكرا على المرحل

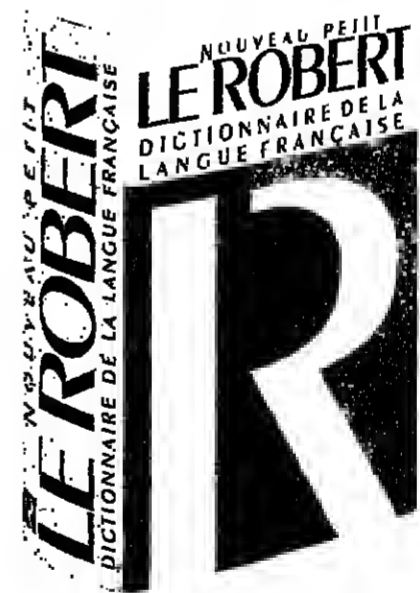
VENDREDI 17 NOVEMBRE 1995 VII

Les 20 Jours des Dictionnaires Le Robert

Du 18 novembre au 9 décembre 1995

Achetez un
Nouveau Petit Robert.*
Gagnez 100 francs
et enrichissez-vous de :

60 000 mots,
60 000 étymologies,
130 000 synonymes et contraires,
450 000 définitions et analogies,
le sens de l'ubiquité,
1 anacoluthes,
1 tiramisu,
13 cucurbitacées,
et 43 façons de rire...



*100F remboursés sur tout achat d'un ou plusieurs dictionnaires Le Robert d'une valeur de 300F minimum. Modalités de remboursement dans les bulletins disponibles sur le point de vente ou en téléphonant au 16 (1) 40 52 26 66.

R DICTIONNAIRES LE ROBERT

Cette offre a été étudiée dans le respect de la loi Lang

Irina la fidèle

Respectant le vœu de son père, Irina Ehrenbourg a permis que soit publié « Le Livre noir »



Il ne devait pas toujours être facile d'être la fille du célèbre Ilya Ehrenbourg (1891-1967). Soviétique, ami d'enfance de Boukharine, qui, arrivé à dix-sept ans à Montparnasse, était devenu l'ami de Picasso et d'Apollinaire, qui passait pour l'unique Soviétique capable d'expliquer l'URSS aux étrangers et dont on disait que, correspondant pendant la Grande Guerre patriotique, il « volait une division ». « Je n'ai jamais éprouvé la peur, écrivait-il dans ses Mémoires, ni sur les fronts, ni en Espagne, ni dans les bombardements, mais en temps de paix lorsque j'entendais un coup de sonnette. »

A la fois honni par les anti-communistes, suspect aux tenants de l'orthodoxie, prix Staline et membre actif du Comité antifasciste juif, ambassadeur auprès des intellectuels français, inclassable, aujourd'hui presque oublié, Ehrenbourg restera l'inventeur du mot « dégel », qui, un an après la mort de Staline, annonçait, trop tôt au gré de certains, la déstalinisation. « Un merle blanc » parmi les écrivains soviétiques, disait de lui son amie Nadejda Mandelstam.

Sa fille Irina vit à Moscou, rue de l'Armée-Rouge, le quartier des écrivains, dans un petit appartement rempli de livres et de tableaux, de souvenirs. Deux portraits de son père : Matisse et Picasso. Avec la publication de la version intégrale du *Livre noir* en russe, en hébreu, en allemand et en français, elle a enfin accompli le vœu de son père.

« J'avais retrouvé des lettres de mon père de 1963-1966 dans lesquelles il écrivait que le livre devait

paraître. C'est pour cela que je m'y suis mise. » En 1980, elle avait envoyé au Memorial du génocide à Jérusalem, tout à fait clandestinement, les archives d'Ehrenbourg ayant trait au *Livre noir*. « A l'époque, je ne pouvais pas le dire. Plus tard, j'ai retrouvé un dossier intitulé Questions juives, contenant des lettres qui n'étaient pas dans *Le Livre noir*. Je les ai transmises, légalement, cette fois, en Israël, où un volume en russe de 500 pages a paru : Les Juifs soviétiques 1943-1946 (Jérusalem, 1994). »

« Pour l'édition du *Livre noir*, j'ai mis un an et demi à vérifier tous les noms », dit Irina. Elle montre un cahier dans lequel elle a consigné des centaines de vérifications. Une liasse de vieux papiers. Les épreuves du *Livre noir*, avec, au crayon, le bon à tirer et une signature illisible. « En 1991, pour le centenaire de mon père, quelqu'un m'a donné les épreuves de 1947, que lui avait confiées Grossman. »

Irina est née à Nice le 25 mars 1911. « Mais, d'après mon passeport, dit-elle, je suis née à Leningrad. C'est ma mère qui avait voulu qu'on ne sache pas que j'étais née en France. Après j'ai changé de nom et j'ai pris celui de son second mari. De même, c'est elle qui m'a fait baptiser orthodoxe quand j'avais sept ans pour être sûre que je serais protégée. Elle était mi-allemande mi-russe ; elle avait connu mon père à Paris et, tout en ayant eu de lui une fille juive, elle ne cachait pas qu'elle était antisémite. »

A six ans, elle retourne en Russie. « C'était la révolution, la guerre civile, la famine ; quand j'ai eu douze ans, je suis repartie avec mon père pour Paris. » Elle entre au Collège Sévigné, puis à l'Ecole alsacienne, passe son bac, s'inscrit à la Sorbonne en psychologie appliquée avec Wallon, fait un stage à Sainte-Anne. En 1933, elle rentre en Russie. Quatre ans avant son amie Natalia Stoliarova, qui, elle, sera envoyée quinze ans au Goulag et qui deviendra la

secrétaire d'Ehrenbourg. « Je suis arrivée à Moscou. Je travaillais comme psychologue à l'autre bout de Moscou. Au bout d'un an, la Pravda a publié un article pour dénoncer cette "pseudoscience", et l'Institut a été fermé. C'est pour cela que je suis devenue traductrice. Je traduisais des romans français : Roger Vailland (125 000 francs), André Maurois (La Vie de Fleming), Pierre Dax, la Vie de Toulouse-Lautrec par Henri Perruchot. »

Juste avant la guerre, elle s'est mariée avec Boris Lapine, un écrivain qui sera tué au front en 1941. Ils n'auront même pas eu le temps d'avoir une photo ensemble. Comme son père, elle va être correspondante de guerre au front.

Puis, en 1944, Irina va adopter « sa fille », Fania, une enfant de douze ans de la région de Rovno qui, après avoir vu mourir sa mère et ses deux sœurs lors de l'arrivée des Allemands, ses frères fusillés, s'était sauvée dans la forêt avec son père, qui sera tué par un Ukrainien. Recueillie par une femme baptiste, la « paysanne Zinaïda Vachtchichina », dont il est question dans le témoignage de la page 794 du *Livre noir* : « Une petite fille est entrée dans la chaumière. Me voyant, elle s'est enfuie. Qui est cette enfant ? me suis-je étonnée. D'abord la paysanne m'a répondu que c'était sa fille, puis elle m'a raconté la véritable histoire de la petite (...). Et cette honnête femme russe l'a cachée sous son toit au risque de se faire tuer par les Allemands, l'a nourrie et habillée au même titre que ses cinq enfants. » La fillette, Fania-Felga Fischman, vit aujourd'hui en Israël.

« Moi, je suis une mécréante », dit Irina Ehrenbourg-Antigone. Pas très orthodoxe. Cosmopolite peut-être. Je ne me sens pas juive. Mais je suis d'accord avec mon père, qui disait qu'il se sentirait juif tant qu'il y aurait des antisémites. »

N. Z.

Vivre aux portes de la mort

Un ouvrage important qui apporte une réponse au débat sur la nature de la résistance juive dans le ghetto

C'ÉTAIT AINSI 1939-1943 : La Vie dans le ghetto de Varsovie de Jonas Turkov, traduit du yiddish par Maurice Pfeffer Austral, 478 p., 165 F.

Parmi les nombreux témoignages sur l'anéantissement du judaïsme européen, voici un document à tous égards exceptionnel. Rédigé deux ans après la fin de la seconde guerre mondiale, il a pour auteur une personnalité importante du ghetto de Varsovie dont la position, à la tête de l'Entraide juive (Yiddische Aelnhilf), lui a permis d'avoir une vue d'ensemble sur les souffrances infligées par l'occupant allemand à la plus grande concentration de juifs dans l'Europe occupée. Jonas Turkov fait le récit de la vie quotidienne du « quartier juif » de la capitale polonaise, où périrent déportés, assassinés ou affamés plus de quatre cent soixante mille personnes de 1940 à 1943. D'après ses calculs, le chiffre moyen de la mortalité dans le ghetto par épidémie ou famine était de deux cent cinquante personnes par jour sur un an.

Jonas Turkov sait analyser parfaitement la tactique allemande

qui consiste à entretenir dans le ghetto non seulement une atmosphère de terreur mais également de chaos et de démoralisation, en suscitant systématiquement des contre-pouvoirs aux institutions juives, pourtant installées par l'occupant pour exécuter ses ordres. Le fameux Judenrat - Conseil juif - dirigé par l'honnête ingénieur Adam Czerniakow est ainsi truffé d'espions qui ne relèvent que de la Gestapo.

De même, la déjà tristement célèbre « police juive », sous la houlette du converti Shermis, se voit bientôt doublée par un « service d'ordre » parallèle, celui du « numéro 13 » (de la rue Leshno), dont le racket et la dénonciation des fuyards sont la principale activité. Et à son tour, comme dans une sinistre gogone, ce groupe de gangsters en uniforme est miné de l'intérieur par les manœuvres allemandes. Qu'ils soient tout simplement corrompus ou apparemment persuadés d'une nécessaire « accommodation » à l'Europe de Hitler, tous ces collaborateurs au service des bourreaux croient tirer leur épingle d'un jeu mortel. Mais ils finissent généralement par subir eux aussi le sort que leurs maîtres ont réservé à tous les juifs.

A cette décomposition, Jonas

Turkov oppose l'activité culturelle inlassable menée clandestinement par l'Organisation culturelle juive, à laquelle il appartient également. Son témoignage apporte ainsi une sorte de réponse au débat en cours sur la nature de la résistance juive : doit-on en limiter l'expression à la lutte armée ou bien qualifier de « résistance » tout acte de maintien d'une vie organisée ? Pour Turkov, nul doute que l'Organisation culturelle juive a eu une influence décisive sur le mouvement de lutte ouverte, en secourant l'apathie et la résignation des masses.

Pièce maîtresse de cette « bibliothèque de la catastrophe », qui se reconstitue lentement dans sa version française, c'était ainsi à la fois le style de la littérature commémorative juive (Yizker-bukher) dans laquelle les juifs consignent la liste de leurs martyrs et tentent de transmettre la mémoire de leurs communautés détruites aux générations futures. A ce « genre littéraire », inventé au Moyen Âge, les deux conflits mondiaux du XX^e siècle ont, hélas, donné un nouvel essor. De là, dans le récit de Jonas Turkov, les litanies de noms qu'il faut cependant s'obliger à lire. Ne serait-ce que pour retrouver trace, derrière l'anonymat du massacre, de la présence des hommes, des femmes et des enfants réels. Une trace par exemple de cette fillette abandonnée dans l'un des quartiers du ghetto qu'une « action » a vidée de ses habitants, et qui, privée de toute nourriture (laissée en territoire hors la loi, elle l'est aussi du droit de vivre), berce machinalement dans un square sa petite sœur d'un an. « Les yeux juifs brillants de la maman de trois ans ne m'ont pas quitté, écrit Turkov, et ne me quitteront plus jusqu'à la fin de mes jours. Je les vois toujours la nuit devant moi et je les suis, moi qui peux continuer à vivre. »

Nicolas Weil

VOUS CHERCHEZ
UN LIVRE ÉPUISÉ
ou ANCIEN
SERVICE LIVRES
Tél : 47.55.89.33
Fax : 44.05.92.72
111, avenue Victor Hugo
75116 PARIS
ACHAT DE LIVRES

JORN RIEL
à l'occasion de la publication
de son dernier roman
LA CHUTE DE LA VIE
174 pages
174 F

Nuremberg et après

Un « témoignage personnel » et lucide, qui, le recul du temps aidant, montre moins les vertus du procès de Nuremberg que ses insuffisances

PROCEUR A NUREMBERG
(The Anatomy of the Nuremberg Trials)
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marie-France de Palomera,
Seuil, 710 p., 180 F.

Il y a tout juste cinquante ans, le 20 novembre 1945, s'ouvraient, à Nuremberg, les débats d'un procès appelé à marquer la conscience universelle : le jugement des grands criminels de guerre nazis. La bibliographie sur le sujet n'est pas mince. Outre les quarante-deux volumes qui contiennent l'intégralité des actes du procès – et qui restent la base de toute approche du sujet, en même temps que la manne de l'historien – nombreux sont les témoignages, les confidences, les commentaires ou les réflexions de ceux qui furent juges, parties, témoins ou spectateurs de cet événement extraordinaire. Il n'empêche : la contribution qu'apporte aujourd'hui Telford Taylor est loin d'être négligeable.

Il avait trente-sept ans en 1945. La deuxième guerre mondiale avait fait provisoirement de ce juriste new-yorkais un officier des services de renseignements dans l'armée de son pays. Lorsqu'il fut pressenti pour faire partie de l'équipe que réunissait Robert Jackson, juge assesseur à la Cour suprême des Etats-Unis, pour soutenir l'accusation américaine au procès des grands criminels de guerre nazis, il ne semble pas avoir hésité longtemps. Ce n'est pas, comme il l'explique franchement, qu'il fut animé d'une haine contre l'Allemand ou l'Allemande, ni qu'il eut une connaissance précise de l'extermination que conduisit le III^e Reich contre les juifs, les Tsiganes et les prisonniers de guerre du front de l'Est. Ce fut d'abord un désir de curiosité, de connaissances et, en quelque sorte, un besoin d'aventure intellectuelle qui commandèrent sa décision.

« Témoignage personnel », donc, sur « un événement majeur et unique en son genre », ce livre ne s'en tient pas à ce qui se passa dans la salle d'audience de Nuremberg jusqu'au 15 octobre 1946. Et c'est bien ce qui fait son originalité en même temps que son intérêt. Du débat judiciaire proprement dit, le lecteur se voit proposer l'essentiel, pièces à l'appui, en même temps qu'il peut mesurer les difficultés rencontrées, les tensions qui, maintes fois, en résultèrent. Mais il se voit entraîner aussi sur d'autres terrains. En premier lieu, pour une bonne compréhension, l'auteur ne pouvait ignorer les origines mêmes de ce qu'on a cru pouvoir appeler un « droit de la guerre », c'est-à-dire cette succession de textes, de coutumes et de conventions – qu'elles soient de Ge-

nève ou de La Haye. Pour autant, rien dans le contenu du droit international ne rendait un Etat ou un individu passibles de sanctions pour avoir déclaré ou commencé une

difficulté, les contradictions, les hésitations mêmes des Alliés dans le long cheminement qui va finalement conduire aux accords de Londres du 8 août 1945. Car c'est ce

chim von Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du Reich, Keitel, chef de l'état-major militaire de Hitler, ou encore Kaltenbrunner, le plus haut dignitaire, après Himmler,

lorsque viendra le temps de juger. Car on ne saurait dire que le secret des délibérations, qui occupe tant de place dans la procédure française, ait été à Nuremberg « religieusement respecté ». Ainsi Francis Biddle, juge représentant les Etats-Unis, tint-il un vrai journal dans lequel il rapporte, au jour le jour, l'état des discussions, les échanges tant sur les questions de culpabilité que sur celles des peines à appliquer.

Rien en vérité n'était simple. On pouvait accuser des amiraux comme Dönitz d'avoir mené une guerre navale totale allant jusqu'à l'extermination des marins désarmés prisonniers à la noyade. Mais on ne pouvait le faire sans permettre à la défense d'obtenir de l'amiral américain Nimitz une déclaration par laquelle il admettait en avoir fait autant. De la même façon, comment retenir contre l'état-major nazi une agression contre la Norvège alors que la Grande-Bretagne avait elle-même la ferme intention d'attaquer ? Et que dire de la guerre en Pologne quand parmi les juges se tenaient des Soviétiques ? Mais si le procès de Nuremberg a pu souffrir de ces situations gênantes, il fut quand même le premier révélateur de l'étendue des exterminations à l'Est, que ce soit dans les camps ou que ce soit par l'action des Einsatzkommandos placés sous la houlette de Kaltenbrunner.

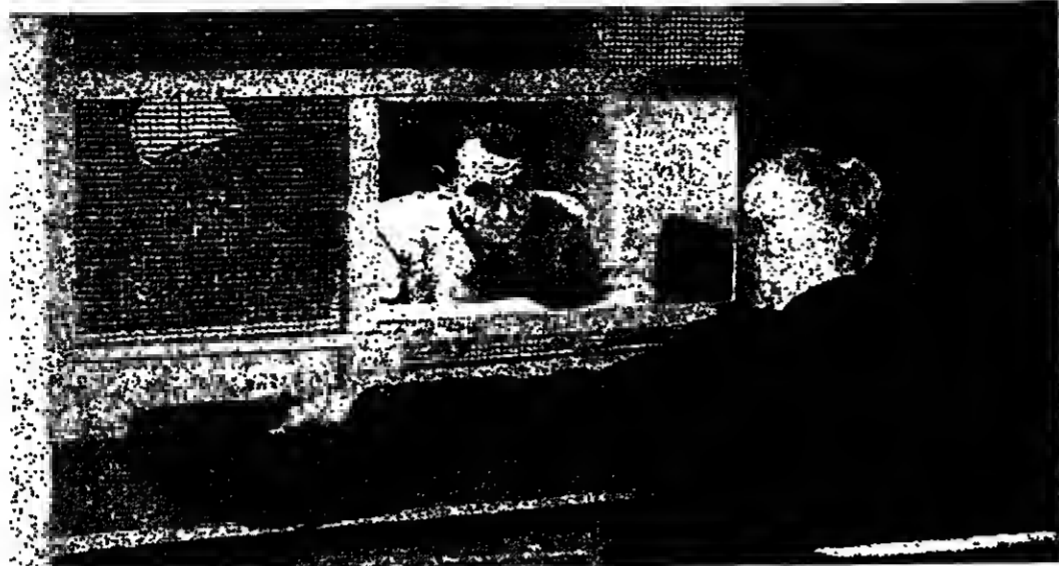
Telford Taylor, avec bien d'autres, n'a pas oublié ces journées qui virent projeter les images britanniques des bulldozers poussant

comme des ruines les cadavres raidis de Bergen-Belsen. Ni celles où le tribunal écouta le commandant d'Auschwitz exposant ce qu'il avait fait ou ordonné de faire.

A côté de ces pages, en voici d'autres. Celles-là peignent des collègues, esquissent à petites touches un portrait, une attitude. On juge et même on juge pour l'histoire. Cela n'empêche pas une petite communauté de vivre, de profiter d'un répit pour une escapade à Salzbourg où le festival de musique a repris, d'ébaucher de brèves rencontres, de mettre fin à une liaison. Ainsi passe-t-on du sévère au plaisant. Ce qui n'empêche ni la lucidité ni l'espérance. La lucidité, parce que le livre montre moins les vertus de Nuremberg que ses insuffisances. Quant à l'espérance, c'est celle d'un avenir dans lequel « les lois de la guerre ne soient pas appliquées uniquement aux présumés criminels des nations vaincues car il n'existe aucune base morale ou juridique qui mette les vainqueurs à l'abri d'un examen ».

Jean-Marc Théolier

* A signaler également *Le Procès de Nuremberg*, d'Annette Wieviorka, éditions Ouest-France et Mémorial de Caen, collection « Seconde guerre mondiale », 201 p., 130 F. Les éditions La Découverte viennent, en outre, de rééditer la célèbre confession de Rudolf Hess, le commandant d'Auschwitz : *Le Commandant d'Auschwitz parle*, avec une préface de Geneviève Decrop, 288 p., 125 F.



Göring avec son avocat Stahmer. Nuremberg, 1946.

guerre. Le nazisme, et plus particulièrement les conceptions d'Adolf Hitler exposées dans *Mein Kampf*, mises en application dès l'arrivée des nazis au pouvoir, changèrent du tout au tout les données classiques des conflits entre nations.

CONTRADICTIONS

A la guerre de conquête se substitue, et quasiment ouvertement, la guerre d'extermination. Les Polonais en feront les frais avant les Russes, pour autant acquiescent à un moment à l'Allemagne dans le but d'un partage de plus de la Pologne.

En 1945, quand tout indique que l'Allemagne sera défaite, les Alliés avaient depuis longtemps déjà à leur disposition suffisamment de témoignages, de documents et de rapports établissant les

réalités de ce qu'ils appelleraient « une politique d'extermination inhérente du peuple juif en Europe ». Mais s'ils avaient déjà proclamé leur volonté de châtier les coupables, de ne point leur laisser de répit et de les pourchasser jusqu'aux extrémités de la terre, l'idée de les juger dans le cadre d'un procès appelé à fixer un droit nouveau et international n'était pas partagée par tous. En novembre 1943, à la conférence de Téhéran, personne n'en souffla mot. Quant à Winston Churchill, au printemps de 1945, il en tenait encore pour des exécutions en série des dignitaires et officiers supérieurs nazis sans qu'on ait à s'embarrasser de procédures de droit en vue d'un jugement.

Telford Taylor montre bien les

même jour où la première bombe atomique anéantissait Hiroshima que fut établi ce tribunal militaire international dont le statut fixait la composition et la compétence, définissait les crimes dont il aurait à connaître, à commencer par le crime contre la paix, résultant lui-même d'une conspiration, d'un complot d'agression, d'un complot d'agression. Cette phase préparatoire n'est pas à négliger. Les premiers symptômes de la guerre froide sont là. Car les divergences sont profondes entre les représentants américains et leurs homologues russes. Alors que, pour l'URSS, il ne s'agit pas d'avoir de doute sur l'issue du procès et le sort des accusés, l'Américain Robert Jackson déclarait dès le 13 avril 1945 : « On ne peut pas instruire de procès devant ce qui s'appelle un tribunal quand on n'a pas l'intention de relâcher les prévenus si leur culpabilité n'a pas été prouvée clairement ».

Ces escarmouches en annonçaient d'autres. Les mois qui suivirent ne furent pas de tout repos. Le livre de Telford Taylor montre combien furent agitées les réunions entre les représentants des quatre ministères publics – américain, britannique, français et soviétique. Du côté des Occidentaux, on tenait à présenter une accusation solide, étayée sur des pièces incontestables, des témoignages auxquels rien ne pourrait être reproché. Ce souci de légalisme à même parfois des accents obsessionnels. Il apparaît très bien dans la façon dont fut établie la liste des accusés. Si l'accord se fit assez vite sur des hommes comme Hermann Göring, Rudolf Hess – encore que pour celui-ci on pouvait discuter de son état mental –, Jo-

seph Goebbels et des SS, il y eut de plus longues discussions au sujet des « financiers » comme Schacht, président de la Reichsbank et ministre de l'économie jusqu'au début de la guerre, ou des amiraux comme Dönitz.

Ces mêmes discussions se renou-

Imparfait procès de Tokyo

Après Nuremberg, des procès moins connus de criminels de guerre

Les 26, 27 et 28 octobre s'est tenu à Caen, au Mémorial de la paix et sous l'égide du CNRS, un colloque consacré au procès de Nuremberg (voir *Le Monde* du 6 novembre). Au cours des débats il a été question d'un sujet plus rarement étudié : les procès de Tokyo où furent jugés du 3 mai 1946 au 12 novembre 1948, vingt-huit personnalités considérées comme les principaux responsables du conflit. Elles furent toutes coupées de « crimes de guerre », de « crimes de guerre », de « crimes de guerre ». Ces procès eurent, d'après Ken-tano Awaya, professeur d'histoire moderne japonaise à l'université de Rikkyo, de graves lacunes, qu'il attribue à l'opportuniste politique des vainqueurs. Voici quelques extraits de sa communication.

A o tribunal de Tokyo, l'accusation exposait en détail, preuves et témoins à l'appui, le déroulement des invasions japonaises, depuis l'incident du

Manchoukou jusqu'à la guerre du Pacifique en passant par le conflit sino-japonais. Dans les attendus du jugement la cour repartit pour l'essentiel les thèses de l'accusation. Le détail des crimes révélés au cours des débats supérieurs les japonais comme le monde entier. L'opinion publique fut particulièrement choquée par le récit des atrocités commises dans les territoires occupés : celui du massacre de Nankin, du commerce des drogues et de l'opium en Chine, de la marche de la mort de Bataan, aux Philippines, des assassinats de civils à Manille, de Chinois à Singapour, ou des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre. (...)

Néanmoins, si l'on analyse en détail ses travaux, il apparaît clairement qu'au déroulement de la mise en accusation se mêlait étroitement un autre processus, menant à l'immunité. En comparaison de Nuremberg, nombreux furent les chefs militaires qui échappèrent aux poursuites. Certains crimes ne furent pas même examinés. Certes, les conditions de la période ne rendaient guère possibles les vérifications minutieuses. Mais la raison tient surtout au fait que plusieurs cas furent volontairement négligés par les juges. A Tokyo, les Etats-Unis s'attribuèrent le rôle principal : la majorité des procureurs étaient des Américains. Le commandant suprême des forces alliées, le général MacArthur, disposait du pouvoir absolu de décision sur les questions traitées, et si l'on préfère parfois fermer les yeux, il faut voir à l'effet d'une volonté politique américaine.

Tel fut au premier chef le cas de l'empereur Hiro-Hito, qui fut la personnalité la plus importante à échapper ainsi aux poursuites. Lorsqu'il fut question d'établir la liste des criminels de guerre, la question la plus cruciale tourna autour de sa mise en accusation éventuelle. (...) Le général Mac Arthur recommanda au gouvernement américain d'accorder l'immunité à l'empereur Hiro-Hito, et de maintenir le système impérial nécessaire au bon fonctionnement de l'occupation du Japon. La Grande-Bretagne, dotée d'un système monarchique similaire, approuva cette décision, et fit savoir aux pays du Commonwealth que poursuivre l'empereur constituerait une grave erreur politique. Tchiang Kai-shek finit lui aussi par adopter une décision analogue – toute politique – et renonça à engager des poursuites, que pourtant beaucoup souhaitaient. Il pensait empêcher ainsi l'infiltration

communiste au Japon. L'Union soviétique, de son côté, continuait sa propagande en faveur des poursuites contre l'empereur Hiro-Hito et contre les dirigeants des Zaibatsu (cartels financiers). Mais son ministre des affaires étrangères, Molotov – dont en réalité Staline –, avait donné pour instructions aux magistrats russes de ne pas s'inquiéter du sort d'Hiro-Hito et de soutenir plutôt les décisions des autres alliés. La politique russe allait donc, elle aussi, dans le sens du compromis, et finit par s'harmoniser avec celle des Etats-Unis. Seule l'Australie proposa solennellement que l'empereur fût livré à la justice. Mais la demande fut rejetée lors de la réunion du ministère public, au motif que MacArthur ne l'approuvait pas. L'empereur fut donc épargné, conséquence d'un accord tacite entre la classe dirigeante japonaise et les administrateurs du gouvernement américain. (...)

L'UNITÉ 731

Les expériences biologiques et chimiques conduites par les troupes japonaises furent un autre cas sérieux laissé de côté par le tribunal. En fait, la section des procureurs examina ce cas, mais ne put jamais le présenter au tribunal. L'unité 731 et d'autres unités de l'armée du Kwantung, spécialisées dans la guerre biologique, utilisèrent plus de trois mille Chinois comme cobayes afin d'expérimenter des bactéries infectieuses et des poisons, et pratiquer des dissections. Ces unités employèrent également des armes biologiques sur les champs de bataille chinois. (...) La encore, il semble que ce soit parce que le gouvernement américain avait déjà décidé de garantir l'immunité aux membres de l'unité 731. Le document officiel motivant un tel choix n'a pas encore été retrouvé. (...)

La guerre froide s'intensifiant, la classe dirigeante conservatrice japonaise put de plus en plus aisément dissimuler ses responsabilités dans la guerre en échange de sa collaboration à la politique anti-communiste des Etats-Unis. Contrairement à l'Allemagne, le Japon n'eut donc pas l'occasion de s'interroger sérieusement sur ses propres crimes de guerre. Et cela explique qu'à ce jour il ne se soit pas encore constitué au Japon de conscience nationale de la responsabilité japonaise dans les crimes de guerre commis.

Kentano Awaya
Traduit de l'anglais par
Judith Rosenzweig

PATRICK ROEGIERS



L'écrivain s'attache à recréer le monde du romantisme allemand mêlant illusion et culture dans un roman ambitieux et singulier.
Patrick Kéchichian/Le Monde

Patrick Roegiers est un cas dans la littérature contemporaine.
Dominique Fernandez/Le Nouvel Observateur

Hémisphère Nord est un roman totalisant en même temps qu'il dénonce ironiquement cette visée.
Tiphaine Samoyault/Le Quinzain littéraire

... Une langue très riche, volontiers sensuelle et jubilatoire.
Alain Fayarger/La Liberté de Fribourg

Editions du Seuil

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

Le Japon

سكراة المرحل

ACTUALITÉ

Apocalypse en Israël

HISTOIRE

Le Japon sans clichés

Au-delà des idées reçues, l'historien Michel Vié analyse la complexité de la société nipponne dans ses rapports avec le monde

LE JAPON ET LE MONDE AU XX^e SIÈCLE de Michel Vié. Masson, 303 p., 165 F.

Le travail de Michel Vié, historien à l'Institut des langues et civilisations orientales, comble une évidence lacune de l'historiographie française sur le Japon (1) et vient à point nommé en cette année du cinquantième anniversaire de la défaite japonaise. La trajectoire de Pearl Harbor, le militarisme, le fanatisme, l'agression, l'« Empereur-Dieu » et les atrocités sont des mots massues et des notions fourre-tout par lesquels l'histoire est ramagée, le plus souvent, à la pathologie. Mais c'est parce qu'on évince ainsi la complexité des événements et les contradictions des doctrines qu'on ne comprend pas ce qui se joue aujourd'hui dans la démarche trébuchante de ce pays à assumer son histoire.

Le Japon et le Monde au XX^e siècle est essentiellement consacré au Japon de la première partie de ce siècle, l'après-guerre - une cinquantaine de pages sur trois cents - étant davantage une illustration de la thèse dominante du livre : le Japon a vécu une série d'adaptations successives, inégalement réussies, à des environnements internationaux différents. La défaite sera une rupture mais ses suites ne peuvent s'expliquer sans rappeler les continuités, écrit l'auteur.

Si le nationalisme, dans le sens de la primauté des intérêts du groupe, et la sécurité constituent un invariant de la politique nipponne, ils se conjuguent à un opportunisme très ouvert. Aucune théorie, aucun projet précis ne viennent légitimer l'action de Tokyo - pas plus aujourd'hui qu'hier - et ce déficit idéologique déconcerte l'étranger. Une politique réactive et l'obsession sécuritaire : telle est, selon Michel Vié, la dominante d'une politique extérieure qui sera le « moteur de l'histoire du Japon du XX^e siècle ».

Lorsqu'il se dégage de son isolement, le Japon a deux priorités dont dépend son indépendance : l'égalité avec les puissances occidentales qui le menacent et la sécurité. Il accéda à la première à la suite de la victoire sur la Russie en 1905 et sera par la suite obsédé par le désir d'invulnérabilité et miné par les dilemmes de la puissance.

Dans l'histoire complexe de la montée en puissance de cet archipel qui allait devenir la première puissance moderne non occidentale et défier les États-Unis, Michel Vié a le mérite d'avoir cherché à dégager des idées plutôt que de simplement aligner des faits. Il met ainsi en lumière les représentations que se font les dirigeants japonais de leurs voisins, notamment de la Chine, foyer de civilisation et référence culturelle, dont le prestige ne cesse de se déprécier devant son incapacité à se moderniser et à tenir en respect l'Occident. Conjugées aux intérêts matériels, ces images culmineront, sous l'aiguillon de la crainte, dans cet « envol de l'imaginaire » que constituera le « panasiatisme », utopie rédemptrice de li-

bération du reste de la région. De même qu'il se modernise pour éviter une occidentalisation forcée, le Japon se taille un empire colonial par peur d'être lui-même colonisé. Mais pas plus en Chine - où, à partir du milieu des années 30, il s'engage dans une conquête de grande envergure - qu'ensuite à Pearl Harbor, il n'a vraiment préparé la guerre. Le piège de l'expansion, une succession d'« incidents » que Tokyo croit pouvoir contrôler, l'isolement diplomatique - l'alliance avec l'Allemagne n'est qu'un remède aléatoire - l'y ont conduit.

A l'intérieur des sphères dirigeantes ne s'opposent pas seulement deux tendances - autoritaire et libérale -, mais sévit une tension

et pluralisme, note Michel Vié. S'il relève souvent de l'euphémisme pour évacuer l'opposition, le consensus ne tient pas du mythe dès lors qu'il s'agit de faire face à l'étranger. Mais le pluralisme demeure : il est source d'hésitations et de volte-face stratégiques (dans la guerre en Chine par exemple).

A la fin des années 20, le Japon passe sans rupture (sans coup d'Etat ou l'équivalent d'une marche sur Rome) du libéralisme - relatif - à l'autoritarisme. Mais, en dépit de l'influence grandissante des militaires, il reste un Etat de droit : « La dictature au Japon s'en tient aux limites de l'union sacrée. » Quant aux atrocités qui accompagneront l'expansionnisme, mais inscrites dans l'extermination : ce fut le cas d'Allemagne hitlérienne. L'ultranationalisme nippon, signe des sociétés qui, en d'un unanime, apparemment, est finalement te, estime Michel Vié. L'assimilation japonaise, un système



125 A Sanya, le quartier des cochards de Tokyo. (Croquis n° 125.)

Une « nouvelle histoire »

Des historiens japonais bouleversent nombre de nos « certitudes »

L'HISTOIRE DU JAPON SOUS LE REGARD JAPONAIS Revue des « Annales, Histoire, Sciences sociales », n° 2, mars-avril 1995, 256 p., 98 F.

Si l'histoire moderne est l'une des lacunes des études nipponnes en France, elle se double d'une quasi-ignorance de la science historique japonaise contemporaine, de ce que les historiens autochtones écrivent de leur pays.

Se dégageant d'une vision occidentale du monde, les *Annales* consacrent, pour la première fois, un numéro entier à des articles rédigés par des historiens japonais : démarche qui n'est pas si fréquente et qui mérite d'être signalée. D'autant que, dans la riche japonologie anglosaxonne même, il n'y a pas eu jusqu'à présent d'initiative comparable.

Ce numéro a deux qualités. D'une part, méthodologique : prendre finalement en compte l'histoire telle que d'« autres » se la représentent et ainsi intégrer à notre horizon la vision de sociétés extérieures au modèle occidental. Dans leur présentation, Hiroyuki Ninomiya et Pierre-François Souyri donnent un aperçu instructif de la richesse de l'historiographie japonaise contemporaine au confluent de courants

autochtones, de l'école allemande, du marxisme et de l'éthno-folklore. La seconde qualité de ce numéro est de mettre en lumière certains objets historiques sur lesquels travaillent les historiens japonais contemporains. Même si elle porte sur des sujets parfois pointus, et donc difficiles d'approche en raison de l'absence de points de référence - mais aussi d'un mode de raisonnement moins linéaire que progressant par spirale -, leur recherche se déplace des figures traditionnelles (guerriers, nobles ou paysans) vers des catégories sociales négligées (itinérants ou discriminés). C'est notamment la démarche du médiéviste Yoshihiko Amino (1), l'un des pionniers de cette « nouvelle histoire » japonaise qui nous fait mesurer combien nos schémas explicatifs habituels sont dépassés, tout comme nos coupures chronologiques traditionnelles.

Ainsi, du passage du Japon à la modernité, au XIX^e siècle, il est erroné de croire que c'est l'ouverture qui a permis à un Japon enlisé dans la « féodalité » de se moderniser : outre que la notion de « féodalité » semble ici plus mystificatrice qu'éclairante de la réalité nipponne de l'époque, les deux siècles de fermeture de l'archipel (XVII^e-milieu du XIX^e siècle) ne furent pas une période obscurantiste mais le moment d'incubation de la modernité,

« fasciste » est pour l'auteur une simplification et le Japon colonial n'a peut-être pas été pire que les autres colonialismes.

« Au cours du XX^e siècle, le Japon ne s'est pas donné d'autre mission que de rester le Japon », écrit Michel Vié. Tautologie apparente. En dépit de la mondialisation des échanges, le Japon de cette fin de siècle tente de rejeter une mondialisation des valeurs, souligne-t-il. Le Japon est en cela partie prenante dans l'idéologie d'un « nouvel asiatisme » qui, sous des formes diverses, bourgeoise dans le reste de la région.

En dépit de ses imperfections éditoriales (coquilles, absence de cartes et d'index) et des thèses avancées sur les ressorts de la guerre nippo-américaine que peuvent ne pas partager des historiens de la deuxième guerre mondiale, ce livre a le mérite, en présentant un point de vue plus japonais qu'occidental sur la puissance nipponne, d'ouvrir un débat verrouillé par une vision « diabolisée » de ce pays. Il ne s'agit en rien de justifier ou d'absoudre. Simple-ment de prendre en compte la complexité d'une histoire et des enjeux présents : parce qu'il est parfois provocant, Michel Vié a le mérite de nous inciter à réfléchir. Ce qui est toujours salutaire.

Philippe Pons

(1) A l'exception, parmi les publications récentes, d'*Histoire du Japon*, ouvrage dirigé par Françoise Héral (éd. Horvath, 631 p., 250 F) et du numéro spécial d'*Histoire et géographie* (n° 344, juin-juillet 1994).

PRIX MÉDICIS EX ÆQUO

« Nous sommes les enfants d'une langue... C'est cette identité que je revendique... J'écris pour convaincre les mots de m'adopter. »

Vassilis Alexakis



Vassilis Alexakis La langue maternelle

Fayard

Le Monde

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

(1) « Le Monde des livres » a publié un portrait de cet historien dans son édition du 15 septembre.

Vazquez Montalban :

Son premier livre,
il l'a écrit en prison
au temps du franquisme.
Son détective, Pepe Carvalho,
a accompagné
la transition démocratique.
« Piéton de l'histoire »,
l'écrivain barcelonais
entend retrouver aujourd'hui
le « discours de l'innocence »



Manuel Vazquez Montalban
devant le temple expiatoire
de Tibidabo à Barcelone

paysage après la bataille

Il le dit tranquillement : « Mon père et ma mère étaient des immigrés espagnols... » C'est un des plus célèbres enfants de Barcelone, deuxième ville du royaume d'Espagne, un enfant né au cœur du Barrio Chino, qui s'exprime ainsi. Déroutante Barcelone : là où, pendant trente-cinq ans de franquisme, s'affichait partout la suprématie de la langue espagnole, triomphant aujourd'hui l'identité catalane, la langue catalane : un chris réséché et vécu pacifiquement, entre une langue parlée par trois cents millions d'être humains et une langue parlée par six millions. En ces temps où les luttes linguistiques sur fond « ethnique » ensanglantent le monde, l'exception vaut d'être saluée.

C'est pourtant en espagnol qu'écrivait Manuel Vazquez Montalban, Barcelonais de naissance et de cœur, chanteur par excellence de sa ville avec laquelle il entretient, dit-il, « un rapport générique » et où il écrivait comme un poisson dans l'eau. « Pour moi, le catalan langue hégémonique à Barcelone, c'est le happy end de l'histoire. Sous l'oppression du franquisme, le catalan a survécu comme un miroir où tout un peuple pouvait contempler son identité. Je ne veux pas que l'espagnol soit une menace pour l'identité catalane. Comme cela, je peux écrire en espagnol avec un sentiment de liberté totale, sans avoir le complexe d'oppression à l'égard d'une armée d'occupation linguistique. » Dans le quartier profétaire où il naît en 1939, la plupart des habitants, « immigrés » comme ses parents, parlent espagnol. Son père, communiste, fait cinq ans en prison. Le catalan, c'est sa mère, couturière, qui le ramène à la maison, parce qu'elle apprend avec ses clientes. Liée à l'anarchisme syndical, elle lui communique cette morale de la rébellion qui bérissa la ville de barricades à maintes reprises et lui valut le surnom de « Rose de feu ». Le triomphe du totalitarisme ne se traduit pas seulement par la répression directe - la prison, la torture : « L'appropriation du pa-

trimoine et la falsification empêchent la formation d'une conscience critique. La mémoire des vaincus est condamnée à disparaître. » Dans son quartier de vaincus, Manuel découvre la loi du silence. « On ne parlait de la guerre civile qu'en privé. Il restait juste comme un squelette de mémoire. »

Son père rêve pour lui d'un emploi sérieux. L'adolescent reçoit en cadeau une machine à écrire. Il s'en sert pour écrire des poèmes. Quand il entre à l'Université - « un petit miracle, vu mon origine sociale » -, il rencontre des jeunes gens qui osent dire tout haut ce que, chez lui, on n'osait à peine dire tout bas : ils veulent changer la société, mettre à bas la dictature. Conséquence : pour avoir pris part, en 1959, à une manifestation de soutien à une grève des mineurs des Asturies, il passe dix-huit mois en prison. Expérience terrible sur le plan physique et extraordinaire sur le plan intellectuel : « Jamais je n'ai tant lu. Mon premier livre, je l'ai écrit en prison. » Des poèmes cangus sous l'influence du réalisme critique - elliptique à cause de la censure - de Blas de Otero, de Celaya, à l'exemple des poètes français de la Résistance ou de Brecht. Deux cultures fusionnent en lui : celle de l'Université et celle, populaire, de ses origines. Aujourd'hui encore, il parle avec émotion de la chanson française de sa jeunesse : Brassens, Brel, Mouloudji, qui ont marqué la génération de la Nova Canço catalane.

Un écrivain est né. Pour retrouver la mémoire perdue, certes, mais pas seulement. Cela, les écrivains de la génération de l'exil, tels les frères Goytisolo, le font. Ce qu'il veut c'est, à travers les mots, « offrir une proposition de changement de la réalité... L'écriture m'est apparue comme un moyen de réaction face à la réalité, comme un besoin de la réorganiser. » Mais à quels modèles se référer ? A l'époque, on parle de la mort du roman, auquel Marcel Proust et James Joyce auraient mis un point final. Pour un jeune communiste qui mise sur l'agonie de la bourgeoisie, l'expression littéraire privilégiée de celle-ci ne

peut être qu'un genre décadent : « C'était la fin du récit linéaire, de la logique interne du discours, un peu la recherche de Juan Goytisolo avec *Signes d'identité*. » Il est d'abord tenté par une écriture qu'il qualifie aujourd'hui de « très avant-gardiste », des « romans expérimentaux », *Recordando a Dardé* (1969), *Hoppy end* (1974) : c'est l'époque de l'éclosion du nouveau roman en France. Mais il prend conscience que le langage garde peut-être à son tour se banaliser au point de devenir « un produit des Galeries Lafayette ».

« Tout en ayant conscience de la foiblesse du réalisme socialiste, devenu une esthétique d'Etat quand il doit être une esthétique de la résistance, j'ai ressenti le besoin de retrouver un discours de corréction réaliste. Comme celui de Pavese et des romanciers italiens des années 40. » C'est alors que, dans son œuvre, s'impose Pepe Carvalho, ce personnage qui traverse le

prend possession de son véritable univers, Barcelone, qu'après la mort du dictateur, avec *Lo Solitude du manager* (1977). Il y évoque dans le contexte de la transition démocratique : un paysage d'après la bataille. « J'avais trouvé la possibilité d'un nouveau réalisme à travers la poétique du roman noir américain. La méthode est celle de la sociologie : le privé pose des questions, il s'interroge. Les réponses aident à construire la structure interne du roman, et en même temps se dessine la réalité de l'époque. » Influence du seul roman noir américain ? Comme chez Leonardo Sciascia, qu'il a rencontré plus tard, celle du roman du XIX^e siècle reste grande, et aussi celle de Franz Kafka - ou, plus près, l'exemple des romans policiers de Graham Greene ou de ceux, politiques, de John Le Carré.

Le prix Planeta couronne, en 1979, *Marquises si vos rivages...*

« Offrir une proposition de changement de la réalité... L'écriture m'est apparue comme un moyen de réaction face à la réalité, comme un besoin de la réorganiser »

quotidien aux mille visages, lui-même jadis polymorphe, capable d'avoir été communiste et agent de la CIA, lecteur boulimique mais n'hésitant pas à brûler sa bibliothèque, jamais totalement bon ni méchant, un peu Philip Marlowe fagoté Humphrey Bogart, un peu Hercule Poirot : « Détective privé philosophe, sceptique, cynique et gourmet », comme le qualifie Michèle Gazder, traductrice attitrée de ses aventures. Capable aussi de prendre le temps d'être amoureux, comme dans les nouvelles qui paraissent aujourd'hui : *Trois histoires d'amour*. Au travers du cycle de Carvalho, commence une chronique de la société espagnole.

Ce n'est pas simple, d'abord. Comment décrire le monde d'un roman policier sous un régime policier ? *Tatouage* (1974) se passe donc à Amsterdam. Carvalho ne

Publié en 1981, *Meurtre ou complot* central fait le tour du monde. Mais le personnage de Carvalho ne peut suffire à apaiser cette soif qu'a son auteur de saisir la réalité de son temps sous toutes ses facettes, d'en traverser toutes les strates. Le besoin d'habiller de chair ce « squelette de mémoire » auquel son enfance a été condamnée le pousse à des entreprises plus ambitieuses. D'où cette fresque folsonnante qu'est *Golindéz*, inspirée d'un événement réel - l'assassinat en 1956 d'un représentant du gouvernement basque en exil - où l'enquête est menée par une universitaire auteur d'une *Ethique de la Résistance*. D'où cette *Autobiographie de Franco* qui rend la mémoire à une Espagne amnésique en mettant à vif tout ce que son

histoire récente recèle d'ironie et de cruauté. D'où ce « Pasionaria et les sept nains » (inédit en français) qui explore les replis du cerveau reptilien du communisme espagnol. D'où, enfin, cet *Aperçu de la plonète des singes* qui paraît aujourd'hui.

Un pamphlet qui affirme le refus de vivre sur « une planète de singes résignés et culpabilisés où, en apparence, se sont asséchées les mers de sang versé par la civilisation libérale-capitaliste d'aujourd'hui occupée à couvrir la terre de hamburgers et de poulets frits portant le casque bleu de l'ONU ».

Un refus de s'installer dans le « présent permanent », auquel on nous convie au nom de la post-modernité en proclamant que le passé reste inutile et que le futur est toujours imparfait, donc tout aussi inutile : « Parce que retrouver le passé signifierait imaginer la cause de ce qui nous arrive aujourd'hui, et questionner le futur de façon critique serait remettre en question ce que l'on nous impose comme présent. » Contre ce cynisme, il revendique un retour aux sources. Que l'on cesse d'utiliser l'échec du communisme des régimes soviétiques comme alibi pour nous expliquer qu'on ne peut échapper à la société des « singes », celle où le spectacle télévisuel de la guerre du Golfe est présenté comme le triomphe de la démocratie. Que l'on fasse le bilan de l'injustice moderne, comme l'ont fait les socialistes du siècle dernier. Que l'on n'ait pas honte de parler de raison, de progrès, et de dire que l'utopie est féconde. La logique de la gauche traditionnelle a fait faillite, mais on peut, on doit faire ce bilan de l'injustice. « J'ai qualifié mon livre de très primitif, parce que je ne pense pas qu'il soit nécessaire en ce moment de recourir à la grande théorie : ce qui est nécessaire, c'est un bilan de la réalité. Pourquoi ce bilan est-il négatif ? Pour moi, cela signifie recouvrer le discours de l'innocence. »

Amer mais optimiste, acerbe mais joyeux, cruel mais tendre, un pamphlet à l'image de l'auteur et parfois de son enfant, le privé Carvalho. Comme lui, Vazquez Montalban se veut un « piéton de l'histoire ». Certes, il sait qu'un simple piéton ne peut changer l'histoire. Mais ce qui le différencie de son personnage, comme de beaucoup d'autres piétons dont il se sent solidaire, c'est que, s'il n'est pas plus qu'eux le « maître des mots », dont rêvait l'Alce de Lewis Carroll, il a appris à s'en servir. L'écrivain ne fait pas l'histoire, mais au moins peut-il la nommer. A lui donc de mettre les mots sur notre désordre. En Espagne, celui-ci s'appelle, entre autres, post-franquisme, fin de la transition ou déshérisse des années Felipe Gonzalez. Ailleurs il porte d'autres noms : par exemple, la chute du Mur, portuse de tant d'espoirs auxquels succède l'amertume de voir s'élever de nouveaux murs. En ces années où « l'ordre mondial », s'agit-il alors de décrire, encore une fois, le paysage après la bataille, en attendant les autres, toutes les autres à venir ? Il sourit : « Le paysage, après la bataille... c'est un bon titre pour votre article, non ? »

François Maspéro

TROIS HISTOIRES D'AMOUR
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Christian Bourgois,
184 p., 100 F.
APERÇUS DE LA PLANÈTE
DES SINGES
Traduit de l'espagnol
par Bernard Cohen,
Seuil, 164 p., 89 F.

Signalons également la parution de *La Gourmandise*, un beau livre (format 270x190 mm à l'italienne) relié sous jaquette qui organise la rencontre entre un texte de Vazquez Montalban, « Discours de Robinson sur la mort », et une sélection de peintures, du XVI^e au XX^e siècle, illustrant le thème de l'ouvrage (traduction de Bernard Cohen, choix des peintures par Jean-Hubert Martin, éd. Textuel, 7, rue Lacaze, 75012 Paris, 206 p., dont 100 illustrées en quadrichromie, 345 F. jusqu'au 31 janvier 1996, 385 F. ensuite).

SOMMAIRE LITTÉRATURES

JACQUES ET RAISSA
MARITAIN,
LES MENDIANTS DU CIEL
de Jean-Luc Barré page III

QUELQUE CHOSE
DE TRÈS SIMPLE
de David Di Nota page III

LES BRABAN,
de Patrick Besson page IV

LE LIVRE
DES MALÉDICTIONS
d'Alain Nadaud page IV

Le feuilleton de Pierre Lepape
LA GRANDE BONACE DES
ANTILLES
d'Italo Calvino page V

LA LONGUE VIE DES MARX
de Juan Goytisolo page IV

SINGULIERS
d'Adonis page IV

ESSAIS

LE LIVRE NOIR, textes réunis par
Ilya Ehrenbourg et Vassili
Grossman pages VI et VII

C'ÉTAIT AINSI, 1939-1943 : LA
VIE DANS LE GHETTO DE
VARSOVIE
de Ianas Turkov page VII

PROCEUREUR À NUREMBERG
de Telford Taylor page VIII

LE JAPON ET LE MONDE AU
XX^e SIÈCLE
de Michel Vié page IX

L'HISTOIRE DU JAPON SOUS LE
REGARD JAPONAIS
revue des Annales page IX

ET AUSSI...

PASSAGE EN REVUES :
HISTOIRE, IDÉES ET SOCIÉTÉ

LIVRES CASSETTES

200 000 livres
10 000 cassettes
36 15 LEMONDE

LE MONDE DES LIVRES

Retrouvez la sélection
du Monde sur Minitel
36 15 LEMONDE

Sophie Fontanel

Sacré
Paul!

Prix
du Premier
Roman 1995

Un premier roman
dont le héros
pourrait être
le cousin de Forrest Gump
et de Charlie.

L. Nauf, Le Pigeon.

كتاب الراحل